

Théo Cosme

MOYEN-ORIENT

1945-2002

HISTOIRE D'UNE LUTTE DE CLASSES

ÉDITIONS SENONEVERO

Table des matières

INTRODUCTION.....	I
Périodisation du mode de production capitaliste.....	2
1) La vision « tiers-mondiste » de l'échec du développement endogène du mode de production capitaliste au Moyen-orient.....	4
2) L'État-nation: à propos d'une citation de Balibar et du chapitre « Mythe et réalité de l'identité nationale » in Georges Corm, <i>l'Europe et l'Orient</i>	8
PREMIÈRE PARTIE.....	13
Moyen-Orient : la transition au capitalisme.....	13
CHAPITRE 1 Problèmes et échec du développement endogène du mode de production capitaliste.....	14
CHAPITRE 2 L'entre-deux guerres : vers le capitalisme.....	17
I La bourgeoisie administrative, commerçante et foncière.....	17
II Le sionisme : la contrainte au capitalisme.....	20
DEUXIÈME PARTIE.....	25
« Échec » de la bourgeoisie nationaliste, triomphe du capital.....	25
CHAPITRE 1 Le capitalisme national : ses perspectives, ses contradictions.....	26
CHAPITRE 2 Genèse historique des rapports sociaux spécifiquement capitalistes.....	29
I Les guerres israélo-arabes.....	30
II L'échec du mouvement palestinien.....	32
III La guerre au Liban.....	33
IV La puissance saoudienne : pétrole et islamisation.....	43
TROISIÈME PARTIE.....	46
L'intégration rentière régionale : une transition.....	46
CHAPITRE 1 Capital et prolétariat en économie rentière.....	47
CHAPITRE 2 La lutte des classes dans la crise de l'intégration rentière régionale.....	56
I L'islamisme.....	56
a) Bases sociales de l'islamisme.....	56
b) La formalisation islamiste de la lutte de classe.....	64
II L'Intifada.....	75
QUATRIÈME PARTIE.....	88
Au sujet de la restructuration mondiale du mode de production capitaliste :.....	88
CHAPITRE 1 La version irakienne de l'intégration rentière et la guerre du Golfe.....	88
CHAPITRE 2 L'élimination nécessaire de la figure du rentier.....	95
CHAPITRE 3 le moyen-orient dans la restructuration mondiale.....	109
ANNEXE 1 La seconde Intifada.....	122
Rappel historique.....	122
L'État d'Israël en question : « la nuque raide ».....	124
La fin du sionisme historique.....	125
Mutations économiques israéliennes après 1967.....	126
La main-d'œuvre palestinienne.....	128
High-tech, libéralisme et organisation de l'espace.....	129
Lutte de classe/lutte nationale/lutte ethnique.....	134
ANNEXE 2 Pétrole, sexe et talibans.....	141
CHRONOLOGIE.....	158
De Mahomet à la Seconde Guerre mondiale.....	158
Après la Seconde Guerre mondiale.....	160

INTRODUCTION

Le Moyen-Orient n'est pas le sujet initial de ce livre. Ce travail d'analyse historique et théorique fut engagé à la suite de la guerre du Golfe de 1991 et publié dans le numéro 11 de la revue *Théorie communiste*¹ (juin 1993). L'importance de l'événement, contemporain de la fin de la guerre froide, réclamait une étude particulière qui s'inscrit dans le cadre d'une analyse plus vaste concernant la restructuration générale du mode de production capitaliste dans la crise des années soixante-dix/quatre vingt. Analyse elle-même essentielle en tant que compréhension de l'état et du devenir de la contradiction entre le prolétariat et le capital. Sur ces points théoriques fondamentaux nous ne pouvons que renvoyer à R.Simon, *Fondements critiques d'une théorie de la révolution*, éd. Senonevero, Paris, 2001.

Développement d'un texte fini de rédiger en mai 1992, ce livre ne contient pas d'actualisation événementielle, nous nous sommes limités à la rédaction d'une postface sur le 11 septembre 2001 et ses suites, ainsi que sur la seconde Intifada. D'une part, rien n'est venu contredire les analyses et les prévisions faites. La seconde Intifada ou l'affrontement dans le cadre de l'Afghanistan entre les réseaux islamistes et les États Unis ne sont que des illustrations supplémentaires de l'analyse développée ici. D'autre part, plus profondément, il ne s'agissait pas d'écrire une « histoire du Moyen-Orient », mais de définir et d'analyser les questions théoriques posées par cette histoire jusqu'à la période actuelle caractérisée par la restructuration du mode de production capitaliste. Par rapport au texte publié dans *Théorie communiste* n° 11, nous nous sommes cependant livré à un important travail de réécriture visant la clarté, la lisibilité du texte et son organisation générale. Nous avons apporté quelques compléments pour faciliter la compréhension de certains points.

Si nous ne nous sommes pas livré au petit jeu d'une réactualisation interne, c'est que cette étude forme un tout. Nous persistons à penser que c'est la guerre du Golfe, en 1991, qui a définitivement résolu le problème essentiel que, dans cette restructuration, posait le Moyen-Orient : l'intégration de la rente pétrolière dans la péréquation générale du taux de profit. On peut alors cesser de considérer le Moyen-Orient comme une question particulière. La « Question d'Orient », qui était celle de l'extension des rapports sociaux capitalistes, est fondamentalement résolue dans la mondialisation de ces rapports, ce que confirment l'effacement et les risques d'implosion de l'Arabie Saoudite, la seconde Intifada, l'évolution de l'islamisme et l'intervention américaine en Afghanistan, comme nous le montrerons dans la postface de ce livre.

S'il fallait, dans l'étude de la restructuration du mode de production capitaliste, consacrer un travail particulier à la région du Moyen-Orient, c'est que l'importance des événements qui, du début du xx^e siècle jusqu'à la guerre du Golfe, s'y sont déroulés révélait un processus singulier de cette région vers son intégration dans la reproduction mondiale du mode de production capitaliste. Il fallait de façon raisonnée reprendre ce parcours ; en 1991, celui-ci s'achève.

Depuis la fin de l'Empire ottoman, la formation de rapports sociaux spécifiquement capitalistes s'est déroulée au Moyen-Orient au travers de la succession de trois fractions dominantes de la bourgeoisie : bourgeoisie foncière, administrative et commerçante ; bourgeoisie nationaliste ; bourgeoisie rentière (malgré nos critiques, nous reconnaissons notre dette aux travaux de Georges Corm : voir plus loin). Chacune, dans sa spécificité, inclut et exprime à un moment donné les nécessités générales du développement du capital. Par là également, leur action peut parvenir à d'autres buts que ceux qu'elles s'étaient fixés. C'est dans ce cadre que nous étudions la formation de l'État d'Israël, la montée de l'islamisme, la révolution iranienne, la guerre du Liban, la première Intifada, l'échec du mouvement palestinien, l'invasion du Koweït et l'élimination de la figure autonome du rentier. Plus généralement, les guerres israélo-arabes sont, pour les pays arabes, le critère et l'histoire du développement en leur sein des rapports sociaux capitalistes ; l'existence d'Israël a été jusqu'à maintenant la contrainte à ce développement. Ce qui se vérifie à nouveau avec la seconde Intifada et l'invasion des territoires « autonomes » palestiniens (2001-2002). Avec cette fois-ci un élément tout à fait nouveau : si l'État palestinien fut toujours problématique, c'est maintenant l'État d'Israël lui-même qui est en question (*cf. postface*).

Outre son découpage et la compréhension de celui-ci, le parcours du capitalisme au Moyen-Orient pose plusieurs problèmes théoriques majeurs : le caractère non endogène du développement du capitalisme ; le rapport entre les identités intermédiaires (communautés religieuses ou ethniques) et l'État-nation ; le rapport de la rente pétrolière à la péréquation du taux de profit ; les formalisations religieuses et nationalistes de la lutte des classes.

PÉRIODISATION DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

À partir du milieu des années 1970, le mode de production capitaliste passe d'une première phase de la subsomption réelle du travail sous le capital à une phase supérieure de celle-ci. Pour parler de la restructuration actuelle, nous nous référons à la distinction entre subsomption formelle et subsomption réelle établie par Marx dans le *Sixième chapitre du Capital* (éd. 10/18), dans les *Fondements de la critique de l'économie politique*, dans les *Théories sur la plus-value* et dans le *Capital*.

Dans l'histoire du mode de production capitaliste, on peut distinguer deux périodes principales. Ces deux périodes sont : la subsomption formelle du travail sous le capital et la subsomption réelle ; leur distinction repose sur la différenciation des modalités d'extraction de la plus-value : plus-value absolue et plus-value relative.

Il ne s'agit pas là d'une simple différenciation technico-économique, selon que l'un ou l'autre des deux modes d'extraction de la plus-value domine, c'est l'ensemble des rapports sociaux, l'ensemble de la contradiction entre le prolétariat et le capital qui diffèrent. La subsomption formelle, historiquement première, se caractérise par le fait que le capital domine un procès de travail préexistant à lui : la plus-value ne peut être extorquée qu'en allongeant la journée de travail ou en multipliant les journées de travail simultanées. Cela signifie également que le mode de production capitaliste ne domine pas l'ensemble de la société, et précisément les branches produisant les marchandises entrant dans la valeur de la force de travail, la reproduction de la force de travail n'est pas un moment du cycle propre du capital. Cette situation s'accompagne également d'une faible composition organique du capital ; le capital lui-même fait du facteur travail l'élément déterminant de la valorisation, contrairement à la situation où la croissance de la productivité est le moyen dominant pour accroître le surtravail. La valorisation du capital est une contrainte au surtravail à laquelle le prolétariat se soumet par le premier moment de l'échange salarial : l'achat-vente de la force de travail. Le caractère salarié du travail n'est spécifié que dans ce premier moment. Dans le second (la consommation du travail par le capital), produire plus de valeur que ne coûte sa reproduction ou produire de la valeur sont indifférenciés. Produire de la plus-value, c'est alors

forcément produire plus de valeur totale, et non abaisser la valeur des marchandises entrant dans la reproduction de la force de travail. Étant donné ce qu'est la plus-value absolue, produire plus de valeur que ne coûte sa reproduction, ce qui est la spécificité du travail salarié, n'a pas encore de manifestation différente qu'être simplement producteur de valeur. Dans le second moment de l'échange, la forme spécifique du travail salarié se confond avec la simple capacité du travail à être créateur de valeur (d'où l'importance, dans toutes les théories du socialisme comme période de transition, de la comptabilité du travail, du système des bons, de la conservation de la marchandise, excepté en ce qui concerne la force de travail).

Avec la subsumption formelle, la domination du capital se résout en une contrainte au surtravail, sans que le travail lui-même soit entièrement spécifié comme travail salarié, sans que le procès de travail soit un procès de travail adéquat au capital (c'est-à-dire, dans lequel l'absorption du travail vivant par le travail mort soit le fait du procès de travail lui-même – développement de la machinerie), sans que les forces sociales du travail (coopération, division du travail, science) soient objectivées dans le capital fixe.

Le capital, dans son rapport au travail, se pose lui-même comme une puissance extérieure. Il s'ensuit que le prolétariat, dans sa contradiction avec le capital, le considère comme contrainte, et la révolution comme sa libération, son affirmation. La lutte de classe a pour contenu l'affirmation du prolétariat, son érection en classe dominante, la production d'une période de transition, la formation d'une communauté fondée sur le travail créateur de valeur. Le prolétariat est déjà, dans la contradiction qui l'oppose au capital, l'élément positif à dégager. Le prolétariat est en effet alors à même d'opposer au capital ce qu'il est dans le capital, c'est-à-dire à même de libérer de la domination capitaliste sa situation de classe des travailleurs, et de faire du travail la relation sociale entre tous les individus, leur communauté. Cela revient à vouloir faire de la valeur un mode de production.

Avec la subsumption réelle du travail sous le capital, dont l'extraction relative de surtravail est le point central, c'est tout ce qui faisait de la condition prolétarienne quelque chose à dégager contre le capital qui disparaît. La reproduction de la force de travail perd toute autonomie par rapport à la reproduction du capital, le travail n'est plus l'élément dominant du procès immédiat, le procès de production devient adéquat à l'absorption du travail vivant par le travail mort, l'unité sociale des capitaux est fixée par l'échange aux prix de production, c'est-à-dire d'une façon telle que la différence entre capital variable et capital constant est niée, et la défense de la condition prolétarienne n'est plus qu'un moment de l'auto-présupposition du capital. Le travail est totalement spécifié comme travail salarié.

Dans la restructuration actuelle du mode de production capitaliste, dont les caractéristiques essentielles seront présentées dans le dernier chapitre de ce livre, les modalités d'extraction de la plus-value relative, de la reproduction de la force de travail, du rapport des capitaux entre eux, sont bouleversées. La production de plus-value relative façonne un monde à son image, dans lequel aucune spécification sociale, historique ou géographique, conservée et/ou produite, ne vient entraver la reproduction du capital et la remise en cause constante de ses conditions. La mondialisation de la reproduction du capital n'est pas la cause de cette restructuration, ni sa dynamique interne, elle n'est que la forme que doit nécessairement revêtir le contenu de cette restructuration en tant que transformation du rapport d'exploitation et de sa reproduction. Elle n'est cependant pas seulement une caractéristique parmi d'autres de cette restructuration, elle en est le contenu comme forme.

PÉRIODISATION DU DÉVELOPPEMENT CAPITALISTE AU MOYEN-ORIENT

Pour le découpage chronologique de l'évolution du mode de production capitaliste au Moyen-Orient, nous nous référons souvent, de façon explicite, au travail historique effectué par Georges Corm dans son livre : *l'Europe et l'Orient* (éd. La Découverte, 1989). Georges Corm organise son analyse autour de la succession de « trois vagues d'élites » : la bourgeoisie administrative, commerçante et foncière de la fin de l'Empire ottoman et de l'entre-deux-guerres ; la bourgeoisie nationaliste ; l'oligarchie pétrolière. Ces « élites » accèdent tour à tour au pouvoir, ce qui a le mérite de donner de l'intelligibilité aux conflits

communautaires et entre États, et de sortir de l'analyse stratégique ou géopolitique. Cependant chacune de ces « élites » (le terme employé exprime bien les limites de la vision de Corm) est conçue de façon autonome et n'est renvoyée qu'à ses propres intérêts immédiats, hors d'une compréhension des nécessités du développement capitaliste de la région, ce qui pose des problèmes en ce qui concerne la deuxième vague (la bourgeoisie nationaliste), dont Corm ne parvient pas à distinguer la légitimité et la nécessité, et la troisième vague (l'oligarchie pétrolière), qui paraît bien « parasitaire ». En outre la notion d'élite renvoie à une vision organique de la société dont une fraction exerce une fonction de direction et d'organisation, fraction dont la justification sociale résiderait dans la conduite éclairée de l'ensemble social. Corm confère à chacune un véritable statut de sujets en les limitant à elles mêmes. S'il ne s'agit pas de les concevoir comme manipulées par une force souterraine, si le développement du capital a bien nécessairement des classes comme sujets de son développement, ce n'est pas en se refermant sur elles-mêmes que ces fractions de classe s'élèvent au statut de sujet, mais parce que, dans leur spécificité, elles incluent et expriment à un moment donné les nécessités générales du développement du capital. Par là également leur action peut parvenir à d'autres buts que ceux qu'elles s'étaient primitivement fixés.

À partir de là, Georges Corm ne peut concevoir les guerres israélo-arabes comme, pour les pays arabes, le critère et l'histoire du développement en leur sein des rapports sociaux capitalistes, et l'existence d'Israël comme la contrainte à ce développement. Il ne peut concevoir l'hégémonie saoudienne des années soixante-quinze/quatre-vingt-dix, comme autrement que parasitaire, ne pouvant situer théoriquement le problème du rapport entre rente et capital. Comme il n'a aucune perspective d'ensemble, parcourant sa périodisation, chaque période devient un moment historique pour lui-même. La guerre du Liban, par exemple, est présentée comme ayant pour but la ghettoïsation de la population, sans que l'on sache ce que celle-ci signifie, en dehors des intérêts stratégiques des uns et des autres. Georges Corm nous donne la possibilité de sortir de ce type d'analyses stratégiques, sans que lui-même ne mène ce travail à terme. C'est le concept de capital, comme abstraction et comme histoire, qui lui fait défaut.

Outre son découpage et la compréhension de celui-ci, le parcours du capitalisme au Moyen-Orient pose plusieurs problèmes théoriques majeurs : le caractère non endogène du développement du capitalisme ; le rapport entre les identités intermédiaires (communautés religieuses ou ethniques) et l'État-nation ; le rapport de la rente à la péréquation du taux de profit ; les formalisations religieuses et nationalistes de la lutte de classes.

Tous ces problèmes sont abordés dans le texte, cependant les deux premiers points appellent quelques remarques ou compléments qui ne peuvent prendre place dans le corps du livre.

1) LA VISION « TIERS-MONDISTE » DE L'ÉCHEC DU DÉVELOPPEMENT ENDOGÈNE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE AU MOYEN-ORIENT

Les lignes qui suivent font référence à la Postface, signée par Samir Amin, au livre de Fawzy Mansour *l'Impasse du monde arabe* (éd. L'Harmattan, 1990).

La critique tiers-mondiste du capitalisme consiste à lui reprocher de créer des inégalités, de créer une périphérie, d'être un système qui, à partir du moment où il est apparu quelque part, empêche le reste du monde de le produire. Le tiers-mondisme, c'est la frustration du capital. Pour le tiers-mondisme, la contradiction essentielle du mode de production capitaliste n'est pas l'exploitation, le rapport entre prolétariat et capital, mais elle oppose centre et périphérie, même si occasionnellement des alliances peuvent être passées par-dessus cette ligne de fracture fondamentale. Dans la postface au livre de Mansour, Samir Amin écrit : « toutes les classes des pays capitalistes du centre subordonnent leurs contradictions internes à la contradiction fondamentale qui les oppose toutes, avec leurs alliés de classe dans la périphérie, aux classes exploitées du Tiers-monde périphérique » (*ibid.*, p. 167).

Pour fonder cette approche du capitalisme, Samir Amin est contraint de rejeter la conceptualisation du

mode de production capitaliste, conceptualisation qui renvoie inexorablement à la contradiction entre prolétariat et capital. À la place du concept de mode de production capitaliste, considéré comme trop abstrait, Samir Amin place celui de capitalisme réellement existant qui permet de mettre en avant un système mondial hiérarchisé, de mettre en avant la description des inégalités nationales. À partir de là, Samir Amin oppose à la vision marxiste de la société sans classes résultant des contradictions du mode de production capitaliste, qui confère un rôle déterminant au prolétariat, la vision de la révolution des peuples de la périphérie : « Cette révolution est anti-capitaliste dans le sens qu'elle se dresse contre le développement capitaliste tel qu'il est. » (p. 211.) Comme si l'exploitation n'était pas le capital tel qu'il est. Là où on devine le véritable but de la critique, c'est-à-dire le désir de capital, c'est quand il aborde le contenu de cette révolution anti-capitaliste : progrès de la démocratie sociale, maîtrise efficace de la relation plan/marché, maîtrise des rapports extérieurs, meilleurs rapports avec l'Occident permis par l'action de la social-démocratie. De cette façon on aurait affaire « à un système global en transition dont les aspects socialistes ne seraient plus, ni ici ni là, négligeables » (p. 212). Cela a été écrit en 1988...

Dans toute cette postface, Samir Amin cherche à montrer que le mode de production capitaliste pouvait apparaître dans n'importe quelle région du monde méditerranéen (de la Bretagne – *sic* – au golfe Persique). C'est son apparition à un endroit qui aurait bloqué son apparition ailleurs. Or toutes les raisons qu'il avance pour différencier l'Occident du reste du monde méditerranéen montrent en fait qu'il ne pouvait apparaître que là, et c'est en fait par là que le texte présente un intérêt certain, à l'encontre des intentions mêmes de l'auteur. Dans l'idéologie tiers-mondiste de Samir Amin, la thèse historique est destinée à montrer que le développement occidental du capitalisme a frustré le reste du monde de ce à quoi il aurait pu également prétendre : le capitalisme. D'où, par la suite, l'insistance sur l'effet de polarisation centre-périphérie du capital, hypostasiée en loi fondamentale et contradiction centrale.

La polarisation centre/périphérie n'est pas une loi première du capital : elle se déduit du concept d'exploitation par la médiation de la notion de marché mondial (inhérent à l'accumulation et au concept de plus-value). Par là, la polarisation se module historiquement, selon l'histoire de l'exploitation et de la forme historique du procès d'accumulation qu'elle détermine. Non seulement la polarisation géographique a une histoire, et dépend historiquement d'autre chose, mais encore la distinction entre centre et périphérie n'est pas, comme la restructuration actuelle du capitalisme tend à le montrer, nécessairement une territorialisation. De ce point de vue, elle est en train d'être dépassée dans la restructuration présente. L'opposition entre le centre et la périphérie n'est pas seulement opposition, séparation, de zones particulières qui s'impliquent mutuellement comme zones distinctes et opposées. Saisir simplement le centre et la périphérie comme deux zones particulières distinctes, c'est saisir les oppositions et même les implications mais sans jamais mettre en évidence l'unité qui les traverse. Le mode de production capitaliste a pu, au cours de son développement historique, territorialiser l'opposition (et même ne pouvait qu'en passer par là). Il a pu constituer la séparation en zones, comme zones distinctes en soi. Mais l'erreur consiste à prendre la rencontre et la complémentarité de ces distinctions en soi pour la totalité, ce qui est prendre les choses à l'envers et poser les notions de centre et de périphérie comme ayant une existence définitoire en elles-mêmes et non comme produites par la totalité du mode de production capitaliste. Cette approche, qui définit en eux-mêmes le centre et la périphérie et ne connaît leur unité que comme rapport d'éléments distincts, a pu sembler trouver sa confirmation dans la territorialisation de l'opposition, sans voir que celle-ci était elle-même produite. Dans la restructuration qui s'achève disparaissent les éléments qui pouvaient permettre une distinction en soi de certaines zones géographiques, appelées alors périphérie : persistance de modes de production antérieurs, spécificités des marchandises produites et des échanges... Le mouvement actuel s'effectue selon plusieurs axes : la délocalisation du centre, le tiers-monde à domicile (le centre) et surtout l'impossibilité à définir distinctement la périphérie autrement que comme une zone capitaliste pauvre et même clochardisée (*cf. la Planète des naufragés* de Serge Latouche, éd. La Découverte, 1991). En ce sens il y a bien déplacement et même accentuation des inégalités de développement.

La périphérie a existé, elle tend à ne plus exister. Mais pour comprendre qu'elle ait pu exister et qu'elle

n'existe plus, il fallait comprendre que sa distinction, et même la persistance de modes de production antérieurs, étaient ce qui l'unissait au centre, définissaient l'une et l'autre comme particularisations de l'unité du mode de production capitaliste. La dotation en facteurs naturels, ou la persistance de modes de production antérieurs, n'avaient d'autre sens que celui que confère l'unité du mode de production capitaliste : il n'y a pas plus de déterminations naturelles que d'archaïsmes. Il n'existe que des déterminations que produit la totalité, auxquelles elle confère un sens. C'est pour cela que l'expression de « nouvelles périphéries » utilisée par Samir Amin pour désigner ce que d'autres qualifient de « nouveaux pays industrialisés » ou de « pays émergents » est ambiguë. Elle sert à revivifier une idéologie tiers-mondiste qui n'a pas rompu avec les stratégies du « capitalisme autocentré », alors que ce que cette notion décrit ne s'origine et n'existe qu'à l'intérieur de l'inégal développement *interne* d'une reproduction capitaliste mondiale.

Pour Samir Amin, on trouve antérieurement au mode de production capitaliste deux familles de modes de production : la famille communautaire et la famille tributaire (absence d'État, et idéologie de la parenté, dans l'étape communautaire ; cristallisation du pouvoir social dans la forme étatique, idéologique, métaphysique, dans l'étape tributaire). Le monde islamique était un monde tributaire achevé, par rapport au monde chrétien occidental, présenté comme un monde tributaire périphérique dont l'inachèvement était dû à l'émiettement féodal, lui-même résultant de la greffe de sociétés communautaires (les Germains) sur le monde romain. En fait cet inachèvement présente des caractéristiques extrêmement intéressantes pour l'épisode suivant de l'histoire, c'est-à-dire le capitalisme, et explique en grande partie son apparition dans l'Occident de ce monde méditerranéen. Le pouvoir d'extorsion du tribut est plus faible en Occident, de par l'émiettement du pouvoir, qui facilite en outre la fuite des paysans. Cette extorsion en Occident exige le substitut du servage dont se dispensent les états tributaires achevés. Cette situation est une incitation à l'amélioration technique. Le contrôle du pouvoir sur le commerce et la richesse est beaucoup plus faible, dans les interstices de l'émiettement féodal se logent les villes libres peuplées de « francs bourgeois ». Enfin l'émiettement du pouvoir de la caste militaire, qui ne constitue pas un État gigantesque, facilite sa fusion « culturelle » avec le monde paysan local. Ces spécificités impliquent que si les *éléments* protocapitalistes n'étaient pas plus développés en Occident qu'en Orient, c'est en Occident qu'ils pouvaient se développer en un *système* capitaliste, et cela en dehors de la découverte de l'Amérique, qui pour Samir Amin est le *deus ex machina* qui, à partir d'une structure identique entre Orient et Occident, fait que le second invente le capitalisme, ce qui par là même bloquerait toute évolution du premier. De toute façon, pourquoi sont-ce les uns et pas les autres qui ont découvert l'Amérique ; et surtout qui ont su « quoi en faire » ; d'autant plus que ce ne sont pas les découvreurs eux-mêmes qui nous ont légué le capitalisme, mais l'utilisation qui a pu en être faite par les centres bourgeois déjà constitués d'Anvers, d'Amsterdam, ou de Gênes. S'il ne s'était agi que d'un heureux événement, les Marocains n'auraient eu qu'à se mettre dans les alizés qui passaient à leur porte pour découvrir l'Amérique.

Il est bien sûr exact que la colonisation de l'Amérique accélère en Europe occidentale l'expansion des éléments protocapitalistes, au point que l'histoire des *xvi^e*, *xvii^e* et *xviii^e* siècles y est dominée par ces éléments de transition au capitalisme : les éléments protocapitalistes forment système alors qu'ils n'étaient, jusque-là, qu'internes et dépendants de leur environnement féodal. Ces éléments peuvent être rapidement énumérés : l'extension marquée du champ des échanges marchands, qui s'emparent, principalement au nord de l'Europe, d'une bonne part de la production agricole ; le passage de la rente en nature ou en travail à la rente en argent ; l'affirmation de formes modernes de la propriété privée ; l'extension du travail salarié libre dans l'agriculture et l'artisanat. C'est dans cette phase que l'émiettement féodal, en disparaissant, donne sa dernière « spécificité » : « L'évolution qui conduit de l'émiettement féodal du pouvoir médiéval, à la centralisation de la monarchie absolue, se produit ici précisément en concomitance avec l'accélération des développements protocapitalistes. Cette spécificité européenne est remarquable puisque, ailleurs, en Chine ou dans le monde arabo-islamique par exemple, nous n'avons pas connu l'équivalent de l'émiettement féodal : l'État (centralisé) est antérieur au "protocapitalisme". [...] J'ai attribué cette spécificité européenne au caractère "périphérique" de la société féodale, produit d'une greffe

de la formation tribulaire méditerranéenne sur un corps encore largement attardé au stade communautaire (l'Europe des Barbares). Or la cristallisation tardive de l'État, sous la forme de la monarchie absolue, impliquait dès le départ des rapports de celui-ci avec les différentes composantes de la société, différents de ceux de l'État tribulaire avec celle-ci. » (*ibid.*, p. 191.) Mais alors, l'État tribulaire centralisé de la monarchie absolue est déjà miné de l'intérieur dans sa légitimité et sa base sociale par les conditions mêmes de sa fondation.

Ainsi, tout au long de son approche historique, Samir Amin donne les raisons pour lesquelles le capitalisme ne pouvait apparaître qu'en Occident, ce que sa perspective politique tiers-mondiste ne peut accepter, et ce que, théoriquement, il masque sous la notion globalisante de système tribulaire. La notion est destinée à mettre tout le monde au même niveau, sur la même ligne de départ par rapport au capitalisme, à noyer les spécificités. Le féodalisme n'est qu'un mode de production tribulaire inachevé et périphérique, mais, en fin de compte, tellement inachevé et périphérique qu'il n'a que peu de points communs avec le mode de production tribulaire achevé et central. La notion est également destinée à rejeter celle de « mode de production asiatique » qui, pour Samir Amin, est l'abomination suprême, en ce qu'elle plongerait les peuples qui y seraient soumis dans une stagnation intrinsèque, dans un blocage inhérent.

À la fin de sa postface, Samir Amin revient sur l'évolution actuelle de la polarisation centre/périphérie. Sur ce point, il commence à affirmer une position théorique générale : seul le système capitaliste est polarisant à l'échelle mondiale, donc seul il peut être qualifié de système mondial (en cela il s'oppose aux thèses de Gunder Franck, pour qui il n'y a depuis la fin de la préhistoire qu'un système mondial en évolution vers le capitalisme). Pour Samir Amin, la loi de la valeur mondiale est l'agent de la polarisation, en ce qu'elle opère sur la base d'un marché truqué qui intègre bien le commerce des produits et les mouvements de capitaux, mais en exclut la force de travail. « La loi de la valeur mondialisée tend alors à uniformiser les prix des marchandises mais non les rémunérations du travail dont l'éventail de la distribution mondiale est infiniment plus ouvert que celui de la distribution des productivités [...]. Les "transferts de valeurs" de la périphérie vers les centres, que cette distorsion productivités/rémunérations du travail implique, sont "inbuilt" dans les structures de prix et de revenus et donc "cachées". » (*ibid.*, p. 204.)

Pour la crise actuelle, et l'étape de polarisation qu'elle comporte, Samir Amin avance l'idée selon laquelle l'accentuation de la polarisation s'exprime par l'industrialisation périphérique d'une part et la « quart-mondialisation » de certaines périphéries d'autre part. Pour lui, les NPI sont les véritables périphéries de demain. Il insiste sur l'ouverture en cours dans les périphéries, le recours plus accentué aux mécanismes du marché, à la privatisation, à l'insertion dans le système financier mondial. « L'urbanisation et l'industrialisation signalent que la phase nouvelle de la polarisation mondiale n'est pas le simple prolongement de la précédente, mais implique des bouleversements qualitatifs. Car, si la polarisation est une constante de l'histoire de l'expansion capitaliste, ses formes sont passées par des étapes successives qualitativement distinctes. » (*ibid.*, p. 217.) Cette industrialisation est naturellement fortement dépendante des débouchés, des techniques, des flux financiers extérieurs, l'élargissement du marché est un élargissement du marché des couches supérieures, finançant les importations et accentuant les coupures sociales à l'intérieur des pays périphériques du Moyen-Orient, ou de l'Amérique latine. Le système financier mondialisé est le véhicule de cette polarisation accentuée, tout cela s'étant mis en place au cours de la longue crise structurelle des années soixante-dix. Dans cette mondialisation du système financier les classes dirigeantes du tiers-monde acceptent, et ne peuvent qu'accepter, la « compradorisation ».

Tout cela est très intéressant comme approche de la restructuration au niveau mondial. Cependant on rejoint ici les critiques faites au début : Samir Amin ne tient pas compte du fait que si la polarisation a une histoire, c'est qu'elle est elle-même fonction de l'évolution historique du rapport d'exploitation ; tous les éléments qu'il avance font, en fait, qu'il n'y a plus de spécificité périphérique.

2) L'ÉTAT-NATION: À PROPOS D'UNE CITATION DE BALIBAR
ET DU CHAPITRE «MYTHE ET RÉALITÉ DE L'IDENTITÉ NATIONALE »
in GEORGES CORM, *l'Europe et l'Orient*.

« Des appareils d'État non nationaux, visant de tout autres objectifs (par exemple dynastiques), ont progressivement produit les éléments de l'État-national, ou si l'on veut ils se sont progressivement "nationalisés", et ont commencé de nationaliser la société. Qu'on pense ici à la résurrection du droit romain, au mercantilisme, à la domination des aristocraties féodales, à la formation de la doctrine de la raison d'État, etc. Et plus on se rapproche de la période moderne, plus la contrainte imposée par l'accumulation de ces éléments paraît forte. Ce qui pose la question décisive du seuil d'irréversibilité.

« À quel moment, pour quelles raisons ce seuil a-t-il été franchi, qui, d'une part a fait surgir la configuration d'un système d'États souverains, et d'autre part a imposé la diffusion de proche en proche de la forme nation à la quasi-totalité des sociétés humaines, à travers deux siècles de conflits violents ?

« J'admets que ce seuil (évidemment impossible à identifier avec une date unique : milieu du xvi^e siècle, achèvement de la conquête espagnole du nouveau monde, éclatement de l'empire des Habsbourg, fin des guerres dynastiques en Angleterre, début de la guerre d'indépendance hollandaise) correspond au développement des structures de marché et des rapports de classes propres au capitalisme moderne (en particulier la prolétarianisation de la force de travail qui la soustrait progressivement aux rapports féodaux et corporatistes). Mais cette thèse communément admise appelle plusieurs précisions. Il est tout à fait impraticable de "dédire" la forme nation des rapports de productions capitalistes. La circulation monétaire et l'exploitation du travail salarié n'impliquent pas logiquement une forme d'État déterminé. De plus, l'espace de réalisation qui est, lui, impliqué par l'accumulation – le marché mondial capitaliste – comporte une tendance intrinsèque à dépasser toute limitation nationale qui serait instituée par des fractions déterminées du capital social ou imposée part des "moyens extra-économiques". Peut-on, dans ces conditions, continuer de voir dans la formation de la nation un "projet bourgeois" ? Il est probable que cette formulation – reprise par le marxisme aux philosophies libérales de l'histoire – constitue à son tour un mythe historique. Mais il semble que nous puissions lever la difficulté en reprenant à Braudel et Wallerstein le point de vue qui lie la constitution des nations, non à l'abstraction du marché capitaliste, mais à sa forme historique concrète : celle d'une "économie-monde", toujours déjà organisée et hiérarchisée en un "centre" et une "périphérie" auxquels correspondent des méthodes différentes d'accumulation et d'exploitation de la force de travail, et entre lesquels s'établissent des relations d'échange inégal et de domination. « Les unités nationales se constituent à partir de la structure globale de l'économie-monde, en fonction du rôle qu'elles y jouent dans une période donnée, en commençant par le centre. Mieux : elles se constituent les unes contre les autres en tant qu'instruments concurrents de la domination du centre sur la périphérie. Cette première précision est fondamentale, parce qu'elle substitue au capitalisme "idéal" de Marx et surtout des économistes marxistes un "capitalisme historique" dans lequel les phénomènes précoces de l'impérialisme et l'articulation des guerres avec la colonisation jouent un rôle décisif. En un sens toute "nation" moderne est un produit de la colonisation : elle a toujours été à quelque degré colonisatrice ou colonisée, parfois l'un et l'autre.

« Mais une seconde précision est nécessaire. L'une des indications les plus fortes de Braudel et de Wallerstein consiste à montrer que, dans l'histoire du capitalisme, d'autres formes "étatiques" que la forme nationale ont surgi et se sont pendant un certain temps maintenues en concurrence avec elle, avant d'être finalement refoulées ou instrumentalisées : la forme de l'empire, et surtout celle du réseau politico-commercial transnational, centré sur une ou plusieurs villes. Cette forme nous montre qu'il n'y avait pas en soi une forme politique "bourgeoise", mais plusieurs (on peut prendre l'exemple de la Hanse ; mais l'histoire des Provinces-Unies au xvii^e siècle est étroitement déterminée par cette alternative qui retentit sur toute la vie sociale, y compris la vie religieuse et intellectuelle). En d'autres termes, la bourgeoisie étatiste naissante semble avoir "hésité" – suivant les circonstances – entre plusieurs formes d'hégémonie.

Disons plutôt qu'il existait des bourgeoisies différentes, liées à des secteurs différents d'exploitation des ressources de l'économie-monde. Si les "bourgeoisies nationales" l'ont finalement emporté, avant même la révolution industrielle (mais au prix de "retards" et de "compromis", donc de fusions avec d'autres classes dominantes), c'est probablement à la fois parce qu'elles avaient besoin à l'intérieur et à l'extérieur d'utiliser la force armée des États existants, et parce qu'elles devaient assujettir la paysannerie au nouvel ordre économique, pénétrer les campagnes pour en faire des marchés d'acheteurs de biens manufacturés et des gisements de force de travail "libre". En dernière analyse ce sont donc les configurations concrètes de la lutte des classes, et non la pure logique économique, qui expliquent la constitution des États nationaux, chacun avec son histoire, et la mutation correspondante des formations sociales en formations nationales. » (Balibar, *Race, nation, classe*, pp. 120-122, éd. La Découverte.)

Balibar cherche à montrer qu'on ne peut pas déduire la forme nation des rapports de production capitalistes, même s'il est indéniable que cette forme correspond au développement du capitalisme moderne. Pour lever la difficulté que représente la coexistence d'une impossibilité théorique et d'une concomitance historique dont on ne peut tout de même pas faire le produit du hasard, Balibar utilise cette notion bien commode de « capitalisme historique ». Cette notion permet de bâtir, sans en avoir l'air, une explication absolument tautologique. La notion de « capitalisme historique » consiste à élever au rang de concept la somme empirique des « formes historiques concrètes » du développement du capital. Comme dans son développement historique, le capitalisme coïncide avec la formation des États-nations, en se situant non pas dans l'« abstraction du capital », mais dans la problématique du « capitalisme historique », on « explique » cette coïncidence, et le tour est joué ! Tout en restant au niveau de la constatation empirique, on a donné un air d'explication théorique au problème. Il est évident que, si on lie « la constitution des nations aux formes historiques concrètes de développement capitaliste », le problème de la formation des nations est résolu, simplement parce qu'il n'y a plus de problème. On n'a rien expliqué, on a constaté. C'est tout.

Cependant, si le texte de Balibar est intéressant, c'est d'abord parce qu'il a le mérite de poser le problème, et ensuite parce qu'il fournit de nombreux éléments susceptibles de servir à sa résolution théorique. C'est-à-dire de déduire la nation et l'État du concept de capital. Balibar fournit ces éléments de deux façons : d'abord positivement par les directions qu'il montre, ensuite négativement par la critique que l'on peut faire des solutions qu'il fournit.

Parmi les éléments susceptibles de servir à une résolution théorique du problème, le premier est la constatation que d'autres formes étatiques que l'État-nation ont accompagné le développement du capital : l'empire, le réseau. L'erreur de Balibar est de les situer au même niveau, comme s'il n'y avait pas, d'après le concept même de capital, évolution nécessaire du capital commercial au capital productif (le capital proprement dit). Si, dès le capital commercial, on a bien affaire au capital, mais si, pour la même raison, son évolution en capital productif est une évolution nécessaire par rapport à sa nature, c'est que celui-ci a pour substance le rapport A-A' (A' comme but de l'opération et point de départ, ce qui le différencie d'emblée de la thésaurisation ou de l'enrichissement somptuaire). Tout comme plus tard le développement de la machinerie, l'appropriation par le capital de l'activité productive de valeur est inhérente à la nature du capital. Ce que Balibar présente comme une alternative ou une affaire de choix est tout simplement inhérent au capital.

Si les bourgeoisies nationales l'ont finalement emporté, ce n'est pas qu'elles avaient besoin de la force de l'État existant : elles pouvaient créer leurs propres forces (ce que les compagnies commerciales ne se sont pas privées de faire) ; en outre il faudrait expliquer pourquoi elles avaient besoin de cette force, et là on est renvoyé à la nature jamais acquise de la reproduction et de l'autoprésupposition du capital, et aux vicissitudes de l'accumulation primitive. L'explication par le besoin de la force armée des États existants est un peu courte. L'hypothèse du besoin d'assujettir la paysannerie est beaucoup plus intéressante. Pénétrer les campagnes pour en faire un marché d'acheteurs de biens manufacturés et des gisements de travail libre n'est pas une possibilité ou un choix pour le capital, mais une nécessité. Il faudrait insister là sur

l'importance de la phase mercantiliste et sur la transformation de la propriété foncière en propriété foncière capitaliste, c'est-à-dire la détermination de la rente par rapport au profit moyen. Pénétration des campagnes et constitution de l'État-nation : dans ce processus, le capital se constitue comme territoire intégré et homogène. Le rapport du capital à la propriété foncière et à la rente n'est pas le résultat d'une configuration historique mais devient inhérent à ce qu'est le capital : approvisionner les manufactures et les villes, expulser les paysans, créer un marché intérieur, développer la division sociale du travail. Pour le géographe Vidal de la Blache (cité par Alain Joxe dans *le Cycle de la dissuasion*, éd. La Découverte, p. 55), c'est toujours de l'espace agraire que procède l'émergence des bourgeoisies. Le monde arabe présente justement l'impossibilité de cette émergence. La constitution des États-nations, qui en dépend, a pour Vidal la forme d'un agrégat de terroirs ayant un point d'histoire sociale commune : leur manière de produire une bourgeoisie.

Le capital est un mode de production historique, mais ce ne sont pas les circonstances historiques qui modèlent les caractéristiques du capital, c'est le capital qui produit dans l'histoire ses caractéristiques de façon inhérente à ce qu'il est. Sans l'État, le capital n'est pas. Cet État, en tant qu'État du capital, assujettit un territoire qui, conformément aux nécessités des rapports de production capitalistes, est produit comme un territoire intégré et homogène. Le caractère d'intégration et d'homogénéité que présente Vidal est intéressant, sa limite est de renvoyer l'homogénéité de la nation capitaliste à des causes précapitalistes. En fait, la manière particulière de produire une bourgeoisie ne devient critère d'homogénéité du territoire capitaliste que dans la capacité des capitaux particuliers à participer à la péréquation de la masse de profits ; la simple manière historique semblable n'est pas en elle-même le critère de l'homogénéité. L'homogénéité de Vidal est fixe, donnée une fois pour toutes. Or les frontières sont mouvantes. Comme le dit Marx, en dehors des périodes de crise, la concurrence fonctionne comme une amicale intercapitaliste. Or pour adhérer à cette amicale, il ne faut être ni trop puissant, car on se sentirait à l'étroit dans les conditions fixées par la majorité, ni trop faible bien sûr. Les aires de péréquation évoluent dans les tensions qui se créent en leur sein : s'agrandir, se scinder, absorber son voisin, résister aux pressions expansionnistes, s'entendre également.

Voilà un territoire intégré, homogène. Un État, c'est un État-nation car c'est un État capitaliste, il ne connaît pas de communautés intermédiaires, d'identités multiples reconnues en son sein, et démarque comme corps étranger, communautés particulières, donc nuisibles, tout ce qui nuit ou interfère dans son critère d'homogénéité. Dans un tel processus, la nation n'est pas une alliance entre capitalistes, elle est un produit social qui se produit et se reproduit et se donne en tant que nation une histoire, histoire téléologique dont le présent est la preuve de l'unicité de son passé. Il n'y a pas mensonge, son homogénéité actuelle a bien été produite historiquement. La téléologie commence quand la nation se place elle-même au début comme sujet de son histoire (l'histoire « de » France).

De prime abord, il semble que l'on ne puisse pas déduire l'État du concept de capital. À partir du concept, on ne déduirait qu'un organisme gérant les vecteurs de la péréquation du taux de profit entre les capitaux : force de travail et monnaie. C'est dans le rapport entre concept de capital et histoire que, d'abord, on produit l'État (le mercantilisme ou le « droit naturel » en Europe fournissent à la fois une médiation conceptuelle et historique). L'histoire n'est pas un moyen terme duquel serait déduit l'État, car, produit historiquement, l'État renvoie au concept de capital, à travers ses fonctions, qui délimitent son existence dans la péréquation et la concurrence, qui font que l'État est un système d'États. Ce sont, en outre, le fétichisme, l'échange, l'abstraction de l'individu, inclus dans le concept, qui donnent à ces fonctions et à cette délimitation sa forme spécifique : politique.

L'État-nation est un système politique où toute médiation entre le pouvoir et l'individu a cessé d'exister ; il n'y a plus de corps intermédiaires (sociaux, ethniques, religieux) : « Seul l'État est censé représenter à travers ses organes législatifs et exécutifs l'individu devenu citoyen et lui garantir des droits. » (Corm, *l'Europe et l'Orient*, éd. La Découverte, p. 59.) C'est l'effacement des identités multiples individuelles coexistantes. Nous devons insister sur ce moyen terme qu'est l'État-nation dans sa structure

politique, moyen terme sans lequel on ne fait que renvoyer grossièrement l'explication de l'homogénéisation au développement de la valeur et du capital, à partir desquels on peut expliquer tout et n'importe quoi dans une totalité indifférenciée. S'il n'y a plus d'identités intermédiaires entre le citoyen et l'État, les citoyens, individus abstraits, ne peuvent constituer qu'une communauté unique : en fin de compte il n'y a pas de communauté identitaire. Par exemple, avec la consolidation des États-nations, les groupes sociaux à identité complexe et cosmopolite qui formaient l'armature bureaucratique des empires (juifs, Grecs, Arméniens) perdent toutes fonctions.

Si seul l'État est censé représenter l'individu abstrait de ses déterminations qu'est le citoyen, individu « émancipé », la seule garantie de son « émancipation » est son appartenance-intégration à la collectivité nationale représentée par l'État. D'où l'émancipation des peuples, c'est-à-dire leur accession au rang de nation donc d'ayants droit à un État. Peuples dont la délimitation et la définition suivent les lignes de fractures ethniques, religieuses, territoriales, que font apparaître, fixent, ou créent, les rythmes d'accumulation du capital, la circulation internationale. Alaouites, Druzes ou Kurdes apparaissent momentanément comme pouvant accéder à la dignité de nations, par rapport aux sunnites ou aux maronites, mais jamais les coptes chrétiens d'Égypte ; les Arméniens passent à la trappe ; les Grecs d'Asie Mineure deviennent une minorité nationale (cas particulier du peuple pouvant se raccrocher à une nation déjà munie d'État, donc par là même devenu étranger là où il est). Une chose doit être claire (dans cette question qui a la fâcheuse facilité de s'obscurcir rapidement) : on ne sait pas ce qu'est une nation, un peuple, une religion, une « race », des « frontières naturelles ». Le principe d'homogénéisation et de constitution en peuple, nation, État, est donc ailleurs, il délimite et promeut des déterminations religieuses, ethniques, géographiques existantes, ou créées pour l'occasion en fractions et distinctions. Ce principe est l'unicité de l'identité par rapport à l'État en tant que citoyen. L'individu émancipé est alors le résultat de l'émancipation d'un peuple, garant de sa propre émancipation, mais la délimitation du peuple relève d'une logique autre que celle des systèmes politiques, elle relève d'une logique sociale et économique qui s'exprime en grande partie dans les guerres civiles locales, les rivalités internationales, elles-mêmes résultantes des nécessités de la formation, de l'accumulation, de l'extension du capital au travers de ses conditions et de son histoire.

L'extension du mode de production capitaliste au travers de la domination mondiale des pays européens donne une force irrésistible au principe de l'État-nation. C'est-à-dire à l'émancipation de l'homme comme citoyen (la fin des identités et allégeances multiples) qui n'existe que dans son rapport à un État par la médiation de son appartenance à une collectivité nationale. L'émancipation de l'homme passe par l'émancipation des peuples. Or dans des territoires à populations aussi mêlées que les Balkans ou le Moyen-Orient, le principe des nationalités ne pouvait en rien permettre la mise en place de l'État-nation. On ne pouvait aboutir qu'à la constitution de clientèles ethniques ou religieuses et à la fabrication de minorités « nationales », car le processus d'extension du capitalisme qui rend irrésistible le principe de l'État-nation fait qu'il se développe dans une situation de domination, où décomposition interne et intervention extérieure sont indissociables, cela depuis la lutte d'indépendance grecque à partir de 1821 qui crée la première minorité nationale, celle des grecs demeurés dans l'Empire ottoman. L'extrême entrecroisement des populations n'est pas en soi un obstacle insurmontable à la réalisation du principe de l'État-nation, il le devient parce que la structuration de l'identité dans laquelle se constitue ces populations suit la structuration des rivalités à l'échelle mondiale. À un degré moindre il est vrai, une telle diversité a pu exister en France, en Angleterre, en Allemagne, en Italie ; seulement, là, le développement du capital et de son État s'effectuait selon un processus essentiellement endogène. Essentiellement et non exclusivement car pour n'importe quel État sa constitution s'effectue nécessairement dans le cadre d'un système d'États. Tout État capitaliste en tant que tel implique l'existence d'une extériorité (d'une autre aire de péréquation, d'une autre nation), implique son appartenance à un système d'États. La dynamique de constitution nationale dans les Balkans ou au Moyen-Orient est mise en position dominée dans un système d'États déjà existant. La structuration des identités suit alors la structuration du système d'États déjà existant.

« Les Balkans ou le Proche-Orient ne deviennent des poudrières que parce que les ondes de choc des conflits de puissances et des rivalités idéologiques européennes qui les accompagnent peuvent enfin pénétrer à travers les failles des Empires russe, habsbourgeois et ottoman. Ces failles sont justement celles de la complexité des identités des populations, de l'insuffisante centralisation [...] Elles sont aussi, facteur fondamental, celles des différents aspects du retard économique de ces empires et de la pauvreté de leurs populations en majorité paysannes. Ici encore le retard ou la pauvreté se mesurent aux conquêtes matérielles et techniques de l'Europe des grands États nationaux. » (Corm, *op. cit.*, p. 55.) Cependant on ne passe pas en droite ligne, de façon endogène, de la complexité de ces identités, constituées et reproduites à l'intérieur de grands ensembles impériaux, aux factions en lutte dans la décomposition de ces empires. La démarcation des factions a un autre principe constitutif que celui que pourrait fournir une vaine archéologie de ces identités, elle procède des conflits sociaux nés de la décomposition de ces empires et de l'extension du mode de production capitaliste, ainsi que des rivalités internationales que porte cette extension dans la périphérie (c'est-à-dire où le capital ne naît pas du sol même des rapports sociaux antérieurs).

On ne peut pas, par exemple, analyser la guerre du Liban comme un conflit entre ethnies différentes, même doublé d'une opposition sociale entre « minorité chrétienne riche » et « masses musulmanes pauvres ». Les factions locales n'appartiennent nullement à des ethnies différentes, la grande propriété foncière rurale et urbaine est d'ailleurs plus entre les mains des communautés musulmanes que dans celles des communautés chrétiennes. En ce qui concerne la Palestine, ni les Israéliens ni les Palestiniens ne peuvent se réclamer d'une appartenance nationale spécifique résultant d'une lointaine identité communautaire. Ce sont les contradictions propres au développement du capital et la lutte des classes qui modèlent le communautaire, pour autant que la reproduction du capital confère à la reproduction communautaire une signification... capitaliste. Si la démarcation des factions procède des conflits sociaux nés de la décomposition des empires et des rivalités internationales, on ne peut, en fait, séparer ces deux séries de causes. Comme on va le voir par la suite, tous les jeux étatico-nationaux au Moyen-Orient procèdent d'une guerre civile entre les fractions bourgeoises qui se succèdent dans le monde arabe, et entre elles et la paysannerie pauvre, le prolétariat ou la population marginalisée (forme de prolétarianisation) des villes.

L'extension du capital, qui forme la trame de ces oppositions, les situe de façon immédiate dans un contexte international, qui non seulement participe à la délimitation des forces en présence, démarque les forces sociales et les communautés, mais participe également de l'élaboration de leur contenu, de leur définition. Les conflits entre communautés au Moyen-Orient, qu'elles soient ethniques, géographiques ou religieuses, n'ont pas de dynamique interne, ils relèvent de la dynamique de l'instauration de l'État-nation, des configurations mondiales du mode de production capitaliste, des conflits sociaux et internationaux qui l'accompagnent. Ces processus inventent ou promeuvent n'importe quelle différence en identité communautaire. Il est totalement vain de vouloir expliquer la structuration ethnique ou religieuse par une archéologie locale des populations.

Avril 2002

PREMIÈRE PARTIE

MOYEN-ORIENT : LA TRANSITION AU CAPITALISME

CHAPITRE I

PROBLÈMES ET ÉCHEC DU DÉVELOPPEMENT
ENDOGENE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Au Moyen-Orient, les éléments protocapitalistes fortement développés ne se traduisent pas en système, en mode de production capitaliste. Dans les deux premiers siècles de l'Hégire et plus encore dans les siècles suivants jusqu'à l'apogée de l'Empire ottoman sous Soliman le magnifique (xvi^e siècle), les prémices nécessaires d'un développement capitaliste sont formées et, pourtant, comme à Byzance, elles n'ont pas donné naissance à un développement capitaliste.

Dans la péninsule arabique, au début du vii^e siècle, le contraste de richesse entre les nomades, les paysans pauvres des communautés sédentaires et les marchands bénéficiaires du commerce à longue distance devient intolérable et donne naissance à de multiples révoltes. À l'époque de Mahomet, la formation d'un État centralisé (pour la première fois dans l'histoire des Arabes), dont l'idéologie prône l'égalité entre les Arabes et la lutte contre les iniquités, résoud la crise, et s'accompagne de la conquête de l'Empire perse et de vastes territoires sur l'Empire byzantin. L'histoire des premières années du khalifat après la mort de Mahomet se confond avec l'histoire de la perception de l'impôt sur la richesse et le revenu.

« Ce que Omar (le deuxième khalife) essayait d'établir, c'était un État rentier qui assurât une société de bien-être au bénéfice des Arabes, tirant ses revenus de toute une série de tributs payés par les peuples conquis non musulmans. » (Mansour, *l'Impasse du monde arabe*, éd. L'Harmattan, p. 49.) Cependant cet État ne pouvait empêcher l'énorme croissance du capital marchand détenu par les Arabes ni l'accroissement de la propriété foncière au Hedjaz et dans les provinces conquises. Avec le troisième khalife (Osman), les chefs de tribu, gros commerçants et propriétaires fonciers, s'autonomisent de la forme communautaire tribale, ils dominent l'État, qui allège les charges de la richesse et autorise la possession de terres dans les provinces conquises, ce qui diminue les revenus propres de l'État, l'impôt sur les musulmans étant beaucoup plus faible ou inexistant. L'assassinat d'Osman est le signal de la guerre civile entre les « pauvres » sous la conduite d'Ali, et l'oligarchie qui sort renforcée de la guerre et s'installe définitivement au pouvoir.

La période *Omeyyade* (661-750) voit l'assèchement de la principale source de revenus de l'État : les butins de guerre. La seconde source, les tributs, fut stabilisée et même régressa légèrement à la suite de l'extension de la propriété foncière arabe. Les domaines byzantins ou perses abandonnés par leurs propriétaires deviennent la propriété des membres de la famille du khalife, de notables, de chefs de tribu ; ces propriétaires rétablissent le travail forcé, ce qui entraîne un important exode rural. « C'étaient les chefs de tribu et non pas les simples membres de la tribu qui étaient les bénéficiaires de la nouvelle propriété foncière sous la protection du gouvernement central. Dès lors, ils étaient portés à négliger les obligations et devoirs ; bref le processus de formation des classes en reçut un nouvel élan. » (*ibid.*, p. 54.) Les quelques tentatives « sociales » du gouvernement central furent des échecs, on ne pouvait plus revenir à la structure organisationnelle de l'État-rentier et redistributeur.

Pour renverser les Omeyyades, les Abbassides (750-847) s'appuient sur les Arabes marginalisés dans le

processus de distinction des classes et surtout sur les non-Arabes. De toutes façons, si le nouvel État perd son caractère arabe, c'est essentiellement du fait que la structure sociale arabe (la tribu) était brisée, et par là même tout vestige de la nature rentière redistributrice de l'État en tant qu'État arabe. De diverses façons, souvent en liaison avec le pouvoir d'État (prélèvement des impôts par fermage), la concentration de la propriété foncière s'accélère. Le développement de la propriété latifundiaire brise la tendance à la formation d'une bourgeoisie et d'un capitalisme rural. Mais le développement de la propriété latifundiaire n'est que le mécanisme qui entrave la formation d'une bourgeoisie rurale. Sa puissance et son efficacité demandent à être expliquées. La cause essentielle expliquant l'absence de paysannerie libre puis de capitalisme rural réside dans le caractère limité des terres. Dans les régions conquises, les limites des capacités productives de la terre sont rapidement atteintes, il en résulte une forte hausse de la rente absolue (qui permet, et que renforce à son tour, la concentration foncière), et de la rente différentielle, du fait que le niveau du coût à la marge de l'agriculture s'élève rapidement. Ce niveau de rente explique le recours au métayage, qui est la forme classique de surexploitation dans l'agriculture en ce qu'elle assure la pression maximum sur le paysan.

De cette situation fondamentale découle une évolution du pouvoir d'État, qui achève de le constituer en tant qu'expression de la société devenue autonome face à elle. La nécessaire violence du prélèvement du tribut dans cette situation de surexploitation et de fréquentes révoltes paysannes et régionales provoquent la domination de l'État par une caste militaire, que le khalife, pour s'en assurer l'allégeance, recrute à l'étranger : les Turcs. La nouvelle caste militaire prélève une part croissante des revenus de l'État, ses sources de revenus tirés de la terre sont conférés à des officiers de l'armée sous la forme de domaines où ils exercent le pouvoir de percevoir les impôts et la rente. Le mouvement aboutit à la dislocation de l'empire, les généraux turcs reçoivent une province dont les revenus sont supposés être utilisés pour entretenir l'armée se trouvant sous leur commandement. La militarisation du pouvoir d'État et son caractère presque totalement parasitaire accentuent le blocage de toute évolution dans la société.

Enfin, la caractéristique de la bourgeoisie urbaine achève d'expliquer l'absence de développement capitaliste. Cette bourgeoisie est totalement immergée dans un vaste empire dont l'agriculture est la principale activité productive. Le mode même d'exploitation de cette agriculture entraîne que la bourgeoisie ne peut trouver aucune alliance dans les campagnes, ne peut prétendre à participer au pouvoir politique, et ne peut se développer en s'intégrant les activités productives du pays. La bourgeoisie ne s'est pas tournée vers les activités manufacturières en transformant le très actif artisanat des villes en entreprises proprement capitalistes. « Ils n'ont pas suivi cette voie, parce qu'ils avaient l'habitude d'obtenir de très gros profits d'une tout autre manière : soit par le commerce, ou encore en approvisionnant une couche étroite de bureaucrates d'État, de généraux, de grands propriétaires terriens ou d'autres marchands, en marchandises de luxe. » (*ibid.*, p. 84.) Cette situation est confortée par le fait que l'écrasement de la paysannerie rend quasiment nulle l'extension du marché intérieur. La bourgeoisie commerçante se trouve confirmée dans un rôle de protégée et d'alliée de la bureaucratie d'État et de la caste militaire. L'étendue de l'empire permettait de tirer de très gros bénéfices du commerce et simultanément était un obstacle à ce qu'une bourgeoisie locale puisse y construire sa propre base. La bourgeoisie commerçante pouvait survivre et prospérer sans avoir besoin de conquérir le pouvoir ou même d'intégrer l'économie nationale en alliance avec les commerçants, artisans et manufacturiers locaux.

Tous ces processus se sont poursuivis et aggravés sous la domination ottomane : renforcement de la caste militaire ; réduction de l'État au rôle de percepteur d'impôts ; dilapidation du surplus en consommation de luxe. La destination à la consommation du surplus entraîne que les exportations subissent des taxes plus élevées que les importations. Alep, Mossoul, Le Caire, perdent leurs débouchés extérieurs et même intérieurs. Le système des « capitulations » (contrats avec des pays étrangers édictant les taxes à l'importation de leurs produits) achève de ruiner la production intérieure.

Le XIX^e siècle et le XX^e siècle voient, dans la suite de ce qui précède, se mettre en place une intégration dépendante du Moyen-Orient dans l'économie mondiale. Au XIX^e siècle, les implantations anglaises dans

la mer Rouge et l'océan Indien mettent fin aux activités commerçantes traditionnelles des Arabes. Le centre de gravité du monde arabe se déplace des ports et des villes vers l'intérieur du pays. Les structures tribales persistantes sont rigidifiées, territorialisées, et transformées en structures étatiques. Les tentatives de résistance à la domination commerciale, comme celle de Méhémet Ali au début du XIX^e siècle, en Égypte, sont militairement éliminées, la France et l'Angleterre imposent la réouverture du pays. À la fin du XIX^e siècle, l'Égypte est transformée en une « ferme à coton », transformation pour laquelle le pays lui-même s'endette : travaux d'irrigation, voies de communication. Ne pouvant rembourser ses dettes, le pays passe en 1882 directement sous la domination anglaise. Ce cas de la dette égyptienne offre un bel exemple du caractère formel du remboursement de la dette extérieure sur la base d'un profit qui serait dégagé nationalement, car les retombées du capital de la dette, souvent investi en infrastructures, se retrouvent dans le profit de capitaux autres et souvent étrangers : ce n'est pas l'industrie textile anglaise qui, sur ses profits, rembourse les travaux d'irrigation égyptiens. Dans les années vingt, en Égypte, les tentatives nationalistes de la bourgeoisie demeurent inefficaces. Elle n'acquiert jamais d'indépendance par rapport au capital étranger. Déjà durant la Première Guerre mondiale, la bourgeoisie s'était alliée aux Occidentaux contre l'Empire ottoman.

CHAPITRE 2

L'ENTRE-DEUX GUERRES : VERS LE CAPITALISME

I LA BOURGEOISIE ADMINISTRATIVE, COMMERÇANTE ET FONCIÈRE

Tous les peuples n'ont pas les mêmes dispositions pour la production capitaliste. Quelques peuples d'origine très ancienne, comme les Turcs, n'en ont ni le tempérament ni les dispositions.

Marx, *Théories sur la plus-value*.

On peut distinguer chronologiquement trois fractions de la bourgeoisie qui, successivement, cherchent à présider au développement du capital au Moyen-Orient. C'est-à-dire trois fractions de la bourgeoisie qui, tour à tour, parviennent à assurer leur hégémonie : 1) les grands propriétaires terriens, la grande bourgeoisie commerciale urbaine, la caste bureaucratique des ulémas de l'époque de la Nahda (1850-1950) ; 2) la petite bourgeoisie nationaliste et laïque (1950-1970) ; 3) la bourgeoisie rentière pétrolière « islamique » (1970-1991). Nous reprenons cette distinction du livre de Georges Corm cité dans l'introduction.

L'histoire du Proche-Orient depuis la décomposition de l'Empire ottoman est celle d'une guerre civile entre ces trois fractions de la bourgeoisie, les affrontements entre États (ou « communautés ») ne sont qu'une des formes revêtues par cette guerre civile.

Ces luttes de succession entre les diverses fractions de la bourgeoisie s'inscrivent dans le développement du capital, dans son histoire de système mondial, et dans la mise au travail, le contrôle et la reproduction d'un prolétariat urbanisé ou déraciné. Cette guerre civile ne se limite pas à l'affrontement entre élites : celle qui l'emporte, c'est celle qui est capable d'assurer le mode de développement capitaliste conforme au stade mondial de celui-ci. C'est-à-dire, en fin de compte, celle qui est à même d'assurer l'extension nationale ou régionale des rapports sociaux capitalistes. Elle met en mouvement l'ensemble des classes de la société, dont les petits artisans et les ouvriers, qui, soit se révoltent contre cette fraction bourgeoise, soit le plus souvent soutiennent la fraction la plus à même d'assurer momentanément la reproduction et le développement des rapports sociaux capitalistes (ce qui ne se limite pas à une mise au travail ou à une salarisation directes).

À partir du début du XIX^e siècle, la pénétration européenne détruit les fondements de la stabilité sociale de l'Empire ottoman : essentiellement l'économie du bazar avec ses innombrables artisans et petits commerçants qui formaient la charpente productive de la société. « Elle frappe également les milieux ruraux partout où le capitalisme industriel européen transforme les campagnes, les spécialise dans la monoproduction. C'est le cas de l'Égypte, dès le début du XIX^e siècle, avec le développement de la grande irrigation que favorise Méhémet Ali et qui permet la culture du coton ; c'est aussi le cas du Liban, où l'artisanat rural de la soie s'effondre au profit des industries lyonnaises, forçant les paysans à l'émigration, et spécialisant le mont Liban dans la culture du ver à soie, et au stade primaire de la transformation des cocons en filés de soie exportés vers le tissage lyonnais [...]. Même là où il y a préservation relative des cohésions socio-économiques, il y a transformation des rapports sociaux. Car les hiérarchies sociales locales, forgées par le système de pouvoir ottoman, appartiennent à ce que l'on peut appeler "un système tributaire", puisque chaque province devait tribut au sultan. C'est pourquoi ce que l'on a nommé "féodalité" pour l'Orient ne tire point sa source de la possession héréditaire de la terre, mais du privilège de percevoir, suivant une hiérarchie complexe, une part de ce tribut, dont est responsable personnellement

devant le sultan, le gouverneur de province qu'il a nommé.

« Hiérarchie complexe, car le système est décentralisé, comme tout le système de pouvoir ottoman, les petites notabilités locales percevant à l'échelle du village la part de tribut fixée par les notabilités plus élevées dominant l'ensemble d'une sous-région dont la part a été fixée par le gouverneur de la province, représentant du sultan. Là où cette féodalité développe les bases régionales de son pouvoir, les sultans accepteront que les gouverneurs soient issus du sommet hiérarchique de la société locale et non point membres de la haute bureaucratie militaire ou civile de l'Europe de souche balkanique. Ce sera par exemple le cas au mont Liban, ou dans la province de Damas, ou encore en Égypte, où les Mamelouks, anciens esclaves originaires d'Asie centrale, sont devenus grande féodalité militaire locale. C'est cette hiérarchie sociale complexe qui s'effondre dès le XIX^e siècle, lorsque les structures de l'empire "s'européanisent", ou, comme on dit plus volontiers aujourd'hui se "modernisent". Les Tanzimats de 1839 et de 1856 abolissent les fondements de l'économie tributaire pour introduire une économie fiscale, celle de l'État européen moderne. En même temps sont jetées les bases élémentaires de la démocratie représentative à l'échelle des provinces et des sous-préfectures avec la mise en place des conseils communaux et provinciaux. Enfin, autre ingrédient indispensable de la modernité, les registres fonciers sont créés, qui permettront désormais de consolider la propriété privée et de favoriser ainsi la circulation de la richesse agricole. En quelques années toutes les règles du jeu social changent radicalement. » (Corm, *op. cit.*, pp. 222-223.)

Dans ce processus de décomposition des structures sociales de l'Empire, on assiste à la formation d'une haute bourgeoisie sur la base de la possession des terres ou des biens fonciers urbains, et du grand négoce, en même temps que les anciennes hiérarchies des communautés locales ou religieuses, qui perdent leur rôle social de féodalité tributaire, se muent en clients et protégés des puissances européennes. C'est dans ce contexte de crise sociale et économique qu'apparaissent les premiers massacres intercommunautaires : mont Liban entre 1840 et 1860 ; Damas en 1860. Les ulémas, qui détiennent le pouvoir judiciaire et jurisprudentiel, deviennent l'élément central de cette « élite », qui s'appuie sur des institutions nouvelles comme l'université et les grands corps de l'État. Politiquement, ils promeuvent une décentralisation démocratique du pouvoir ottoman, tout en conservant l'allégeance au sultan d'Istanbul : ce ne sont pas des nationalistes à l'europpéenne. Les ulémas organisent les couches sociales ascendantes de la société ottomane en décomposition.

Cependant, après la disparition de l'Empire ottoman, cette grande bourgeoisie échoue à établir un grand royaume arabe, dominé par la bourgeoisie urbaine. Malgré ses racines historiques, elle n'est qu'une bourgeoisie périphérique, prise entre une inévitable obligation d'allégeance aux grandes puissances capitalistes de l'entre-deux guerres, et ce qu'elle représente cependant de capacité autonome de développement, en concurrence localement, à l'époque, avec ces grandes puissances. Durant cette période, Anglais et Français préfèrent le wahabisme au nationalisme moderne des Hachémites, qui avait polarisé les revendications nationalistes urbaines, dangereuses à l'heure du grand partage pétrolier. Cette grande bourgeoisie périphérique est condamnée par la simultanéité de ces deux caractéristiques. C'est en fin de compte à l'impossibilité d'un développement endogène du capitalisme dans le monde arabe que l'on revient. Pour les mêmes raisons, elle se révèle incapable d'assurer un développement des rapports sociaux capitalistes susceptible d'intégrer la masse des laissés-pour-compte de la désintégration des structures sociales de l'Empire ottoman.

Deux faits politiques majeurs révèlent sa faiblesse et son échec : la fondation du royaume saoudien, en 1925 ; celle de l'État d'Israël, en 1948, avec le désastre pour les armées arabes que fut cette première guerre de Palestine. Durant la période des Mandats, les Anglais, en appuyant la création du royaume saoudien, en favorisant l'installation des juifs en Palestine, et les Français, en chassant les Hachémites de Damas (1920), rendent impossible l'affirmation de cette grande bourgeoisie, mais les uns et les autres ne font que s'insérer de façon logique dans les conflits sociaux de la région. Ils ne détournent pas l'histoire, ils exécutent la sentence prononcée par les nécessités du capital contre une bourgeoisie incapable de passer de

la marchandise et de la rente à la valorisation ; ce que révèle la confrontation avec le Yishouv (et plus tard l'État d'Israël), et la fracture brutale à l'intérieur de la société palestinienne lors de la grande grève insurrectionnelle de 1936-1938. Cette révolte débute le 21 avril 1936 à la suite d'une série d'accrochages sanglants entre Arabes de Jaffa et colons juifs de Tel-Aviv. (Pour plus de détails : cf. Lotfallah Soliman, *Pour une histoire profane de la Palestine*, éd. La Découverte, pp. 49-60.)

Un comité de grève est formé et trois revendications sont avancées auprès du Haut Commissaire britannique :

- interruption de l'immigration juive,
- interdiction de toutes transactions sur les terres,
- création d'un gouvernement national, responsable devant un parlement élu.

Chaque ville et village constitue son comité de grève, la répression britannique des manifestations est très dure (8 morts). « Les notables palestiniens, craignant d'être dépassés, appellent à une réunion de leurs représentants avec ceux des comités de grève. La réunion qui se tient le 27 annonce la création d'un organe national, la Haute Commission arabe (qui deviendra en cours de route le Haut Comité arabe), sous la direction de Hamine al-Husayni, mufti de Jérusalem et chef patriarcal du clan des Husseini. Son rôle consistera à contrôler le mouvement pour mieux négocier avec les Britanniques. » (L. Soliman, *op. cit.*, p. 50.) La Haute Commission ne cherche qu'une chose : mettre fin à la grève. Celle-ci ne touchant que le secteur arabe de l'économie, elle devient de ce fait même, et dans les rapports tendus entre la Haute Commission et les comités de grève, par-delà ses revendications nationales, une lutte de classes interarabe.

Fin mai, la grève prend une allure insurrectionnelle : dynamitages de ponts, déraillements de trains, attaques de convois britanniques et de colonies sionistes, éliminations de collaborateurs arabes. L'armée britannique s'emploie au « dynamitage systématique de la vieille ville de Jaffa » (L. Soliman, *op. cit.*), et emploie des milliers de jeunes juifs comme supplétifs.

Le 11 octobre 1936, la Haute Commission annonce « à la demande des rois et émirs arabes » (Arabie Saoudite, Yémen, Transjordanie, Irak) qu'il convient de cesser la grève. « Les intérêts des notables palestiniens, soutenus par les plus réactionnaires des chefs d'État arabes, avaient eu raison de la révolte des bras nus. » (L. Soliman, *op. cit.*, p. 53.) La grève et l'insurrection sont momentanément canalisées. Les Britanniques proposent la fin du mandat et le partage de la Palestine, ce qui est refusé par le Haut Comité et tactiquement accepté par le mouvement sioniste. Le Haut Comité est alors dissout en septembre 1937 et plusieurs de ses membres sont arrêtés. « À ces mesures de répression répond l'émeute. Les Britanniques, qui croyaient avoir décapité le mouvement, ignorent qu'ils venaient au contraire de le libérer. » (*ibid.*, p. 54.) Au printemps 1938, les rebelles contrôlent la vieille ville de Jérusalem, la Galilée, Gaza et d'autres zones. Les notables fuient vers les pays voisins. Les Britanniques répondent alors par une offensive militaire de grande envergure : châtiments collectifs, arrestations massives, bombardement des villages insurgés ; il y a entre 3 000 et 5 000 morts. Simultanément ils abandonnent le projet de partage et cherchent à rallier les notables palestiniens au travers de l'organisation d'une table ronde tripartite : Britanniques, juifs, Arabes palestiniens (représentés par le cousin du mufti).

À l'issue de la table ronde, qui se tient en février-mars 1939, alors que la guerre avec l'Allemagne apparaît comme inévitable, les Britanniques, ne voulant pas s'aliéner les États arabes, rejettent toute idée de partage. « Le livre blanc de Mac Donald – qui clôt la conférence – affirme que la Grande-Bretagne n'avait jamais eu l'intention de fonder un État juif en Palestine et qu'aussi bien les Arabes que les sionistes avaient mal interprété la déclaration Balfour et les termes du mandat. La Grande-Bretagne est et a toujours été en faveur d'un État palestinien regroupant Arabes et juifs et lié à elle par un traité d'alliance. Toute la différence est qu'actuellement une période transitoire de dix ans est prévue avant qu'un tel État ne soit créé. Entre-temps, pour ne satisfaire personne et satisfaire tout le monde à la fois, l'immigration juive ne sera plus autorisée que pour les cinq années à venir et dans la limite de 75 000 personnes seulement. La

question de la vente des terres est laissée à l'appréciation du Haut-Commissaire. » (*ibid.*, p. 60.) Tous les dirigeants arabes, palestiniens compris, proclament la victoire des Palestiniens. Ecrasé d'abord militairement puis politiquement, le mouvement d'insurrection cesse.

La révolte de 1936-1938 scelle la faillite de la bourgeoisie traditionnelle non seulement palestinienne mais arabe en général. Cette bourgeoisie a été incapable de prendre la tête du mouvement national. D'abord parce que, face à la révolte, elle se révèle incapable de développer un projet capitaliste : dépasser la domination commerciale de la petite production marchande et, surtout, dans l'agriculture, les formes de propriété et d'extraction du surproduit qui empêchent la différenciation au sein de la paysannerie, c'est-à-dire incapable de libérer la propriété privée et la monétarisation du surproduit au niveau du paysan, redevable alors d'une rente en argent. Ensuite, parce que son nationalisme n'est pas celui des grévistes et des insurgés. Le nationalisme de la bourgeoisie palestinienne consiste à rejeter les juifs en ce qu'ils sapent l'ordre existant ; alors que celui des « bras nus » consiste à faire des juifs les responsables de la caducité de cet ordre existant et, contre les juifs, à traiter cet ordre comme tel, c'est-à-dire comme caduc. Le mouvement national palestinien ne resurgira que sous la direction de la petite bourgeoisie nationaliste, susceptible de remettre en cause cet ordre existant, et d'ouvrir par son nationalisme économique, par l'importance de l'intervention de l'État, une perspective d'intégration sociale et économique, dans des rapports capitalistes de production, pour la force de travail libérée par la caducité des rapports antérieurs.

Enfin, face à son impuissance, la bourgeoisie traditionnelle s'enferme elle-même à l'intérieur des intérêts du mandataire britannique, dont elle ne peut qu'espérer le soutien bienveillant.

Ce baptême du mouvement palestinien que représente la grande grève de 1936-1938 donne les grandes caractéristiques de son évolution future.

D'abord, plus qu'un mouvement national, il est une lutte de classe à l'intérieur de la société palestinienne et arabe en général. La bourgeoisie palestinienne est totalement incapable de réaliser la synthèse d'un mouvement national et d'un mouvement de révolte contre les conditions d'exploitation dans l'artisanat urbain et la production agricole. Elle est incapable, non pas de se saborder, mais de se transformer elle-même, de transformer les structures économiques qu'elle contrôle. Elle se révèle incapable de faire fond sur le fait que le renforcement de l'individualisme dans l'éclatement des structures traditionnelles, l'emprise des échanges marchands, de la loi de la valeur, sont vécus et revendiqués comme une volonté sociale d'égalité et de justice, comme une révolte contre l'exploitation, comme une revivification de l'égalité villageoise débarrassée du grand propriétaire.

Ensuite, la révolte palestinienne est d'emblée instrumentalisée par les États arabes voisins.

Enfin, la lutte de classe contient le nationalisme comme sa limite inhérente: le capital est représenté par le Yishouv et plus tard par Israël (voir plus loin : l'Intifada).

II LE SIONISME : LA CONTRAINTE AU CAPITALISME

Le projet européen d'installation des juifs en Palestine remonte à la première moitié du XIX^e siècle avec l'apparition de la fameuse « question d'Orient ». Il s'inscrit dans les rivalités franco-russo-britanniques à propos de l'aménagement de positions de force à l'intérieur de l'Empire ottoman en décomposition. Face aux Russes, qui protègent les orthodoxes, et aux Français, qui se sont fait des maronites une clientèle, les Anglais choisissent les juifs. Le projet le plus ancien de foyer juif en Palestine est l'œuvre du Premier ministre anglais Palmerston, en 1839. En outre, pour l'Angleterre, ce projet prend place dans sa lutte contre Méhémet Ali. Celui-ci, en 1833, après avoir conquis l'ensemble de la région, s'appretait à poursuivre les armées ottomanes en déroute, jusqu'à l'intérieur même de la Turquie. « C'est alors que l'Europe coalisée, ayant à sa tête l'Angleterre et à sa remorque la France, qui venait de rendre les armes (après l'épopée napoléonienne), intervint pour mettre un terme à une aventure qui, parce que absolutiste, monopoliste et

techniquement moderniste aurait fermé la région à la pénétration européenne. [...] Il fallait, non seulement mettre un terme à "l'aventure totalitaire et expansionniste" de Méhémet Ali, mais également rendre impossible à l'avenir, la création dans cette région du monde d'un nouvel ensemble géopolitique, qui aurait été autrement plus viable que l'Empire ottoman existant. C'est dans cette perspective que le projet stratégique fut conçu, avec pour objectif de dresser une barrière géographique et humaine entre l'Égypte et son aire d'expansion en Asie. » (Loftallah Soliman, *op. cit.*, pp. 10-11.)

Après la défaite de Méhémet Ali, le projet anglais est abandonné, il ne réapparaît qu'à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, avec le nécessaire contrôle du canal de Suez, et du fait de la participation de l'Empire ottoman à la Première Guerre mondiale au côté de l'Allemagne. Le problème du partage et de la possession future de la Palestine, du Liban, de la Syrie, se trouvait à nouveau posé. La fameuse déclaration Balfour du 2 novembre 1917 entre dans la stratégie britannique relative au partage du Moyen-Orient : découper le Moyen-Orient de telle sorte que ne puissent se former des États arabes viables, limiter les ambitions françaises, protéger l'Égypte. Le gouvernement britannique ne s'était engagé « à favoriser la création d'un foyer juif que pour des raisons d'opportunité dans la guerre, et n'avait voulu le Mandat sur la Palestine que pour le soustraire à la France, donner une profondeur territoriale au canal de Suez et garantir ainsi la route qui la [l'Angleterre] reliait à l'Empire » (*ibid.*, p. 40).

L'accélération de l'installation des juifs dans la région, sous la protection des Anglais, bouleverse complètement les rapports sociaux. En effet, dans les années 1920, la nature de ces implantations change totalement. Jusque-là, seuls les propriétaires changeaient, ce qui ne bouleversait pas la situation de l'ouvrier agricole arabe. À partir du congrès sioniste de Londres en 1920, les colonies juives procèdent d'une finalité politique exclusive. Toutes les transactions sont accompagnées d'une clause selon laquelle toutes les acquisitions s'effectuent « la terre vide de ses habitants », et qui en interdit l'accès aux travailleurs arabes. La centrale syndicale, la Histadrout, est créée pour veiller à l'application de cette clause : « La colonisation sioniste n'a effectivement pas fait suer le burnous. Mais c'est là que réside le sophisme, il ne s'agissait ni d'une solidarité de classe, ni d'une générosité de cœur, mais d'une colonisation encore plus radicale que les colonisations classiques, une colonisation à économie en circuit fermé, qui niait jusqu'à l'existence du burnous. » (*ibid.*, p. 43.) Cette clause faisait des anciens occupants des étrangers que l'on pouvait expulser. En outre, le découpage de la région en États « indépendants » (Syrie, Liban, Irak) faisait des propriétaires absentéistes de la Palestine mandataire des étrangers. Le bouleversement capitaliste s'effectue donc selon deux axes : la substitution de simples rapports de propriété aux rapports de fermage, de métayage, de tribut, de dépendance familiale ; l'introduction de la notion de nationalité.

Pour le mouvement sioniste, la seule question était de savoir jusqu'à quel point la puissance mandataire britannique allait permettre ce développement autonome d'un crypto-État sioniste. Pour les Palestiniens, la question était celle de l'attitude à adopter vis-à-vis des Anglais, question sur laquelle, à partir des années 1930, s'effectue la rupture entre la masse de la paysannerie expulsée et prolétarisée, et les élites religieuses et foncières. C'est dans cette rupture que prend sa source le mouvement palestinien moderne, avec son contenu social tout autant si ce n'est plus que national. La grande grève insurrectionnelle de 1936-1938 marque ce divorce, comme nous l'avons vu plus haut.

Par la suite, la naissance de l'État d'Israël en 1948, la guerre de Suez en 1956, le retrait d'Aden en 1967, marquent l'effacement des Britanniques dans la région et leur remplacement par les Américains, remplacement accompagné de la pénétration soviétique. Avant d'aborder plus loin la suite de l'histoire de l'État d'Israël et du mouvement palestinien, et de chercher le fil qui relie les guerres de 1956, 1967 et 1973 à l'Intifada, il est bon de revenir sur le mouvement sioniste avant la proclamation de l'État d'Israël.

Le sionisme s'oppose à l'intégration des communautés juives nationales. Le mouvement sioniste répond, selon Soliman, à une logique étatique avec les juifs « comme matière première » (Ben Gourion) : « [...] le souci de l'Agence juive et de l'organisation sioniste était moins de sauver des juifs, que de les sauver avec leurs capitaux et, surtout, de n'amener en Palestine que du matériel humain répondant à certains critères politiques, d'âge et de formation, qui pouvait contribuer à l'édification d'un État. » (*ibid.*,

p. 79.) Dans une lettre du 17 décembre 1938 à l'exécutif sioniste, Ben Gourion exprime « sa crainte de voir les juifs persécutés réussir à se réfugier dans les pays occidentaux » ; il met en garde contre les juifs occidentaux car : « si on leur laisse le choix entre le sauvetage des juifs des camps de concentration et l'assistance à un foyer national en Palestine, la miséricorde aura le dessus, et toute l'énergie juive sera canalisée vers le sauvetage des juifs des divers pays. [...] Le sionisme sera rapidement rayé de l'agenda. [...] Si nous permettons une séparation entre le problème des réfugiés et celui de la Palestine, nous mettons en danger l'existence même du sionisme » (*ibid.*, p. 80). Après la guerre, la grande affaire du mouvement sioniste sera de dissuader les juifs réfugiés d'Europe centrale ou d'Europe de l'Est d'émigrer aux États-Unis, tout comme dans les années soixante-dix et quatre-vingt pour les juifs d'URSS.

Pour que le sionisme apparaisse et se développe contre l'intégration ou la communauté maintenue plus ou moins sous la forme du ghetto, encore fallait-il que l'intégration elle-même soit contradictoire ou même dans certaines régions d'Europe quasiment impossible. Tout au long du XIX^e siècle en Europe centrale (les deux tiers de la population juive mondiale à l'époque), on assiste à la désintégration de la communauté juive dans ses rôles spécifiques à l'intérieur de l'Empire austro-hongrois ou de l'Empire tsariste (ambassades, finances, en ce qui concerne l'élite ; artisanat urbain, professions libérales).

De façon générale, l'extension à toutes les sphères de la société de la marchandise et de l'argent sonnait le glas de la reproduction et de la particularisation de la communauté juive, dont l'extériorité était la condition même de sa nécessité et de son appartenance à la société. Leur communauté désintégrée, les juifs étaient devenus de trop. Les fonctions de leur élite avaient disparu en tant que fonctions dévolues à une fraction de la société posée comme extérieure à elle et, inversement, la difficile industrialisation de toute la zone excluait la possibilité d'intégration d'un nombreux prolétariat juif qui s'était formé dans la décomposition de la communauté. « Le nouveau mode de production était en effet trop étroit pour intégrer en même temps les masses paysannes "autochtones" et ruinées et les masses juives privées de leurs moyens d'existence traditionnels fondés sur la valeur. » (« Le sionisme avorton du mouvement ouvrier », dans la revue *Brise-glace* numéro 2-3, printemps 1989). C'est l'échec de l'intégration du prolétariat juif dans la lutte de classe du prolétariat européen qui créa les conditions d'apparition du sionisme, tant sous son aspect bourgeois que sous son aspect socialiste. L'article du *Brise-glace* montre bien la liaison entre les deux, ainsi que ce que représente la fraction juive du prolétariat dans les années trente, quand s'effectue l'intégration des prolétaires d'Europe à leurs nations : « Il est évident que ce qui est visé derrière l'attaque du "juif" à cette époque, en pleine situation révolutionnaire, c'est le prolétariat international et communiste. Une partie de la classe ouvrière menacée s'accrocha désespérément à son intégration nationale, et rejeta d'autant plus l'image du prolétaire international. » Le nazisme libéra le capital du fardeau d'une communauté de prolétaires inassimilables. L'analyse est juste, même si l'on peut contester la nature révolutionnaire de la période.

Il y a tout de même quelque chose d'ambigu dans le texte du *Brise-glace*. On ne sait pas si ces prolétaires demeurent « communauté » parce qu'inassimilables ou s'ils sont inassimilables parce qu'ils conservent des « pratiques communautaires ». « Ils débarquent dans ces pays en (Europe occidentale) avec la tradition d'un lien communautaire vivace difficilement assimilable et avec une cohésion sociale, une force, *a priori* inquiétante pour la bourgeoisie et son État. » Plus loin, « ils sont un vivier de prolétaires mobiles internationaux ». On retrouvera le même raisonnement assez ambigu dans le numéro suivant du *Brise-glace*, à propos de l'Intifada, où les jeunes Palestiniens tiraient leur « radicalité » à la fois de leur situation de prolétaires modernes atomisés et des liens communautaires dans lesquels ils sont impliqués. Il semblerait, pour les rédacteurs de cette revue, que le prolétariat puisse être révolutionnaire en se ressourçant dans des liens communautaires anciens. Le prolétariat radical devient alors une étrange alliance de millénarisme communautaire et de pauvre désocialisé. Le prolétariat doit toujours affirmer quelque chose, il n'est pas révolutionnaire seulement en tant que négation du mode de production capitaliste et de lui-même.

C'est de la subversion, et non de l'élimination, du sionisme bourgeois (qui avait pour but de détourner

les juifs d'Europe orientale de l'émigration vers l'Europe occidentale, où ils risquaient de remettre en question la relative intégration des juifs de cette zone) par le sionisme ouvrier que résulte l'État d'Israël. Les sionistes socialistes prônèrent au contraire l'auto-émancipation nationale (contrairement à l'attente de l'octroi de cette émancipation par les grandes puissances) ; les juifs devaient créer eux-mêmes, par le travail juif, les bases de leur nation, sans attendre le bon vouloir des grandes puissances, imposer à la bourgeoisie juive le travail juif, refuser une économie juive fondée sur l'exploitation coloniale des paysans et ouvriers arabes. C'est un État capitaliste moderne qui se crée, non pas parce que les juifs viennent d'Europe, ou parce que leur installation s'effectue pendant longtemps sous protection anglaise, mais par la fracture à l'intérieur des juifs d'Europe, que représente le sionisme dans son opposition et sa lutte contre la tradition du ghetto, sionisme qui ira dans cette lutte jusqu'à se convertir au socialisme, garant d'un État et de rapports sociaux « modernes ». C'est finalement le nazisme, « qui accélérera de la façon la plus cruelle et tragique la disparition des ghettos urbains des grandes villes d'Europe, que le mouvement sioniste du siècle dernier avait rêvé de faire disparaître à travers la rédemption de la création d'une nation. » (Corm, *op. cit.*, pp. 172-173.)

Au début du siècle, avec l'essor du mouvement sioniste, on passe d'un colonialisme bourgeois classique, fondé sur l'exploitation des ressources de la Palestine et de la main-d'œuvre indigène, à une colonisation autonome fondée sur du travail et du capital juifs, dont la fondation de la Histadrout en 1920 marque une étape importante. Elle impose l'utilisation de « travail juif » dans les « entreprises juives ». Au même moment, l'achat des terres est accompagné de la clause dite de « la terre vide » et le boycott des produits palestiniens se développe.

D'emblée la colonisation juive a un autre aspect essentiel : l'importance prise par le développement industriel capitaliste bouleversant les rapports sociaux dans la région. Plusieurs fois nous verrons que la simple existence d'Israël est transformation des rapports sociaux régionaux. Les conflits avec Israël sont l'histoire du développement capitaliste dans les pays arabes.

« Déjà en 1942, l'industrie juive employait, selon l'enquête effectuée par les services officiels du Mandat britannique, 37 773 personnes, soit plus de quatre fois le nombre de Palestiniens engagés dans l'industrie, alors que la population juive ne dépassait pas le tiers de la population arabe. » (Mansour, *Palestine : une économie de résistance en Cisjordanie et à Gaza*, éd. L'Harmattan, p. 16). Quant à la main-d'œuvre de cette industrie, elle était assurée par les juifs orientaux (Yéménites surtout jusqu'en 1948), travaillant pour des salaires inférieurs à celui des Arabes, qui ne représentaient que 8,7 % de la main-d'œuvre. Sous le Mandat britannique, le développement de l'industrie juive en Palestine a un effet délétère sur les rapports sociaux traditionnels, par la création d'un marché capitaliste, par la concurrence faite à l'artisanat ou à l'industrie locale (moulins, savonneries). En outre, elle bénéficie sous le mandat britannique d'un important transfert de valeur, par voie fiscale, provenant de l'agriculture. « La Grande-Bretagne facilitait le transfert du surplus du secteur non capitaliste au secteur capitaliste, au moyen d'une politique fiscale avantageant le second [...], les impôts prélevés par le mandataire sur les propriétés rurales touchaient beaucoup plus les paysans arabes que les entreprises agricoles juives, car étant calculés selon un pourcentage de la productivité nette du sol, ces impôts favorisaient bien plus les entreprises juives à forte intensité capitaliste et dont les coûts en main-d'œuvre étaient relativement élevés. En outre les impôts indirects ont touché bien plus sévèrement les couches pauvres de la paysannerie. Par ailleurs la structure fiscale avantageait beaucoup plus les grandes entreprises industrielles appartenant essentiellement à des juifs, aux dépens de la petite industrie et de l'artisanat palestiniens. Les revenus ainsi prélevés par le mandataire étaient transférés au mode de production capitaliste par les dépenses effectuées par la Grande-Bretagne dans le domaine de l'infrastructure (transports, télécommunications, ports, etc.), et dans le domaine de la défense (le maintien d'une force militaire répressive dirigée essentiellement contre les masses arabes). Enfin le même auteur [Talal Assad] conclut que la destruction totale du mode de production non capitaliste était devenue inévitable dès que la Grande-Bretagne avait cessé de jouer le rôle de médiateur dans l'articulation des deux modes de production et après que le secteur capitaliste (juif) fut devenu politiquement dominant. » (*ibid.*, p. 22.) Mansour fait état dans son livre de cette longue démonstration

économique d'Assad pour la critiquer, mais cette critique ne tient pas. Mansour veut que la destruction de l'économie palestinienne soit exclusivement politique afin, semble-t-il, de justifier son « économie de résistance », elle aussi politique. Même si l'on admet avec Mansour un cloisonnement économique entre les deux communautés, l'agriculture arabe produisant pour les Arabes et l'agriculture juive pour les juifs ; il n'empêche que les modalités fiscales, que Mansour ne nie pas, assurent un transfert de valeur de l'agriculture individuelle ou familiale arabe vers l'industrie qui, nous a-t-il dit, est essentiellement juive. En outre, en ce qui concerne les produits manufacturés, il est bien forcé de reconnaître que, dans les villes mixtes, le cloisonnement des marchés n'est pas si strict que cela.

Il apparaît que, du Yishouv à l'État, la simple existence d'Israël est en soi bouleversement des rapports sociaux antérieurs, accélération du développement des rapports sociaux capitalistes dans la région : transformation des formes de propriété, imposition de la forme de l'État-nation. De plus Israël agit comme un révélateur de la lutte de classes dans le monde arabe et, au travers de l'insurrection de 1936-1938, de la caducité des rapports sociaux antérieurs. Les conflits avec Israël sont l'histoire du développement capitaliste dans les pays arabes. La formation de l'État d'Israël scelle, sous la forme empirique d'un événement historique, la longue impasse du monde arabe à produire un développement endogène du mode de production capitaliste.

DEUXIÈME PARTIE

**« ÉCHEC » DE LA BOURGEOISIE NATIONALISTE,
TRIOMPHE DU CAPITAL**

CHAPITRE I

LE CAPITALISME NATIONAL :
SES PERSPECTIVES, SES CONTRADICTIONS

Dans les années cinquante, la bourgeoisie nationaliste issue des coups d'État militaires en Égypte, Syrie et Irak évince du pouvoir la grande bourgeoisie arabe traditionnelle. Cette nouvelle fraction de la bourgeoisie vient de ce que l'on peut appeler la classe moyenne ou petite bourgeoisie. L'ascension de cette classe s'est effectuée au travers des institutions étatiques, par l'université, par l'armée, par les partis politiques modernes et laïques (comme le Wafd en Égypte, le Parti populaire et le Parti national en Syrie, le Parti destourien et le Bloc national au Liban), mis en place par la bourgeoisie traditionnelle elle-même ; par les appareils judiciaire et de santé également.

L'ancienne bourgeoisie dirigeante est balayée un peu partout. « Ce ne sont pas les réformes agraires, relativement modérées, qui sont les plus dures à subir, mais les vagues successives de nationalisation et d'étatisation complète des circuits commerciaux externes, mais aussi internes, ce qui sape les bases économiques et sociales du pouvoir des anciennes élites. Dans les campagnes, la mise en place de coopératives rurales et de circuits étatiques d'approvisionnement en engrais et en matériel agricole, jointe à l'étatisation des circuits commerciaux, désagrège ce qui pouvait rester d'assises terriennes à ces anciennes élites, après les réformes agraires. C'est d'ailleurs à travers l'extension fulgurante de l'État et des sociétés du secteur public que les nouveaux maîtres militaires d'Égypte, de Syrie et d'Irak donnent enfin la possibilité d'accès à un statut social aux membres de groupes socio-professionnels que l'évolution économique des cent dernières années avait marginalisés. » (Corm, *op. cit.*, p. 264.) Ce qui leur permet d'ailleurs d'écraser de façon sanglante les partis communistes ou les organisations des « Frères musulmans », qui avaient en grande partie rassemblé ces « laissés-pour-compte ».

Cette petite bourgeoisie nationaliste n'a ni base ni légitimité sociale et économique, là n'est pas le problème. L'extension des rapports sociaux capitalistes ne passe pas forcément par la propriété privée et la possession individuelle. Leur base et leur légitimité capitalistes passent par leur faiblesse même et ce que celle-ci les mène à promouvoir : la tentative de croissance autocentrée (l'envers de cette faiblesse, c'est leur ascension dans l'État). Il s'agit de créer un marché intérieur plus ou moins protégé, d'accélérer la libération de la main-d'œuvre, de promouvoir des centres industriels « industrialisants ». En outre cette « légitimité » est internationale, elle se situe dans l'organisation mondiale du capitalisme à cette époque en deux aires d'expansion.

Il ne s'agit pas là d'un simple « jeu » stratégique, les deux « joueurs » étaient complémentaires dans leur opposition car ils sont les deux termes de l'expansion mondiale du capitalisme, depuis la Première Guerre mondiale (nous ne développerons pas ce point qui relève de l'analyse de la révolution russe), dans les zones périphériques. Le développement capitaliste à l'échelle mondiale est constamment balancé entre, d'une part, sa capacité à intégrer dans son procès de mise en valeur des marchandises produites dans d'autres conditions que les siennes et à articuler ces conditions autres à son propre procès et, d'autre part, sa tendance inhérente à uniformiser les conditions de production (même si c'est hiérarchiquement) en s'emparant directement de l'activité créatrice de valeur, à développer des conditions de production spécifiquement capitalistes. Pour ce second terme le rôle de l'État est déterminant, car, transitoirement, les nécessités du capital apparaissent, face à la société, comme une force qui lui est extérieure, alors que ce sont ses propres limites et ses contradictions, sa propre décomposition, qui produisent cet État et son contenu. Cependant sa réussite même le rend inutile et le condamne dans cette apparente extériorité, tant à l'intérieur de ses frontières que vis-à-vis des échanges internationaux qu'il entrave. Cela ne signifie pas qu'un capital florissant et alerte a été créé, mais que, même si c'est sous la forme du réfugié, le travailleur a été séparé de ses conditions, que la seule allégeance est maintenant celle due à l'État de la part de l'individu

isolé, que les seuls échanges sont ceux que règle la loi de la valeur. C'est dans ce processus, nécessairement contradictoire et heurté, de l'expansion mondiale du capitalisme, que se situait la rivalité entre les États-Unis et l'URSS. Même si l'intégration mondiale s'effectue au profit et sous le contrôle du capital dominant, ce n'est pas simplement en tant que capital moins développé que l'URSS était à même de jouer un rôle mais de par ses caractéristiques propres, elles-mêmes étant le résultat des modalités et des spécificités du passage du capital en subsomption réelle au début du siècle.

En tant que projet de développement, le nationalisme trouve son expression dans deux grands thèmes des années soixante : la théorie des pôles de croissance de François Perroux (1955), et celle des industries industrialisantes de Destanne de Bernis (1966). Les causes de l'échec résident paradoxalement dans la dépendance accrue vis-à-vis des pays développés en ce qui concerne les fournitures, la difficulté d'intégrer les technologies, l'absence de diffusion. Ces pôles monopolisent la croissance de l'investissement et de l'emploi. En outre, ils provoquent la destruction du tissu local de par la hausse des salaires qu'ils entraînent, qui ruine la reproduction artisanale ; des grandes chaînes de distribution peuvent s'installer, ce qui détruit le petit commerce local. La surpopulation rurale latente est en outre entraînée dans un mouvement d'exode du fait de la multiplication des emplois temporaires que les chantiers produisent, ce qui crée rapidement du chômage et une accélération de l'émigration vers les régions centrales, une fois que cette population a été arrachée au cadre rural.

Au-delà de la stratégie des pôles de croissance et de son échec, la période qui s'achève à la fin des années soixante-dix voit également le développement et l'échec de ce que Claude Courlet (*les Industrialisations du tiers-monde*, éd. La Découverte) appelle l'« accumulation extensive » : Algérie, Côte d'Ivoire, Maroc, Égypte, Tunisie, Syrie, Irak. Ce régime d'accumulation se définit par sa volonté, non réalisée, d'autocentrage. L'échec vient de la base même du processus : la double vie du travailleur. Il s'agit, d'un côté, de son intégration dans un processus de travail et de valorisation moderne en tant que producteur, alors que, d'un autre côté, sa reproduction échappe en grande partie au marché capitaliste (petite production marchande, autosubsistance, famille élargie, le « village »). On trouve dans cette situation de nombreux pays pétroliers et les pays d'Europe de l'Est. Le capital est gaspillé : malgré un rapport capital-travail élevé, la productivité reste faible. Cette faiblesse résulte, d'une part, de la difficulté à intégrer les technologies importées, et de la dépendance globale du pays par rapport aux importations dont la qualité et le rythme sont dépendants des possibilités d'exportation, et de la capacité d'endettement du pays ; d'autre part, de la situation de la force de travail.

À la base de l'accumulation extensive se trouve *la double vie du travailleur*. Au-delà de la médiocre formation de la main-d'œuvre, celle-ci n'est pas libre absolument, elle conserve toutes sortes de liens familiaux et ruraux au niveau de sa liaison avec ses conditions de reproduction. Le turn-over est très élevé (comme en Algérie), les capacités de résistance également, l'absentéisme est énorme. L'usine échoue à fonctionner comme une maison de la culture (thème développé également par Serge Latouche dans *l'Occidentalisation du monde*, éd. La Découverte). Le décalage est énorme entre, d'un côté, l'industrialisation et de l'autre le mode de vie et de reproduction de la force de travail ; il peut même devenir source d'explosion sociale avec les déboires de l'industrialisation et des capacités à colmater ce hiatus à l'aide des revenus de rente (pétrole, matières premières, produits agricoles tropicaux). Bien que, par définition, le Maghreb ne soit pas en Orient, l'action et les projets « développementistes » de la bourgeoisie nationaliste algérienne constituent le modèle le plus poussé de cette action. Ce type d'accumulation inclut également les stratégies de substitution aux importations, développées en Amérique du Sud mais aussi au Moyen-Orient et dans le Maghreb. Le marché intérieur est protégé, une petite production marchande se reproduit, des industries travaillant pour ce marché intérieur se créent et, temporairement, se développent. L'échec est rapide, et tient essentiellement à l'étroitesse du marché intérieur, à la trop grande concentration des revenus et à la faiblesse générale des salaires. Cependant la progression des rapports capitalistes est le résultat essentiel de ce processus.

Dans les années cinquante, et jusqu'en 1967, Nasser n'a pas lui-même suivi une véritable politique

nationaliste autocentrée, malgré les nationalisations et la réforme agraire. La politique économique suivie est une politique de substitution aux importations, qui favorise et subventionne la consommation des couches aisées de la population sans assurer le développement économique autonome du pays. La guerre de 1967 porte un coup d'arrêt aux vellétés d'autonomie de l'Égypte qui, malgré leurs limites, impliquaient une relative fermeture et liberté d'action du pays.

Après Nasser, en quinze ans, la dette extérieure de l'Égypte est passée de 3,6 à 48 milliards de dollars. L'évolution de la structure des prêts montre, en dehors de la progression quantitative, l'accentuation et la transformation de la dépendance. De 1956 à 1966, les prêts au secteur productif représentent 80,03 % du total, la distribution et les services 19,97 % ; de 1967 à 1973, le rapport s'établit à 67,1 % et 32,9 % ; enfin de 1974 à 1983, le rapport est de 36,3 % pour le secteur productif, 63,7 % pour les services et la distribution. L'industrie et l'agriculture ont décliné et, dans le commerce, c'est le commerce international d'importation qui progresse fortement, les besoins alimentaires, satisfaits à 80 % par la production nationale en 1970, ne le sont plus qu'à 35 % en 1985 (*cf.* Fawzy Mansour, *op. cit.*). Dans ce mouvement, la bourgeoisie traditionnelle s'est vue en grande partie supplantée par de grandes firmes étrangères, par des managers du secteur public s'alliant au capital étranger, les uns fournissant les usines, les autres la technologie ou des licences, enfin par toute une bourgeoisie « parasite » pratiquant le trafic de devises, le trafic d'influence politique, ou la spéculation immobilière. Là aussi, on peut se demander ce que signifie la nécessité du remboursement national de la dette, quand la mise en valeur du capital est internationale, quand les profits engendrés ou facilités par l'argent de la dette sont en fait produits sur un cycle international. Sans parler du fait que, au milieu des années quatre-vingt, on estimait à 100 milliards de dollars les capitaux enfuis à l'étranger, soit le double de la dette totale. Nous verrons plus loin comment le fondamentalisme religieux apparaît dans cette faillite de la bourgeoisie nationaliste.

En conclusion, les limites intrinsèques de ce type de développement national sont rapidement atteintes : importations nécessaires de plus en plus importantes ; poids accru de l'endettement ; intégration dans la reproduction mondiale du capital. La rapidité avec laquelle sont atteintes les limites de ce développement fait de celui-ci, paradoxalement, un mécanisme d'intégration dans la reproduction mondiale du capital, cela dans ses nécessités internes de reproduction et pas seulement postérieurement à son échec. Au Moyen-Orient, la petite bourgeoisie prépare sa propre élimination par l'islamisme.

Cet échec et l'élimination de la petite bourgeoisie se déroulent historiquement, au travers de quatre « événements » : les guerres israélo-arabes ; l'échec du mouvement palestinien ; la guerre libanaise ; la place de plus en plus grande de l'Arabie Saoudite au Moyen-Orient et la montée en puissance de la bourgeoisie rentière pétrolière.

CHAPITRE 2

GENÈSE HISTORIQUE DES RAPPORTS SOCIAUX SPÉCIFIQUEMENT CAPITALISTES

J'appelle *soumission formelle du travail au capital* la forme qui repose sur la plus-value absolue, parce qu'elle ne se distingue que *formellement* des modes de production antérieurs sur la base desquels elle surgit spontanément (ou est introduite), soit que le producteur immédiat continue d'être son propre employeur, soit qu'il doive fournir du surtravail à autrui. Tout ce qui change, c'est la *contrainte* exercée ou méthode employée pour extorquer le surtravail.

[...]

[...] *avec la production de plus-value relative*, toute la forme réelle du mode de production se modifie, de sorte que nous avons affaire au mode de production *spécifiquement capitaliste* (du point de vue technologique aussi). C'est sur cette base – et à partir d'elle seulement – que se développe des rapports de production conformes au *procès capitaliste* de production entre les divers agents de la production, notamment entre capitalistes et salarié.

Marx, *Un chapitre inédit du Capital*, éd. 10/18, pp. 202 et 199.

La production de la plus-value absolue n'affecte que la durée du travail, la production de la plus-value relative en transforme entièrement les procédés techniques et les combinaisons sociales. Elle se développe donc avec le mode de production capitaliste proprement dit.

Marx, *le Capital*, éd. Sociales, Livre I, t. 2, p. 184.

Les quatre événements suivants constituent un processus historique unique : l'échec de la bourgeoisie nationaliste est le triomphe des rapports sociaux spécifiquement capitalistes. Jusque-là, que ce soit sous l'égide de la bourgeoisie traditionnelle ou celle de la bourgeoisie nationaliste, le capital n'a pas encore bouleversé en profondeur les rapports sociaux liés à la petite production marchande : la bourgeoisie traditionnelle y trouvait sa raison d'être, la bourgeoisie nationaliste s'est contentée d'édifier parallèlement un « puissant secteur d'État ». Quand la bourgeoisie nationaliste accède au pouvoir, il subsiste fondamentalement un *procès de travail*, et les rapports sociaux correspondants, demeurés globalement inchangés depuis l'époque ottomane ou celle des Mandats ; même si l'implantation d'Israël dans la zone des Mandats a bouleversé les formes de la propriété, créant les conditions des transformations futures.

Le *procès* unique que constituent au Moyen-Orient ces quatre événements est l'éradication par la violence des secteurs liés à la petite production marchande et aux rapports sociaux qui s'élèvent sur elle. C'est là le *procès social* de l'échec de la bourgeoisie nationaliste, dont la politique économique même avait sapé les bases de cette petite production en développant le salariat et la grande industrie, sans pouvoir mener le mouvement à terme, de par les contradictions internes de ce type de développement. Mais, là encore, on s'aperçoit que le mouvement qui mène le Moyen-Orient à la période de la subsomption réelle du travail sous le capital n'est pas un processus endogène : il s'achève dans les années quatre-vingt, comme échec définitif de la bourgeoisie nationaliste, et comme définition de la reproduction du capital au Moyen-Orient dans la restructuration générale du mode de production capitaliste comme mondialisation (*cf.* dernier chapitre).

I LES GUERRES ISRAËLO-ARABES

Tout au long de cette histoire de l'intégration dépendante du Moyen-Orient dans l'économie mondiale, l'État d'Israël apparaît comme un élément déterminant : coupure géographique du monde arabe, incitation au fractionnement religieux, stérilisation des ressources dans l'effort de guerre, quart-mondialisation d'une partie du monde arabe, avant-poste militaire permettant de frapper directement toute tentative d'autonomie économique ou politique, contrôle de la vie politique et économique de la région. La simple existence d'Israël au Moyen-Orient a entériné le devenir de la région en situation de retard, de sous-développement.

La guerre de 1948-49 marqua la fin de la domination de la bourgeoisie traditionnelle, c'est-à-dire les grands propriétaires fonciers, souvent absentéistes, la bourgeoisie commerciale, les grands dignitaires religieux. Bourgeoisie traditionnelle qui, incapable d'impulser sur sa propre base un développement capitaliste endogène de la région, se reproduisait en étroite alliance avec les intérêts britanniques et plus marginalement français. La création d'Israël bouleverse doublement les bases de sa reproduction. Tout d'abord, avec Israël et le sionisme – socialiste –, ce sont les rapports sociaux modernes et dynamiques qui prennent pied dans la région. Ensuite les rapports sociaux traditionnels se révèlent incapables d'intégrer la masse des réfugiés palestiniens. Ce second aspect n'étant en fait qu'une conséquence du premier. Les régimes arabes ne peuvent ni les ramener dans leur foyer, ni les intégrer. Au début des années cinquante, la Ligue arabe, que dominent encore ces régimes traditionnels, s'oppose résolument à toute tentative d'intégration des réfugiés que tente l'ONU. Au travers des guerres de 1948, de 1956, et de 1967, ce sont les contradictions sociales internes du monde arabe qui se développent et se règlent dans l'affrontement avec Israël. Cet affrontement devient pour les pays arabes le critère de leur capacité à développer en leur sein des rapports sociaux capitalistes.

À partir de 1948, Israël est, par son existence même, un ferment de décomposition de tous les rapports sociaux traditionnels dans la région : transformation des formes de propriété foncière, transformation des communautés juives moyen-orientales en minorités nationales, menace militaire, rupture de la continuité territoriale du monde arabe, imposition de frontières tranchées et de la structuration du monde arabe en États-nations, ruine du commerce arabe traditionnel transnational, archaïsme de la propriété latifundiaire. Mais, si l'affrontement avec Israël devient pour les États arabes le critère et l'histoire du développement en leur sein des rapports sociaux capitalistes, c'est que, comme on vient de le dire, Israël est la contrainte à ce développement. Pour chaque État arabe (Liban, Égypte, Syrie, Jordanie), par l'existence et la pression des réfugiés palestiniens, l'existence d'Israël, comme contrainte à ce développement, devient une contrainte interne. Absolument séparé des moyens de production et des conditions objectives de sa reproduction, radicalement coupé de tout rapport à la terre, absolument mobile et ne possédant que sa force de travail, le réfugié palestinien est un prolétaire *a priori*.

Depuis 1948, le problème palestinien est le problème du développement du capital au Moyen-Orient, chaque phase de ce développement étant une tentative de résolution ou d'élimination du problème. Le rapport entre les divers États arabes et les réfugiés palestiniens apparaît constamment comme étant l'expression des limites et des contradictions de ce développement, jusqu'à et y compris le système d'intégration régionale, sur la base de la rente pétrolière, centré autour des États du Golfe.

De 1948 à 1956, l'affrontement entre les États arabes et Israël impulse, selon le système général de compréhension de cet affrontement que l'on vient de poser (l'affrontement comme médiation obligée du développement des rapports sociaux capitalistes), l'élimination d'une bourgeoisie traditionnelle par la petite bourgeoisie nationaliste, qui trouve en Nasser son leader. Réforme agraire, nationalisation du commerce, urbanisation, industrialisation, créent les bases de rapports sociaux capitalistes modernes. À ses débuts, cette transition est partout dans le monde arabe encouragée par les États-Unis, en même temps que déclinent rapidement les dominations anglaise et française. De 1956 aux années 1967-1970, ce développement du capital suit la voie classique des contradictions de la mondialisation des rapports

sociaux capitalistes, qu'exprime la rivalité entre l'URSS et les États-Unis. Durant ces années-là, le problème palestinien est relégué au second plan et ne jouit d'aucune autonomie. Fondée en 1964, l'OLP est une succursale de la Ligue arabe, et sa fondation se fit même contre la volonté de la principale organisation palestinienne, le Fatah, qui ne l'entérine que contraint et forcé, et refuse de participer à son organisation militaire, l'ALP. Après la défaite de 1967, les rapports entre Nasser et les Palestiniens sont plus que tendus. En effet, pour la petite bourgeoisie nationaliste, c'est tout logiquement que le développement autonome d'un capital arabe plus ou moins unifié, doit prédéterminer, passer avant, servir de condition, à la résolution du problème palestinien.

Cependant, comme on l'a vu précédemment, ce type de développement capitaliste autocentré parvient rapidement à ses limites, qui deviennent patentes dans la période qui sépare la guerre de 1967 de celle de 1973. Durant cette période, on assiste à l'élimination de la bourgeoisie nationaliste et à la réorganisation régionale autour de la circulation de la rente pétrolière, réorganisation qui devient dominante après la guerre de 1973 qui, encore une fois, au travers de l'affrontement avec Israël, ouvre une nouvelle phase de développement capitaliste au Moyen-Orient. Cependant, en tant qu'élément de contestation sociale de cette transition, et parce que, de toute façon, dans ce type de développement ils sont globalement de trop, les Palestiniens sont éliminés en tant que force autonome : Septembre noir en 1970, puis l'action de la Syrie au Liban à partir de 1975, et enfin d'Israël en 1982.

Une autre modification capitale s'effectue durant cette phase de transition entre 1967 et 1973. Si l'époque des développements nationaux autocentrés du capital est révolue, si l'intégration régionale qui se met en place autour de la rente pétrolière (circulation de la rente comme revenu, circulation de la force de travail) est une articulation internationale de la région, c'est simultanément ce que représente Israël dans la région qui est devenu caduc (tout au moins sous sa forme antérieure). À partir de 1967, le problème palestinien tend à devenir un problème israélien plutôt qu'un problème arabe.

La spécificité de la phase qui s'ouvre après 1973 se lit dans les conditions mêmes du déroulement de la guerre. Israël, avec les territoires occupés depuis 1967, a atteint les limites de son développement capitaliste « autosuffisant », fondé sur « l'exclusivisme », la mise en valeur du travail juif, et le financement de la diaspora. Israël s'engage sur une voie d'industrie de montages et de sous-traitance industrielle et sur le secteur des services, en même temps sa dette croît vertigineusement. De leur côté, l'Égypte et les autres pays arabes vivent entre 1967 et 1973 l'échec du développement autocentré. La guerre de 1973 est la reconnaissance réciproque de ce double échec, de cette double tentative de développement capitaliste se voulant autonome et endogène. Ce qui est à l'ordre du jour avec la montée en puissance des monarchies pétrolières, c'est une réorganisation capitaliste, non pas nationale mais régionalement intégratrice et internationalement articulée (*cf.* chapitre trois). Dans une telle perspective d'articulation internationale, les États-Unis apparaissent comme les seuls tuteurs possibles de cette intégration.

Du côté égyptien, la guerre est précédée du renvoi des conseillers soviétiques et de la réconciliation de Sadate avec Hussein de Jordanie, et surtout avec Fayçal d'Arabie. En opposant une fin de non-recevoir à toutes les ouvertures de Sadate, en soutenant dans toutes les négociations l'intransigeance israélienne, ce qui les conduit à l'impasse, la politique américaine, menée par Kissinger, a pour but de pousser les États arabes à reconnaître que seuls les États-Unis peuvent imposer une paix au Moyen-Orient, et à rechercher plus totalement l'alliance avec eux. D'autant plus qu'un dernier obstacle reste à éliminer. En 1969, Arafat est devenu le président de l'OLP qui représente alors le dernier bastion des projets nationalistes de la petite bourgeoisie arabe. Cet obstacle est quasiment écarté après l'écrasement de la résistance palestinienne en septembre 1970 par le roi Hussein avec l'appui de la Syrie où Assad vient de prendre le pouvoir, et avec l'accord tacite de Nasser vivant ses derniers jours. Le déclenchement de la guerre d'octobre 1973 par les pays arabes (tous y participent, de l'Arabie Saoudite à l'Algérie, à l'exception de la Libye), n'est que la poursuite, de façon violente, de la politique visant à entamer des négociations régionales sous l'égide des États-Unis. L'ultime étape s'est déroulée au Liban avec l'élimination définitive de l'OLP, mais aussi des visées autonomistes phalangistes.

II L'ÉCHEC DU MOUVEMENT PALESTINIEN

Dès son origine, dans la grande grève insurrectionnelle de 1936-1938, le mouvement palestinien a énormément de difficultés à se structurer comme mouvement national et encore plus comme mouvement de libération nationale. La grève de 1936-1938 est déjà une fracture nationale, et s'apparente tout autant à une contradiction sociale intra-palestinienne qu'à une opposition nationale israélo-palestinienne. Dès cette grève, le contenu principal de la révolte palestinienne est constitué par son opposition aux grands propriétaires fonciers palestiniens, aux dignitaires religieux. En 1948, il n'y a toujours pas d'opposition nationale palestinienne qui se soit constitué face à la création d'Israël : « Ce qui devait devenir la Palestine sous mandat britannique se considérait comme faisant partie de l'ensemble arabe à l'est de l'Égypte. Si la Syrie et la Palestine n'avaient pas été placées sous deux mandats différents et quelque peu antagonistes, il est très probable que la Palestine ne se fût jamais considérée autrement que comme "la Syrie du sud", tellement un nationalisme palestinien était alors inconcevable.

« Abandonnée à son sort, la société palestinienne ne pouvait pas encore sécréter une direction politique "nationale". La société était organisée autour de notabilités, souvent citadines. [...] Dans les zones rurales, chaque village ou chaque groupe de villages était économiquement quasi autonome, ce qui les amenait à être plus ou moins politiquement autonome. Dans les premiers mois de 1948, les forces sionistes purent ainsi attaquer, vider et occuper, l'un après l'autre, chaque village sans que le village voisin vînt à son secours. [...] En d'autres termes, la société palestinienne était un château de cartes prêt à s'écrouler, alors que le Yishouv était déjà un État. » (Loftallah Soliman, *op. cit.*, pp. 135-137.) La guerre entre les États arabes et Israël ne fut en fait que la poursuite et l'achèvement de l'inexistence d'un nationalisme palestinien. À aucun moment, les armées arabes dites coalisées contre Israël ne franchirent, ni même cherchèrent à franchir, les frontières assignées par l'ONU à l'État d'Israël ; l'enjeu pour la Syrie, la Transjordanie, et l'Égypte était l'annexion des territoires dévolus à un irréel État palestinien : Cisjordanie, Gaza, Haute-Galilée. Il s'agit beaucoup plus pour les élites traditionnelles de maintenir leur pouvoir et les structures sociales qui en sont le fondement que de s'opposer à l'existence d'Israël. « On peut se poser mille fois la question de savoir pourquoi ces gens ont quitté leur foyer de Palestine, on obtiendra mille réponses différentes. Certains ne voulaient pas vivre dans un État juif ; d'autres ont fui la bataille et, une fois celle-ci terminée, n'ont jamais trouvé l'occasion de rentrer chez eux. Beaucoup plus nombreux sont ceux qui sont partis parce qu'on leur avait dit que c'était pour quelques jours, quelques semaines au plus, et qu'ils reviendraient avec les armées arabes triomphantes pour retrouver plus qu'ils n'avaient jamais possédé. La plupart d'entre eux n'avaient rien à perdre de toute façon ; ils travaillaient comme ouvriers agricoles chez des propriétaires arabes et n'avaient fait qu'obéir comme toujours aux ordres de leurs supérieurs. Lorsque le flot des réfugiés eut franchi la ligne qui devait devenir la frontière israélienne, les États arabes se trouvèrent débordés et, avec la collaboration d'organisations bénévoles, les Nations unies durent se mettre de la partie. » (Tibor Mende, *le Monde* du 21 avril 1951, in *le Monde : l'histoire au jour le jour*, p. 132.)

Historiquement, le mouvement palestinien actuel prend son origine dans les révoltes de paysans contre l'accaparement des terres par la colonisation sioniste à partir de 1910. Ces terres sont soit des terres du domaine public (à usage pastoral), qui sont simplement confisquées, soit elles sont achetées à de grands propriétaires, ce qui aboutit à l'expulsion de paysans qui n'en avaient qu'un usage coutumier. La tentative d'encadrement de ces révoltes par ces mêmes grands propriétaires ou notabilités, comme le Mufti de Jérusalem, se révèle rapidement impossible, comme lors de la grande grève. Après la liquidation du partage de la Palestine au profit d'Israël et des États arabes frontaliers, la paysannerie expulsée, concentrée dans les camps de réfugiés, produit une diaspora. Cette diaspora prend forme au début des années soixante, dans la période des coups d'État militaires nationalistes et « anti-impérialistes » ; la composition sociologique de sa direction, l'époque dans laquelle elle s'organise, ses buts, lui confèrent politiquement les caractéristiques qui s'imposent dans cette période. Les Palestiniens s'inscrivent naturellement dans les grandes luttes nationalistes contre l'impérialisme américain dans les années soixante.

Les notabilités palestiniennes installées à Damas, Amman ou Beyrouth perdent définitivement le pouvoir au profit de cette couche dirigeante politique qui aspire à un État pour se muer, à l'instar de ses sœurs, en bourgeoisie, et c'est au Liban et au Koweït que ces couches moyennes prospèrent le plus. Après la défaite égyptienne et syrienne de 1967 et les transformations sociales en Égypte à partir de 1970, le mouvement palestinien devient le représentant principal du nationalisme laïque arabe. Au Liban, les nouveaux cadres de la résistance palestinienne entrent en symbiose avec tous ceux que les bouleversements sociaux en cours dans les autres pays arabes obligent à s'y réfugier. Dans ce pays où avaient perduré les structures sociales ottomanes et le pouvoir de la bourgeoisie traditionnelle, la résistance palestinienne prend, pour l'ensemble de la région, un caractère social général, au détriment de ses aspects de mouvement de libération nationale. Le peu d'importance des Palestiniens de l'intérieur découle du fait que le mouvement palestinien est un mouvement social avant d'être un mouvement national. L'OLP n'a jamais cherché à développer ses liens avec les territoires occupés, ni à mener une véritable guérilla quotidienne. L'OLP apparaît plus comme force « révolutionnaire », comme le chef de file de la bourgeoisie nationaliste, que comme un mouvement de libération nationale entamant une stratégie de reconquête des territoires occupés, d'autant plus que, son État, c'est au Liban et non en Cisjordanie que l'OLP le constitue. En tant que force sociale, l'OLP arrive trop tard, le nassérisme disparaît en Égypte, l'Arabie Saoudite devient la puissance dominante, le Moyen-Orient entame une intégration régionale autour de la circulation de la rente pétrolière qui enfle après 1973. La relation qui se met en place entre l'organisation rentière et l'État d'Israël annihile les capacités d'action de l'OLP, et sa raison d'être. Son programme révolutionnaire et nationaliste se heurte sur son propre territoire à l'islamisme.

III LA GUERRE AU LIBAN

La « guerre civile » au Liban, qui débute à partir de l'importance prise par les Palestiniens et de l'intervention syrienne conséquente, doit également être analysée selon la grille des conflits sociaux qui modèlent le communautarisme et les interventions « étrangères ». Il est totalement vain alors de chercher à l'analyser en termes de conflits intérieurs et d'interventions extérieures ; comme on l'a vu tout au long de ces pages, tous les conflits du Moyen-Orient ne sont théoriquement des conflits extérieurs que de façon seconde. Quand la Syrie intervient militairement au Liban contre les Palestiniens en avril 1976, soutenue par l'Arabie Saoudite et avec l'assentiment des États-Unis et d'Israël, la nature du pouvoir en Syrie a changé. La transformation est effective courant 1973 : les grands projets de barrages et d'intégration agricole ne sont pas poursuivis, la politique d'industrialisation est stoppée, les liens avec l'URSS se relâchent, une économie financière et spéculative se développe, les relations avec l'Arabie Saoudite s'approfondissent. Pour Israël également, ce qu'il s'agit d'abattre dans l'OLP, ce n'est pas tant une puissance militaire menaçante en tant que force de libération nationale, mais la cristallisation politico-sociale qu'elle représente, ce qui est le véritable contenu de l'identité palestinienne.

Jusqu'au début des années soixante-dix, le Liban est le dernier lambeau du tissu social ottoman, sans qu'un coup d'État militaire ne soit venu instaurer la « dictature de nouvelles couches sociales ». « L'État y est géré de façon "laxiste" en "famille", par les élites traditionnelles toujours en place, alliées aux nouvelles élites de la grande bourgeoisie. Il est donc aux mains d'une alliance des grandes familles féodales du mont Liban, des anciennes familles de la haute bureaucratie ottomane locale, des hiérarchies religieuses d'un côté, avec les banquiers, industriels, gros commerçants, professions libérales de l'autre. » (Corm, *op. cit.*, p. 308.) Le « boom » économique des années soixante-dix brise cet équilibre traditionnel. L'économie pétrolière qui se met en place dans ce début des années soixante-dix et dans laquelle les structures commerciales et financières du Liban jouent un rôle primordial provoque le déclin de l'économie artisanale et du souk, ainsi que de la petite production agricole, dont les tenants sont appauvris par la croissance des importations. Dans ce contexte, l'afflux financier provoque une forte inflation qui accroît les inégalités sociales et entraîne une agitation dangereuse, parmi les classes les plus défavorisées,

pour les classes au pouvoir, toutes communautés confondues.

La guerre de 1967, qui marque le début du déclin de la stratégie capitaliste de la petite bourgeoisie nationale et laïque, a paradoxalement au Liban un effet contraire : la population des camps palestiniens explose après les conquêtes israéliennes et l'OLP devient la dernière représentante de cette couche sociale et de sa dynamique. Un véritable État palestinien se forme au Liban, disposant de ressources financières considérables fournies par l'Arabie Saoudite et les autres États pétroliers. Malgré des finalités totalement opposées, comme cela deviendra évident lors de la guerre du Golfe en 1991, l'Arabie Saoudite alimente les caisses de l'OLP. C'est pour la monarchie saoudienne un moyen efficace de contrôle du mouvement nationaliste encore puissant dans cette fin des années soixante et début des années soixante-dix, c'est également un moyen de pression considérable sur les autres États arabes et Israël, et de chantage vis-à-vis des États-Unis. C'est donc à retardement que le renversement des anciennes élites va s'effectuer au Liban alors que partout ailleurs dans le monde arabe, le nationalisme politique et économique se désagrège.

La synthèse entre les conflits sociaux au Liban résultant de la destruction de son économie traditionnelle et les perspectives de renversement du pouvoir en place portées par la bureaucratie palestinienne a lieu en février 1975. La rencontre n'est absolument pas fortuite entre l'agitation sociale dans un système en décomposition et les perspectives socio-économico-politiques que représente à ce moment-là l'OLP. Le 28 février 1975, lors d'une manifestation de marins-pêcheurs, l'armée tire à Saïda. Un ancien député de cette ville à dominante sunnite, Maarouf Saad, personnalité respectée, est mortellement blessé. Cet incident provoque une flambée de violence et un mouvement de grève qui gagne Beyrouth. Il achève aussi de rapprocher des Palestiniens une grande partie de la communauté musulmane et les groupes politiques de gauche (qui comptent encore de nombreux chrétiens). Les militants palestiniens, très organisés, représentent un appui solide et un important ferment de contestation, d'autant que les fedayin [...] sont menacés par la droite chrétienne d'être mis au pas par l'armée (contrôlée depuis toujours par les chrétiens). En mars, le correspondant du *Monde* à Beyrouth, Édouard Saab, écrit à propos des conséquences des événements de Saïda : « La crise, qui avait à l'origine un caractère strictement social, s'est peu à peu confessionnalisée. Après avoir pris fait et cause pour les grévistes, les associations musulmanes ont saisi l'occasion pour formuler une série de revendications visant, selon elles, à assurer une plus juste répartition des droits et des prérogatives des différentes communautés dans la gestion de l'État. » (*le Monde* du 9 avril 1990.) La guerre civile débute le dimanche 13 avril 1975.

Face à cette coalition dite palestino-progressiste (il n'est pas encore question de musulmans ou d'islamistes), la défense de l'État et de l'ordre établi passe aux mains de la milice chrétienne, des phalangistes. Mais en fait ce n'est plus de la défense de l'ordre établi dont il s'agit. Les phalangistes vont s'employer systématiquement à détruire ce qui était le fondement de cet ordre établi : le port, le souk, la grande propriété foncière druze de la Montagne. S'il semble exact, comme on va le voir, que l'action phalangiste aboutit à créer une « société chrétienne » autonomisée et sclérosée, on ne peut cependant pas établir entre la situation antérieure et la période de la guerre une coupure absolue.

L'État, souvent présenté comme « laxiste », émanation d'une mixité tranquille et quasiment édénique, reposait en fait sur le pacte national de 1943 qui avait déjà figé la répartition de la population en communautés. En 1958, une première guerre civile avait déjà eu lieu, justifiant une première intervention militaire des États-Unis pour protéger le pouvoir très pro-occidental de Camille Chamoun. À partir du milieu du XIX^e siècle, les interventions étrangères (française, anglaise, russe, prussienne) dressent les communautés libanaises les unes contre les autres, mais il n'en reste pas moins qu'il faut différencier selon les communautés les conséquences de ces interventions. C'est chez les Druzes que la structure familiale de type clanique avec clientèle était la plus forte, les clans étant regroupés en solidarités « tribales » qui exerçaient certains attributs de la puissance publique délégués par le pouvoir central d'Istanbul. C'est ce type de liens sociaux qui prend la forme de la religion dans ses innombrables subdivisions (onze communautés chrétiennes, cinq musulmanes, une communauté israélienne). De leur côté, dans les années 1850, les paysans maronites se révoltent et obtiennent une réforme agraire au détriment de la structure

clanique (cf. article « Liban » dans *Encyclopædia Universalis*). C'est dans ce contexte que l'histoire des interventions étrangères au XIX^e siècle fait de la communauté chrétienne maronite le porte-parole de l'ouverture de la bourgeoisie libanaise sur le capitalisme occidental, ce que formalise, dans l'entre-deux-guerres, à l'intérieur de cette communauté, le phalangisme, avec son ouverture et son appui sur l'émigration, sa volonté, déjà, de cantonalisation du pays. La politique phalangiste visant à créer une société chrétienne autonomisée, articulée sur l'extérieur et dominant un Liban cantonalisé comme arrière-pays, n'est pas le coup de force, ou une folie idéologique, éclatant en 1975, même si, dès les débuts de la guerre civile, c'est par la violence que les phalangistes s'emploient partout à briser l'imbrication économique des communautés et à réaliser le passage d'une « communauté chrétienne » à une « société chrétienne ».

« En 1975, le Parti phalangiste a peu de sympathisants dans les couches sociales dirigeantes chrétiennes, qu'il s'agisse des intellectuels ou des grandes familles de notables, traditionnelles ou modernes. Au Parlement libanais renouvelé en 1972 dans une atmosphère de tension politique, il ne dispose que de 6 députés sur un total de 99, dont 55 appartenant aux communautés chrétiennes. Même Raymond Eddé, chef du Bloc national, qui par ses attaches à l'une des familles les plus occidentalisées et francophiles du pays est le symbole le plus fort du pro-occidentalisme, rompt avec le parti phalangiste en raison de son engagement provocateur dans la violence. La conquête de la « société chrétienne » ne pourra donc qu'être une entreprise violente à l'égard de la majorité des chrétiens, réfractaires à un tel projet. On commencera par la chasse aux innombrables familles chrétiennes d'allégeance communiste, ou socialiste, ou populaire syrienne, ou baathiste, ou pro-palestinienne, et par la déportation de leurs membres hors des zones que le parti entend contrôler de façon absolue. Ensuite, les grands pillages, tel celui des souks de Beyrouth, que la milice phalangiste incendie en novembre 1975 et dont elle se partage le butin avec les mouvements de la coalition ennemie ; puis, peu de temps après, celui des entrepôts du port de Beyrouth, encore à cette époque le plus important centre commercial régional : un à deux milliards de dollars de marchandises, que le parti s'approprie cette fois sans aucun partage puisque le port de Beyrouth est encore entièrement entre les mains de sa milice armée. Enfin, une fois le port rendu inutilisable, les souks détruits, c'est-à-dire toute l'économie de bazar, élément fondamental des équilibres sociaux traditionnels au Moyen-Orient, vient l'ouverture des ports illégaux faisant entrer les marchandises sans payer de droits de douane à l'État, ainsi que l'institution de taxes miliciennes sur les habitations, les entreprises industrielles et commerciales... » (Corm, *op. cit.*, pp. 324-325.) S'il est exact que les chrétiens du monde arabe sont inextricablement intégrés dans le tissu social des sociétés arabes, et que nulle part n'existent d'homogénéité chrétienne de comportement, d'opinion, de statut social, il n'en reste pas moins vrai que, contrairement à la façon dont Corm présente les choses, la volonté de créer un « monde » chrétien n'est pas au Liban le résultat d'un pur coup de force idéologique. Il serait alors impossible d'expliquer la « réussite » de ces opérations phalangistes et de la prise de contrôle des communautés chrétiennes.

Face aux Palestiniens et aux Druzes de Kamal Joumblatt, militairement, les phalangistes ne font pas le poids, et l'intervention syrienne leur évite une défaite totale. Pour Israël, l'allure de mise en ghettos de la population que prend la guerre est une garantie efficace, en ce qu'elle contribue à la disparition des expressions laïques du nationalisme arabe ou palestinien. C'est cette politique qu'Israël poursuivra systématiquement à travers son invasion du Liban, après l'échec du projet de satellisation du pays sous domination phalangiste : « Pendant qu'à Ansar, énorme camp de concentration, l'armée israélienne boucle dans les plus dures conditions tous les jeunes Libanais des partis laïques de gauche, elle laisse se développer et encourage l'implantation d'Amal, milice communautaire chiite, fermant aussi les yeux sur l'implantation de réseaux de militants islamiques aux ordres de l'Iran. » (*ibid.*, p. 348.)

À partir de 1983 et de l'échec de l'accord libano-israélien du 17 mai qui devait entériner la satellisation du Liban, la politique israélienne de cantonisation et la volonté syrienne de reprendre pied au Liban se conjuguent pour favoriser le développement de l'islamisme chiite (nous verrons plus loin que cette montée des chiïtes correspond à un mouvement social plus fondamental qui permet ces manœuvres). Dans les transformations sociales en cours au Moyen-Orient, les raisons d'État israélienne et syrienne ne

sont plus, alors, fondamentalement contradictoires. « La Syrie, à la recherche d'un rétablissement de sa situation au Liban, fait pénétrer sur la scène libanaise le "joker" iranien, véritable nouveau venu en plein cœur de l'Orient arabe ; à Baalbeck, dans le nord de la Bekaa, que la Syrie contrôle encore, puisque l'invasion israélienne s'est arrêtée au centre de la plaine, naît Amal islamique, en rupture du laïcisme relatif d'Amal. C'est sous cette couverture que se développe l'influence iranienne qui, en s'affirmant à Beyrouth comme au sud du Liban, donne naissance au Parti de Dieu, le Hezbollah, annexe de l'armée des Pasdarans d'Iran, ainsi qu'aux divers Jihad islamiques futurs preneurs d'otages occidentaux. Grâce à cette politique, l'État syrien apparaîtra de nouveau, ainsi que dans la conjoncture palestinienne des années soixante-dix, comme le seul recours face au chaos dont pâtissent cette fois directement les puissances occidentales, en pleine débandade au Liban après les attentats ravageurs contre la force multinationale. La Syrie est en effet seule capable de freiner les "fous de Dieu", qui au Liban font la chasse à tout ce qui vient de la modernité occidentale.

« Cette raison d'État syrienne rejoint parfaitement les impératifs de la raison d'État israélienne, qui ne semble guère hantée par cette montée en puissance islamique de l'Iran au Liban. L'ampleur de l'implication israélienne dans la vente d'armes américaines à l'Iran, ainsi que le désir de l'islamisation des identités au Moyen-Orient expliquent cette attitude de complicité avec une république qui veut exporter la révolution islamique chez les Arabes. Les Hezbollahim au sud du Liban se gardèrent bien d'ailleurs de la moindre attaque contre le territoire israélien lui-même, se contentant d'une guérilla dite de résistance islamique contre la milice chrétienne du Liban Sud, à la dévotion d'Israël.

« Quant au gouvernement israélien, qui opère des retraits partiels de son armée, il fait en sorte que ni l'armée libanaise, ni le contingent français de la force multinationale ne puissent la remplacer dans le Chouf, en septembre 1983. La politique de cantonisation du pays est en œuvre : pendant que l'armée israélienne se retire, 150 000 chrétiens du Chouf sont forcés de quitter leur terre ancestrale par une milice druze surexcitée et surarmée à la fois par la Syrie et par Israël (beaucoup sont depuis revenus). Plusieurs milliers de chrétiens civils sont massacrés : ce sont le plus souvent des fidèles partisans du chef Druze Walid Joumblatt, qui ont eu le tort de penser que leur allégeance politique, leur continuité de coexistence pacifique avec leur concitoyens druzes depuis 1975, en dépit de toutes les hostilités dans le pays, les mettaient à l'abri des malheurs des Arméniens ou des Grecs ou des Kurdes entre 1915 et 1922.

« Les mêmes événements se reproduiront en octobre 1985, lorsque les troupes israéliennes opèrent leur retrait du sud du Liban, tout en étendant considérablement leur fameuse zone de sécurité jusqu'au gros bourg chrétien de Jezzine, qui surplombe la ville de Saïda, capitale du Sud. Désormais, au ghetto chrétien créé par la milice phalangiste dès 1975, s'ajoute un ghetto druze dans le Chouf et un ghetto chiite à Beyrouth, en particulier dans la banlieue sud, ainsi qu'au sud du Liban, qui prend un caractère islamiste de plus en plus marqué. La milice phalangiste, qui n'a été qu'un jouet aux mains des israéliens et qu'un instrument du malheur des chrétiens au Liban, exulte. Elle a enfin en face d'elle non plus des partis nationaux et laïques, mais des milices communautaires druze et chiite, qui mettent à leur tour en ghettos géographiques et idéologiques leurs ouailles. La "société chrétienne" est enfin établie, l'État intercommunautaire libanais a vécu, le rêve de Ben Gourion et Moshe Dayan s'est réalisé. » (*ibid.*, pp. 349-350.) Cet éclatement en ghettos communautaires est officialisé dans les conférences de Genève et de Lausanne, que patronnent les grandes puissances occidentales (novembre 1983 et avril 1984).

De 1985 à 1988, la « guerre des camps » entre Amal d'un côté et le Hezbollah et l'OLP de l'autre, permet à Amal d'affirmer son emprise sur les chiites en éliminant les vestiges de la puissance laïque et nationaliste palestinienne, ainsi que les vellétés de retour de l'OLP. Amal élimine également dans le Hezbollah un concurrent allié à l'OLP et qui s'appuie sur les paysans pauvres et le prolétariat urbain, menaçant le pouvoir des grandes familles chiites à la tête d'Amal.

Le problème est de cerner le processus social qui donne forme à ces enjeux stratégiques, de comprendre à quoi correspond cette mise en ghettos de la population qui apparaît comme une fin en soi, ou comme un avatar monstrueux de la « modernité européenne », de l'État-nation. Il s'agirait pour Israël de

légitimer son nationalisme à fondement idéologique religieux, de briser le nationalisme arabe laïque transcommunautaire, et pour la Syrie d'éliminer dans la « personne » de l'OLP la dernière figure de la petite bourgeoisie nationaliste opposée à l'intégration rentière régionale autour de l'Arabie Saoudite, et plus pragmatiquement de s'emparer du Liban. Au travers de la poursuite de la guerre du Liban et de la mise en ghettos de la population, c'est l'élimination de la petite bourgeoisie qui s'effectue. La mise en ghettos et la confessionnalisation ne sont pas des fins en soi. La confessionnalisation est élimination des partis laïques nationaux, c'est-à-dire de la bourgeoisie nationaliste, et c'est là un point fondamental. Les communautés religieuses ne peuvent être prises pour elles-mêmes, ou inversement et corrolairement comme des manipulations. Or il y a une histoire de cette mise en ghettos, une progression, un fil social dynamique.

En quinze ans de guerre, on peut dégager un sens aux interventions syriennes et israéliennes, et des alliances et oppositions entre communautés. Le sens général est l'élimination des anciennes classes dirigeantes, plus ou moins héritières des structures ottomanes (formes de la propriété foncière, droits personnels communautaires, répartition du pouvoir d'État, clientèle familiale), et l'impossible accession au pouvoir de la petite bourgeoisie avec son programme transcommunautaire, laïque, intégrant le Liban dans un cadre arabe nationaliste, politiquement et économiquement. Cette phase-là a été au Liban court-circuitée par la réorganisation du Moyen-Orient autour de la circulation de la rente pétrolière.

En 1975 et 1981, les interventions syriennes ne sont pas simplement le résultat d'une *realpolitik* visant toujours à soutenir le faible pour qu'il n'y ait ni vainqueur ni vaincu. Tout d'abord, en aidant les phalangistes, les Syriens entament l'élimination des Palestino-progressistes, et donc d'un ultime avatar du nationalisme arabe laïque qui n'est plus de saison ; ensuite, en se retournant contre les phalangistes, c'est l'autre version possible d'un capitalisme nationaliste libanais qui est supprimée (articulation sur l'extérieur dans une rupture d'avec le monde arabe). Dans l'élimination de l'une et l'autre versions du nationalisme libanais, on voit monter et se développer l'importance de la médiation saoudienne.

C'est Israël qui avait cependant le plus à gagner à la victoire du projet phalangiste. De fait, celui-ci brisait le nationalisme arabe, autonomisait les minorités arabes chrétiennes, créait un foyer national chrétien au Moyen-Orient, et promouvait un développement totalement extraverti, s'articulant sur des zones d'enclaves, véritables zones franches avec un arrière-pays cantonalisé et quart-mondisé, nécessaire dans cette situation à la reproduction des enclaves. Cependant, l'intervention israélienne de 1982 se solde finalement par l'échec du projet initial, tant du côté phalangiste que du côté israélien : le projet de satellisation du Liban.

Comme on l'a vu, entre 1983 et 1985, la Syrie et Israël jouent un jeu complémentaire de mise en ghettos de la population libanaise, avec, à partir de 1983, la bataille de la Montagne entre Druzes et chrétiens, et d'un autre côté la montée de la communauté chiite, avec Amal, Amal islamique, et le Hezbollah. À nouveau, les multiples accords et cessez-le-feu ponctuent les affrontements relatifs à cette mise en ghettos. Chaque accord confirme le rôle grandissant de l'Arabie Saoudite, qui impose sa médiation entre la Syrie et Israël, et même entre Israël et les Palestiniens. Les accords de retrait israélien du Liban et palestinien de Beyrouth sont négociés par George Shultz, homme d'affaires très lié aux dirigeants saoudiens, qui remplace le général Haig, défenseur inconditionnel des positions israéliennes. Pendant ce temps, à Tripoli, les Syriens achèvent de liquider la résistance palestinienne alliée à des forces nationalistes sunnites.

Durant cette période, entre 1983 et 1985, malgré l'appui des pays occidentaux, dont les États-Unis, malgré la force multinationale, le projet d'État phalangiste échoue rapidement. Cet échec ouvre la phase ultime de la guerre. La décomposition économique totale du pays, tant dans sa circulation marchande interne que dans son articulation internationale, pousse au premier plan, pour des raisons socio-économiques générales (marginalisation sociale et extrême misère), et circonstanciées (implantation traditionnelle au sud du pays), la communauté chiite. Avec l'arrivée au premier plan des chiites, la mise en ghettos de la population atteint son achèvement, en même temps que les causes qui mettent les chiites au premier plan signifient qu'il n'y a plus de communautés au Liban.

Les liens entre individus existant sur la base d'un développement du mode de production capitaliste fondé, au Liban, sur une économie de marché quasi anarchique, un secteur bancaire et des activités de services totalement extraverties, des structures agraires tributaires et clientélistes reposant sur trois types de possession du sol, ne pouvaient prendre la forme d'une allégeance directe à l'État. Ce sont certaines communautés confessionnelles de l'Empire ottoman (déjà formalisées dans un cadre administratif et avec un contenu autre que religieux : les millets) qui se sont transformées en communautés socio-politiques, constituant depuis 1920 (conférence de San Remo) l'État du Liban. La communauté confessionnelle accède à ce statut à partir d'autre chose qu'elle-même en tant que croyance. L'arrivée au premier plan des chiites exprime l'effondrement de cet équilibre économique, et l'uniformisation des situations communautaires dans le cadre de l'hégémonie d'une communauté qui n'a pas d'intérêts particuliers de communauté à faire prévaloir dans le cadre de cet équilibre.

Depuis l'indépendance, en 1943, le développement économique du Liban est axé, sur la base d'un total libéralisme, sur le secteur tertiaire, un régime de change libre, une position géographique clé par où transitent les marchandises en direction de l'*hinterland* arabe, un régime fiscal et douanier très souple, une infrastructure moderne (ports, aéroports, réseaux de télécommunications), et un régime de secret bancaire, qui contribua à faire de Beyrouth, pendant longtemps, l'unique place financière de dimension internationale au Moyen-Orient. Jusqu'en 1983, l'économie tertiaire libanaise se maintient, la balance des paiements demeure positive, et les importations progressent même, ainsi que les dépôts bancaires. Ces derniers, provenant soit des fonds palestiniens, soit des transferts des nombreux salariés exilés (surtout vers le Golfe) depuis le début de la guerre, financent le déficit budgétaire de plus en plus important et continuent à stimuler l'activité économique.

Depuis 1983, la détérioration de cette situation progresse rapidement : diminution des transferts de fonds des émigrés par suite de la récession dans le Golfe, fuite des capitaux à la suite de l'invasion israélienne ; disparition des fonds palestiniens. Après avoir été constamment excédentaire au Liban depuis 1943 (sauf en 1976), la balance des paiements devient déficitaire. À la suite de l'invasion israélienne, la guerre et les destructions ont gagné tout le pays : en 1986, 35 % des usines sont entièrement détruites, les installations existantes ne tournent qu'à 30 % de leur capacité, la livre libanaise, à 2,3 pour un dollar en 1974, est tombée à seulement 8,8 en 1984, mais ensuite à 18,5 en 1985, 65 en novembre 1986, 100 en février 1987, 167 en juillet 1987, 280 en septembre 1987, 550 en novembre 1987.

L'inflation, qui avait été contenue durant les dix premières années de la guerre, explose à partir de 1985. Le pouvoir d'achat des salariés a été laminé et la paupérisation s'étend à la classe moyenne (hausse des prix, chômage), qui constitue la composante de base de la société libanaise, quelles que soient les communautés. La croissance du nombre des réfugiés exprime également cette paupérisation de la population, l'élimination des classes moyennes, et la polarisation sociale (les données économiques proviennent de l'*Encyclopædia Universalis*, 1986 et 1988).

À partir de 1975 et surtout après l'invasion israélienne, la guerre civile révèle la caducité du découpage communautaire de la population. L'éclatement de la guerre civile, on l'a vu, ne peut s'expliquer en dehors de la crise du système de découpage et d'équilibre communautaires sur lequel était fondé, depuis 1943, l'État libanais ; il s'agit avant tout d'un conflit social. Le développement économique du Liban depuis 1943 avait remis en cause et rendu caduc ce découpage et cet équilibre.

« C'est que la dynamique du Mandat et de l'indépendance, l'intégration inégale dans l'économie mondiale de marché, les exodes ruraux assortis d'une semi-urbanisation massive, le développement des partis transcommunautaires, celui d'une culture sociale moins liée aux communautés, créent de nouvelles solidarités, et des liens sociaux complexes, où les structures patriarcales ne sont plus des relais communautaires directs. De ces évolutions des années soixante émergent autant de facteurs d'intégration que de désintégration de la société, où l'État est directement partie prenante. [...] Les industriels posent le problème de la protection et de la production nationale, face aux commerçants pour qui le libéralisme sauvage doit aller de pair avec l'extrême discrétion de l'État. Des mouvements sociaux multiples, y compris

des jacqueries qui permettent d'abolir des résidus de servage (au Akkar en 1972), animent une forte syndicalisation encore vivace et unitaire à ce jour. Beyrouth acquiert un poids démographique, politique et culturel national et régional croissant, souvent au détriment des campagnes. L'expression politique de ces mouvements sociaux et les réactions qu'ils provoquent dans *l'establishment* traditionnel sont différenciées.

« À la veille de la guerre civile, trois grands courants faisaient pression sur l'État. D'abord les partis de gauche et les formations "arabistes" (Baath, nassériens), ralliés autour de la personnalité complexe de Kamal Joumblatt, qui réclame la suppression du communautarisme politique, sans aller jusqu'à la laïcité, et des élections à la proportionnelle. Ensuite, les groupes ou notables communautaristes chiites (Mouvement des déshérités, aujourd'hui Amal), rassemblés par l'imam Sadr, qui réclament leur part communautaire, et les leaders traditionnels sunnites qui attendent sous le nom de "participation", un exercice égalitaire des pouvoirs entre le président de la République (maronite), et le président du conseil (sunnite). Le troisième courant est celui des partis et clans chrétiens (majoritairement maronites), qui prônent la défense du système en vigueur, tout en caressant l'idée d'une décentralisation politique communautariste. Les tendances présidentielistes se sont retournées contre l'autorité centrale avec l'élection de Soleiman Frangie en 1970, et le retour en force des clientèles claniques lésées par le centralisme politique des années soixante, et qui entreprennent de défaire ce que Chehab a voulu édifier. Les deux grands partenaires organisés du Chehabisme, le parti phalangiste et le PSP de K. Joumblatt, sont devenus adversaires déclarés. Le premier, qui a liquidé son aile moderniste, veut infléchir la politique de l'État dans le sens des déséquilibres issus de la guerre des Six-Jours (alliance avec le camp anti-égyptien). Le second a fait alliance avec la résistance palestinienne, qui apparaît comme l'héritière morale et politique du courant nassérien. » (Rudolf El Karch, *Encyclopaedia Universalis*, 1990.)

Si, comme on l'a vu, les liens entre individus sur la base du développement du mode de production capitaliste au Liban ne pouvaient prendre la forme d'une allégeance directe à l'État, le développement même du capitalisme a, classiquement, sapé les bases de l'allégeance communautaire. Cependant, la nécessité d'un pouvoir central nationaliste unitaire et fort apparaît au moment où, régionalement et mondialement, ce type de pouvoir, et surtout de développement qui le sous-tend, est dépassé. Que ce soit sous la forme phalangiste ou palestino-progressiste, le nationalisme libanais n'a plus lieu d'être. L'économie libanaise, qui s'effondre à grande vitesse à partir de 1982, est une économie qui avait largement sapé la nécessité des appartenances communautaires, qui avaient été la forme nécessaire des liens sociaux capitalistes entre les individus. Ce n'est donc pas dans l'émergence d'un État unitaire fort et nationaliste que se réalisera le dépassement des appartenances communautaires, mais dans l'exacerbation de leurs rivalités, et dans leur changement de contenu et de signification. On passe de l'appartenance communautaire à la mise en ghettos, où se révèle le caractère devenu purement formel et caduc de l'appartenance communautaire. Caractère purement formel et caducité que révélera, dans ce jeu de mise en ghettos, l'hégémonie des chiïtes, qui, en tant que communauté, ne peuvent jamais jouer le rôle d'une communauté, c'est-à-dire fonder un nouvel équilibre communautaire par entente avec les autres communautés, d'où la fuite en avant des organisations chiïtes.

Paradoxalement, toute la guerre du Liban est une tentative de dépassement du communautarisme, rendu nécessaire par le développement capitaliste du Liban. Dans une première phase, ce dépassement est tenté dans la prise du pouvoir par la bourgeoisie nationaliste, au travers des projets rivaux phalangiste et palestino-progressiste. Après leur échec et leur élimination, dans une deuxième phase, ce dépassement passe par la mise en ghettos de la population. Cette mise en ghettos participe de la réorganisation du Moyen-Orient autour de la circulation de la rente pétrolière. Dans cette réorganisation, la polarisation sociale extrême qu'elle détermine implique la marginalisation d'une grande partie de la population, dont la reproduction s'intègre à la reproduction capitaliste générale par une multitude de réseaux sociaux et d'activités informelles qui constituent et délimitent socialement et économiquement l'identité et la reproduction du ghetto.

Si l'hégémonie de la communauté chiite marque le dépassement du découpage, des allégeances communautaires, et du communautarisme en général, c'est qu'en elle se retrouvent toutes les faiblesses et les impasses sociales, économiques et politiques de la société libanaise. La communauté chiite est l'expression en tant que communauté de toutes ces faiblesses, de toutes ces impasses ; en ce sens, elle n'est pas une communauté à l'allégeance de laquelle serait conditionnée la médiation de la participation à la société libanaise, elle est le résumé de toute la société libanaise en décomposition. En outre, comme cela apparaît dans les négociations de Genève et de Lausanne, elle ne peut reconnaître les autres communautés comme telles, parce qu'elle-même ne peut se reconnaître pour telle. « Une fois les élites traditionnelles écartées, les contestataires progressistes réduits au silence, le principal objectif des nouveaux dirigeants de la communauté chiite est d'obtenir la traduction en termes politiques de leur victoire militaire. Nabih Berri, un jeune avocat, né en Sierra Leone, dont la famille réside aux États-Unis, a pris la direction de Amal en 1980. Il fait figure de chef de l'opposition au président Gemayel et participe, aux côtés des dirigeants immuables des autres communautés, aux conférences interlibanaises de Genève en novembre 1983 et de Lausanne en avril 1984, où il défend sans succès la revendication présentée par Amal d'un changement radical du système représentatif, avec l'adoption de la règle de la majorité. Ses interlocuteurs chrétiens, intransigeants sur la primauté des maronites, n'acceptent de négocier qu'un rééquilibrage du système communautaire faisant une part plus importante aux chiites, aux dépens des sunnites. À la fin de l'été 1985, il devient clair que le Liban s'achemine vers une direction bipolaire, celle du Front libanais pour les chrétiens, celle d'Amal pour les musulmans sous le contrôle de la Syrie. Bien qu'ils critiquent sévèrement cette solution, Nabih Berri et les nouvelles élites qui l'entourent peuvent tirer quelques satisfactions d'accéder au premier rang des patrons de l'État, et sans doute en espèrent-ils des bénéfices pour eux-mêmes et leur communauté. De plus, le rééquilibrage du système communautaire apparaît à beaucoup, même parmi les chiites, comme l'ultime chance de sauver un Liban indépendant et unitaire. Car, contrairement aux maronites tentés de se replier sur un petit Liban chrétien allié d'Israël, contrairement aux sunnites qui portent encore le rêve de l'unité arabe et syrienne, les chiites libanais, dans leur grande majorité, ont pour cadre de référence l'espace étatique libanais. Mais pour d'autres, révoltés par des décennies de frustration, épuisés par des années de guerre, désabusés par des mois de marchandage, l'entente entre le Front libanais et Amal, qui voudrait se substituer au pacte entre maronites et sunnites de 1943, n'est qu'un replâtrage du système confessionnel destiné à perpétuer la domination des "patrons". [...]

« Les militants qui adhèrent à l'utopie de la cité islamique se recrutent parmi les sunnites, à Tripoli par exemple. Mais ils sont particulièrement nombreux chez les chiites. [...] Leurs organisations sont multiples et leurs effectifs flottants, de quelques dizaines de membres à des centaines de sympathisants chez les Hezbollah autour du cheikh Fadhlallah de Bir Abed, dans la banlieue de Beyrouth, dans les groupes al-Da'wa et Jihad, dans le mouvement Amal islamique de Hussein Moussaoui à Baalbeck. Leur force réside dans leur inépuisable potentiel de mobilisation populaire et dans leur recours au terrorisme : attentats à la bombe, comme celui qui a frappé les Américains et les Français de la force multinationale le 23 octobre 1983. » (Elizabeth Picard, *Encyclopædia Universalis*, 1986.)

C'est cette continuelle « radicalisation » de la communauté chiite qui est intéressante : parvenue à être reconnue à la tête de l'État, elle ne parvient jamais à stabiliser son pouvoir de co-patron de l'État, elle ne parvient pas à s'intégrer dans le jeu ordinaire des rapports de pouvoir interconfessionnels. La communauté chiite, en cela, n'est plus une communauté en ce qu'elle n'implique plus, dans son existence, l'existence des autres communautés. En elle, c'est la décomposition de toute la société qui s'exprime : le grand propriétaire foncier n'est plus que la caricature féodale de lui-même ; le petit bourgeois nationaliste, un affairiste ; le commerçant international, un agioteur comprador ; le prolétaire, un réfugié ; le petit paysan, un candidat à l'exode rural ; le chef religieux, un agitateur de fantôme ; le milicien, un mercenaire syrien, israélien ou iranien ; le nationaliste, un client des débris de l'État-providence.

En 1948, les chiites urbains ne représentaient pas plus de 10 % de la communauté. L'essentiel était constitué par une paysannerie pauvre, seul le tabac, culture spéculative qui convient bien aux plateaux secs du Sud Liban, s'étendant depuis les années trente.

« Dans le Hermel prédominent encore les propriétés collectives des tribus qui sont plus des zones de paturage que des terroirs bien délimités. Dans la région de Baalbeck coexistent les très grandes propriétés privées et les terres *muchâ'a*, propriétés collectives du terroir d'un village. Démembrement et individualisation sont en cours depuis les années trente, mais la petite propriété paysanne reste encore très marginale. Dans le Djebel Amel (Sud Liban) par contre, très grandes propriétés (parfois de plusieurs villages et souvent propriété indivise d'une famille notable) et petites propriétés paysannes près des bourgades et des villes se partagent très inégalement la terre. « Au niveau des mutations socio-économiques globales, la communauté et les régions chiites n'avaient connu ni les vastes mouvements paysans, ni le bouleversement des rapports sociaux, ni le développement scolaire, ni la croissance extraordinaire d'une monoculture capitaliste d'exportation (la sériciculture), facteurs qui avaient entre 1840 et 1920 entièrement transformé l'économie et les structures sociales du mont Liban à prédominance maronite, l'intégrant directement à l'économie mondiale capitaliste. » (Salim Nasr, « La transition des chiites vers Beyrouth : mutations sociales et mobilisation communautaire à la veille de 1975 », in *Mouvements communautaires et espaces urbains au Machreq*, éd. Sindbad.)

Dans cette situation, la représentation politique des chiites, des années vingt au milieu des années cinquante, fut en fait monopolisée par six familles notables de grands propriétaires fonciers. À partir des années cinquante, les changements sociaux s'accélérent : « D'abord on assiste à l'expansion sauvage d'un agro-capitalisme exportateur et de réseaux urbains commerciaux et usuraires (à partir de Beyrouth, Saïda et Zahlé) dans les campagnes chiites traditionnelles. Cette pénétration bouleverse les systèmes productifs et les rapports sociaux agraires : quasi-disparition du métayage (5 % des actifs agricoles en 1970) ; marginalisation des cultures vivrières ; spécialisation dans deux branches agro-exportatrices (fruits et aviculture assurent près des deux tiers de la production agricole) ; mobilisation d'un salariat agricole en partie non libanais ; mais surtout crise permanente et en voie d'aggravation de la petite exploitation paysanne surendettée et surexploitée par les commerçants, les fournisseurs d'*inputs* (machines, engrais, produits chimiques...), les usuriers et les petites banques locales ; blocage aussi des cultures industrielles (tabac, betterave) par la puissance des cartels commerciaux (importation de cigarettes étrangères et de sucre) et leur influence sur la politique de l'État (politique restrictive et anti-industrialisante de la Régie des tabacs, blocage d'une seconde usine de raffinage de la betterave) » (Salim Sadr, *op. cit.*).

Vers 1975 plus de 40 % de la population rurale avaient émigré, 60 % pour le Sud Liban. Le pouvoir absolu des grandes familles recule d'autant plus que l'urbanisation entraîne une hausse de la scolarisation et une intégration partielle dans les organes politico-administratifs. De nouvelles couches moyennes chiites se forment, la monétarisation de la vie économique s'accélère dans les campagnes et dans les bourgades chiites avec une crise corollaire de l'artisanat local. On assiste à un « changement des rapports de force dans les villages aux dépens des vieilles familles notables et cléricales et au profit des paysans migrants enrichis qui rachètent des terres et des vergers, établissant de nouveaux circuits commerciaux, se taillant des sphères d'influence sociopolitiques » (*ibid.*). Une nouvelle bourgeoisie chiite émerge au niveau national. Nous avons précédemment essayé de montrer que, du fait du contexte social et de la période historique, cette bourgeoisie ne peut s'intégrer dans le jeu communautaire traditionnel : elle émerge sur la base de la désintégration des systèmes agraires et marchands, fondements de ce système communautaire national, de plus à un moment où ces nouvelles fractions de la bourgeoisie ne peuvent prendre le pouvoir dans un contexte régional et mondial qui leur dénie toutes perspectives. « Marginalisés dans le système politique et l'espace culturel libanais tels qu'ils s'étaient constitués au lendemain de l'indépendance, les chiites, à travers une *intelligentsia* active et radicalisée, une contre-élite entreprenante et ambitieuse et de nouvelles couches sociales revendicatrices et mobilisables, commençaient à remettre en cause, par leur dynamique historique même, certaines des règles du jeu et de la répartition des ressources et du pouvoir au sein du système libanais. C'est dans ce contexte socio-historique global et en réponse à ces déterminations que se forma le mouvement de l'imam Sadr vers le début des années soixante-dix. » (*ibid.*)

Le mouvement, à son origine, a une forte implantation rurale et parmi les migrants déracinés des banlieues de Beyrouth (paysannerie pauvre en crise, petite bourgeoisie ascendante et bloquée, migrants

suburbains déracinés, nouvelle bourgeoisie exclue du système politique). L'émergence de la communauté chiite offre un nouvel exemple du fait qu'une communauté n'est pas une entité naturelle, sociale ou religieuse, transhistorique, existant déjà, et intervenant plus ou moins ouvertement selon les périodes. Des communautés disparaissent, d'autres émergent, sans que pour autant disparaissent ou apparaissent seulement à ce moment-là les individus avec leur langue ou leur religion. Ce sont les contradictions sociales, le procès historique à un moment donné, qui constituent, informent, formalisent une communauté dans ses contours, son contenu, ses objectifs (si tant est que le mode de reproduction des rapports sociaux implique et reproduise l'appartenance communautaire comme une modalité propre de sa reproduction). Ce n'est que dans une certaine situation qu'être chiite ou être déshérité devient critère d'appartenance à une communauté. Dans le cas de la communauté chiite, c'est la crise du système social, économique et politique libanais qui constitue la communauté (crise du monde rural libanais, et pénétration rapide du capitalisme ; exode rural et prolétarianisation, accès à l'enseignement mais dévalorisé et marginalisé). Les besoins auxquels veut répondre le Mouvement des déshérités sont surtout axés sur l'ascension sociale : son blocage par la classe dirigeante libanaise et le système confessionnel, ses conditions et sa nécessité pour la communauté chiite, les déshérités en général et l'avenir même du pays. C'est à partir des contradictions sociales et historiques générales que sont sélectionnés les critères qui délimiteront la communauté.

Entre 1985 et 1988 la « guerre des camps », le contexte ayant changé, voit l'abandon par Amal de la défense des déshérités et même de la simple référence à ceux-ci. Amal, qui s'appuie alors sur des forces bourgeoises et laïques, écrase les Hezbollah alliés aux Palestiniens des camps. La « communauté chiite » achève ainsi son cycle : expression au départ de la crise de la société libanaise sous toutes ses formes, et construite en tant que communauté par celle-ci, elle exprime à la fin l'existence d'une classe bourgeoise et d'un pouvoir politique déconfessionnalisé prêts à participer à la restructuration régionale globale aux côtés de la Syrie et d'Israël, sa radicalisation constante, signe de son incapacité à se fixer dans le jeu communautaire, ayant été la dynamique de ce processus.

Expression unifiée de la décomposition de la société libanaise, la communauté chiite n'a pas elle-même d'identité propre car elle ne peut fonctionner comme médiation de l'appartenance à cette société dans son fonctionnement antérieur. Elle est le procès de formation sociale et idéologique de tous les ghettos à venir dans la réorganisation du Liban dans le cadre général de la réorganisation du Moyen-Orient. Elle n'est elle-même qu'une transition. Appelée à disparaître en tant que communauté, le procès social qui transitoirement la constitue et qu'elle exprime porte une recomposition de la société et des classes où les appellations confessionnelles ou autres ne délimitent que des espaces et des réseaux de reproduction, fondamentalement identiques quant au contenu et leur articulation à la reproduction générale du capitalisme régional et mondial. Il y a fort à parier que, dans cette situation, contrairement au projet phalangiste, la classe capitaliste, localement dominante, se gardera bien de se donner une appellation communautaire spécifique.

Le Liban peut alors entrer dans la réorganisation générale de la région, réorganisation mondialiste, autour de quelques pôles développés, structurés par les retombées locales d'une circulation mondialisée de la rente pétrolière, pôles corrolaires d'une extension de l'économie marchande informelle comme arrière-pays. Organisation dans laquelle Israël a sa place et son rôle à jouer. Il ne s'agit plus du projet phalangiste, malgré des points semblables, dans la mesure où les phalangistes visaient une telle organisation dans le cadre du seul Liban, séparé du monde arabe. Projet dont l'échec lamentable du général Aoun a montré le caractère totalement dépassé. Les phalangistes ne pouvaient dépasser le cadre de la confessionnalisation des rapports sociaux. La réorganisation qui se met en place peut quant à elle la dépasser, dans la mesure où elle n'est pas une réorganisation libanaise. Nous reviendrons sur la guerre du Liban dans le dernier chapitre, une fois analysée l'intégration de la rente pétrolière dans la circulation mondiale du capital.

IV LA PUISSANCE SAOUDIENNE : PÉTROLE ET ISLAMISATION

La lutte entre la bourgeoisie urbaine réformatrice et les Bédouins de la péninsule arabique qui avait atteint une première phase aiguë au début du XIX^e siècle, quand Méhémet Ali abattit les légions wahabites de Saoud III (celui-ci est tué en décembre 1814 ; en janvier 1815, le premier royaume saoudite disparaît), prend à partir du XX^e siècle une autre nature dans un contexte économique et international totalement modifié. Ibn Saoud IV bénéficie au début des années vingt d'une conjoncture internationale extrêmement favorable : la révolte bédouine permet aux Anglais et aux Français d'abattre les prétentions urbaines d'un grand royaume arabe réformateur, et elle permet également de couper les grands centres de population et d'activités commerciales des réserves pétrolières de la péninsule et du Golfe.

Ce qui rend, en fait, possible ces grandes manœuvres stratégiques, c'est la faiblesse même de cette grande bourgeoisie urbaine. Dans l'après Seconde Guerre mondiale, l'ordre islamique, représenté par la monarchie wahabite, avec des moyens financiers sans cesse croissants, sera un adversaire facile à opposer au nationalisme laïque dans le contexte de la rivalité soviéto-américaine au Moyen-Orient. Il est amusant de constater qu'Israël joue dans le même contexte un rôle identique. Les Anglais favorisent l'installation juive en Palestine pour les mêmes raisons qu'ils favorisent la création du royaume Saoudite, et pour d'autres, qui tiennent au contrôle de l'isthme de Suez et à la rivalité avec la France et sa clientèle maronite au Liban. Ils seront eux-mêmes, après la guerre, dépassés par la trop grande réussite de leur plan, dont ils n'ont plus les moyens financiers et militaires de contrôler l'évolution (on laisse ici de côté la dynamique interne du sionisme qui tient quant à elle à l'histoire européenne, cf. *supra*).

Durant les années soixante, le mouvement nationaliste arabe laïque avait atteint les frontières de l'Arabie Saoudite au Yémen avec le coup d'État militaire du général Sallal à Aden, et au Dhofar où, en 1966, la guérilla chasse les sultans et force l'armée britannique à se retirer. C'est dès cette époque et même durant les années cinquante que ces conflits « internationaux » mettent déjà aux prises, dans une guerre civile arabe, la petite bourgeoisie républicaine socialiste cherchant à généraliser son nationalisme à cette fraction de la bourgeoisie qui s'inscrit dans les circuits de l'économie pétrolière et dont la montée en puissance se fonde sur les causes de l'échec de la petite bourgeoisie.

Si, dans les années cinquante, la petite bourgeoisie assure une large redistribution sociale des revenus de la grande bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers, rapidement se posent des problèmes de productivité et de rentabilité du vaste secteur des entreprises d'État et de leur dépendance croissante vis-à-vis des importations en provenance des pays industrialisés, auxquels s'ajoutent les dépenses militaires dues au conflit avec l'Arabie Saoudite au Yémen en ce qui concerne l'Égypte (1962-1967), et avec Israël (1967) en ce qui concerne la Syrie et l'Égypte. Afin d'accroître les exportations et d'élargir la base des prélèvements improductifs, la bourgeoisie nationaliste, là où elle est au pouvoir, n'a pas d'autres solutions que de développer les politiques dites « d'ouverture économique » (*l'infitah* en Égypte), et de chercher à attirer les capitaux étrangers, principalement ceux qui sont issus de la rente des pays arabes pétroliers.

Les mécanismes de promotion sociale que la petite bourgeoisie avait constitués au travers des entreprises d'État, de l'armée, de l'université, sont complètement bouleversés et par là même sa propre légitimation. « Les classes moyennes qui s'étaient constituées dans les années cinquante et soixante sont marginalisées et paupérisées, du fait de la déliquescence de ces filières de promotion et de l'inflation, due en grande partie à la circulation improductive de la rente. Les canaux de la promotion sociale passent désormais exclusivement par l'émigration vers les pays du Golfe sous l'influence wahabite, ou par l'insertion dans les canaux de circulation de la rente pétrolière à travers des opérations de spéculation foncière, commerciale ou financière, ou encore par le trafic d'armes. » (Corm, *op. cit.*, p. 281.)

Il apparaît qu'il n'y a pas échec puis intégration régionale et articulation internationale, les trois étant simultanés, si ce n'est identiques sur la base de leur commun dénominateur : la rente pétrolière. Cette intégration régionale et internationale est plutôt la forme et le contenu pris, en procès, par cet échec.

L'intégration rentière régionale est le mouvement et le produit de l'échec du nationalisme politique et économique, elle se développe à l'intérieur des régimes en place, en sape les bases originelles, les transforme de l'intérieur. Leur base sociale est profondément transformée, comme en Syrie, en Égypte, au Soudan, dans les années soixante-dix ; l'OLP, dernière représentante de la bourgeoisie nationaliste, souffrira de ce bouleversement. En Égypte, Sadate réhabilite les Frères musulmans et leur permet d'entrer officiellement dans la vie politique par l'intermédiaire de leur alliance avec le parti Wafd, traditionnellement laïque, et cela après que ces associations ont été installées par le régime dans les universités, au détriment des associations nassériennes d'étudiants.

Face au républicanisme laïque, l'« ordre islamique » se met en place au cours des années soixante puis soixante-dix, comme idéologie et organisation des conflits sous-tendant la montée des « rentiers du pétrole ». L'élimination des classes artisanales urbaines, l'échec de l'industrialisation et de l'accumulation dans le cadre de l'autocentrage nationaliste, la disparition de légitimité de pouvoirs politiques qui n'assurent plus aucune filière de promotion sociale (les étudiants sont en pointe dans le mouvement islamique) forment la base de cette islamisation des oppositions à la bourgeoisie nationaliste au moment de son échec. Trois facteurs de cet échec jouent un rôle de médiation permettant de comprendre le pourquoi du contenu idéologique islamiste de ces oppositions : l'échec du cadre nationaliste arabe, la délégitimisation du pouvoir étatique, les contradictions entre les deux termes de la double vie du travailleur que l'industrialisation avait fait naître, et que ses impasses rendent explosives. À partir de là, l'islamisme, avec pour clé de voûte l'Arabie Saoudite (après la prise du pouvoir par Fayçal en novembre 1964, éliminant son frère Ibn Saoud V, opposé à l'ouverture mondiale de l'Arabie Saoudite), fortement encouragé par les États-Unis, peut servir de fondement à la lutte contre les avancées de l'URSS au Moyen-Orient, qui, tout naturellement, a soutenu la bourgeoisie nationaliste.

En mai 1962 est créée à La Mecque une Ligue islamique mondiale, puis une Conférence des organisations islamiques mondiales en octobre 1968, enfin une Conférence au sommet des chefs d'États islamiques a lieu à Rabat en septembre 1969. Durant la même période, la chute de Bhutto au Pakistan en 1969, après celle de Sukarno en Indonésie en 1967, qui s'accompagne du massacre de centaines de milliers de communistes, permettent d'envisager une réorganisation pro-occidentale des pays « musulmans ». « Désormais tous les grands conflits du Moyen-Orient seront islamisés, à commencer par celui de Palestine, puis celui du Liban, pour terminer avec celui de l'Afghanistan, où la Russie trouvera face à elle, non plus une résistance afghane, mais une résistance islamique soutenue par la quarantaine d'États du tiers-monde qui se disent islamiques. » (Corm, *op. cit.*, p. 291). La banque de développement islamique installée à Djeddah, qui libelle ses prêts en droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI (baptisés à l'occasion dinars islamiques), et les banques islamiques privées, fondées par les membres de la famille royale saoudienne, sont les instruments de la circulation de la rente pétrolière, qui bouleversent les forces sociales et sapent la légitimité de la bourgeoisie nationaliste.

La révolution iranienne donne le coup de grâce au nationalisme arabe laïc, au travers des dix ans de guerre avec l'Irak, et de l'élimination des mouvements qui, en Iran, pouvaient s'y rattacher, comme le très important parti communiste, les fedayin et les moudjahidin Khalq. Mouvements, dont le déroulement de l'insurrection de février 1979 (qui éclate contre la volonté de Khomeiny et des religieux, qui avaient déjà mis en place, avec Bazargan, un gouvernement de transition) montrait l'importance et la grande faculté d'action (*cf. Théorie Communiste*, « Les luttes de classes en Iran », brochure publiée en février 1979). La prise de l'ambassade des États-Unis achève de paralyser ces mouvements. De son côté, la bourgeoisie nationale joue dans cet épisode iranien le dindon de la farce, ainsi que la haute hiérarchie chiite qui lui était liée, tandis que la grande bourgeoisie s'offrait une conscience et une assurance populaires. Durant toute la guerre contre l'Irak, bien que discret, l'appui des États-Unis, *via* Israël, ne faiblit guère, au moment où Israël laisse également, lors de son occupation au Liban, les réseaux Hezbollah s'installer dans les territoires que son armée contrôle (ce qui fait également à ce moment-là le jeu de la Syrie).

Avec la montée en puissance de l'Arabie Saoudite, c'est-à-dire avec l'intégration régionale sous le

contrôle de la fraction de la bourgeoisie qui fonde son pouvoir sur la circulation de la rente pétrolière, s'achève un cycle historique commencé au milieu du XIX^e siècle dans la décomposition de l'Empire ottoman. Ce cycle est celui de l'extension des rapports sociaux capitalistes au Moyen-Orient. L'Arabie Saoudite et Israël sont à la fois le résultat et les garants non pas de l'échec de cette extension mais du fait qu'elle a produit un autre résultat que celui que pouvait envisager la grande ou la petite bourgeoisie arabes. Le développement et l'approfondissement des rapports capitalistes dans le monde arabe, du fait des obstacles à leur développement endogène, et donc de l'époque et des conditions dans lesquelles ils apparaissent et se développent, ne parviennent à se « stabiliser » et à avoir un sens que dans l'articulation et l'intégration de la région dans le cycle international du capital, ce qui, dans ce cas, s'effectue spécifiquement au travers de la circulation régionale et internationale de la rente pétrolière. Cette circulation organise et donne forme aux rapports sociaux capitalistes régionaux, en fonction de leur intégration internationale.

TROISIÈME PARTIE

L'INTÉGRATION RENTIÈRE RÉGIONALE : UNE TRANSITION

CHAPITRE I

CAPITAL ET PROLÉTARIAT EN ÉCONOMIE RENTIÈRE

Au début des années soixante-dix, le Moyen-Orient passe à une troisième phase historique de son évolution récente : celle de l'intégration régionale rentière autour du pétrole et de l'Arabie Saoudite. Nous aborderons tout d'abord les contradictions et impasses de cette phase d'où se dégage déjà le contenu de son dépassement dans la restructuration actuelle : la déconnexion de la fixation et de la circulation de la rente pétrolière par rapport aux limites et contradictions sociales des lieux de production. On peut distinguer trois niveaux de manifestation de ces contradictions et de ces impasses : sur les pays du Golfe eux-mêmes ; sur l'ensemble régional moyen-oriental ; sur l'économie mondiale. Les pays du Golfe manifestent toutes les caractéristiques de ce que l'on peut appeler l'« intoxication rentière », combinant ce que, dans son livre *le Tiers-Monde dans la crise* (éd. La Découverte), Carlos Ominami appelle l'intoxication financière et la pétrolarisation. « L'intoxication financière résulte de l'accoutumance de l'économie à une offre de crédits que les agents perçoivent comme étant relativement illimitée. [...] L'abondance de ressources externes favorise souvent une élévation de la consommation ostentatoire, ainsi que des projets d'investissements démesurés. [...] Pour sa part la pétrolarisation fait référence à un ensemble de distorsions découlant d'une dépendance sans cesse croissante à l'égard des exportations de brut. Néanmoins à partir d'un certain seuil d'absorption productive, les recettes pétrolières ont tendance à perdre leur capacité d'entraînement de l'accumulation, engendrant au contraire toute une série d'effets pernicioeux. Ainsi, au lieu de servir comme moyen de diversification des exportations, la pétrolarisation met en œuvre une tendance à la substitution négative d'exportations. Un phénomène de même nature s'empare des finances publiques, dont la dépendance à l'égard des recettes pétrolières renforce la primauté du secteur exportateur au détriment du secteur non pétrolier de l'économie. D'une façon générale, l'incitation très puissante à ce type de spécialisation internationale a favorisé la subordination de la logique productive à la logique d'une spécialisation de plus en plus fondée sur l'appropriation d'une rente. » (Carlos Ominami, *op. cit.*, pp. 155-156.) Les exemples abondent dans les pays du Golfe de ces projets gigantesques que ne peut justifier leur rentabilité, que ce soit dans la construction, l'urbanisme, la sidérurgie, la pétrochimie ; sans parler de la volonté d'édifier un secteur secondaire selon une stratégie de substitution aux importations forcément non rentable dans un marché trop étroit et créant une dépendance structurelle en amont (approvisionnement en matières premières, technologie, machines, etc.); sans parler également des volontés de développement agricole. Incapables d'absorber productivement les revenus de la rente pétrolière, incapables de faire fonctionner comme capital les investissements réalisés, les économies des pétromonarchies stérilisent la rente pétrolière, d'une part dans ces grands investissements non rentables que nous venons d'évoquer (sidérurgie, aluminium, réparation navale, agriculture, diversification industrielle, substitution aux importations), d'autre part dans des spéculations boursières s'achevant sur des krachs retentissants, et enfin, comme au Koweït ou dans les Émirats arabes unis, dans des pratiques mafieuses comme le système des sponsors, ou l'indistinction entre possessions publiques et possessions des familles régnantes (l'émir du Qatar encaisse 25 % du revenu global circulant dans le pays). Nous aborderons plus loin les placements financiers à l'étranger.

Bien sûr, la réalisation de tous ces projets a eu pour conséquence de garnir les carnets de commandes des industries occidentales, principales bénéficiaires du recyclage des pétrodollars. On ne sort pas pour autant de la stérilisation, en tant que capital, de la rente. En effet, si l'entreprise qui fournit les biens nécessaires à l'installation industrielle et en réalise l'implantation fonctionne bel et bien comme une

entreprise capitaliste, produisant une plus-value susceptible de devenir du capital additionnel, elle ne fait que récupérer son propre capital avancé sous forme constante et variable plus le profit correspondant, mais le produit lui-même correspondant à la fraction de la rente investie pour sa réalisation ne devient pas quant à lui du capital, ne fonctionne pas en tant que tel, c'est-à-dire qu'il ne s'est pas lui-même métamorphosé en forme de la valeur produisant de la valeur, valeur se valorisant. Finalement, l'entreprise occidentale se sera, du point de vue du procès général d'accumulation, comportée comme n'importe quelle entreprise produisant des biens de luxe. « (Il est évident, cependant, que si une partie disproportionnée était ainsi consommée, aux dépens des moyens de production et de subsistance qui entrent dans la reproduction, soit des marchandises, soit de la force de travail, le développement de la richesse en subirait un coup d'arrêt.) Cette sorte de travail productif (industrie de luxe) crée des valeurs d'usage, se cristallise dans des produits destinés uniquement à la consommation improductive et dépourvus en eux-mêmes de toutes valeurs d'usage pour le procès de reproduction. [...] Du point de vue capitaliste le luxe devient condamnable dès lors que le procès de reproduction – ou son progrès exigé par la simple progression naturelle de la population – trouve un frein dans l'application *disproportionnée* de travail productif à la création d'articles qui ne servent pas à la reproduction, de sorte qu'il y a reproduction insuffisante des moyens de subsistance et des moyens de production nécessaires. » (Marx, *Sixième chapitre*, éd. 10/18, pp. 235-236.) L'incapacité à absorber productivement les revenus de la rente pétrolière combine deux des niveaux dont nous parlions précédemment : impasse du développement capitaliste au niveau local, mais aussi entrave à l'accumulation générale du capital au niveau mondial par la stérilisation de ces revenus (nous verrons plus loin que l'on retrouve là la figure honnie du propriétaire foncier face au capitaliste).

La lutte entre le capitaliste et le propriétaire foncier et l'entrave à la reproduction générale que celui-ci représente découlent des lois générales du capital. La soumission du propriétaire foncier n'est pas seulement le résultat immanent de l'action de ces lois générales, elle est nécessitée à partir des limites mêmes de la propriété foncière et de la rente. La rente ne peut dépasser ce qu'elle est, et organise, là où elle régit la reproduction sociale, une économie distributrice délitant de façon inhérente ses propres velléités d'action productive. Dans le cas des pétromonarchies, la fixation et la circulation de la rente pétrolière butent mondialement sur les caractéristiques locales de ses lieux d'apparition. En outre, c'est dans les contradictions et impasses qui se développent à l'intérieur même de ces lieux que ces limites apparaissent comme telles, et nécessitent leur dépassement.

La reproduction sociale et l'investissement sont *a priori* dépendants, dans ce cadre, de l'État en tant qu'État rentier, entrepreneur et redistributeur. D'emblée c'est comme *revenu* que circule la valeur et non comme capital argent, le rôle du secteur privé se limite à profiter largement des branches économiques nées de la redistribution de la rente, plutôt que d'avoir le souci de produire en tant que capital devant dégager du profit. Il suffit d'une faiblesse de l'action redistributive, due à une baisse de la rente, pour que la nature non capitaliste des investissements se révèle : ce n'était qu'une façon de ponctionner une partie de la rente.

Pour un tel « capital », la force de travail est toujours trop chère, non comme c'est le cas pour tout capital par rapport à la plus-value toujours plus grande qu'il cherche à dégager, mais parce qu'elle n'est pour lui qu'un coût, une dépense, une sorte de faux frais nécessaire à la ponction de la rente qu'il opère, et non simultanément coût de production et force productive. Un tel « capital » ne peut organiser la société de façon capitaliste, c'est-à-dire au travers de l'accroissement de la productivité, de la réduction du coût de la force de travail, de la croissance de la plus-value et simultanément de la reproduction, au moins à son niveau de consommation antérieur, de la force de travail. Cette dernière, toujours trop chère, doit voir sans cesse son coût baisser, ce n'est pas une plus-value qui est recherchée mais un bénéfice. On va passer de l'Égyptien à l'Irakien, puis au Yéménite, au Pakistanais, au Sri-Lankais, au Philippin, etc. Le principe résidant en fin de compte dans une rotation de plus en plus accélérée de cette main-d'œuvre, qui ne doit surtout pas se constituer en classe ouvrière du système, non seulement en tant que force revendicatrice, mais fondamentalement parce que le système est incapable de reproduire une classe ouvrière en tant que

force de travail collective, incluant plusieurs générations, intégrant des normes de consommation à reproduire, un cycle d'entretien de la force de travail. Et cela parce que les capitaux, considérés isolément de leur articulation mondiale, ne fonctionnent pas réellement en tant que tels. Ils ne peuvent structurellement reproduire une classe ouvrière, ils ne peuvent avoir face à eux que des vendeurs occasionnels de force de travail, socialement extérieurs à lui, extérieurement déterminés. Les pétromonarchies manqueront toujours de main-d'œuvre bon marché, à moins qu'elles n'aient plus que marginalement accès à la rente, et en ce cas le problème est radicalement résolu.

Très rapidement, les pétromonarchies ont atteint la limite de leurs possibilités d'investissement, ce qui ne les a pas empêchées pendant un temps de continuer à développer des projets gigantesques et concurrents. Puis ce fut l'inflation transmise par les produits importés, il a fallu puiser dans les réserves. Durant la décennie quatre-vingt, 38 % des recettes pétrolières ont servi à couvrir les dépenses de sécurité, alors que 23,8 % étaient consacrés aux projets de développement. Après la seconde guerre du Golfe, les capitaux ont disparu, les caisses publiques qui, dans ces économies de rente, constituent le principal moteur de l'activité sont vides, les projets sont gelés. Pour la première fois, l'Arabie Saoudite devient emprunteuse sur le marché des capitaux.

D'une façon générale, conformément à la nature de la rente en tant que revenu, malgré les apparences, une économie rentière ne peut amorcer un processus d'accumulation capitaliste, même si on considère ce processus dans une économie mondiale hiérarchiquement structurée. Pour dire cela abruptement, un pays rentier n'est même pas un pays sous-développé, même si superficiellement on trouve dans l'un et l'autre des caractéristiques communes, comme le fait Robert Mabro (professeur à Oxford) dans un article paru dans *le Monde* du 26 mars 1991. « Tous les pays du monde arabe ainsi que l'Iran sont sous-développés, mêmes les États riches du Golfe qui jouissent de revenus moyens les plus élevés du monde. [...] La force de travail nationale est pauvre en talents techniques et professionnels, [...]. Les institutions publiques sont pour la plupart bureaucratiques et inefficaces, [...] absence d'une économie diversifiée capable de produire de la croissance sans recours au pétrole, [...] la richesse pétrolière augmente l'attrait de la ville déjà si fort dans le tiers-monde, [...] l'industrie reste très liée au pétrole et au gaz, [...] cette industrie lourde, parfois rentable, ne crée pas beaucoup d'emplois et ne contribue donc pas à la formation d'une main-d'œuvre qualifiée. Ses effets d'entraînement sont très limités. [...] La structure économique des pays pétroliers comprend souvent un très large secteur tertiaire ; c'est-à-dire des commerces et des services publics et privés. La construction joue un rôle important, mais reste très sensible aux variations des revenus pétroliers. Le secteur tertiaire dans les pays pétroliers a deux fonctions différentes : produire des services de consommation et répartir la richesse pétrolière. Il ne peut pas lui-même assurer la base d'une croissance autonome. Pour cela il faudrait qu'il exporte ou qu'il produise des services requis par l'agriculture et l'industrie. [...] Parce que l'État pétrolier finance tout son budget grâce à la rente pétrolière, il peut se comporter comme s'il n'avait pas de compte à rendre aux citoyens. Parce qu'ils ne sont pas contribuables fiscaux, ceux-ci qui dépendent tellement des largesses de cet État (ils lui doivent tout : revenus, emplois, services) cessent d'être citoyens. Ils deviennent rentiers, agents ou courtiers. [...] Et puis le pétrole corrompt. La répartition de la rente pétrolière se fait souvent à travers des contrats de travaux et d'importations ; mais ces contrats ne bénéficient souvent qu'à des firmes étrangères. Il faut donc y inclure d'énormes commissions pour les citoyens que le gouvernement veut privilégier. Plus profondément le pétrole corrompt les attitudes sociales vis-à-vis du travail et l'accumulation des biens. Un rentier n'a pas besoin de travailler, il a droit à un revenu. Il peut employer des mercenaires. »

Si, malgré cette analyse descriptive, une économie rentière n'est même pas une économie sous-développée, cela tient à ce qui sous-tend tous les points de cette présentation : l'économie rentière bute sur son incapacité à intégrer, reproduire, c'est-à-dire exploiter le prolétariat dans des rapports sociaux spécifiquement capitalistes. Dans une économie rentière, le rapport de production capitaliste, défini par les deux moments de l'échange entre le capital et le travail (l'achat-vente de la force de travail ; la

subsumption du travail sous le capital), ne peut s'accomplir. Moyens de production et moyens de subsistance pour le travailleur, avant d'entrer dans le procès de production, sont en soi du capital, ils le sont par la forme autonome dans laquelle, eux et la puissance de travail se font face réciproquement : « [Ces choses] ont d'emblée, face aux travailleurs, la *détermination sociale* qui les constitue en capital et leur donne pouvoir sur le travail. Elles sont donc, face au travail, *présupposées* capital. » (Marx, *Théories sur la plus-value*, éd. Sociales, t. 1, p. 464.) Mais ce rapport n'a de sens que s'il conditionne et rend certain l'échange avec la puissance de travail et le procès de transformation effective du travail en capital qui doit s'ensuivre. Dans ce procès, le travail mis en œuvre conserve la valeur avancée du capital constant et se matérialise dans une valeur supérieure à la valeur de la force de travail, il y a production d'un surproduit qui, par sa métamorphose en argent, devient de la plus-value.

Dans le mode de production capitaliste, contrairement aux analyses de Rosa Luxemburg, la plus-value s'échange contre le surproduit d'un autre capital, plus simplement la plus-value s'échange contre de la plus-value. En imaginant que tous les capitaux commencent et achèvent leur procès en même temps, il n'y a au départ aucun fonds pour l'accumulation, et pourtant à l'arrivée chacun aura réalisé son surproduit et accumulé, parce qu'il y aura eu, et seulement parce qu'il y aura eu, au cours du procès, création d'une valeur supplémentaire.

Dans une économie de rente, la valeur supplémentaire *existe déjà*, il s'agit de produire, de construire, d'aménager, etc., le plus possible afin de s'approprier une part la plus grande possible de ce surplus. Qu'importe alors le rapport de la plus-value au capital avancé dans chaque fraction de ce que l'on a produit et vendu. En revanche, il faut produire à l'échelle la plus importante possible et chercher au maximum à réduire ses coûts ; ce n'est pas le profit qui est le but de la production, mais le *bénéfice* : s'approprier la plus grande fraction possible d'une valeur déjà existante antérieurement à tout procès de production. Celui-ci peut s'effectuer de la façon la plus archaïque imaginable, mettant en mouvement une force de travail nombreuse dans des conditions de productivité faible, produisant au-dessus du temps de travail social moyen, ou inversement mettant en mouvement un capital constant gigantesque pour une production relativement insignifiante, qu'importe puisque l'existence *a priori* du surplus valide *a priori* la production. Ce n'est pas une question de gestion ou de corruption (même si celle-ci joue le rôle structurel de la concurrence), mais un renversement du procès de valorisation capitaliste.

L'économie rentière développe des rapports sociaux capitalistes qu'elle est structurellement incapable de maîtriser et de reproduire de façon endogène. La moindre baisse des revenus de la rente met à jour le fonctionnement pervers de la validation de la valorisation du capital engagé, comme cela est apparu violemment à la fin des années quatre-vingt dans les pays du Golfe ou en Algérie. Se combinent alors les problèmes relatifs à toute stratégie d'import-substitution avec ceux relatifs à l'économie rentière (ante-validation du profit, insouciance du caractère rentable de l'engagement de capital). Dès 1982, Éric Rouleau, dans *le Monde* du 11 mai, dressait le constat suivant : « Jamais sans doute dans l'histoire de l'humanité, une collectivité aussi restreinte n'a dépensé autant d'argent dans un laps de temps aussi court. [...] Mosaïque en pièces détachées, inventée par le pouvoir colonial britannique pour mieux régner, les grands bourgs du Golfe, promus au rang d'États, se sont lancés éperdument dans l'aventure du développement sans planification ou concertation. Des dizaines de milliards de dollars ont été ainsi engloutis dans la réalisation de projets, certains indispensables, d'autres infructueux ou superflus. Deux usines d'aluminium qui écoulent leur production à perte, deux cales sèches, réputées les plus grandes du monde, dont l'une ne fonctionne pas depuis des années faute de clientèle, se font concurrence entre Bahreïn et Dubaï. [...] La récession en Occident, qui a entraîné la chute brutale de l'extraction du brut dans les pays de l'OPEP, a frappé de plein fouet les pays du Golfe, victimes de leur économie fondée sur la monoproduction. Les revenus de cette année de l'Arabie Saoudite et des Émirats arabes unis permettront de couvrir leurs dépenses. Le Koweït, Qatar et Bahreïn ont l'intention d'ajourner ou d'étaler la réalisation de certains de leurs grands projets afin d'équilibrer leur budget. Dans deux ou trois ans, si la dépression pétrolière, couplée à l'inflation du coût des produits importés, devait se poursuivre, tous seraient contraints de puiser dans leurs réserves internationales, à moins qu'ils n'effectuent des coupes claires dans

leurs. » Et cela était écrit avant la chute des cours de 1985-1986.

Un tel système reproduit cependant du capital et doit faire face à un prolétariat, il y a exploitation, mais c'est la validation sociale de celle-ci qui est *a priori* métamorphosée en bénéfice et se pose dans ces termes. « *Le capital* en tant que présupposé de la production, le capital non pas tel qu'il sort du procès de production mais tel qu'il est avant d'y entrer, est la contradiction dans laquelle le travail s'oppose à lui-même comme travail étranger et où lui-même s'oppose au travail comme propriété étrangère. Ce qui s'exprime en lui et ce qui s'exprime dans *la propriété capitaliste en tant que telle*, isolée du procès lui-même, c'est la détermination sociale contradictoire. » (Marx, *Théories sur la plusvalue*, t. 3, p. 562.) Mais le « capital » rentier est incapable de reproduire et de réguler cette contradiction par les mécanismes inhérents de la reproduction : concurrence, taux de profit moyen, rapport entre travail nécessaire et surtravail, évolution de la composition organique, prix de marché, etc.

L'importance de la main-d'œuvre immigrée dans les pays du Golfe n'a pas seulement pour cause la faiblesse de la population locale. Il n'y a jamais eu la situation que l'on a rencontrée en Europe occidentale aux débuts des années soixante : plein emploi et appel à l'immigration (même si, là aussi, on ne peut se limiter à une vision quantitative laissant de côté les transformations qualitatives du procès de travail, de l'intégration de la reproduction de la classe ouvrière, et de la structuration du marché du travail). L'origine de la main-d'œuvre immigrée dans les pays du Golfe, c'est encore la rente, l'appel à cette main-d'œuvre est une détermination intrinsèque de l'économie rentière.

Tout d'abord l'État rentier s'insère nationalement comme État redistributeur reproduisant par là une relation d'assistanat entre lui et ses nationaux sur la base hiérarchique des rapports sociaux antérieurs, comme les tribus en Arabie Saoudite, qui ne conservent plus qu'une existence formelle dans ce cadre. Mais en outre, la main-d'œuvre immigrée doit toujours le rester, c'est-à-dire se renouveler perpétuellement car, d'une part, les caractéristiques de la reproduction capitaliste locale empêchent, comme on l'a vu, le capital de savoir, à partir de ses propres lois de reproduction, quoi faire d'une classe ouvrière : l'intégrer, la reproduire ; d'autre part, le profit apparaissant sous une forme de bénéfice, la valeur de la force de travail doit toujours être absolument moins chère, la force de travail doit être rapidement renouvelable, éjectable, le capital ne maîtrisant en rien son propre procès de reproduction.

« Les Asiatiques, non arabophones, souvent parqués dans des ghettos périphériques, sont par excellence une population de passage, alors que l'immigré arabe, au nom d'une arabité commune, peut revendiquer un droit à l'assimilation », écrit Paul Fargues (dans la revue *Populations*, en 1985). On cherche à empêcher la formation d'une classe de prolétaires, à circonscrire autant que possible les luttes sociales, on importe du travail tout en évitant d'importer une classe sociale et ses luttes. De plus en plus, les autorités ont fait appel à des agents recruteurs installés dans les pays d'origine, auxquels l'on peut renvoyer toutes les difficultés. Cela a permis aussi de limiter, du moins en théorie, les durées de séjour des immigrés à des périodes courtes (un à trois ans) et, par la même occasion, leurs droits (couverture sociale et éducation). Les groupes sociaux ont été remplacés par des communautés éclatées, vivant souvent dans des quartiers et des agglomérations séparés, repliés sur elles-mêmes. L'immigration devait être provisoire, elle devait, rappelaient les économistes britanniques John S. Birks et Clive A. Sinclair, lors d'une conférence internationale à Amman en décembre 1989, « s'effacer comme une marée lorsque la première phase de développement serait passée ». En fait, si la part des immigrés dans la population totale s'est seulement stabilisée depuis quinze ans, aux environs de la moitié tout de même, leur part dans la population active est passée de 50 % environ vers 1975 (de 34 % à Oman, à plus de 80 % au Qatar et dans les Émirats), à 75 % dans les années quatre-vingt (plus de 90 % dans les Émirats) (*cf. le Monde* du 26 mars 1991).

Cependant un tel mode d'exploitation et de reproduction du rapport entre prolétariat et capital ne supprime en rien, comme on l'a vu, son contenu contradictoire : dès le premier moment de l'échange, prolétariat et capital se font face en tant que tels, et, dans le deuxième moment, il y a bien extraction de surtravail. C'est la validation sociale de celui-ci et la rotation et reproduction du capital engagé qui s'effectuent selon les déterminations de l'économie rentière. Ces déterminations, comme on vient de le

voir, donnent une forme spécifique à la vente de la force de travail, et à la reproduction de la classe ouvrière. Par là, la contradiction inhérente au rapport entre prolétariat et capital acquiert également une manifestation particulière. Le caractère étranger de la force de travail, non pas simplement du point de vue national, mais surtout structurellement par rapport au système rentier de valorisation du capital engagé, est constamment reproduit dans sa forme par le renouvellement perpétuel de la force de travail. Il en résulte que toute révolte ouvrière se formalise comme étrangère.

La principale de ces révoltes fut celle des ouvriers chiïtes de l'industrie pétrolière en novembre 1979. « Ces ouvriers avaient créé des syndicats clandestins, ils avaient animé grèves et manifestations politiques, notamment anti-américaines en 1947, 1953, 1956 et 1967. Appartenant à une branche "hérétique" de l'Islam, ils sont très symptomatiques de la situation ouvrière dans le Golfe, doublement "parias", "parias" comme prolétaires, "parias" comme chiïtes. En novembre 1979, les ouvriers chiïtes des champs pétrolifères des provinces orientales décident de passer outre à l'interdit de l'État, en commémorant publiquement, le 27, le deuil religieux de l'Achoura. La garde nationale s'y oppose par la force. Des marées humaines, portant des portraits de Khomeiny, déferlent alors à Qatif et dans d'autres agglomérations de la province orientale, attaquent des casernes et tuent des Bédouins de la garde nationale. [...] Les foules se déchaînent trois jours durant : elles incendient des entreprises et des banques, scandant des slogans anti-royalistes. » (*le Monde* du 4 mai 1981.) La répression provoque la mort de 36 personnes, des centaines de blessés et des milliers d'ouvriers en « situation irrégulière » sont traqués et expulsés. Le prolétaire est un étranger. Inversement, il est intéressant de constater que c'est à Bahrein, émirat où les investissements industriels sont nombreux, mais dont les revenus pétroliers sont minimes, qu'une classe ouvrière « remuante » est organisée dans des structures reconnues.

L'économie rentière organise bel et bien une société avec des rapports sociaux capitalistes, la rente la module de façon spécifique, mais le face-à-face est bien celui du capital et du travail. Si cela est évident du côté du travail, cela l'est tout autant du côté du capital, quel que soit le formalisme traditionalo-tribalo-religieux par lequel se diffuse la redistribution de la rente. La prise de la mosquée de La Mecque, le 20 novembre 1979, fut l'événement révélateur de la disparition déjà accomplie du fondement tribal et religieux de l'État rentier saoudien, ainsi que des autres émirats. Ce fut un millier d'hommes qui résistèrent pendant quinze jours à l'intérieur de la mosquée, venant en majorité de la tribu des Qahtanis (celle du prophète), qui avait été le principal soutien d'Ibn Saoud lors de sa prise de pouvoir sur le Hedjaz et le Nedj. Jouhaymane, le chef de l'insurrection, était entré en lutte contre l'« occidentalisation », l'« hypocrisie », l'« impiété », l'« injustice », la « corruption », « contre les princes qui accaparent les terres » et « gaspillent les deniers publics », contre tout ce qui a désagrégé le tissu d'une société tribale, rurale et nomade. La société traditionnelle avait éclaté bien avant l'arrivée des troupes américaines durant l'été 1990 : frénésie du développement, urbanisation accélérée, irruption des mœurs étrangères, dévalorisation de toute activité productive.

L'économie rentière ne se limite pas à l'organisation sociale des pétromonarchies, c'est toute la région moyen-orientale qu'elle a restructurée selon ses déterminations propres, depuis le début des années soixante-dix. On a vu, dans des développements antérieurs, les transformations qui eurent lieu dans divers pays de la région à ce moment-là avec la fin de la période nationaliste, les changements de composition de la bourgeoisie dominante, les transformations sociales qui en découlent. Il s'agit de voir ici les caractéristiques de cette intégration rentière régionale ainsi que les impasses qu'elle a produites et sur lesquelles elle bute de façon interne. Trois caractéristiques structurent cette intégration : une économie de circulation, une articulation internationale dépendante (importations, endettement), un marché régional de la main-d'œuvre. Les deux premiers points décrivent des effets de cette intégration relevant de sa base rentière, le troisième fut le vecteur essentiel de cette intégration bien plus que la redistribution directe d'une fraction de la rente pétrolière.

On peut situer cette phase de l'intégration rentière dans le fil des phases précédentes en ce qu'elle se place toujours dans la perspective de l'affrontement avec Israël et prend pour critère le règlement du

problème palestinien, baromètre dans le monde arabe du développement des rapports sociaux spécifiquement capitalistes. Mais, de ce point de vue-là également, la phase est transitoire ; en unifiant la région sur des bases spécifiquement capitalistes (il n'y a qu'à voir le gigantesque arrachement de force de travail à la petite production marchande ou à l'agriculture que sont les transferts de main-d'œuvre vers le Golfe, ainsi que les retombées dans les pays d'origine des migrants), cette reproduction régionale perdait toute autonomie et se décentrait dans la reproduction globale du mode de production capitaliste. Par là, cette troisième phase a éteint le principe historique essentiel de l'affrontement avec Israël : la contrainte au développement de rapports sociaux capitalistes, contrainte que focalisait régionalement l'existence d'Israël et, de façon interne au monde arabe, les Palestiniens.

Ce nouvel ordre régional, très fragile et transitoire, constitué par l'intégration rentière régionale reposait sur la redistribution de la rente pétrolière et cela à deux niveaux: « Entre les États, grace à l'aide directe [...], mais aussi aux transferts des revenus des travailleurs [...]. »

« À l'intérieur des pays grace à une politique généreuse des États et, notamment, à des dépenses d'infrastructures et à une croissance très rapide des effectifs des administrations, des subventions des produits de base, et à une politique monétaire très laxiste favorisant l'expansion du crédit. Une économie de circulation s'est ainsi développée permettant aux ressources financières issues de la rente pétrolière de se déplacer de pays en pays et entre les agents économiques d'un même pays. L'impact de la redistribution de cette rente sur l'investissement productif est cependant resté limité. » (Collectif, *les Nouvelles Questions d'Orient*, éd. Hachette, p. 218.)

Les transformations sociales internes aux pays arabes furent profondes durant cette ère de la circulation de la rente. En Égypte, le temps de l'*Infitah* a commencé sous Sadate au milieu des années soixante-dix. Cette politique rendait possible, dans tous les secteurs de la société, une relance de la mobilité sociale d'une ampleur sans précédent peut-être depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, même si cela s'effectuait au prix d'un approfondissement vertigineux des inégalités sociales (cf. la revue *Tiers-Monde*, « Égypte années quatre-vingt », janvier-mars 1990, citée dans *le Monde Diplomatique* d'octobre 1990). Pendant les années quatre-vingt, le nombre d'Arabes travaillant dans les pétromonarchies est évalué à 3,7 millions, les transferts d'argent de cette main-d'œuvre permettent à des dizaines de millions de personnes de vivre en Égypte, au Soudan, en Jordanie, en Syrie, au Yémen et dans les territoires occupés.

La rente pétrolière accroît la dépendance des économies, c'est le cas de toute économie de rente quelle que soit son origine. Le brusque apport de richesse que constitue la rente pétrolière entraîne le développement d'activités « parasites » et dévalorise les activités productives ; l'énorme pouvoir d'achat à l'étranger qu'apporte la rente détruit tout ce qui pouvait exister de sources d'autosuffisance, et ce pouvoir d'achat bloque toute chance de développement de secteurs productifs. Ces activités cèdent la place au rôle de garant de la main-d'œuvre étrangère importée, d'intermédiaire, de prête-nom, de détenteur nominal de licence, de représentant de sociétés étrangères. La toute puissance de l'État au service de ces activités est renforcée et, en tant que percepteur de surplus, il en est le redistributeur, il coordonne et organise toute la vie économique, il acquiert une liberté d'action vis-à-vis de l'ensemble de la société. Dans le monde arabe, étant donné la faiblesse démographique des pays rentiers, faiblesse historiquement produite par le découpage des frontières, une fraction de cet apport de revenu a été transmise à des pays très peuplés comme l'Égypte.

« Paradoxalement, cette décennie, qui a marqué l'apogée des désaccords entre Arabes, est celle qui a inauguré le plus fort mouvement vers l'intégration économique. Le pétrole, encore une fois, en a été le principal agent. Des millions de travailleurs arabes, force de travail en excédent dans leur propre pays, ont émigré dans les pays arabes pétroliers pour y être employés dans les secteurs du bâtiment et des services. D'où ce flot de transferts de fonds épargnés par ces immigrés, qui s'est élevé à plusieurs milliards de dollars chaque année, complété par un moindre flot de prêts (plus ou moins assortis de conditions politiques), de dons, de crédits (aux gouvernements, aux banques, habituellement aux mêmes conditions que ceux du FMI ou des multinationales bancaires), et enfin d'investissements directs (dans le secteur foncier, dans les

services, notamment le tourisme, et quelques autres entreprises peu importantes pour l'économie nationale, mais d'une rentabilité assurée).

« C'était bien une intégration puisqu'il y avait circulation du travail et des ressources financières dans différentes directions entre les pays arabes. Mais c'était une intégration dont ne pouvait résulter aucun développement des forces productives, ni dans les pays d'immigration, ni dans les pays d'émigration.

« Dans les pays d'immigration, il n'y avait pas place pour un tel développement. Ce dont ils avaient besoin pour leur consommation, ou pour les nouvelles constructions, ou pour équiper leur secteur des services, ils préféraient l'importer des pays capitalistes avancés, parce que ceux-là fournissaient ce qu'il y avait de meilleur – du moins c'est ce dont ils étaient persuadés par leurs fournisseurs et par leurs propres valeurs et leur mode de vie – et le meilleur ne pouvait venir que de l'Occident. Quant à produire pour l'exportation, ou bien, il leur manquait les ressources complémentaires pour cela, ou bien quand ils les avaient, ils étaient convaincus par leurs conseillers étrangers de créer un tel secteur, ils travaillaient alors soit pour les marchés des pays capitalistes avancés dont l'accès leur était refusé, soit ils produisaient à des coûts exorbitants, ce qui les empêchait d'exporter dans les autres pays arabes.

« Quant à un pays d'émigration, les conditions auxquelles il recevait les flux monétaires dont nous avons parlé excluaient tout développement appréciable des forces productives. Les travailleurs immigrés à leur retour tendent à dépenser leur épargne selon un modèle bien défini. Ils donnent la priorité à l'achat de biens de consommation durables, d'un genre qui peut être fourni seulement par les pays capitalistes du centre, ou dont, au mieux, les composants ne peuvent venir que de ces pays : radios, téléviseurs, réfrigérateurs, machines à laver, climatiseurs. [...] Du coup ce qui se développe, c'est le commerce d'importation. Puis viennent les besoins de logement, qui font de ces travailleurs la proie de la spéculation foncière et des entreprises du bâtiment qui se multiplient dans ces pays. Ce qui peut subsister de l'épargne des émigrés rentrés s'en va financer quelque activité parasitique ou marginale, où ils peuvent se mettre à leur compte. [...] Ces trois facteurs (croissance de la demande de biens importés, croissance de la spéculation foncière et du bâtiment, développement d'activités non-productives) vont de pair avec la politique d'ouverture décrétée d'en haut. [...] Le résultat de tous ces phénomènes, c'est que cette sorte d'intégration des pays arabes était une intégration qui poussait le monde arabe dans son ensemble vers une plus grande intégration en position dépendante aux pays capitalistes avancés du centre. » (Fawzy Mansour, *l'Impasse du monde arabe*, pp. 150-152, éd. L'Harmattan.)

L'émigration de force de travail mine les capacités productives d'un pays comme l'Égypte, dans l'agriculture, l'industrie et dans ses possibilités d'investissement ; le pays est poussé par ces transferts sur la voie de l'ouverture, avec les conséquences nécessaires sur la balance des paiements et sur la production vivrière. En outre, la richesse que représente la rente pétrolière est extrêmement fragile.

Historiquement, le règne de la rente pétrolière est à relier à la défaite du nationalisme arabe en 1967 et aux accords de Camp David de 1973. C'est également l'époque de la montée du fondamentalisme religieux (voir plus loin). Cette intégration régionale fut une désagrégation économique et sociale des pays de la région, et finalement elle constitua la modalité et la médiation du décentrage régional.

Les pétromonarchies étaient incapables de maîtriser et de reproduire cette intégration au travers de la redistribution et de la circulation de la rente pétrolière. N'étant pas eux-mêmes maîtres de leurs ressources et de leur propre reproduction, les États du Golfe ne jouent le jeu de la redistribution que du bout des doigts. Le système commence à se gripper au milieu des années quatre-vingt : avec la chute des prix du pétrole, il y eut freinage de l'émigration arabe (en même temps que croissance du nombre de travailleurs asiatiques) et une baisse de l'aide au développement. À partir de ce moment-là, le développement antérieur des pays de la région est entré en crise, et cette crise a éclaté sous la forme spécifique de l'endettement extérieur. La circulation de la rente dans tout le Moyen-Orient s'est accompagnée de larges ouvertures de prêts de la part des banques et des organismes occidentaux de crédit, en même temps que les économies des divers États de la région suivent les directives du FMI. On voit constamment se développer,

de façon concomitante, intégration régionale et ouverture internationale. En même temps qu'elle s'intègre la région se décentre. C'est bien à un changement de période que l'on assiste au Moyen-Orient à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, mais par ses caractéristiques mêmes l'« ère saoudienne » ne peut être qu'éminemment transitoire. C'est une économie rentière, c'est une économie de circulation, elle n'a aucun principe endogène de reproduction, en même temps qu'elle se caractérise par le fait que l'achat-vente de la force de travail devient le principe essentiel de reproduction de la population de la région. Ayant universalisé les rapports sociaux capitalistes, l'économie rentière ne contient pas en elle-même leur principe de reproduction, c'est l'époque des « émeutes de la faim » comme en Égypte en 1977. La période ne se comprend que comme phase transitoire, que comme modalité locale du principe général de globalisation de la circulation mondiale du capital, élément déterminant de la restructuration générale actuelle du mode de production capitaliste. L'ère saoudienne « avait accompli sa tâche ».

Durant cette période, la montée de l'islamisme et l'écèlement de l'Intifada rendent patent le caractère transitoire de cette période, le rapport d'exploitation ne pouvant plus se boucler sur une aire régionale d'accumulation. Pas plus la circulation régionale de la rente que le capitalisme national israélien ne peuvent fournir le principe général de reproduction de la force de travail et de son exploitation. Les rapports sociaux spécifiquement capitalistes maintenant en place au Moyen-Orient dévoilent dans la violence de ces soulèvements l'absence de dynamique régionale endogène de leur reproduction. S'il demeure dans un cadre régional, ou national en ce qui concerne Israël et les territoires, le prolétaire est menacé de n'être qu'un « exclu ».

CHAPITRE 2

LA LUTTE DES CLASSES DANS LA CRISE DE L'INTÉGRATION RENTIÈRE RÉGIONALE

I L'ISLAMISME

A) BASES SOCIALES DE L'ISLAMISME

Pour essayer d'y voir un peu clair dans la raison de la montée et dans la signification des mouvements islamistes, on peut envisager une périodisation s'articulant autour de la charnière du milieu des années soixante. On a déjà souvent vu qu'à ce moment-là on assiste au début de la crise et de l'échec du nationalisme arabe, politique et économique, à un changement de nature des couches bourgeoises dominantes.

Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, avec la Nahda, il s'agissait dans l'idéologie salafiste (El-Afghani, 1838-1897) d'adapter l'islam au monde moderne, de déterminer les moyens de rattraper le retard, et de renouveler le principe fondateur de la communauté islamique : le califat. Il s'agissait en outre, d'interpréter la charia selon les nécessités du temps, et de rétablir la choura (le devoir de consultation). Chez les épigones (le Syrien Rachid Ridha, 1865-1935), l'insistance est mise sur la choura, ce qui renforce le pouvoir et l'emprise des ulémas. Ce compromis entre modernisation et préservation des rapports anciens ne profite qu'aux couches privilégiées urbaines.

L'organisation économique du souk, le commerce, l'usure, l'assujettissement des artisans constituent la base sociale de l'alliance objective à Alep, Damas ou Hama du pouvoir despotique (mamelouk ou ottoman) et des spécialistes du dogme religieux (les ulémas). Cette alliance et la puissance du souk sont bouleversées par la pénétration européenne : les grands commerçants s'adaptent avec peine, mais les artisans sont soudainement paupérisés et prolétarisés. « Les commerçants traditionnels, leurs exploités d'antan, les encouragent alors à s'en prendre aux intermédiaires des autres confessions (juifs, chrétiens) afin de renforcer leurs propres positions compradores, le tout étant béni par les "Imams du despotisme". » (Mohammed Harbi, *l'Islamisme dans tous ses états*, éd. Arcantère, p. 68.)

C'est dans ce contexte que les intellectuels prêchent la réconciliation et l'harmonie entre les aspects positifs de la culture occidentale et les pages brillantes de l'histoire de l'islam. « Ils prêchent un État démocratique fondé sur la choura et l'équité. Leur hostilité au despotisme ottoman les pousse à prôner la liberté et l'arabisme, qui seront les composantes du futur mouvement de révolte dirigé par la famille des Hachémites. Ce qu'on appelle la grande révolte arabe (1916) va en fait brouiller les cartes et fausser la conscience des classes subalternes, puisque sous la bannière de Hussein Ben Ali se réunissent commerçants et gros propriétaires, intellectuels et petit peuple pour combattre les Turcs et proclamer l'indépendance arabe. Seulement le gouvernement du roi Fayçal Ier ne durera que vingt-deux mois. Les troupes françaises du général Gouraud entrent à Damas dès 1920. » (*ibid.*, p. 68.)

Ce nationalisme traditionaliste exprimant une alliance de classes sous la direction de la bourgeoisie commerçante, avec l'orthodoxie sunnite comme ciment, s'effondre sous la puissance accrue de la pénétration et de l'intervention étrangères, et face à la montée de nouvelles couches sociales pour

lesquelles le nationalisme ne peut s'identifier avec l'orthodoxie sunnite, forme idéologique de la domination des grands commerçants du souk. Pour ces nouvelles couches, s'il s'agit de tourner le dos au salafisme, c'est qu'il faut briser les structures traditionnelles claniques, confessionnelles, ethniques et mettre en échec le projet des mandataires français de créer une série de petits États confessionnels (alaouite, druze...). Dans ces conditions, l'opposition de classes entre ces nouvelles couches de la petite bourgeoisie et les anciennes classes dirigeantes prend l'allure d'un affrontement entre l'islam et ce nationalisme « révolutionnaire » de la petite bourgeoisie, qui pour asseoir son pouvoir doit briser les structures sociales et économiques traditionnelles : le souk, la grande propriété foncière.

C'est dans ce contexte sociopolitique que naquit le mouvement des « Frères musulmans ». Il est bien trop commode d'opposer, comme on le trouve souvent, une « belle » Nahda libérale, aux « méchants » Frères musulmans obscurantistes : la première ouvre la voie aux seconds. Une fois brisé le bel unanimisme de façade de l'alliance des classes, les Frères musulmans sont la forme de l'échec de la Nahda. La première organisation des Frères en Syrie apparaît à Alep en 1937. Durant les années quarante et cinquante, les Frères créent un réseau de relations avec les commerçants particulièrement attachés à l'islam, et les grands propriétaires dont le rôle et la puissance sont rudement mis à mal par l'étatisation d'une partie du commerce et la réforme agraire. La lutte des Frères en Syrie est alors principalement dirigée contre les mouvements nationalistes arabes (Baath et Parti socialiste arabe) et communistes. Ils deviennent au début des années cinquante une véritable force politique, ils comptent de nombreuses personnalités religieuses traditionnelles et des notabilités citadines. Ils sont cependant éliminés politiquement à la fin des années cinquante, et entrent dans la clandestinité. Les causes de la régression des islamistes à partir du milieu des années cinquante sont multiples.

« – Les Frères musulmans de Syrie n'ont aucun effort à faire afin de rassembler les principaux salafistes du pays qui luttèrent pour sauver et recouvrer leurs positions, notamment le contrôle des biens Waqf [patrimoine de fondations religieuses dont l'usufruit est exempté d'impôts, *nda*], menacés depuis la fin du pouvoir ottoman, et qui avaient leurs cercles, leurs mosquées, leurs zones d'influences.

– La montée de la bourgeoisie industrielle et des personnalités démocratiques bourgeoises, tel Khaled Al-Azar, et la popularité grandissante du pluralisme politique ont coupé les Frères (dont le slogan est : prenez l'islam en totalité ou laissez-le) de toutes les couches et classes montantes de la société.

– La participation des partis nationalistes arabes et communistes aux luttes revendicatives des travailleurs (dans les villes et les campagnes), et la répugnance des Frères à jouer un tel rôle ont éloigné ces derniers des secteurs productifs de la société et les ont cantonnés dans les couches moyennes (commerçants, profession libérales, enseignement) ; ce qui fut à l'origine de leur alliance avec le Parti du peuple, représentant les couches les plus rétrogrades de la société (gros propriétaires terriens du Nord et gros commerçants).

– La nature de la société syrienne, composée de plusieurs religions, confessions et ethnies, a donné un avantage aux mots d'ordre unificateurs des nationalistes, des panarabes et des démocrates, aux dépens des slogans purement religieux qui instituent une discrimination entre les musulmans sunnites et les autres.

Mais il nous semble que le facteur déterminant de la marginalisation des Frères musulmans a été la montée de Nasser et du panarabisme. La répression du mouvement en Égypte à partir de 1954 a mis le mouvement syrien dans le camp des ennemis du nassérisme, et il commença à payer cher cette inimitié à partir de la bataille de Suez. » (*ibid.*, p. 72.)

À partir de la fin des années cinquante et durant les années soixante, l'islamisme disparaît presque totalement en tant que force sociale et politique organisée. Les soulèvements de Hama (1964) et de Damas (1966) sont moins l'œuvre des Frères que la réaction spontanée des commerçants encadrés par quelques chefs religieux contre les mesures d'étatisation des principales activités économiques. Sous d'autres formes on retrouve le jeu des mêmes forces en Égypte et en partie également en Irak jusqu'à la révolution de 1958.

Pendant une quinzaine d'années, cet islamisme est réduit à la clandestinité et en grande partie à la léthargie. Le mouvement qui renaît au début des années soixante-dix n'a plus la même nature ni les mêmes objectifs sociaux. Il est en premier lieu l'expression de la crise et de l'échec des nationalismes politiques et économiques, il recrute alors dans ces mêmes classes moyennes qui trouvaient jusque-là dans ces politiques des filières d'ascension sociale et des privilèges économiques divers : enseignants, étudiants, officiers subalternes, ingénieurs... Ceux-ci forment l'ossature de cette renaissance islamique dont le contenu essentiel du discours est la critique de la gauche nationaliste à laquelle, quelques années auparavant, ils fournissaient les cadres. Cette critique de classes moyennes frustrées se trouve durant cette période englobée dans un mouvement plus vaste de transformations socio-économiques dans tout le Moyen-Orient. C'est la période de montée en puissance des monarchies pétrolières et de l'intégration rentière de la région. Ces mouvements trouvent dans cette mutation les conditions de leur développement d'autant plus que les pouvoirs en place, tant en Syrie qu'en Égypte (mais aussi en Tunisie et en Algérie), ayant déjà largement entamé la liquidation de leurs tendances ou éléments de la gauche nationaliste, trouvent dans ces mouvements des alliés naturels.

Cependant l'échec du développement économique autocentré et les politiques libérales dites d'ouverture qui lui succèdent ont provoqué l'apparition d'une énorme masse d'exclus qui se manifestent dans les émeutes des grandes villes arabes à partir de la fin des années soixante-dix. Et c'est à partir de là que les mouvements islamistes dépassent le stade d'une existence confidentielle ou de pratiques terroristes.

À partir des années quatre-vingt, l'islamisme devient l'expression de toutes les limites de ces révoltes, qu'il encadre avec plus ou moins de réussite, face à un pouvoir étatique auquel il n'a d'autre programme à opposer que celui qu'il applique déjà. Les islamistes sont la face populiste de la grande bourgeoisie affairiste au pouvoir, expression à la fois des limites de l'économie rentière et des manifestations du prolétariat que cette économie et ses limites provoquent.

Quelles sont les limites de ces émeutes qui constituent l'islamisme comme leur expression synthétique ?

- La pauvreté opposée à la richesse sans le moyen terme de l'exploitation.
- La constitution du prolétariat en société en soi, communauté, ce qui découle du premier point.
- La constitution d'une culture de la pauvreté.
- L'échec de l'industrialisation extensive, alors que le travailleur menait une double vie.
- Leur nécessaire expression et transformation comme mouvement politique.

La question n'est pas de savoir comment la religion, la politique, l'économie relient ces individus-Robinson, mais de comprendre pourquoi le lien des individus particuliers, définis par et dans un mode de production déterminé, prend la forme nécessaire de la religion, de la politique, de l'économie. Dans la société capitaliste l'« exclusion » n'est jamais qu'une forme du rapport social et une expression de celui-ci, et l'on pourrait même dire qu'empiriquement elle possède une série de fonctions dans cette société, d'où les guillemets. Dans la constitution capitaliste de l'exclusion, l'aliénation du prolétaire vis-à-vis de l'ensemble des rapports sociaux et de sa propre reproduction n'apparaît pas comme le produit de sa propre activité, et l'aliénation comme le rapport contradictoire qu'il entretient avec l'ensemble de cette société, mais comme une donnée inhérente à son individualité, c'est le *pauvre*. Devenue inhérente à l'individualité, la séparation d'avec les autres individualités et d'avec la communauté ne se résout que dans une relation qui transcende ces individualités et se pose face à elles comme radicalement extérieure. Les spécificités historico-culturelles et les contraintes sociales de la période ne viennent alors que mettre en forme cette relation comme religion, culture, nation. Dans sa contradiction avec les rapports sociaux capitalistes, dans laquelle il est reproduit comme « exclu », comme pauvre, le prolétariat produit dans la religion les limites inhérentes aux conditions et caractéristiques de cette contradiction. Plus le processus d'« exclusion » est puissant, plus la forme religieuse est affermie, comme en Égypte ou en Algérie,

inversement en Pologne par exemple (en dehors des différences peu intéressantes ici entre islam et christianisme catholique), la forme religieuse ne s'est jamais affirmée en tant que telle, et n'a jamais pu se différencier réellement des diversifications politiques dont elle n'était qu'une appellation contrôlée parmi d'autres.

Les mouvements islamistes actuels sont à la conjonction de trois processus sociaux : le désarroi et la marginalisation des classes moyennes face au libéralisme et à l'ouverture, que de par leur situation sociale elle ne peuvent pas critiquer comme capitalisme, mais comme « occidentalisation », comme mode de vie et culture ; l'échec des nationalismes, et la mise en place de l'intégration rentière avec les pays du Golfe comme pivot ; l'« exclusion sociale » et la multiplication des émeutes de la pauvreté.

Tant que le mouvement islamiste n'a été que l'expression du premier de ces éléments, il s'est limité à une pratique terroriste sans grande perspective : l'investissement de la mosquée de La Mecque en 1979, l'assassinat de Sadate en 1981, ou le soulèvement de la ville de Hama en Syrie, en février 1982. Ce dernier ayant revêtu une plus grande importance que les événements précédents de par les caractéristiques sociales syriennes : bipolarité de la Syrie (entre Alep et Hama d'un côté, Damas de l'autre), rencontre de la marginalisation des classes moyennes avec les luttes des commerçants. Au travers de la destruction de la ville, c'est la destruction d'une structure sociale qui fut effectué (voir plus loin). L'origine sociale des accusés dans l'affaire de l'attaque de l'académie militaire d'Héliopolis en Égypte est parlante : 42 étudiants, 17 élèves de l'académie militaire, 3 soldats, 4 ingénieurs techniciens, 1 profession libérale, 3 ouvriers.

C'est au début des années quatre-vingt que s'effectue, après la coupure du milieu des années soixante, un nouveau tournant dans l'évolution des mouvements islamistes. « Les régimes en place dans le monde musulman, pour éteindre l'incendie des groupes islamistes radicaux qui les menaçaient, ont allumé des contre-feux en favorisant une réislamisation “par le bas”. Ils ont laissé se développer des mouvements qui avaient toute latitude pour prêcher la plus stricte adhésion aux normes de l'islam dans tous les domaines de la vie quotidienne, mais ne devaient, en principe, jamais intervenir dans les affaires politiques. L'objectif était de donner une apparence pieuse à l'organisation sociale, pour ne pas offrir de prétexte à la critique des groupes radicaux tant redoutés. Ces mouvements “piétistes” ont prôné et mis en œuvre le “décrochage” de leurs adeptes d'avec les mœurs et les usages de la société ambiante, lorsque celle-ci ne se référait pas exclusivement aux textes sacrés de l'islam. Ils ont organisé l'existence des croyants réislamisés par leurs soins autour de réseaux de mosquées, d'écoles, d'ateliers, de dispensaires, dans tout un tissu de solidarités et d'activités caritatives qui pallieront les carences d'États corrompus et inefficients. Cette réislamisation par le bas, qui a pris une ampleur considérable depuis le milieu des années quatre-vingt, a été largement financée par l'Arabie Saoudite et le Koweït, qui voyaient d'un bon œil ce piétisme conservateur, rigoriste et, croyait-on, garant de la stabilité sociale. De ce fait le langage de l'islam est devenu, peu à peu, le principal mode d'expression des rapports sociaux dans le monde musulman, ce qui n'était pas le cas il y a dix ans. Il s'est aussi imposé en conséquence, comme le vecteur obligé du discours politique, pour conforter, mais aussi pour critiquer l'ordre établi. Le FIS algérien ou le mouvement de la résistance islamique (Hamas) dans les territoires occupés – les plus significatifs des mouvements de réislamisation de ces dernières années – sont le résultat de ce patient travail de quadrillage de la société à partir de la rue, du quartier, de l'école. Et, bien que leurs militants aient bénéficié des mannes saoudiennes et koweïtiennes, leur allégeance ne va guère aux émirats du pétrole, dont ils ressentent l'opulence comme une insulte à leur propre pauvreté. » (Gilles Kepel : *le Monde* du 11 janvier 1991).

Cette analyse faite par Kepel ne met pas en relation ces mouvements de « réislamisation par le bas » avec les émeutes urbaines du Moyen-Orient. Pour lui ces mouvements n'auraient comme but que de contrer les groupes islamistes radicaux sur leur propre terrain, comme si ceux-ci représentaient le principal danger pour l'« ordre établi », comme si finalement on ne retrouvait pas, à la tête des groupes radicaux et de ce mouvement de « réislamisation par le bas », les mêmes groupes sociaux. L'analyse demeure machiavélique et instrumentaliste en laissant dans l'ombre les raisons du succès de ces mouvements qui ne peut tout de même pas être entièrement ramené aux effets de la manne financière venue du Golfe. En

outre le double aspect de cette réislamisation par le bas est simplement constaté, ces « deux aspects » ne sont jamais articulés. Il en est de même dans un autre très long article publié toujours dans *le Monde* du 7 mars 1991.

Ce mouvement conforte et critique l'« ordre établi », sans que l'on sache comment ces deux aspects s'articulent. Dans l'article du 7 mars 1991, cette dualité semblerait être le résultat même de leur succès : « Un certain nombre de ces mouvements ont connu un tel développement qu'ils ont, de fait, occupé une place prépondérante dans leur nation ; c'est le cas du FIS en Algérie ou du mouvement de la résistance islamique (Hamas) dans les territoires occupés. Pourtant, la contre-société à référence islamique exclusive qu'ils ont structurée, à Bab el-Oued comme à Gaza, est aujourd'hui confrontée à une impasse, car son expansion repose la question de l'accès au système politique, toujours bloqué par les groupes au pouvoir. » En fait, c'est l'idée même d'un aspect contestataire des mouvements islamiques qui est, si l'on peut dire, contestable. Les mouvements islamistes sont demeurés tout au long des années quatre-vingt essentiellement une force de maintien de l'ordre social.

Les mouvements islamistes balaient le monde musulman du Maghreb au Pakistan, ils ne sont pas spécifiques au Moyen-Orient, même si les États du Golfe les appuyèrent politiquement et financièrement dès leur origine, souvent avec la bénédiction des États-Unis. Dans toute cette région, le développement du capitalisme par la colonisation, la tutelle mandataire et la création de l'État d'Israël, a détruit les sociétés traditionnelles. La modernisation capitaliste sous l'égide de la petite bourgeoisie a mené au désastre économique dans le contexte du capitalisme mondial ; elle ne put jamais faire du capital la seule communauté, créer l'allégeance démocratique à l'État, produire la figure du citoyen, de l'individu atomisé et intégré dans la reproduction du capital exclusivement. Ce développement était même en partie fondé sur la dualité analysée précédemment comme double vie du travailleur. L'intégration rentière régionale, dans son échec, livre l'individu enfin spécifiquement capitaliste à sa situation d'« exclu ». Depuis la fin des années cinquante, toute cette région, à des rythmes différents, suit le même parcours. Enfin, la formalisation religieuse des luttes de classes, dont on verra plus loin le processus interne, n'est pas spécifique au monde musulman ; que l'on songe à l'Inde, à l'Amérique latine (théologie de la libération), à la Pologne des années quatre-vingt, ou à certaines républiques de l'ex-URSS. L'analyse des mouvements islamistes d'Algérie et d'Iran, puissants et assez bien connus, nous semble pertinente et suffisante pour essayer de comprendre les fondements et le rôle, dans les luttes de classes actuelles, de l'islamisme partout où il se manifeste.

En Algérie, l'apparition publique du mouvement islamique, sous sa forme et son contenu actuels, suit les émeutes d'octobre 1988. Ces émeutes elles-mêmes éclatent après celles de Tizi Ouzou en 1980, Oran en 1982, Constantine en 1986. Cette série d'émeutes marque la fin de la période nationaliste économique et politique. Le FLN a perdu sa légitimité historique, sa légitimité développementiste (l'État industrialise, scolarise, urbanise) : « La baisse drastique du prix des hydrocarbures, en 1986, a accéléré les difficultés de l'économie mais elle a surtout joué un rôle de révélateur de la crise du développement algérien. [...] Au mythe d'une société homogène, égalitaire, intégratrice, s'est substituée la réalité d'une société différenciée, fortement inégalitaire où d'importantes fractions de la jeunesse sont marginalisées. » (« Les risques de la société à deux vitesses. Fin du populisme en Algérie », *le Monde Diplomatique*, janvier 1989.) Face à des émeutes, somme toute assez limitées (avant l'enclenchement d'une répression disproportionnée), la réaction extrêmement violente du pouvoir s'explique par le fait que lui-même est divisé. Le pouvoir du FLN est battu en brèche à l'intérieur même de l'État, sur la question de l'autonomie des entreprises.

Les émeutes de 1988 ont avant tout une origine ouvrière. Fin septembre, début octobre, les grèves se multiplient et une grève générale est prévue pour le 5 octobre. Face à l'augmentation des prix, les salaires sont toujours bloqués : les émeutes éclatent les 5 et 6 octobre 1988. Les islamistes apparaissent dans la journée du 7 octobre, un vendredi. « Dans une atmosphère plutôt bon enfant, le dialogue s'est établi rapidement entre les gendarmes et les manifestants. [...] Juché sur le capot avant d'une Golf bleue et blanche de la police, l'imam Ali Belhadj use de son éloquence pour faire entrer la jeunesse de Belcourt

(quartier populaire à l'est d'Alger) dans son quartier, [...] il y parviendra sans qu'aucun incident survienne. [...] Au cours de son prêche il s'est proposé pour rencontrer les autorités, discuter de la situation et demander au président Chadli de remplacer l'état de siège par la loi islamique. [...] Sans doute inorganisés mais à l'évidence influents sur une partie de la population, les islamistes ont profité de la multiplication des mosquées, tolérée sinon encouragée par les autorités, à partir de souscriptions locales. Il y a autour de certains minarets une activité socioculturelle (soins médicaux gratuits, prêts de livres religieux), qui bénéficie de la sympathie d'intellectuels, notamment dans les milieux scientifiques de l'université. » (*le Monde* du 9-10 octobre 1988.) Pendant ce temps, l'armée est en position sur les sites industriels comme à Sidi Bel-Abbès.

« Apparemment exclus des manifestations ouvrières de la zone industrielle de Rouiba-Righaïa et de Bouira, puis pris de vitesse par le démarrage des mouvements écoliers et lycéens mercredi 5 octobre dans Alger, les intégristes ont saisi l'occasion de la grande prière du vendredi pour essayer de prendre en marche le train des revendications. » (*le Monde* du 11 octobre 1988.)

« Depuis la rentrée de septembre la pression n'est jamais descendue sur la zone industrielle de Rouiba-Righaïa [...] le travail a repris progressivement dans les usines au début du mois d'octobre, en même temps que les grèves entraînent dans la capitale [...] un mot d'ordre de grève générale était lancé pour le mercredi 5 octobre. [...] La grève n'eut pas besoin d'être déclenchée. Les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre la veille au soir à Bab el-Oued avait mis le feu aux poudres. » (*le Monde* du 15 octobre 1988.)

L'originalité et la force du mouvement islamiste est de se trouver dans ces circonstances à la jonction du programme réformiste de Chadli d'une part, programme de libéralisation économique, et d'autre part de *la transformation de l'insurrection ouvrière en une expression communautaire d'exclus*.

« D'autre part aux lendemains des troubles d'octobre, des sources arabes et européennes ont attribué à Washington, qui a dépêché à Alger six missions militaires en un an, un scénario afin d'empêcher l'Algérie d'entrer dans une période d'instabilité, redoutable pour l'équilibre régional, scénario favorable à un islamisme botté comparable à celui qui, de 1977 à 1988, au Pakistan, a donné satisfaction aux Américains et aux Saoudiens. Les milieux islamistes algériens ne risquent pas de se prêter, par les temps qui courent, à une éventuelle opération militaro-islamique, même en douceur, même bénie par Ryad, car, à l'écoute constante du peuple, ils connaissent de longue date ses griefs à l'encontre d'une armée bardée de privilèges. » (*le Monde* du 16 décembre 1988.)

Les émeutes de juin 1991 confirment la nature du mouvement islamiste comme expression d'une société duelle et comme mouvement de maintien de l'ordre. La succession des événements a presque valeur de démonstration. Tout d'abord la grève générale à laquelle appelle le FIS est un échec, ainsi que les manifestations que le mouvement organise. Les 4, 5, 6, juin, les émeutes qui éclatent dépassent complètement l'encadrement islamiste. Le 7 juin Ghazali (devenu Premier ministre) « remet en selle » le FIS en annonçant des élections présidentielles et législatives avant la fin de l'année. L'échec de la grève générale est transformé, à la suite des émeutes, en victoire politique. Il faut dire que le FIS avait, entre-temps, à nouveau révélé sa grande capacité à exprimer les limites des émeutiers et à reprendre le contrôle des événements.

« Le 4 juin, les forces de l'ordre furent complètement débordées par les manifestants, qui dressèrent des barricades dans tous les quartiers populaires d'Alger [...], des jeunes manifestants qui pour la plupart n'appartenaient même pas à la mouvance intégriste. [...] L'armée aurait fortement incité le chef de l'État à laisser entrevoir une solution politique en concédant aux islamistes la perspective d'une élection présidentielle anticipée. [...] Les négociations après les affrontements pour que soient libérés les prisonniers détenus de part et d'autre ont confirmé la qualité d'interlocuteur du pouvoir reconnu au FIS. » (*le Monde* du 11 juin 1991.)

Durant la poursuite des émeutes, le FIS perd peu à peu non pas son rôle, il ne s'agit pas de manipulation, de fonctionnalisme social, mais de ce qui constitue son existence sociale. Le gouvernement

algérien décide d'arrêter l'aile radicale du mouvement islamiste, un ministre déclare « on va leur donner l'opportunité de faire de la politique et non plus de l'agitation révolutionnaire » (*le Monde* du 4 juillet 1991).

Encore faut-il savoir si un mouvement islamiste assagi sera en mesure de garder le contrôle que le FIS ancienne manière exerçait sur les plus démunis de la société algérienne. Le mercredi 3 juin, le Premier ministre reçoit une délégation de la direction collégiale du FIS. Cette délégation appelle le mouvement islamiste à faire preuve de patience et à éviter le spontanéisme.

Un article du *Monde Diplomatique* de juillet 1991 fait la synthèse événementielle de la période : « Les élections du 27 juin 1991 devaient constituer une véritable épreuve de vérité pour le FIS. S'il y allait, il risquait de ne pas s'en relever. S'il ne le faisait pas, il laissait la place vacante à ses rivaux. [...] La loi électorale fournit au FIS l'occasion de contre-attaquer. Le 23 mai : proclamation de la grève générale illimitée ; échec de la grève. Les enchères montent : nouveau mot d'ordre "À bas la démocratie, un État islamique sans vote". [...] Le 3 juin les manifestants sont expulsés des places qu'ils occupent, à partir de ce moment-là tout bascule avec l'intervention des cités périphériques et des quartiers populaires, [...] le mercredi 5 juin l'armée fait irruption sur la scène, on ne verra plus beaucoup les militants islamiques, mais surtout les jeunes désœuvrés. [...] Le soir du 5 juin l'insurrection semble matée, le FIS semble avoir perdu la partie [pour autant que l'insurrection faisait partie de son jeu, *nda*], pourtant la décision de remettre les élections le remet en selle et lui permet de chanter victoire. »

Le mouvement islamiste est l'expression idéologique et organisationnelle de l'exclusion, de la pauvreté, de la marginalisation d'une grande partie des classes moyennes et du prolétariat. Il est l'expression de cette marginalisation en tant qu'aspect et face nécessaires d'un développement économique se fondant sur l'« ouverture », l'internationalisation, la rente. La critique qu'il peut faire ne porte pas sur ce développement, ni même sur la marginalisation qu'il induit, mais sur le fait que ce développement ne pose pas cette marginalisation comme partie intégrante de lui-même, qu'il ne la reconnaît pas comme sienne. Pour les mouvements islamistes, il s'agit de reconnaître la société pour ce qu'elle est, société duelle, de l'intégrer, et de l'organiser comme telle ; d'où bien des aspects « démocratiques autogestionnaires », ou populistes, chez les islamistes.

Le mouvement islamiste se perdrait à contester le pouvoir à la bourgeoisie en place. À considérer le mouvement islamiste comme critique de l'ordre social existant dans la phase actuelle, au Maghreb comme au Moyen-Orient, on confond, d'une part, l'expression de la pauvreté qu'il est à même de mettre en forme dans sa pratique et son langage religieux, et, d'autre part, la révolte contre cette exclusion, révolte que le mouvement islamiste s'est toujours employé à combattre, et sur les limites et les échecs de laquelle il prospère, en tant que reconnaissance politique et sociale de celle-ci.

Le mouvement islamiste n'a pas pour vocation de s'emparer du pouvoir, ou tout au moins de s'en emparer de façon exclusive. Il a fallu dix ans (et encore) en Iran pour dépasser cette situation, et pour que les islamistes résolvent le problème que la prise du pouvoir leur avait posé. Le mouvement islamiste s'est scindé, ayant trouvé, ou produit en son sein, dès les débuts de la révolution iranienne, les groupes sociaux prônant l'ouverture (intégrant une bonne partie de la bourgeoisie occidentalisée, qui n'a qu'exceptionnellement été inquiétée), et ceux qui expriment l'organisation de base et l'intégration socio-politique des masses marginalisées. Une statistique relative à l'origine sociale des condamnés exécutés depuis le début de la révolution révèle qu'ouvriers et exclus en fournissent l'immense majorité.

En décembre 1991, les tergiversations du FIS face aux élections législatives en Algérie sont également une autre excellente confirmation de la substance même du mouvement islamiste. Les partisans d'un boycottage prônant sans attendre la fondation d'un État islamique ont dû s'incliner face aux « algérienistes », sensibles à certaines des valeurs qui font le socle de l'État algérien, et recrutant dans les couches modernistes de la société. Tous les mouvements islamistes produisent les mêmes divisions en leur sein, cette division étant d'une part inhérente à leur nature et leur interdisant d'autre part de s'emparer du

pouvoir, si ce n'est dans l'autonomisation des deux termes liés de leur dualisme et leur violence réciproque.

En tant que promotion et expression d'une société duelle articulée, le mouvement islamiste a comme adversaires, d'une part, tout ce qui pourrait rappeler le « socialisme arabe », ses conceptions nationalistes, économiques et politiques (la notion de communauté des musulmans est déjà en opposition avec l'arabisme, tous les Arabes n'étant pas musulmans : environ dix millions sont chrétiens ; et tous les musulmans n'étant pas Arabes), d'autre part, la révolte du prolétariat urbain, masse de manœuvre de cette société. Le mouvement islamiste trouve dans sa capacité à représenter et à organiser l'exclusion et la pauvreté en tant que telles sa capacité à exprimer les limites et les échecs des émeutes et révoltes de cette masse. Ce sont là les deux grands adversaires et par là même la légitimation historique de l'islamisme.

En Tunisie : « Né au début des années soixante-dix avec l'approbation, voire la bénédiction, du régime, le mouvement islamiste tunisien a connu un développement parallèle à la décomposition des groupes marxistes-léninistes à l'université et dans les rangs de la jeunesse instruite (principalement en sciences et médecine). [...] En quelques années il est devenu une véritable force organisée, dominant les campus et nombre de mosquées de la région de Tunis, et comptant de nombreux militants et sympathisants à l'intérieur du pays. [...] Ce n'est qu'avec l'irruption du mouvement khomeiniste en Iran, et la vague d'agitation qui l'a accompagnée, que le gouvernement a pris soudain conscience du danger que les islamistes pouvaient représenter. [...] Le 31 mai 1981, un comité exécutif de 25 personnes se réunit à Tunis et décide la création d'un parti politique nommé : Mouvement de la tendance islamique (MTI). Au lieu de la reconnaissance, espérée par beaucoup, le gouvernement réagit, le 18 juillet, par l'arrestation de la direction du mouvement et d'une soixantaine de cadres et de militants. » C'est la suite surtout qui rend l'histoire exemplaire. « Après une campagne de dénonciations et de dénigrement, les autorités commencent par libérer le plus modéré, Abdelfattah Mourou, et c'est le Premier ministre lui-même, Mzali, qui – quelques mois après les émeutes de janvier 1984 qui ont failli l'emporter – négocie avec lui la libération de ses camarades. Celle-ci a lieu le premier août 1984. » (Mohammed Harbi, *op. cit.*, p. 167.) On peut constater un même enchaînement au Maroc et en Égypte.

Dans son programme de fin 1983, le MTI se fixait comme objectif d'appuyer Achour dans sa lutte contre les courants de gauche au sein de l'UGTT. On retrouve dans le mouvement islamiste tunisien la dualité que l'on a vue en Algérie (non seulement au sein du FIS mais encore faudrait-il considérer comme un tout le FIS et l'islamo-populisme de Ben Bella et d'autres tendances), non pas dualité entre « préservation » et « contestation » de l'ordre établi, mais dualité de la « préservation » de l'ordre social. « Après la constitution du MTI en un courant politique organisé, une orientation qui se veut progressiste émerge et se distingue de la direction "conservatrice", qui refuse au niveau doctrinal et pratique de se démarquer des analyses des Frères musulmans égyptiens, syriens ou même de celles de Khomeiny. » (*ibid.*, p. 202.) Pour les islamistes progressistes tunisiens (IPT), l'État islamique est l'État des déshérités dont les caractéristiques sont trois : « Son organisation autogestionnaire, sa promotion des libertés réelles, et sa nature civile débarrassée de la sacralité religieuse. [...], la forme de propriété collective est la base de l'économie de la société islamique. » (*ibid.*, p. 204.) Les principaux adversaires idéologiques sont bien sûr les Frères musulmans, dont la stratégie se veut apolitique, strictement religieuse, pacifiste et réformiste, mais c'est aussi la direction du MTI, qui pour les IPT, ne s'en différencie guère.

Le cas de l'Iran est un peu différent dans la mesure où les islamistes ont été amenés à y prendre le pouvoir. En fait, même sur ce point-là, il faudrait déjà tenir compte de ce que Khomeiny et la direction islamiste ont tenté, vainement, de s'opposer à la prise du pouvoir de façon insurrectionnelle. Cependant, une fois ce faux pas accompli, la reprise en main a consisté à mater le mouvement ouvrier, et à éliminer les dérives islamistes de gauche qu'étaient devenus les mouvements moudjahidin. « Les ouvriers du pétrole ont constitué les éléments les plus importants qui ont combattu le shah. Leur lutte a été primordiale, ce sont eux qui ont paralysé l'économie du pays. En privant le pays des revenus du pétrole pendant trois mois, ils ont mis le pays financièrement en crise ; de plus l'impact de leur grève sur les autres secteurs de

l'industrie a été déterminant. Il s'agissait en fait d'un mouvement autogestionnaire qui voulait contrôler l'industrie du pétrole. Dans les autres secteurs de l'industrie, des mouvements spontanément autogestionnaires ont également vu le jour, avec la fuite, avant même le départ du shah, d'un certain nombre d'entrepreneurs endettés envers l'État. Ces derniers étaient partis avec les fonds de l'entreprise, les ouvriers autogestionnaires restaient liés à l'État pour les endettements et le manque de capitaux. Ils ont donc été obligés de se soumettre à la pression du gouvernement islamique sous peine de voir leur usine nationalisée. C'est ainsi que les éléments islamistes qui s'étaient infiltrés dans les usines ont pu y prendre le pouvoir et faire cesser le mouvement autogestionnaire. Par la suite, une fois l'entreprise récupérée, l'État a nommé un homme du régime à la direction. Les intellectuels voulaient eux aussi récupérer les ouvriers pour leurs fins politiques ; ce que les ouvriers ont très vite compris. Fait significatif : au 15 mai 1980, une partie des ouvriers a refusé de faire un cortège unique avec les forces politiques de gauche et a fait sa manifestation à part. » (Cosroe Chaquiri, historien iranien, militant marxiste indépendant, in M. Harbi, *l'Islamisme dans tous ses états*, pp. 118-119.)

Une fois ces tendances dangereuses éliminées, l'histoire iranienne depuis la révolution illustre la dualité classique du mouvement islamiste au travers des luttes bien connues entre modérés et radicaux, dualité pouvant déboucher sur des conflits d'autant plus violents que le mouvement islamiste est au pouvoir et doit gérer d'une part la reproduction d'ensemble de la société capitaliste, et d'autre part exprimer et organiser la masse des exclus en tant que telle dans une société duelle qu'il s'agit d'articuler.

La direction islamiste n'a pas, en effet, et cela est très important, reproduit l'ordre ancien sous la direction socio-économique du bazar, qui, face au développement économique de l'époque du shah, avait largement financé le mouvement religieux, avec lequel de toute façon il était très étroitement imbriqué économiquement. Le mouvement religieux dépendant dans sa reproduction économique et dans sa situation de classe de la bourgeoisie du bazar. De façon différente, la grande bourgeoisie iranienne, qui a perduré sous le gouvernement religieux, et qui s'est enrichie de nouveaux éléments issus des religieux eux-mêmes, reprend la politique économique de l'époque du shah (avec peut-être encore moins d'éléments nationalistes) : ouverture économique, activité de montage, pétrochimie, raffinage, accord avec l'Occident. C'est l'utilisation d'une partie de la rente pétrolière qui s'est modifiée : elle est largement employée à la survie de la masse d'exclus induits par ce développement. Il serait totalement faux de considérer cela comme une dépense à fonds perdus, d'abord tout bêtement parce que les contradictions de classes sont inhérentes au capital et qu'il a besoin de calme, ensuite parce que, comme toute « armée de réserve », cette masse d'exclus exerce une pression à la baisse sur le niveau des salaires. Enfin, les salaires versés à la force de travail directement employée tiennent compte de la reproduction de celle-ci dans des formes de consommation et de formation des revenus des « ménages » induites par la reproduction de cette force de travail « employée » au sein de cette masse « exclue ». Enfin, mais c'est une question beaucoup plus vaste, ces gens-là travaillent (économie informelle).

Mouvements de classes moyennes dévalorisées, la chance historique des mouvements islamistes est qu'ils se soient trouvés, après les échecs putchistes, le produit, et à la jonction, de l'effondrement du nationalisme politique et économique arabe, de l'intégration rentière de la région avec les États du Golfe comme pivot, et surtout de la nécessaire mise en place conflictuelle d'une société duelle spécifiquement capitaliste.

B) LA FORMALISATION ISLAMISTE DE LA LUTTE DE CLASSE

On ne peut se contenter d'analyser les fondements sociaux de l'islamisme dans la lutte des classes, ni même d'expliquer pourquoi la lutte de classes est amenée à revêtir cette forme (rôle dominant de l'exclusion). Il faut également comprendre que cette « forme » redéfinit les termes de la lutte des classes, comprendre qu'en tant que forme elle en retravaille toutes les déterminations.

Les derniers mouvements populaires qui, avant les années quatre-vingt, relèvent de la « vieille morale

économique islamique » sont antérieurs à la Première Guerre mondiale. « La vieille charpente politique a été définitivement ébranlée par la Première Guerre mondiale, la défaite ottomane, l'émergence de la république turque et l'abolition du califat en 1924. Un nouveau style de politique commença. L'ancienne morale économique islamique ne servait plus de cadre culturel pour la formalisation des revendications. Après 1919, la politique urbaine fut déterminée pendant deux générations par différentes formes de nationalisme et de mouvements sociaux laïques. » (Brown et Hourcade, *États, villes, et mouvements sociaux au Maghreb et au Moyen-Orient*, éd. L'Harmattan, p. 49.) Les auteurs relient ce changement aux événements cités et aux larges transformations socio-économiques qu'ils impliquent, c'est-à-dire à l'écroulement définitif des systèmes sociaux tributaires, qui, si l'on en croit Samir Amin dans *l'Eurocentrisme* (éd. Anthropos), ne se bouclent socialement que dans le divin. Mais il s'agit également de le relier au déclin des vieux noyaux urbains fondés sur le commerce, l'artisanat et leur organisation dans des confréries religieuses, ainsi que sur les liens économiques traditionnels entre le bazar et les ulémas. Ces derniers, outre leur rôle de clients du bazar, en étaient souvent les financiers et assuraient un rôle de redistribution nécessaire à la reproduction sociale d'ensemble.

Cependant la période de revendications populaires se formalisant dans un cadre religieux et celle des revendications séculières au travers des partis, des syndicats et du nationalisme ne sont pas aussi exclusives l'une de l'autre que ce qu'il apparaît au premier abord : « Une analyse aussi fine qu'il soit possible de faire nous amène à insister sur le fait que, aussi dramatique qu'apparaisse la transition, la netteté de la fracture peut facilement être exagérée. Juste sous la surface, les vieilles notions islamiques de justice sociale continuaient à donner forme à toutes les sortes de solutions retenues par les nouveaux syndicats ou partis, et à la façon de chercher à les atteindre. Et, au bas mot dans quelques cas, surtout en Égypte et en Tunisie, pour lesquelles nous avons des études récentes, les militants ouvriers apparaissent avoir été recrutés dans les anciens réseaux islamiques, surtout chez les Frères musulmans et parmi les enseignants des écoles coraniques. Les rapports et l'imbrication entre la lutte de classes, la lutte nationale et la lutte islamique pour la justice dans un monde immoral sont intriquées, et les enseignements de la formation de la classe ouvrière au Moyen-Orient présentent de nombreuses différences par rapport à l'Occident. » (*ibid.*, p. 50.)

On rejoint ici une problématique que ce sociologue anglais n'a certainement pas abordée tout à fait par hasard, celui de la formation de la classe ouvrière : *the Making of the Working Class*, pour reprendre le titre du livre de Thompson sur la classe ouvrière anglaise. Quelques lignes plus loin, cet Anglais cite un intervenant français à ce colloque sur les villes et les mouvements sociaux au Maghreb et au Moyen-Orient, qui avait quant à lui déclaré : « Les mouvements contemporains sont aussi invention de la tradition et réinvention. [...] C'est qu'ils ne sont pas seulement produits par les cultures, mais aussi producteurs de culture populaire. On ne comprendrait pas autrement la genèse du mouvement ouvrier et la constitution d'une conscience ouvrière, qui s'ancre dans des comportements tels la grève et le militantisme. La meilleure définition des rapports entre culture et mouvements sociaux est celle qui les pose comme mémoire, c'est-à-dire comme relation entre présent et passé, fondée sur la réactivation d'un potentiel d'expériences et de signes, l'actualisation de ce potentiel. » (*ibid.*, p. 37.) Thompson dans son ouvrage formule ainsi la question : « La formation de la classe ouvrière relève tout autant de l'histoire politique et culturelle que de l'histoire économique. Elle n'est pas née par génération spontanée à partir du système de la fabrique. Et nous ne devons pas davantage nous représenter une force extérieure – la “révolution industrielle” – s'exerçant sur un matériau humain brut, indifférencié et indéfinissable, et produisant au bout du compte une nouvelle race d'individus. Les transformations des rapports de production et des conditions de travail propres à la révolution industrielle furent imposées non pas à un matériau brut, mais à l'Anglais né libre – l'Anglais né libre tel que Paine l'avait laissé ou tel que les méthodistes l'avaient façonné. L'ouvrier d'usine ou le fabricant de bas était aussi l'héritier de Bunyan, des droits des villageois tels que la mémoire les transmettait, des notions d'égalité devant la loi et des traditions artisanales. Il fut soumis à un endoctrinement religieux massif et, en même temps, il inventa des traditions politiques. La classe ouvrière se créa elle-même, tout autant qu'on la créa. » (Thompson, *la Formation de la classe ouvrière en Angleterre*, éd. Gallimard, p. 174.)

La base théorique générale fournie par Thompson est opératoire. Présentons d'abord les critiques que nous pouvons lui faire. Thompson considère le passé comme objectivement donné, alors que c'est la situation présente, la révolution industrielle ou tel ou tel stade de la contradiction entre prolétariat et capital, qui filtre, détermine et structure ce qui dans le passé détermine le présent. Contrairement à la conception de Thompson, c'est celui-ci qui doit être considéré comme premier, il est constamment producteur de lui-même à partir de son passé. La deuxième critique pourrait porter sur le fait qu'on considère les conditions d'apparition de la chose comme la chose elle-même. Malgré ces critiques, sur cette base théorique, l'islamisme ne peut être considéré comme du traditionnalisme, un retour du passé, c'est bien une reformulation, un retravail, quasiment une réinvention de certains thèmes islamiques. Ainsi les critiques démocrates de l'islamisme comme : « L'islam c'est pas ça », « l'islam c'est plus joli, plus ouvert, plus respectueux et tolérant », passent complètement à côté de la question. En cherchant à mettre en contradiction l'islamisme et l'islam, ces critiques ne font que prendre pour argent comptant le discours de l'islamisme sur lui-même.

La question qui se pose alors est la suivante : pourquoi cette réinvention maintenant ? En effet, si la problématique inspirée de Thompson permet d'éviter la vision du « retour de l'ancien », au profit d'une recomposition, d'une reformulation, les travers de cette conception (le fait de poser le passé comme donné, objectif, par rapport au présent) évacuent la nécessité de chercher dans le présent les causes de cette reformulation en ce qu'elle est posée comme ne pouvant pas ne pas être. L'attention et l'analyse ne doivent pas se focaliser sur ce qui serait une tradition ininterrompue, mais sur les changements et les transformations des contradictions sociales, par lesquelles tous les vieux thèmes sont retravaillés. Le grand intérêt de Thompson est de nous dire qu'il n'y a pas de mouvement social qui ne soit re-travail d'une histoire pour lui-même. Ce n'est donc pas le contenu, c'est-à-dire la matière qui est retravaillée, qui pose problème, mais le comment du filtrage de l'ancien dans la production du présent. Les causes présentes de la réinvention, de la reformulation, nous les avons déjà exposées : appauvrissement et perte de statut des classes moyennes, crise du nationalisme politique et économique, intégration sur la base de la circulation de la rente pétrolière, manifestations et émeutes liées à la crise et à l'échec du développement industriel national et au libéralisme qui se structure dans cet échec, nécessité de mise en place et de contrôle d'une société duelle. Ce qu'il importe d'aborder maintenant c'est la façon dont la situation présente retravaille les thèmes islamiques traditionnels de la revendication sociale et comment, à leur tour, ces thèmes ont une efficacité pratique sur les luttes actuelles.

Communauté et justice. Dans de telles luttes, les revendications primordiales portent sur des questions de reproduction des liens sociaux, ceux-ci apparaissant comme aléatoires, constamment en transition et à reformuler. L'enjeu central est alors celui de la répartition de la richesse et de la consommation. Toutes choses face auxquelles la communauté apparaît comme la solution, l'utopie opposée à la réalité. Cette opposition entre l'utopie et la réalité (opposition produite par des contradictions bien réelles), c'est là le filtre, pour reprendre l'image de tout à l'heure, par lequel suintent, reformulées et retravaillées, ces thèmes du passé : la religion comme communauté et son corrolaire, la vieille morale de justice économique islamique et l'idéalisation des règnes des quatre premiers califes. A contrario, en octobre 1988, à Alger, les intégristes ne parvinrent pas à prendre pied dans les zones industrielles en grève, là où les revendications et les contradictions ne se formulent pas en termes de justice redistributive et de communauté perdue, c'est-à-dire là où les contradictions ne se figent pas au niveau de la reproduction de la force de travail.

Nationalisme. Les émeutes de la faim, justement appelées « IMF riots » par les Anglais, constituent l'aspect le plus spectaculaire de la conjugaison des impasses du développement : impossibilité de l'autosuffisance alimentaire (due au type de développement entrepris), dépendances et contraintes internationales. « Les interventions du FMI imposant des restrictions budgétaires accompagnent une tendance (Égypte, Tunisie, Maroc...) au désengagement social des pouvoirs. Or, l'application du juste prix,

au sens financier du terme, se heurte à une contradiction insurmontable : les nouveaux modèles de consommation, qui se généralisent, et le jeu du marché condamnent au paupérisme une masse coupée des systèmes économico-sociaux précapitalistes, et qui ne parvient pas à s'intégrer aux rapports du système capitaliste. Autre contradiction, qui explique les explosions actuelles : le contrôle social de "l'État des masses" à travers les redistributions du surplus et le biais pro-urbain – c'est-à-dire les privilèges accordés aux villes par rapport aux campagnes – devient de plus en plus difficile à exercer, en raison de son coût et des tournants des stratégies de développement. Si certains pays, tels l'Algérie, la Syrie et les "États rentiers" ont jusqu'ici échappé à ces émeutes du pain, le contre-choc pétrolier, en contractant leurs ressources, laisse prévoir qu'ils ne resteront pas épargnés [le colloque a eu lieu en mai 1986, *nda*]. La précarisation de la force de travail, qui est une réponse des groupes dominants à la crise d'un régime d'accumulation, va dans le même sens d'une aggravation des conflits sociaux. C'est la signification de la résurgence des grèves en Tunisie, mais aussi dans des pays où elle a été peu étudiée comme l'Algérie, le Maroc, ou l'Égypte. » (Brown et Hourcade, *op. cit.*, p. 26.)

Au travers des émeutes de la faim, ce sont les contradictions de l'articulation dépendante qui éclatent. Articulation dépendante qui n'est plus celle du développement nationaliste, coïncé entre les importations nécessaires de plus en plus importantes (de technologie, de machines, de pièces détachées) et l'étroitesse du marché intérieur solvable, qui n'est plus l'expression des limites et de l'échec de ce type de développement, mais qui est posée *a priori* comme type de développement : dépendance financière, nécessité de commercialisation internationale, gestion de la force de travail, types de produits dans la division du travail. Dans ce type de contradictions présentes et dans les émeutes de la faim, c'est une troisième détermination islamique des mouvements sociaux qui suinte, tout autant retravaillée que les précédentes, et liée à elles : le nationalisme (après la justice économique et la communauté).

L'articulation dépendante qui se manifeste dans la césure entre les niveaux et les modes de consommation de la masse de la population et des anciennes classes dirigeantes recyclées, ainsi que des nouvelles promues, éclate également dans les politiques urbaines et les problèmes du logement. Les fractures et les contradictions à l'intérieur de la société duelle dépendante se manifestent sous la forme du « nous » et de l'« étranger ».

Les réseaux sociaux urbains. Le caractère de reformulation et non de retour à la tradition est évident dans la détermination urbaine du mouvement. Toutes les revendications énumérées précédemment trouvent dans l'organisation urbaine leur synthèse : approvisionnement, logements, services publics, alimentation en eau et électricité, éducation. Souvent l'affrontement s'articule autour de l'habitat spontané. Il ne faudrait pas croire que, conformément à son appellation, cet habitat suit une logique spontanée et autonome. Une société duelle est toujours une société globalement articulée, une société dont le rapport fondamental est l'exploitation, elle demeure une totalité. L'habitat spontané, sa croissance, son rapport avec l'État et son statut, participe et est déterminé par l'évolution des rapports généraux d'exploitation. Au Maroc et en Tunisie, on retrouve la même succession d'étapes et la même évolution. Durant les années soixante et le début des années soixante-dix, l'aménagement urbain s'effectue en faveur des couches moyennes et des classes dirigeantes principalement liées à l'État. L'habitat spontané est combattu, et une grande partie de la population solvable, au Maroc, est même exclue du circuit institutionnel de la construction et de l'accès au crédit. Cependant, dans les années soixante-dix, l'afflux de l'argent de l'émigration provoque une fièvre de construction en marge de la réglementation. « Les autorités administratives n'ont jamais procédé à des démolitions massives, sauf dans un cas à Fès. Elles se contentent de poursuivre une politique de dissuasion : une maison est détruite, ça et là, pour l'exemple, en vue de rendre le risque bien visible et très présent dans l'esprit des gens. » (*ibid.*, p. 242.)

Le changement important dans l'attitude vis-à-vis de l'habitat spontané est apporté au Maroc par l'intervention de la Banque mondiale (on retrouve au même moment le même type d'intervention de la Banque en Tunisie). La Banque ne voulait plus continuer à financer le secteur moderne, mais entendait se

consacrer à la lutte contre la pauvreté urbaine. De grands bidonvilles furent restructurés et reçurent une infrastructure à Casablanca, Rabat, Meknès, Kenitra, en même temps que leur était adjointe une zone pour l'implantation d'activités de fabrication pour lesquelles il fallait des infrastructures. Les entreprises de la ville trouvaient là des possibilités d'extension dans la zone d'activité. En même temps, on renonçait à « dédensifier » les médinas de Fès, Meknès et Marrakech pour ne pas frapper les activités économiques encore bien vivantes. L'évolution de l'attitude vis-à-vis de l'habitat spontané traduit une évolution des stratégies de développement et d'insertion internationale mises en œuvre par la Banque mondiale. L'étude de l'évolution tunisienne révèle le même phénomène : la tolérance vis-à-vis de l'habitat spontané à partir du milieu des années soixante-dix ne relève pas seulement de l'incapacité à faire reculer un phénomène massif et difficilement contrôlable mais d'un changement dans la politique de gestion de la force de travail : « L'État (en Tunisie) a successivement procédé à la démolition des quartiers d'habitat spontané, puis a fait preuve à leur égard de tolérance, pour finalement intervenir en vue de leur intégration. » (*ibid.*, p. 262.)

C'est au travers de cette dislocation-recomposition urbaine que suinte, retravaillée, un quatrième thème islamique, retravaillé : les réseaux sociaux urbains. Les réseaux sociaux urbains, contrôlés par les mouvements islamistes du type du FIS, ne sont pas une extension, une transcroissance des réseaux traditionnels issus des médinas ou des bazars : les médinas ou le bazar de toute façon n'avaient pas été les foyers constitutifs de la formation des États au Moyen-Orient, leur légitimité avait été d'emblée remise en question par les mouvements nationalistes, comme en témoigne l'opposition des Frères musulmans en Syrie ou en Égypte.

Les révoltes qui ont eu lieu sur la base propre de ces réseaux traditionnels, comme à Alep et à Hama, en Syrie, ont bien été le signe de leur caducité. Elles ont été le signe plus d'une réaction aux transformations actuelles des villes, qu'une intégration de ces transformations dans la structuration de la révolte. Parmi les diverses manifestations d'opposition à Alep, entre 1979 et 1981, les seules qui aient véritablement pris de l'ampleur sont les grèves de commerçants au début de 1980, tant dans les anciens souks que dans les centres modernes. À Hama, les révoltes et manifestations d'opposition face au pouvoir baathiste se succèdent depuis 1965 ; la dernière révolte, en février 1982, qui fit des milliers de morts est la plus significative.

« En effet, pendant les vingt dernières années, les transformations économiques liées aux programmes de développement de l'État syrien ont, dans le *mohafaza* (unité budgétaire et administrative) de Hama, surtout contribué à la promotion du monde rural et des petites villes. Grands travaux hydrauliques sur l'Oronte, irrigation et réforme agraire, routes, écoles, décentralisation des services et redécoupages administratifs ont permis une transformation économique et culturelle des campagnes, qui se sont restructurées autour de bourgs prospères, rapidement urbanisés. Dans la même période au contraire, les couches urbanisées traditionnelles se trouvèrent politiquement marginalisées et économiquement affaiblies. Les grandes familles de propriétaires fonciers perdirent leur clientèle politique rurale et une partie de leurs terres avec la réforme agraire. Leur patrimoine commercial et industriel fut également entamé par les nationalisations de la banque, du commerce extérieur et de l'industrie. De leur côté, les classes laborieuses notamment dans le secteur artisanal, subissaient la concurrence sévère du nouveau secteur public industriel fortement développé après 1970. » (*ibid.*, p. 326.) En 1960 à Hama, dans le secteur industriel : 3 000 personnes dans les petits ateliers, 520 dans des entreprises de plus de 20 employés (les deux plus grandes entreprises furent nationalisées en 1965) ; en 1983 : 19 000 ouvriers dans le *mohafaza* dont 14 000 dans le secteur public industriel. « L'industrie n'a pas entraîné l'afflux massif de populations vers la grande ville. Elle a au contraire contribué à fixer les populations rurales en implantant de grandes unités industrielles à la campagne ou en organisant le transport des ruraux vers les usines de banlieues. Après les émeutes de 1982, on assiste à une relance de l'économie s'effectuant avec le concours des pouvoirs publics, de nouveaux quartiers sont édifiés à la périphérie, où sont concentrées les grandes unités industrielles, une nouvelle zone artisanale est en pleine expansion à la périphérie. Pendant ce temps, les commerces du vieux souk ont réouvert après quelques réparations sommaires attendant au milieu des

ruines la décision qui les autorisera à une véritable restauration. » (*ibid.*, p. 328.) Cette réorganisation des relations entre Hama et ses alentours est une rupture de la barrière, jusque-là infranchissable, que constituait l'homogénéité culturelle et confessionnelle de Hama, l'orthodoxie musulmane inscrite et affichée dans sa citadinité et qui s'opposait à la mixité des villes périphériques et des campagnes.

Les réseaux sociaux islamistes ne sont pas la continuation, l'extension, des réseaux traditionnels dont Hama fournissait un exemple tardif ; s'il y a filiation, c'est au travers d'une complète reformulation et sur des bases sociales nouvelles (on pourrait prendre comme exemple de cette reformulation, après éclatement des réseaux traditionnels, l'arrivée des chiïtes à Beyrouth). La filiation est assurée par les classes moyennes, que l'on retrouve encore ici. Ces classes moyennes ont été violemment atteintes par la crise, à la fois dans leurs activités de production et d'échanges et dans leur statut dans les appareils d'État. Comme partout, remises en cause par la crise, les classes moyennes investissent l'organisation de la société civile. Au début des années quatre-vingt, les associations culturelles, sociales, de voisinage, impulsées par les classes moyennes prolifèrent. Elles sont alors investies par les déshérités, investissement favorable à ces associations en ce qu'il renforce leur pouvoir de négociation « clientéliste » vis-à-vis de l'État (au besoin par l'émeute). D'autre part, elles offrent aux « déshérités » une assistance minimale, et elles cristallisent, en tant que débouché social et politique, les limites de leurs revendications en tant que déshérités. Cependant cet investissement subvertit leur fonction originelle d'autodéfense des classes moyennes, ce qui éloigne de ces associations une grande partie de ces couches, et leur confère, comme contenu prédominant, d'être l'expression des limites des luttes sociales d'un prolétariat marginalisé et/ou engagé dans l'économie informelle. Dans l'islamisme politique s'expriment les limites des contradictions sociales d'une société duelle et des luttes du prolétariat dans ce cadre. Il faut expliquer maintenant comment les luttes du prolétariat dans une société duelle dépendante produisent nécessairement le politique comme une de leurs limites se retournant contre elles. Et là, dans cette situation, au travers de cette limite, c'est un cinquième thème islamique qui apparaît : le « souverain juste ».

Le souverain juste. En tant que mouvement politique, l'islamisme se fonde sur les limites des luttes du prolétariat et les retourne contre ces luttes elles-mêmes. Comme mouvement politique exprimant ces limites et les retournant, il acquiert un contenu et des formes d'action spécifiques : le populisme. Terme qu'il faudra expliciter. Pour approfondir ce processus, il faut revenir sur la révolution iranienne de 1979, et on insistera plus particulièrement sur l'exemple des conseils de quartiers.

Les années soixante et soixante-dix sous le règne du shah furent des années de destruction accélérée des rapports sociaux traditionnels. Tout d'abord de par les conséquences de la réforme agraire. Celle-ci créa une énorme masse de paysans sans terre devenus irréproductibles dans une structure villageoise transformée (*cf.* « Les luttes de classes en Iran », brochure publiée par la revue *Théorie Communiste* en février 1979.) Simultanément l'articulation structurelle du pays au cycle international, au travers de la place de plus en plus prépondérante de l'industrie pétrolière, des activités d'import-export, des industries de montage, des activités financières, attaque profondément les activités du bazar et amoindrit sa puissance économique et sociale. Le clergé voit également sa puissance séculière rudement mise à mal par la réforme agraire et la spéculation immobilière qui dévalorise les centres historiques des villes au profit des nouveaux quartiers résidentiels ou des quartiers d'affaires. À la fin des années soixante-dix, le type de développement mis en place entre en crise du fait de ses propres caractéristiques, et de l'accentuation de la crise au niveau mondial, dont l'Iran est dorénavant structurellement partie prenante (il ne s'agit pas de retombées iraniennes d'une crise mondiale.)

Durant la période révolutionnaire de la fin des années soixante-dix, la lutte des classes en Iran est un jeu qui se joue à trois : la nouvelle bourgeoisie apparue avec la politique du shah, la bourgeoisie nationale traditionnelle (le bazar), le prolétariat. « La question centrale du rapport entre la bourgeoisie nationale et le prolétariat contre la nouvelle bourgeoisie et l'État du shah étaient celle de savoir comment s'effectuerait le renversement de ceux-ci. [...] Pour la bourgeoisie nationale, le passage devait se faire progressivement et

en douceur, pour le prolétariat, par voie insurrectionnelle. Il s'agissait pratiquement de montrer si un développement national était possible ou non, si la bourgeoisie pouvait organiser le prolétariat ou non. La synthèse momentanée de ces contradictions est fournie par le populisme religieux. [...] L'importance du mouvement religieux tient à la phase du processus où bourgeoisie nationale et prolétariat sont en contradiction avec la nouvelle bourgeoisie, alors que, déjà, il est évident qu'aucun développement national du capital n'est plus possible. Le mouvement religieux est au niveau de la bourgeoisie nationale l'expression de cette impossibilité, d'où d'importantes divergences entre les deux. » (« Les luttes de classes en Iran », *Théorie Communiste*, p. 12.)

On pourrait maintenant ajouter que la vision présentée ici du mouvement religieux est unilatérale ; ce qui n'est pas vu, c'est son aspect d'expression des limites des luttes du prolétariat, en ce que celles-ci ont pour contenu la prise de contrôle sous un mode autogestionnaire de l'appareil de production, c'est-à-dire la conservation du cadre de l'entreprise, des rapports de valeur, et du rapport salarial. Le mouvement religieux sera renforcé, d'une part par l'incapacité intrinsèque de la bourgeoisie à contrôler le mouvement, et d'autre part par le fait que dans l'insurrection et les mouvements de grèves et d'occupations qui l'accompagnent le prolétariat devient la force déterminante du mouvement. Les religieux ne peuvent avoir de « programme » autre que limiter le mouvement, l'encadrer, rétablir les échanges qui peuvent l'être, rétablir l'ordre dans les usines, relancer la production et l'exportation pétrolières, prendre en main au niveau de l'État les multiples formes d'auto-organisations qui sont apparues, contrôler le *welfare* de base par la redistribution d'une partie de la rente.

Tout cela ne fait pas un programme, simplement parce qu'aucune classe en Iran n'est à même à partir de sa situation de promouvoir un type de développement social et économique capitaliste particulier. Les religieux sont seulement les mieux à même de gérer les contradictions résultants de l'intégration de l'Iran dans le cycle international du capital, justement parce qu'ils sont en tant que force sociale la résultante de ces contradictions. C'est la réorganisation globale du Moyen-Orient, et plus généralement de la mondialisation du capital qui, petit à petit, confère un contenu à cette gestion. On voit alors le mouvement religieux se scinder progressivement en « pragmatiques » et « radicales ». Expression des limites des luttes du prolétariat et de l'impossibilité d'un programme national bourgeois, *le mouvement religieux en Iran, tout comme l'islamisme en Algérie, ne peut que se perdre à vouloir tenir les deux bouts d'une société duelle dépendante*. Placé dans cette situation, le mouvement ne peut que se scinder, soit jusqu'à une scission formelle, soit en connaissant en son sein de violents conflits.

À partir de la fin 1978 et au début de 1979, le vaste mouvement de luttes du prolétariat est l'élément déterminant de la période. Le prolétariat se présente, à partir de sa situation de classe, comme gestionnaire de la société : très nombreux comités d'autogestion dans les entreprises abandonnées par leur patron, prise en main de nombreuses raffineries d'État par les comités de grève, conseils de quartiers, réseaux d'assistance que le clergé ne contrôle pas encore, comités de squatters. Le réformisme est contenu intrinsèquement dans ce type de pratiques comme une de leurs limites.

Les limites rencontrées par la lutte du prolétariat iranien tiennent au fait que sa contradiction avec le capital en général (ce qui l'oppose à la bourgeoisie nationale) est une contradiction à l'intégration au cycle mondial du capital. Il en résulte, comme limites spécifiques, que le prolétariat ne peut se dégager de la nécessité de structurer une alliance de classes, en partie avec la bourgeoisie nationale, et avec une grande masse de prolétaires marginalisés dont la contradiction avec le capital est figée au niveau de la reproduction de la force de travail, comme force de travail potentielle. La « révolution en permanence », qui était devenue le slogan de l'extrême gauche iranienne, n'était que l'expression de l'impossibilité pour le prolétariat de se dégager en tant que classe autonome et de dépasser la fixation de la contradiction au niveau de la reproduction. La « révolution en permanence », c'est, dans la révolution, la reconnaissance de l'impossibilité de la révolution. La « révolution en permanence » est conservation de cet engluement dans la masse du peuple : l'impossibilité de dépasser les revendications *politiques* de changement de système, et une pratique de pression sur la gestion de l'État. Cela d'autant plus que, à tous les niveaux,

l'État avait été l'agent de la transformation de la société iranienne, de la destruction des rapports sociaux traditionnels et de l'articulation structurelle dans le capital mondial. L'État apparaît d'autant plus comme l'enjeu quasi unique de la lutte de classes que, moment obligé de l'autoprésupposition du capital, l'on voit, dans une société en crise et aux rapports sociaux en pleine désarticulation, ce moment accéder à l'autonomie.

Dans la situation de la lutte de classes en Iran, si l'expression politique, comme religion, comme « souverain juste », est la forme que revêtent les limites des luttes, c'est avec le contenu spécifique du populisme. Les contradictions mêmes par lesquelles le politique est produit comme limite lui confèrent ce contenu de populisme et en détermine le mouvement religieux comme le plus adéquat représentant.

Le peuple. Le populisme se définit essentiellement comme la volonté d'abolition, dans la politique, de la distinction entre les mouvements sociaux et l'action politique. Contre la démocratie, le populisme refuse de reconnaître comme irréductibles les contradictions et les scissions de la société, et d'accepter leur pacification dans l'État par la médiation du citoyen. Pour le populisme, la société est une communauté directement prise en charge et représentée en tant que telle dans l'État. La communauté, c'est le peuple contre les classes sociales d'un côté et contre le citoyen de l'autre (les deux Satans). Cependant ce peuple comme communauté n'est pas un état, un donné, il doit être construit par la réunification, la réconciliation, de ce qui a été séparé, disloqué : la société et la religion, le public et le privé, l'économie et la morale, la technique et le culturel, les masses et les élites, etc. En tant que mouvement politique et idéologique, tel que nous venons de le décrire, le populisme se constitue sur les limites des luttes du prolétariat et se retourne contre lui. C'est l'action du prolétariat dans ces luttes revendicatives et de pression sur l'État, ainsi que dans ses tentatives d'organiser la société selon ses besoins et intérêts, qui produit le peuple, et le peuple, qui n'admet pas les contradictions, les conflits et les scissions en son sein, se retourne contre lui. Mais ce peuple, on l'a dit, n'est pas un donné, n'est pas une classe sociale, ni même un groupe sociologique, il est à construire et à représenter. Par là, il devient l'apanage de la seule classe susceptible d'unifier les contradictions sociales et de les reproduire, parce qu'elle tient les clés de l'autoprésupposition du capital : la bourgeoisie. Celle-ci peut déléguer, de façon parfois conflictuelle, la direction du mouvement aux classes moyennes, ou à des catégories sociales mieux à même de le représenter, parce qu'adéquates à son contenu, comme les religieux, ou dans d'autres contextes l'armée, ou le syndicat.

Le populisme se nourrit et se revivifie continuellement aux limites des luttes du prolétariat, quand celui-ci ne peut se dégager : soit des contradictions relatives à une reproduction non spécifiquement capitaliste de la force de travail ; soit d'une fixation de la contradiction entre prolétariat et capital au niveau de la reproduction d'une force de travail potentielle ; soit du cadre d'une économie duelle où l'articulation entre les deux secteurs n'apparaît dans leur implication réciproque que comme misère et richesse ; soit, et c'est souvent le cas, de tout cela à la fois. Il en résulte enfin que le populisme dépérit, perd de sa vigueur, avec le recul des luttes qu'il « vampirise », qui lui fournissent sa raison d'être, sa revivification constante, ses thèmes, sa nécessité unificatrice et communautaire, ses masses.

Pour que le populisme revête une forme religieuse, il faut non seulement qu'à partir des contradictions dont il est le produit il réclame cette forme, mais encore qu'inversement le mouvement religieux se reconnaisse dans le populisme. Il ne s'agit pas de deux mouvements séparés. Dans les contradictions sociales qui produisent le mouvement populiste en Iran, le mouvement religieux en tant que force sociale spécifique est lui-même embarqué au travers des liaisons entre le clergé chiite et le bazar, et par le rôle redistributeur des institutions religieuses. Face aux transformations sociales de l'époque du shah, non seulement la religion formalise le mouvement populiste de révolte, mais encore les religieux sont spécifiquement mis en mouvement en tant que catégorie sociale dont le pouvoir économique et politique est attaqué.

Dans les pays du Moyen - Orient, les contradictions actuelles retravaillent donc la tradition islamique pour produire les thèmes du populisme (justice économique, communauté, réseaux sociaux urbains, nationalisme, « souverain juste »), en même temps qu'elles incluent dans leur mouvement, de façon spécifique, le personnel religieux. Mais c'est continuellement face à l'exacerbation des contradictions entre les classes que le populisme religieux doit se prouver comme la représentation en acte de la communauté du peuple, et cela en produisant le peuple. L'impopulaire, le non-patriotique deviennent l'irreligieux. Le religieux n'est pas le plus petit commun dénominateur des forces et contradictions en mouvement, il en est une reformulation globale par un changement de niveau : des contradictions entre classes au politique, du prolétariat au peuple, de l'exploitation à l'aliénation et à la misère inhérentes à la nature humaine.

L'analyse de l'apparition, de l'évolution et de la disparition d'un conseil de squatters d'un quartier populaire de Téhéran est une assez bonne illustration du populisme islamique comme expression des limites des luttes du prolétariat et comme retournement de ces limites contre ces luttes (les citations à ce sujet sont extraites d'une intervention au colloque transcrit dans Brown et Hourcade, *op. cit.*, pp. 91-102.)

Après la révolution de 1979 « la plupart des terrains vacants ont été occupés, acquis à bon marché, ou confisqués, un grand nombre était déjà en cours de construction. Cette euphorie ne concernait pas pourtant la majorité des Téhéranais, qui n'avaient pas pu profiter du nouveau rapport de forces politiques, ou n'avaient pas de capitaux suffisants, ce qui allait souvent de pair. Ces laissés-pour-compte exigèrent donc la distribution des logements vacants ou sous-occupés, ce que refusaient les divers gouvernements dont la *priorité* du moment allait à la lutte idéologique contre le grand Satan américain ». Dans notre exemple, l'occupation débute le 21 décembre 1979, et consiste en l'appropriation d'un lotissement presque achevé dans le quartier d'Islamabad. Le groupe d'ouvriers à l'origine de l'occupation est rejoint par des centaines de familles affirmant leur droit de « déshérités », et un conseil est créé. Le mouvement conseiliste connaît à ce moment-là un grand essor en Iran, « cette forme d'organisation communautaire est utilisée pour gérer les entreprises, les administrations et les quartiers laissés sans encadrement après l'élimination des anciens responsables ». Le conseil doit résister à la société immobilière propriétaire du lotissement, société appartenant à des bazaris et au Comité révolutionnaire officiel. « Le pouvoir d'État s'étant peu à peu renforcé et structuré, les actions révolutionnaires n'étaient plus admises par des gouvernements qui voulaient avant tout contrôler la situation et rester maîtres du changement social en maintenant *a priori* le statu quo. » Le propriétaire cherche à négocier en utilisant les conflits internes entre les 400 familles occupantes : « Il apparut en effet que certains des “déshérités” étaient fonctionnaires de police, d'autres, chauffeurs possédant leur taxi ou leur camion, d'autres, ouvriers qualifiés. Ceux qui avaient les moyens de payer un loyer ou d'acheter leur logement en imposant leurs conditions aux propriétaires se sont qualifiés d'islamiques respectueux du gouvernement légal et de la propriété privée, ils s'opposèrent dès le printemps 1980 à ceux qui n'avaient pas de moyens financiers ou qui refusaient de négocier ce qu'ils estimaient être un droit. [...] Au début de l'été, les islamiques, aidés par le contexte politique national, contrôlent le conseil après de nouvelles élections. Leur victoire a entraîné la disparition du conseil comme structure revendicative et l'élimination des “athées”, “libéraux” et “marxistes”. [...] Le conseil d'Islamabad a donc disparu comme tous les conseils qui avaient été créés à la même époque dans presque toutes les entreprises, administrations et quartiers, et leur pouvoir a été remplacé par celui des administrations, “des comités et des associations islamiques” ». Ce qui confère en outre à cette histoire son caractère exemplaire de rapport entre conflit de classes et communauté populaire, c'est que les ouvriers qui furent à l'origine de l'occupation vivaient auparavant dans les quartiers populaires qui formaient la base de la communauté bazari (commerçants, porteurs, artisans et ouvriers). « Cette solidarité des bazari ne s'est pas manifestée puisque les squatters se sont au contraire opposés aux notables proches du bazar qui possédaient la société immobilière et qu'ils ont remis en cause peu ou prou la propriété privée. D'autre part, en quittant le quartier des *Gowd* pour la banlieue, ils ont fini de rompre avec la société traditionnelle. » Rupture qui fut à l'origine renforcée par le fait qu'un grand nombre d'autres squatters travaillaient dans la zone industrielle de Karaj, dans la banlieue ouest de la capitale, avant qu'ils ne soient submergés par les « déshérités ». Il y eut donc rupture de classe (et des anciennes solidarités) ; cependant, sur la base d'une lutte sur la reproduction, cette rupture ne put être achevée, la

reprise en main ne fut pas restauration de l'ancienne solidarité, mais production de la « communauté populaire », du peuple.

Un autre exemple extrêmement intéressant et de beaucoup plus grande portée pourrait être fourni par la grève à la NIOC (National Iranian Oil Company). Face à la grève et aux importantes résistances à la reprise de la production, un groupe armé, venu du comité Khomeiny, ferme, le lundi 12 février 1979, les bureaux de Téhéran. Les ouvriers et les cadres grévistes sont priés de rentrer chez eux jusqu'à la nomination de nouveaux directeurs qui les convoqueront au travail. Sur les sites de production et de raffinage, la reprise du travail fut accompagnée de violents affrontements entre grévistes et comités Khomeiny. Nous manquons malheureusement de matériel sur la grève, cependant il apparaît que dans ce cas la *communauté populaire* ne fut pas à même d'exprimer la limite des luttes sans l'exercice pur et simple de la violence.

Dans un compte rendu de l'ouvrage de Paul Vieille et Farhad Kosrokhavar, *le Discours populaire de la révolution iranienne* (éd. Contemporanéité, 1990), Jean Chesnaux écrit dans *le Monde diplomatique* de janvier 1991 : « La révolution iranienne qui renversa le shah ne fut-elle qu'un retour au passé organisé par le clergé chiite intégriste qui entraîna avec lui les déshérités victimes de la modernisation ? [...] Paul Vieille refuse cette cécité des spécialistes envers les masses populaires définies *a priori* comme passives et hétéronomes, [...] la proto-histoire du khomeinisme met en évidence la capacité autonome des masses et des petites gens qui tirent de l'Islam leurs espérances propres et qui élaborent leurs propres formes d'interventions politiques. [...] L'islam des déshérités prend ainsi ses distances à l'égard de l'islam des avant-gardes, avec d'autant plus de vigueur que la déshumanisation et la déréliction issues de la modernisation sont morales plus encore que matérielles. Ainsi s'organise, certes pendant la très brève période étudiée ici, un nouveau champ de forces à la fois religieuses et politiques. Une nouvelle relation au sacré, dissociée de la religiosité d'inspiration institutionnelle, et soucieuse surtout de justice sociale, donc fortement méfiante envers les clercs. [...] Si cette révolution est prise de court dès les débuts des années quatre-vingt, si le haut clergé allié aux activistes cléricaux laïcs et aux nouveaux intellectuels d'État a si facilement pris le pouvoir, si le conseilisme a si vite reflué, c'est peut-être que dès sa phase initiale, le discours populaire contenait en germe sa propre négation. À savoir la projection dans le guide, "le millénarisme de l'imam du temps", bref une aliénation dont les paliers sont ici lucidement analysés en guise de conclusion : démission au profit des dirigeants, désarroi et angoisse dont le guide apparaît la seule issue, et aussi démonisation irrationnelle des adversaires intérieurs et extérieurs à la révolution. »

Ce qui est ici très intéressant, c'est la distinction faite entre révolte populaire et prise de pouvoir par le clergé, l'opposition entre les deux, mais aussi simultanément les germes de la négation du mouvement conseiliste à l'intérieur de celui-ci. Cependant, c'est ce dernier point qui paraît le plus faible. Cette « négation » n'est pas posée dans la nature même du mouvement comme mouvement populaire, le mouvement populaire étant la reformulation, la médiation par laquelle s'effectue la prise de pouvoir par les religieux, mais comme un certain nombre de points faibles du mouvement conseiliste. En fait ce mouvement est analysé de façon dualiste : points forts et points faibles. La prise du pouvoir par les religieux s'appuie sur les points faibles, qui eux-mêmes ne sont pas compris comme intrinsèques à la définition du mouvement, qui, dans sa description, est considéré comme une somme de divers aspects. Cette prise du pouvoir n'est pas comprise comme retournement des limites intrinsèques à la dynamique définitoire du mouvement conseiliste dans ce qu'il a de plus fort, mais comme profitant de certains points faibles de ce mouvement.

Analyser les mouvements islamistes, c'est analyser pourquoi et comment, au travers de quelles situations et contradictions sociales, l'islam est retravaillé et produit comme limite des luttes du prolétariat, et donne forme à un mouvement de type populiste. Le problème social et politique majeur pour le mouvement islamiste consiste, d'une part, dans la nécessité de gérer la reproduction d'ensemble de la société et l'articulation internationale de la zone et, d'autre part, dans celle d'exprimer et d'organiser la masse des exclus en tant que tels, d'exprimer les limites des luttes de classes. Ce conflit, qui est de toute

façon une contradiction interne du mouvement, une tendance constante aux affrontements et à la scission, devient virulent si le mouvement parvient au pouvoir. À vouloir tenir les deux bouts les mouvements islamiques jouent leur propre existence. En Algérie, « parmi les gens qui ont rejoint le FIS se retrouvent ceux qui croient avoir tout à gagner à sa victoire, et n'ont pas hésité à lui faciliter financièrement la tâche, en espérant bien être payés de retour. Cette bourgeoisie commerçante, dont le système bureaucratique et socialisant du FLN avait paralysé les activités – sauf à appartenir à la nomenklatura –, entend prendre sa revanche. Les islamistes ne se font-ils pas les avocats du libéralisme économique, de l'ouverture des frontières, en somme du négoce tous azimuts. Mais le plus gros de ses troupes, le FIS l'a recruté dans le vaste monde des marginaux » (*le Monde* du 31 décembre 1991). L'argent, quant à lui, depuis le ralentissement de l'approvisionnement saoudien, provient en Algérie des artisans, des boutiquiers, mais aussi, significativement, en grande partie des « trabendistes » (activités de marché noir, ateliers et fabrications non déclarés). Cette économie informelle représente entre 40 % et 60 % du PNB, la véritable intégration économique du Maghreb est en train de s'effectuer par son intermédiaire. À Tunis et à Sfax, on fabrique pour vendre en Libye ; Oujda est devenue la plaque tournante des échanges entre l'Algérie et le Maroc. Très souvent les « maîtres » de ces circuits sont issus de couches défavorisées ayant su conserver des liens de solidarité familiale, face à la transition sauvage au libéralisme qui a laminé les couches moyennes.

Le FIS algérien exprime bien la dualité de tout mouvement islamique. Il comporte deux tendances. La première est celle des « salafistes », par référence au mouvement d'adaptation de l'islam au monde moderne occidental à la fin du XIX^e siècle. Ce compromis était naturellement favorable à la bourgeoisie urbaine. Le renouveau islamique actuel ne conserve du salafisme que la rivalité avec l'Occident et la communauté des croyants, sans parler du devoir de choura, consultation, qui renforce le pouvoir des clercs, et autorise la confusion entre pouvoirs religieux et politique.

La seconde tendance est connue sous le nom de la *Djeza'ara* et se présente comme islamo-nationaliste. Ses partisans « beaucoup plus ouverts sur le monde » se recrutent parmi les jeunes universitaires. Si l'Algérie est dans l'impasse, la cause de cette impasse n'est pas la victoire du FIS aux élections et le refus de celle-ci par le FLN ou l'armée. L'impasse réside bel et bien dans le fait que non seulement le FIS ne sait quoi faire de cette victoire, mais encore que celle-ci est sa propre perte, non parce qu'il décevrait, mais parce que c'est la nature même de ce qu'il est qui serait alors remise en cause : expression et retournement des limites des luttes. Le 5 janvier 1992, on lisait dans *le Monde* : « Le FIS pourrait être, à son corps défendant, demandeur d'une solution négociée à la crise politique s'il veut éviter une victoire à la Pyrrhus, [...] les intégristes commencent à avoir peur d'une partie de leurs troupes. Plutôt qu'un État islamique, celles-ci ne réclament-elles pas pour tout de suite des emplois et davantage de justice sociale. » Il n'y aurait pas d'impasse si le FIS était capable, sans se saborder lui-même, sans éclatement interne, sans se remettre lui-même en cause, de prendre le pouvoir.

Ce sont là les impasses de tout mouvement islamique en ce qu'il exprime les limites des luttes et se vivifie continuellement à leur contact. Ces mouvements retournent, au travers de la production de la communauté et du peuple, les limites intrinsèques des luttes, contre les luttes, à l'intérieur de celles-ci. Mais par là même ils sont incapables, sans produire leur propre éclatement, d'accomplir le dernier pas consistant à représenter et à prendre en charge l'articulation internationale d'une société duelle. À l'orée du pouvoir, ces mouvements apparaissent comme menaçant cette articulation et se menaçant eux-mêmes. Soit ils prennent le pouvoir, comme en Iran, et mettent dix ans à s'en remettre et à essayer de n'être plus islamiques, soit, en lui signifiant, parfois violemment, que tel n'est pas leur rôle, la classe capitaliste, au travers de l'action des aires capitalistes dominantes mondialement, le confirme dans sa nature d'expression sociale spécifique des limites des luttes. Limites qui tiennent toujours à ce que la lutte du prolétariat est un moment de la reproduction du mode de production capitaliste et se déroule nécessairement dans les catégories de celui-ci, ce que l'Intifada, autre lutte dans la crise de l'intégration régionale, ne peut que confirmer.

II L'INTIFADA²

Avec l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza en 1967, ce sont les principes fondamentaux de la colonisation sioniste qui sont remis en cause de façon irrémédiable : unicité du peuple, unicité de la terre. « Alors que les travaillistes accordent la *priorité* au principe de l'unicité du peuple (maintien du caractère juif de l'État), le Likoud préconise le principe de l'unicité de la terre, c'est-à-dire l'annexion.

« Ces deux principes étaient complémentaires historiquement et ont abouti à la formation de l'État d'Israël. Les deux termes du rapport (judaïser le peuple, judaïser la terre) qui historiquement étaient harmonieusement articulés ont perdu aujourd'hui leur équilibre interne, de sorte que l'un ne peut se réaliser qu'au détriment de l'autre. » (Mansour, *op. cit.*, p. 27.) Jusqu'en 1977, année où ils perdirent le pouvoir, les travaillistes ne parvinrent pas à avoir une politique claire vis-à-vis des territoires occupés. Ils étaient divisés en une tendance dominée par l'Histadrouth, voulant conserver « Israël israélienne et les territoires occupés arabes », et une tendance menée par Dayan, qui prônait « l'intégration et la liberté des flux du travail et du capital entre les territoires et Israël ». Jusqu'en 1977, l'implantation des colonies ne relève pas d'un plan d'annexion mais d'une volonté stratégique de défense du territoire d'Israël. Cela tout en mettant en mouvement l'intégration économique des travailleurs palestiniens dans le marché du travail israélien.

L'absence de politique des travaillistes, expression de la caducité de la spécificité de la colonisation sioniste, le renforcement du secteur privé, principal bénéficiaire du travail palestinien, et de toute façon le type de développement économique auquel était confronté Israël depuis la fin des années soixante, provoquèrent l'affaiblissement de tout le secteur d'État, de l'organisation administrative de la vie économique et de la Histadrouth (un des principaux employeurs israéliens), et finalement s'achevèrent dans l'arrivée au pouvoir du Likoud, avec à sa tête le parti Herout de Menahem Begin, jusque-là structurellement minoritaire sur la base des rapports sociaux israéliens.

« Le Likoud a une politique bien claire : elle consiste en l'annexion pure et simple des territoires occupés. Cette politique apparaît au niveau de l'implantation des colonies. Si les gouvernements travaillistes ont évité l'installation de colonies dans les régions à forte densité arabe, le Likoud a mis l'accent sur l'implantation de colonies autour des principales villes et villages arabes. [...] Le projet du Likoud prévoit donc l'annexion de tous les territoires occupés et l'octroi aux habitants arabes d'un statut d'autonomie, dans le cadre de la souveraineté israélienne. » (*ibid.*, pp. 31-32.) La venue au pouvoir du Likoud marque l'accélération de la destruction de l'économie palestinienne, ainsi que l'intégration des territoires à l'économie israélienne. Nous allons voir, dans un premier temps, les modalités de cette intégration-destruction, et nous la situerons ensuite dans le cadre du changement de type de développement économique israélien, dont elle est à la fois conséquence et accélération.

² À propos de l'économie des territoires occupés, les données proviennent essentiellement du livre d'Antoine Mansour, *Palestine : une économie de résistance en Cisjordanie et à Gaza* (éd. L'Harmattan). Publié en 1982, le livre de Mansour se limite à la période qui va de 1967 à 1980, il n'aborde donc pas les dix dernières années, durant lesquelles la destruction de l'économie palestinienne, qui est le thème central du livre, s'est poursuivie. Le titre, quant à lui, est trompeur : l'économie palestinienne n'est pas « une économie de résistance », ce qui est dénommé ainsi, c'est l'ensemble des propositions de réorganisations, d'aides, de subventions extérieures, proposées par l'auteur dans le dernier chapitre du livre. L'intérêt du livre de Mansour réside dans le constat qu'il fait de la destruction de l'économie traditionnelle en Cisjordanie et à Gaza, à la suite de l'occupation des territoires en juin 1967. Destruction, qui doit être à la base de toute analyse des mouvements sociaux en Palestine, et principalement de l'Intifada, mouvement de révolte spécifiquement prolétarien, qui a parachevé cette destruction et mis en grande partie hors course le mouvement nationaliste palestinien, dont l'OLP.

L'économie palestinienne était restée largement agricole, la terre et l'eau constituant les facteurs de production les plus importants. « L'expropriation des terres, le pillage des ressources en eau et la mainmise sur les ressources minières, en plus du fait qu'ils constituent une spoliation des richesses naturelles des territoires occupés, ont pour effet d'appauvrir les paysans, de provoquer un exode rural et de créer de nouveaux chômeurs qui devront soit émigrer, soit travailler dans les entreprises israéliennes. Détacher le paysan de sa terre et vider les territoires de leur population constituent les deux moyens essentiels de la destruction de l'économie palestinienne. » (*ibid.*, p. 34.)

L'expropriation des terres a pu s'appuyer sur la multiplicité des statuts de propriété, hérités de la période ottomane, qui avaient peu évolué dans le cadre du Mandat puis de la souveraineté jordanienne. Toutes les terres dont les titres de propriété n'étaient pas clairement établis furent déclarées « biens domaniaux » ou « biens de l'État », il s'agissait pour la plupart de terres destinées à l'utilité publique, utilisées en commun à des fins de pâturage, ainsi que des terres non utilisées. Le point le plus important réside dans le fait que, en Cisjordanie, 70 % des terres étaient traditionnellement de la catégorie dite « miri », cultivées par les habitants de façon individuelle ou familiale, depuis des générations « avec l'autorisation du Sultan ». Malgré la possibilité ouverte par la loi jordanienne, ces terres ne furent que très occasionnellement transformées en terres dites « mulk » c'est-à-dire avec titre de propriété explicite. Ce sont ces terres « miri » qui sont à tout moment menacées par l'expropriation. En 1980, c'était déjà 38 % des terres qui avaient été saisies en Cisjordanie. L'intérêt de mentionner ces statuts réside en ce qu'ils montrent assez fidèlement l'état de la société palestinienne au moment de l'occupation. Le fait qu'Israël en profite est somme toute assez secondaire, s'ils avaient été autres, Israël aurait procédé autrement, de toute façon l'emploi pur et simple de la force fut souvent le principal moyen d'expropriation.

Outre les saisies de terres, l'occupation israélienne s'est accompagnée de multiples restrictions ou interdictions dans l'usage de l'eau : interdiction de pomper l'eau du Jourdain, interdiction d'exploitation de tout nouveau puits sans l'autorisation du gouverneur militaire, assèchement des puits existants par les forages des colonies, plus profonds et équipés de pompes plus puissantes.

Cependant, les mesures résultant de l'occupation n'ont pas seulement provoqué une chute de la production, un appauvrissement des paysans et globalement des campagnes, fondement de la société palestinienne, ainsi que l'exode d'une grande partie de la population rurale, qui constitue les plus gros contingents des travailleurs employés en Israël, ces mesures ont également bouleversé les productions, les techniques de production, leur mode de commercialisation, et donc les rapports sociaux.

Appauvrissement-destruction d'un côté, agriculture commerciale et spécialisation complémentaire avec l'économie israélienne de l'autre. « Le bilatéralisme imposé aux échanges extérieurs des territoires occupés a amené les producteurs à se spécialiser dans certains biens qui ont un avantage par rapport à l'économie israélienne, ce qui a eu pour effet de rendre l'économie palestinienne complémentaire de l'économie israélienne. Depuis 1967, en intervenant directement dans la nature des biens produits par la population palestinienne, Israël tente en fait de créer ce que l'on appelle la complémentarité exclusive entre l'économie des territoires occupés et sa propre économie. C'est en ce sens qu'il encourage la production de biens qui ont une faible demande à l'intérieur des territoires occupés, tout comme celle de produits qui bénéficient d'un avantage comparatif avec l'économie israélienne, celle-ci devenant le principal client. C'est le cas de la production agricole, dont les orientations ont été partiellement modifiées pour répondre aux besoins de l'économie israélienne. » (*ibid.*, pp. 85-86.) Les nouvelles cultures introduites concernent les produits qui servent les exportations israéliennes, et celles qui sont destinées à alimenter l'industrie agro-alimentaire israélienne. Israël propose des avantages financiers aux agriculteurs développant ces cultures, allant même jusqu'à autoriser dans ce cas des méthodes modernes d'irrigation. Inversement, les marchés des territoires occupés sont régulièrement submergés par des surplus en provenance d'Israël, vendus à des prix sans concurrence (produits destinés à l'alimentation locale). Les cultures sous plastique de certaines variétés de légumes remplacent les cultures extensives de légumes et de pommes de terre, et le quart de la production de légumes alimente l'industrie agro-alimentaire israélienne.

L'olive représente plus de 37 % de la superficie des plantations fruitières, elle est la principale source de revenus des agriculteurs palestiniens. Le problème essentiel de la culture des olives réside dans les fluctuations considérables de la production : entre 50 % et 16 % de l'output agricole selon les années. Ce sont ces énormes fluctuations qui rendent particulièrement dangereuses pour cette culture les transformations structurelles de l'économie palestinienne. Les possibilités d'emploi en Israël ayant élevé les coûts de l'importante main-d'œuvre nécessaire pour la cueillette, et les fluctuations de la production poussant les propriétaires eux-mêmes à chercher un travail salarié en Israël et donc à négliger la terre, l'intégration au marché israélien a introduit la concurrence des huiles grecques ou espagnoles de la CEE (les savonneries de Naplouse ont de plus en plus recours aux huiles importées d'Europe qui arrivent meilleur marché que l'huile cisjordanienne). Plus que les expropriations ou la question de l'eau, ce sont les transformations structurelles dues à l'occupation-intégration qui menacent cette culture essentielle.

À Gaza en 1980, 90 % de la production agricole (agrumes) étaient destinés à l'exportation, et le territoire « importe » d'Israël les productions vivrières. Globalement, les cultures les plus touchées ne sont pas celles des fruits et des agrumes, mais plutôt celles des céréales, des légumes et des melons (produit très important dans l'agriculture cisjordanienne). Pour les céréales, les superficies cultivées ont diminué de 36 % entre 1967 et 1980, avec diminution proportionnelle de la production : il ne s'agit donc pas ici, en ce qui concerne des productions vivrières, d'une intensification des cultures avec progression des rendements. Pour les légumes, le cas est intéressant, car la baisse en superficie atteint 68 % ; cependant la production, après avoir baissé de 36,2 % entre 1967 et 1973, augmente de 13 % de 1973 à 1979, augmentation due au passage à la culture sous plastique, encouragée par l'agro-alimentaire israélien.

La plus grande partie de la main-d'œuvre employée en Israël provient des régions rurales. En 1980, 76 % des ouvriers de Cisjordanie travaillant en Israël viennent des villages, et pour Gaza, 50 % viennent des camps de réfugiés. L'écart de salaires entre l'emploi en Cisjordanie et en Israël a quasiment disparu au milieu des années soixante-dix : en 1976, le travailleur cisjordanien en Israël ne touche plus que 1,1 fois le salaire équivalent en Cisjordanie même, bien que l'effectif continue à croître fortement. Si l'on considère la construction (secteur majoritaire d'emploi en Israël), après 1973 l'écart entre Israël et les territoires est quasiment nul, en revanche il est encore de 1,6 entre le salaire de l'ouvrier du bâtiment en Israël, et celui de l'ouvrier agricole en Cisjordanie, après tout de même avoir été de 2,7 en 1970. Il en résulte que ce ne sont pas les écarts de salaires en eux-mêmes (comme le laisse entendre Mansour) qui peuvent expliquer la croissance et l'accélération des effectifs migrants. La cause essentielle réside dans les modifications intervenues au niveau de la structure économique des territoires, modifications dans lesquelles on retrouve fondamentalement la destruction de l'agriculture traditionnelle, sur laquelle jouent les écarts de salaires, d'autant plus qu'un chômage important est apparu en zones rurales.

L'écart de salaires n'est qu'une incitation initiale, qui ne peut jouer que dans le cadre d'une destruction de l'économie et des rapports sociaux. Finalement en 1980, 34 % de la population active des territoires sont employés en Israël, mais cela représente 57 % de la totalité des salariés palestiniens, chiffre qui révèle l'ampleur du bouleversement des rapports sociaux dû à l'occupation israélienne : ce ne fut rien d'autre que l'instauration du salariat. En outre, il ne faut pas oublier qu'il ne s'agit là que de la force de travail migrant vers Israël, et qu'on ne tient pas compte de la spécialisation complémentaire introduite par l'occupation sous la forme de la sous-traitance, ni de la force de travail ayant émigré vers le Golfe de par la faillite interne des territoires. Dans le cas de l'industrie, la spécialisation complémentaire renforce la destruction de l'économie locale, mais elle n'en est pas un des vecteurs principaux, comme pour l'agriculture, étant donné la faiblesse préexistante du secteur industriel.

La principale activité industrielle en Cisjordanie, avant l'occupation, était l'industrie du marbre et de la pierre à bâtir. Cette industrie, dont les principaux débouchés étaient en Jordanie, a périclité d'autant plus que les carrières ont été déclarées « partie de la richesse nationale » c'est-à-dire protégées, et que l'exploitation en a été limitée aux besoins de l'industrie israélienne, ou à ceux de l'édification des nouvelles colonies. La domination par la sous-traitance constitue la forme dominante de la spécialisation imposée

aux territoires occupés au niveau du secteur industriel : les principaux domaines de sous-traitance sont le textile, la confection, les chaussures, domaines dans lesquels il arrive même que les entreprises israéliennes servent elles aussi d'intermédiaires avec des firmes étrangères : C & A, Manhattan, Pierre Cardin. Coûts salariaux, flexibilité sont, là comme ailleurs, pour l'industrie dominante, les principaux avantages de la sous-traitance. Dans la bande de Gaza, dès 1969, 50 % de la main-d'œuvre industrielle étaient déjà employés dans la sous-traitance des secteurs du textile et de la chaussure. La sous-traitance est même devenue la principale cause du maintien d'un tissu industriel ou artisanal dans les territoires. Cela au prix bien sûr d'une dépendance totale au niveau des échanges « extérieurs ».

Globalement, quand l'économie des territoires n'est pas intégrée à l'économie israélienne, après avoir été détruite dans ses fondements traditionnels, elle est une économie assistée improductive. Les investissements résultants de l'aide extérieure (pays arabes, OLP, organismes internationaux) sont essentiellement orientés vers l'aide sociale, les municipalités, la construction individuelle, les routes, les hôpitaux, etc. Les territoires ne connaissent aucune activité bancaire, les seuls investissements réalisés proviennent de sources familiales, capitaux eux-mêmes en provenance de l'extérieur, *via* l'émigration. En outre, ceux-ci ne parviennent que très partiellement en Cisjordanie, restant en grande partie en dépôts à Amman ou dans les banques du Golfe. L'aide extérieure elle-même ne parvient dans les territoires que par l'intermédiaire d'un marché des changes informel, les chèques étant directement payables en liquide, leur négociation ne dépend que de la confiance (ou des informations) dont dispose l'« agent de change » vis-à-vis du porteur.

La politique israélienne envers les territoires, principalement de la Cisjordanie, s'inscrit dans un cadre bien plus vaste que celui qui résulterait du simple rapport stratégique, politique, ou économique, entre Palestiniens et Israéliens. La direction ou la forme prises par ces rapports répondent, avec leurs caractéristiques spécifiques, à une transformation générale des économies périphériques dans le monde, à la fin des années soixante. On passe d'une politique d'import-substitution plus ou moins autocentrée, dont le sionisme peut être un avatar bien spécifique, à une politique de promotion des exportations, de déréglementation, de libéralisme plus grand.

C'est l'époque où l'économie israélienne passe à un nouveau stade « caractérisé par une insuffisance de main-d'œuvre, une croissance économique et un besoin de débouchés pour ses produits industriels » (*ibid.*, p. 28). C'est dans cette situation que Dayan, contrairement à la majorité du Parti travailliste, et à la Histadrout, voyait dans l'emploi des travailleurs arabes une solution pratique aux difficultés traversées par l'économie israélienne. Après l'échec total de sa politique de substitution aux importations, dû à sa dimension économique qui ne lui permet pas de créer des industries viables (étroitesse du marché local, etc.), Israël a mis l'accent sur les activités exportatrices. Cela était vital par rapport à un déficit impressionnant de la balance commerciale, et à la gigantesque dette extérieure du pays. Non seulement les territoires sont venus accroître les débouchés, mais surtout l'emploi de la main-d'œuvre palestinienne a pu, pendant un temps, renforcer la compétitivité des produits israéliens dans l'agro-alimentaire, le textile, ou la chaussure. Le secteur de la construction a souvent joué, pour les ouvriers palestiniens, le rôle de porte d'entrée vers d'autres secteurs économiques, où un besoin croissant en main-d'œuvre bon marché se faisait sentir.

Les industries tournées vers l'exportation sont cependant difficilement compétitives sur le marché mondial : « La survie de la majeure partie de ces industries tient aux avantages qui leur sont offerts par le gouvernement israélien, ainsi qu'aux facilités accordées par la CEE et les États-Unis aux exportations israéliennes. La politique économique israélienne a donc consisté à favoriser les industries d'exportation par rapport aux autres industries en leur offrant de multiples avantages financiers. [...] Ces avantages n'auraient pu en fait exister sans l'apport considérable de capitaux provenant de la diaspora juive et des États-Unis. [...] Israël mène une concurrence dans des marchés qui ne correspondent pas à ses avantages comparatifs. En premier lieu, Israël ne peut être compétitif avec les pays industrialisés (Europe, États-Unis, Japon) en bien de capital et en produits fondés sur le facteur intensif du capital. En second lieu, Israël est

incapable de concurrencer les économies caractérisées par un surplus de main-d'œuvre (les pays en voie de développement) pour les produits dépendants de l'utilisation intensive du facteur travail. » (*ibid.*, pp. 76-78.) Durant les années soixante-dix, les produits dont les exportations se sont le plus développées se situent à un niveau intermédiaire : électronique, produits métalliques, machines, équipement de transport, produits chimiques. C'est, à l'évidence, dans un Moyen-Orient intégré, où Israël serait inséré, que pourraient se développer tous les avantages de la situation médiane du pays dans la hiérarchie internationale, c'est là que pourrait devenir un avantage cette combinaison de caractéristiques des économies développées, et certains aspects des économies sous-développées.

En 1982, un article du *Monde* présentait ainsi l'économie israélienne : « L'image d'Israël sur fond de champs d'orangers est révolue. La part de l'agriculture dans l'ensemble des exportations n'est plus que de 10 %. L'exploitation des agrumes (qui représentait en 1950 près de 90 % des exportations totales d'Israël) a été peu à peu remplacée par de nouveaux produits tropicaux et par l'horticulture notamment. Et il est devenu le septième marchand d'armes dans le monde. [...] M. Ezra Sadan, disciple de Milton Friedman et actuel directeur général du ministère des Finances (1991) déclare "nous ne devons penser qu'à exporter, car Israël n'est pas un marché pour notre industrie", [...] cette politique suppose spécialisation et souplesse de l'économie pour que celle-ci puisse continuellement s'adapter à la conquête de marchés nouveaux. [...] Il est vrai qu'en quelques années dans l'industrie la part du textile et de la taille des diamants (première industrie d'exportation) a nettement diminué au profit de l'électronique, de la métallurgie ou de la chimie. [...] Le pays a su gagner des positions clés dans des domaines aussi varié que l'électronique, l'agro-alimentaire et l'équipement médical. Si les sociétés multinationales ont choisi Taiwan, la Corée du Sud et la Malaisie, pour réduire leurs frais de main-d'œuvre, elles n'hésitent pas à privilégier Israël dès qu'il s'agit de recherche, [...] les industries de pointe représentent le tiers des exportations industrielles, non compris les diamants taillés. » (*le Monde* du 3 mars 1982.) Cependant, déjà de grandes ombres au tableau : l'importance des interventions de l'État, la grande dépendance vis-à-vis des prêts et dons des États-Unis et de la diaspora, une inflation galopante qui gomme l'exacte rentabilité du secteur industriel, et alourdit les coûts des importations dans un pays sans matières premières, mais surtout l'isolement israélien de son environnement immédiat et donc l'éloignement des marchés, isolement qui n'est que, sous une autre forme, l'énorme part accordée aux dépenses liées à la défense.

En 1991, ce type de développement dans lequel pouvait prendre place les territoires avait rencontré ses limites inhérentes, même si l'inflation est retombée autour de 20 % par an, après avoir culminé à 445 % en 1984. Israël ne peut par sa taille mais surtout (mis à part les Palestiniens) de par le « développement fordiste », déjà effectué, jouer un simple rôle de plateforme de montage, coupé de tout environnement local. L'économie, qui connaît un taux de chômage de plus de 10 % de la population active, ne peut se passer de l'aide extérieure pour équilibrer une balance commerciale et une balance des paiements toujours largement déficitaires.

Israël « se rêve à la fois social-démocratie armée, et "petit dragon" », si les deux termes sont antinomiques, c'est qu'Israël ne peut devenir un « petit dragon » même sur le dos des Palestiniens ; dans le textile ou des activités similaires, l'industrie israélienne sera toujours perdante face au vrai tiers-monde. « Israël ne peut miser que sur les industries de pointe à forte valeur ajoutée, là où le pays bénéficie de la présence d'ingénieurs de haut niveau payés moins cher qu'un ouvrier qualifié aux États-Unis. » (*le Monde* du 26 janvier 1991). Mais une telle industrie de pointe ne peut exister sans une large base industrielle. Jusqu'à maintenant, celle-ci étouffe dans un marché intérieur de 4,5 millions de personnes, non seulement trop étroit mais encore où elle ne se maintient qu'à coup de subventions étatiques et dans une situation de sous-compétitivité.

L'Intifada est essentiellement la révolte du prolétariat palestinien contre sa propre situation, cependant toute la limite de cette révolte se trouve dans l'adjectif « palestinien » ; et donc dans son corrolaire, l'imposition et le développement des rapports sociaux capitalistes comme occupation israélienne. Si « palestinien » renvoie à la limite des luttes, l'adjectif recouvre simultanément la constitution, le contenu,

la mise en forme de cette révolte. Au travers de l'Intifada, être palestinien est devenu occuper une certaine position sociale de prolétaire, et non une donnée ethnique *a priori*. C'est de cette position que procède le contenu « nationaliste » de l'Intifada, c'est-à-dire de la spécificité de la genèse, et de la forme historique, de l'opposition entre prolétariat et capital. Il ne s'agit donc pas d'une révolte prolétarienne s'engluant dans le nationalisme, mais d'un nationalisme qui est limite intrinsèque de cette révolte, de par la définition sociale et historique du prolétariat, de par sa formation, son *making* dirait Thompson. C'est dans ce nationalisme que cette révolte se constitue comme prolétarienne.

Cette limite interne a naturellement poussé sur le devant de la scène, au fur et à mesure que la révolte refluit, des couches sociales et des individualités extérieures au prolétariat ou aux paysans en voie de prolétarianisation : médecins, universitaires, avocats. En tant que mouvement prolétarien, le reflux de l'Intifada ne pouvait manquer de se faire rapidement, n'ayant ni tactique, ni revendications spécifiques ou transitoires. Mais là aussi la coupure est nettement marquée d'avec la société traditionnelle, en ce que ce ne sont pas les « caciques » villageois que la limite nationale a revigoré, mais des couches qui, elles aussi, expriment la décomposition de cette société traditionnelle.

La limite nationale ne revigore pas la société traditionnelle, car cette limite sort de la révolte prolétarienne qui a accéléré la destructuration des rapports sociaux traditionnels, fondés sur la terre, la famille, les anciens. Les anciens obéissent aux « shababs » (les jeunes), ce qui est le signe d'un effondrement radical de la « société palestinienne ».

Comme on l'a vu avec l'exposé des transformations économiques, la Cisjordanie et encore moins la bande de Gaza d'avant 1967 ne continuent à exister. La population est actuellement au 3/4 composée de jeunes de moins de 25 ans, la moitié a moins de 15 ans, cette génération, largement dominante démographiquement, n'a connu que l'occupation, ce qui a entraîné, et c'est le plus important, l'impossibilité de la perpétuation d'un processus de reproduction sociale.

Déjà les événements du printemps 1982 avaient été marqués par des manifestations brèves, sporadiques, qui avaient lieu quotidiennement dans les territoires occupés, avec une grande méfiance vis-à-vis de l'OLP. Cependant, en pleine mutation à ce moment-là, le capital israélien développait une stratégie de promotions des exportations (*cf. supra*), il n'avait pas encore rencontré sa non-intégration moyen-orientale comme sa limite, il pouvait encore renforcer l'implication réciproque entre prolétariat et capital dans le sens d'une situation de quasi-apartheid, qui était encore socialement reproductible. Fin 1987, les choses n'en sont plus là ; au pouvoir depuis 1977, le Likoud a pu balayer toutes les velléités nationalistes (sionistes) des travaillistes, de la Histadrout et du « travail juif ». La destruction de la société palestinienne a été achevée, mais simultanément Israël est pris dans les contradictions de sa stratégie exportatrice. Avec un tiers de son budget consacré à la défense, sa dette internationale astronomique, sa monnaie en décomposition accélérée (en Cisjordanie, c'est le dinar jordanien qui sert de monnaie de compte, d'instrument de réserve et de moyen de paiement, la livre israélienne n'intervenant que comme fugitif moyen de circulation, et ce n'est pas par nationalisme), Israël ne peut plus rien opposer à cette nouvelle vague de révolte.

Cependant, si Israël ne peut rien opposer à la nouvelle vague de révolte qui éclate le 9 décembre 1987, cela ne tient pas seulement aux contradictions propres du développement économique israélien. Déjà, on l'a vu, ces contradictions n'éclatent que dans l'état de séparation d'avec son environnement immédiat, mais ce sont, plus fondamentalement, les rapports sociaux au Proche-Orient dans leur ensemble qui se sont modifiés, de telle sorte que l'affrontement israélo-arabe en est revenu à son point de départ, et à ce qui pendant quarante ans en a constitué la trame invisible sous les affrontements entre États.

Avec l'Intifada, l'affrontement israélo-arabe en revient à un affrontement entre Israéliens et Palestiniens, parce que la question centrale de cet affrontement est devenue celle du rapport entre prolétariat et capital. Avec le Yishouv, puis l'État d'Israël, ce sont des rapports sociaux capitalistes modernes et dynamiques qui prennent pied dans la région. Au travers des guerres de 1948, 1956, 1967, 1973,

ce sont les contradictions internes du monde arabe qui se développent et qui se règlent dans l'affrontement avec Israël. On a déjà vu comment Israël est, par son existence même, un ferment de décomposition de tous les rapports sociaux traditionnels dans la région. Si, l'affrontement avec Israël devient pour les États arabes le critère et l'histoire du développement en leur sein de rapports sociaux capitalistes, c'est que l'existence d'Israël est la contrainte à ce développement. Depuis 1945, le problème palestinien, c'est le problème du développement du capital au Moyen-Orient, chaque phase de ce développement est une tentative de résolution et/ou d'élimination de ce problème.

Jusqu'à la fin des années quatre-vingt, bien que toujours présent, le problème palestinien est relégué au second plan, il passe par les rapports entre pays arabes et Israël, et pays arabes entre eux. L'époque de l'Intifada, c'est l'époque des impasses économiques d'Israël, de la fin de la guerre au Liban, des politiques d'ouverture économique, de la montée de l'islamisme, de la fin de la guerre entre l'Irak et l'Iran, et, dans la foulée, de la marginalisation des pays du Golfe à la suite de l'intervention américaine (marginalisation en ce qui concerne la fixation et circulation de la rente pétrolière), du nécessaire dépassement de l'intégration régionale autour de la rente, c'est l'époque où les rapports sociaux spécifiquement capitalistes ont gagné l'ensemble de la région et y dominent de façon quasi exclusive. Tous ces événements ont en commun de définitivement trancher les liens avec les conditions historiques locales dans lesquelles ces rapports ont dû émerger.

« Il est évident que les forces productives et les rapports nouveaux de production ne sont pas surgis du néant, [...] ils se sont développés sur la base d'une production déjà existante et en opposition à des rapports de propriétés traditionnels solidement enracinés. » (Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, éd. Anthropos, t. 1, p. 226.) Marx poursuit en analysant la propriété foncière et sa transformation en propriété foncière moderne en tant que rente capitalisée, ce qui élève considérablement le prix de la terre, « afin d'exclure toute utilisation immédiate du sol par les producteurs. [...] La propriété foncière subit ici un renchérissement artificiel dans le but évident de transformer les travailleurs en salariés, de faire fonctionner le capital en tant que tel » (*ibid.*, p. 227). On pourrait poursuivre la même analyse avec le passage du capital marchand au capital commercial, le passage du capital porteur d'intérêts au système de crédit. On a là, avec la transformation de la propriété foncière en rente capitalisée, du capital marchand en capital commercial, du capital porteur d'intérêts en système du crédit, le processus de passage aux rapports sociaux capitalistes, sur la base d'une production déjà existante fondée sur la production marchande.

Ces trois transformations sont essentielles dans l'évolution du Moyen-Orient : élimination du petit producteur et du grand propriétaire foncier traditionnel au Liban, marginalisation du capital bancaire libanais qui devra renaître différent, exode rural en Égypte, paysans transformés en travailleurs salariés, marginalisation des pays du Golfe comme propriétaires rentiers, modification des rapports sociaux en Cisjordanie, etc. Il faudrait rajouter, dans le cas du Moyen-Orient, que, si ce développement et cette domination des rapports sociaux capitalistes s'effectuent selon des processus et des rapports de forces spécifiques, à partir « d'une production déjà existante » qui informe ce processus, il ne s'agit pas pour autant d'un procès endogène (*cf.* les difficultés historiques du passage au capitalisme dans le monde arabe).

Cette transformation s'est effectuée, sous l'effet des interventions anglaises et françaises, dans les conditions spécifiques de la décomposition de l'Empire ottoman, sous l'effet de l'implantation sioniste, puis de la création de l'État d'Israël, de la place prédominante prise par la rente pétrolière, de la guerre froide. Cette transformation n'étant pas endogène, la guerre froide y a joué un rôle très important, à la fois comme cadre et contenu de cette transformation. La guerre froide fut le processus antagonique de constitution du marché mondial dans la période de la subsumption réelle. La guerre froide n'était pas une « circonstance », un cadre dans lequel évoluaient les acteurs et dont la fin aurait fait « extérieurement » perdre un peu de son importance à Israël, en ce qui concerne les États-Unis, ou à l'OLP pour ce qu'était l'URSS. La guerre froide, c'est le procès de constitution du marché mondial en totalité articulée. Sa fin marque l'achèvement, dans les zones périphériques, du processus de transformations des conditions de

production préexistantes en conditions de production capitalistes (en URSS même), achèvement qui condamne le rôle que fonctionnellement tenait l'URSS dans la périphérie, mais aussi, corrolairement, le type de développement capitaliste « fordiste » dans les régions centrales du capitalisme.

Donc nous voilà avec des rapports de production capitalistes quasi exclusifs, une contradiction de classes entre prolétariat et capital, nous voilà donc « revenus » au point de départ : Israël et les Palestiniens. Leur affrontement avait déclenché le processus du nécessaire développement des rapports sociaux capitalistes, son achèvement le ramène au premier plan, mais transformé. L'affrontement n'est plus l'expression des conditions de production à transformer et de la nécessité de cette transformation, mais l'expression des conditions maintenant transformées. Voilà donc Israël et l'ensemble du Moyen-Orient avec l'Intifada sur les bras.

L'histoire et l'analyse de l'Intifada, c'est l'histoire et l'analyse d'un mouvement prolétarien et de sa limite intrinsèque : le nationalisme. Un nationalisme, lui-même transformé, qui n'est plus celui des élites traditionnelles, ni même de l'OLP, si tant est que les unes et même l'autre aient été nationalistes (l'OLP était plus nationaliste arabe que palestinienne). L'histoire de l'Intifada est une perpétuelle tension entre sa nature fondamentale de mouvement prolétarien et le nationalisme. D'après ce que nous avons dit précédemment, il serait faux de concevoir les termes de cette tension comme deux aspects opposés, mêmes complémentaires. Si l'Intifada est un mouvement social dont la limite intrinsèque est le nationalisme, le nationalisme est lui-même produit et inclus dans la nature sociale du mouvement.

Quand le soulèvement éclate en décembre 1987 à Gaza, c'est un soulèvement spontané dans lequel l'OLP n'a aucune responsabilité immédiate, une révolte sans slogans, contre une prolétarianisation intense de la population, dans une situation de grande précarité, dans un rapport d'exploitation fondé sur un apartheid de fait. Dès le début janvier 1988, l'OLP échoue à lancer une campagne de désobéissance civile (9 janvier 1988), le 14 janvier des « personnalités proches de l'OLP » tiennent à Jérusalem-Est une conférence de presse destinée à « proposer au gouvernement israélien une plateforme de revendications devant servir à engager une discussion politique à l'issue d'un mois de batailles de rues dans les territoires occupés » (*le Monde* du 16 janvier 1988). L'arrestation de ces personnalités provoque cette remarque du journal israélien *Haaretz* : « Si nous continuons ainsi à harceler et à éliminer le *leadership* palestinien le plus modéré, nous allons nous retrouver face à face avec celui qui émerge des camps : les jeunes de Balata et Jabaliya. » Le journaliste du *Monde* poursuit : « C'est une génération beaucoup plus radicale, née dans ces camps (ce qui n'est pas le cas de la bourgeoisie arabe de Cisjordanie et de Jérusalem-Est), n'ayant connu que l'occupation et totalement étrangère aux finesses du jeu politico-diplomatique local... »

C'est très rapidement que le nationalisme s'est développé comme limite intrinsèque du mouvement et cela sous l'aspect même des solidarités de la « société palestinienne ». La notion même de société palestinienne, et sa réalité sociale extrêmement diversifiée, est la médiation par laquelle tout naturellement éclôt le nationalisme comme limite du mouvement. Il est remarquable que la formulation même du refus de l'occupation israélienne n'apparaît qu'à la fin du mois de janvier 1988, au travers de l'organisation par l'OLP de la première de ces grèves générales de la « société palestinienne » : fermeture des commerces et action, voulue unanimiste, de la population. L'objectif politique est d'obliger les Israéliens et les Américains à élaborer au moins une formule de négociation reconnaissant la représentativité de l'OLP. Mais « curieusement », comme l'écrit le journaliste de *Libération*, la bande de Gaza, foyer de la révolte, est restée à peu près calme.

Dans le même mouvement de passage à la révolte de la « société palestinienne », médiation de la production du nationalisme comme limite du mouvement, le soulèvement gagne les campagnes, et les commerçants formulent leurs revendications concernant la fiscalité. Cependant d'un autre côté, la dynamique du mouvement consiste encore, dans les premiers mois de 1988, en actions sporadiques relevant de comités informels limités aux camps et aux quartiers : « Le mouvement tient ainsi son dynamisme de la souplesse avec laquelle sont décidées les actions adaptées à la situation du moment, et de l'autonomie des comités. De ces derniers, souligne-t-on de sources palestiniennes, sont exclus les notables

et les anciens cadres du mouvement national encore en liberté. » (*le Monde* du 19 février 1988.) De ce point de vue, l'OLP demeure plus une référence qu'une structure ou un programme. La différence dans le cours du mouvement entre actions sporadiques et actions générales de la société palestinienne, entre comités locaux et direction unifiée, ne relève pas d'une distinction quantitative, d'un simple processus de maturation du mouvement. La différence entre les deux relève d'un renversement interne au mouvement entre ce qui constitue sa dynamique et les limites intrinsèques à cette dynamique même : le prolétaire comme palestinien.

« Quelques semaines après le début du soulèvement les leaders de l'intelligentsia palestinienne dans les territoires, soucieux de rationaliser la révolte et peut-être de la canaliser, firent connaître une plateforme revendicative : tenue d'élections municipales, libération des détenus, fin des expulsions, etc. Mais cette velléité politique, accueillie dans l'indifférence générale et restée sans suite, souligna surtout l'énorme décalage entre le langage de ces responsables palestiniens pourtant fidèles de l'OLP, et celui des acteurs de l'Intifada. » (*le Monde* du 22 avril 1988.) Malgré tout, le « retour » de la question palestinienne au centre de l'affrontement israélo-arabe, retour dont on a analysé les raisons et la signification historique, inclut que ce qui est une contradiction sociale devienne un problème national de par la nature même des termes de la contradiction sociale.

L'intérêt de l'analyse de l'Intifada que donne la revue le *Brise-Glace*, dans son numéro 1, réside dans l'accent mis sur l'ambiguïté intrinsèque du mouvement. « Entre le potentiel de révolte contre l'ensemble du monde qui a produit les insupportables conditions d'existence des Palestiniens, et les efforts d'aménagement, à partir de cette révolte, d'une niche au sein de ce monde (l'État palestinien), il y a bien une ligne de fracture. Mais cette ligne est mouvante, et serpente au sein des organisations de base, des groupes sociaux, des moments de luttes ; elle traverse les individus eux-mêmes, leurs pensées, leurs sentiments, et leurs activités. Pour l'heure et dans un avenir prévisible, la fracture ne se fera pas. Faute d'autres mouvements sociaux auxquels se relier, en l'absence en particulier de toute possibilité de combat commun avec les prolétaires juifs israéliens, [...] la révolte des pierres ne peut que contribuer à renforcer le nationalisme palestinien. » Les deux termes de l'ambiguïté ne sont pas simplement opposés, ils sont imbriqués l'un dans l'autre et, pour l'auteur de l'article, la force de la révolte en tant que révolte prolétarienne réside dans le fait qu'elle s'ancre dans des rapports sociaux traditionnels communautaires. « De la rencontre des aspects positifs des communautés et de la condition de prolétaires modernes peuvent naître des chocs qui révèlent en un éclair la forme d'un monde nouveau. La population des camps, où se rencontrent aussi bien des travailleurs que des sans-travail, et où les solidarités traditionnelles sont encore fortes, se trouve donc à la jonction des rapports anciens et nouveaux, qui portent en eux la critique de la société capitaliste moderne incarnée par Israël. Mais pour l'heure, faut pas rêver : si les deux aspects cohabitent plutôt bien, c'est qu'ils se fondent dans la revendication nationale. [...] Les jeunes se sont attaqués à l'État sioniste en affirmant ce qu'ils sont. [...] Les moments de luttes ne sont qu'un aspect de la vie, [...] l'arme révolutionnaire par excellence, c'est d'abord les rapports sociaux, le détournement par le révolté des relations sociales transmises par la tradition ou imposées par le capital. »

L'analyse met l'accent sur l'ambiguïté de la révolte et sur le fait que les termes de cette ambiguïté ne demeurent pas dans une position polaire, mais se produisent et se fécondent réciproquement, il n'en demeure pas moins que l'analyse, sous bien des aspects, est éminemment critiquable. On retrouve à propos de la révolte palestinienne la même démarche que celle déjà utilisée par le *Brise-Glace* à propos des juifs : le prolétariat ne peut être révolutionnaire qu'en se ressourçant aux liens communautaires traditionnels. Tout cela provient d'une vision de la révolution en termes de communauté autre, s'affirmant contre le capital et sa fausse communauté ou son absence de communauté. Ce n'est pas le lieu de développer plus avant cette critique pour elle-même. Cependant, dans le cas particulier de la révolte palestinienne, cette démarche idéologique pervertit ce qu'il pouvait y avoir de très pertinent dans l'analyse. En effet, avec une telle démarche, où les liens communautaires traditionnels renforcent la révolte prolétarienne, la limite de celle-ci lui est posée comme extérieure. Si « la révolte des pierres risque tout au plus de déboucher sur la création de bantoustans administrés officiellement par la Jordanie ou Israël et

officieusement par l'OLP » (ce qui semble se confirmer à la suite de la conférence de Madrid en octobre 1991), cela serait dû à « l'absence d'une crise sociale des États dominants ». Si l'on se révolte sur la base du bantousthan (ce que ne peuvent qu'être, de nos jours, les rapports traditionnels), en trouvant dans celui-ci « sa force », et si la révolte confirme le bantousthan, il n'est pas étonnant qu'elle débouche sur la création d'un bantousthan officiel. Voir la force d'une révolte dans son ancrage dans des liens communautaires traditionnels (même fécondés de condition prolétarienne), c'est d'emblée voir la force de la révolte prolétarienne dans la situation et la définition sociales de ce qu'est un bantousthan. L'auteur de l'article, prisonnier de sa vision idéologique, ne voit pas dans la révolte des pierres ce qui est précisément remise en cause et bouleversement de ces liens traditionnels, ne serait-ce précisément que le rapport à la terre et à la famille.

Au fur et à mesure qu'elle s'est développée, l'Intifada a déstructuré la famille palestinienne traditionnelle, il est devenu de plus en plus faux d'écrire : « Ils sont en tout cas membres d'une communauté traditionnelle, aux multiples strates : communauté villageoise, tribale, familiale, communauté du peuple palestinien, qui entretient un lien quasi mystique avec la terre, portés par une civilisation ancienne et dynamique à la fois. » Même si on laisse de côté la « communauté du peuple palestinien » que l'on a vue être une création historique récente, ainsi que le lien mystique à la terre, ainsi que le caractère dynamique (est-ce par hasard le développement des rapports d'échanges et la petite production marchande ?) ; il n'en reste pas moins que l'Intifada se développe contre les rapports sociaux traditionnels de la société palestinienne : village, terre, famille. Elle se développe sur la base de leur décomposition accélérée, et en accélère la décomposition. L'emprise, de plus en plus importante, du mouvement islamiste Hamas est bien le signe qu'idéologiquement la forme communautaire traditionnelle est caduque, et laisse la place à une communauté comme abstraction : l'islam.

Dans la vision du *Brise-Glace*, il est tout à fait naturel que cette révolte débouche sur la création de bantousthans, il y a une inconséquence à ressentir ça comme une défaite, dans la mesure où l'analyse qui en est faite nous la livre comme déjà expression et confirmation du bantousthan (le prolétaire se reproduisant dans un cadre « traditionnel »). On ne voit pas pourquoi elle porterait autre chose que le bantousthan sauf de façon purement incantatoire : « la lutte contre l'organisation planétaire de la vie ». Il y a bien une communauté de lutte, si on veut appeler cela ainsi, on pourrait tout aussi bien dire existence de classe, des jeunes, des vieux, des femmes, des voisins, des chômeurs, des gens qui travaillent en Israël même, cependant cette communauté de lutte n'est pas celle des « solidarités anciennes », mais se forme dans la dissolution et en contradiction avec les « solidarités anciennes ». L'article baigne dans une sorte d'idylisme rétro pour le moins surprenant, on aimerait connaître jusqu'à quels genres d'individus s'étendent les solidarités anciennes de la société palestinienne. Dans la vision du mouvement présentée par le *Brise-Glace*, il est impossible de voir le bantousthan comme défaite du mouvement, car c'est ce qui définit le bantousthan qui en ferait sa force ; pour caricaturer, l'Intifada serait un mouvement d'auto-revendication du bantousthan.

La limite à laquelle se heurte les prolétaires de l'Intifada, c'est qu'il sont en contradiction avec le capital en tant que capital israélien, qu'ils sont eux-mêmes posés, dans leur contradiction avec le capital, comme capital israélien, comme prolétaires palestiniens, sans société palestinienne. Les représentants qui négocient au nom de la révolte, ne sont pas des représentants des rapports sociaux traditionnels, des représentants de la « société palestinienne », mais des avocats, des médecins, des professeurs d'université. La limite du mouvement, c'est sa propre nature nationaliste, incluse dans la définition palestinienne du prolétariat. La limite, ce n'est pas d'opposer un État à construire à l'État existant d'Israël, ce n'est pas d'être à la fois porté et englué dans des rapports communautaires ancestraux, c'est la revendication nationale mais celle-ci ne s'impose pas au mouvement prolétarien de révolte, presque contre son gré, au travers des « rapports communautaires ancestraux ». La revendication nationale palestinienne s'est constituée historiquement *contre* les rapports sociaux traditionnels (dès la grève de 1936) et, plus tard, à une époque où la petite bourgeoisie pouvait se voir porteuse d'un projet économique et politique nationaliste.

Dans les territoires occupés, l'identité palestinienne est reproduite en tant que segmentation de la force de travail. Depuis vingt-quatre ans d'occupation des territoires, il n'y a jamais eu de mise en place d'une structure coloniale d'exploitation. Soit les Palestiniens sont chassés pour laisser la place à des colonies juives repliées sur elles-mêmes par rapport à leur environnement immédiat, soit les habitants des territoires sont intégrés en tant que prolétaires dans l'économie israélienne, cela tout autant comme travailleurs que comme chômeurs ou exclus définitifs.

Le rapport contradictoire entre Palestiniens et Israël n'est pas un rapport de peuple colonisé à colonisateurs. Ce n'est pas un rapport de colonisation mais spécifiquement d'exploitation, qui se développe dans un cadre de segmentation de la force de travail, qui a en Israël une base extrêmement forte en raison du passé historique du pays : conjonction de la valorisation du travail juif et de la puissance syndicale d'un côté, et vagues successives d'immigration de l'autre. Il n'y a qu'à entendre parler dans toutes sortes de témoignages la classe ouvrière israélienne (*cf.* le film *Israland* relatant la vie quotidienne sur le chantier de construction d'un parc d'attractions proche de Tel-Aviv) pour comprendre ce qu'est un Palestinien. Cette segmentation constitue leur situation de prolétaire comme identité palestinienne, c'est dans ce processus de définition du prolétaire comme palestinien que se trouve toute la limite de l'Intifada. Ce sont les caractéristiques mêmes de sa situation de prolétaire qui renvoient le révolté de l'Intifada à ses limites palestiniennes. C'est celui qui est dans cette situation de prolétaire, qui est palestinien, tout comme en France être arabe, c'est occuper une certaine situation sociale (personne ne songe à considérer le financier saoudien Akkram Ojjeh ou Omar Shariff, qui nous livre les pronostics du tiercé, comme des « Arabes »).

Dans les négociations ouvertes à Madrid le 30 octobre 1991, ce n'est pas sous la forme de la création d'un État palestinien que ses limites se retournent contre le mouvement, mais comme mise en place d'un statut d'autonomie sans retrait d'Israël, dans laquelle cette force de travail trouverait certaines libertés de sa propre gestion, sous la houlette d'élites modernes assurant l'articulation de cette force de travail et de sa reproduction spécifique (palestinienne), dans une intégration régionale où Israël trouverait sa place. En fin de compte, pourquoi cela ne prendrait-il pas la forme d'un État, c'est le contenu qui importe.

À partir de la problématique générale du mouvement et de ses limites la « fin » de l'Intifada peut être précisément datée : le 31 juillet 1988. Ce jour-là, la Jordanie se désengage de Cisjordanie, entérinant le retournement des limites intrinsèques du mouvement : sa promotion en mouvement national contre sa dynamique de luttes du prolétariat palestinien. Ce qui était jusque-là une limite intrinsèque de la lutte, et même en tant que telle la constituait, accède à l'autonomie comme nationalisme face à Israël, posé lui-même comme État, et non plus comme rapport social. Dès le début du soulèvement, pour tous les gouvernements arabes, il s'agit d'empêcher son extension, d'abord aux camps de réfugiés extérieurs à la Cisjordanie et à Gaza, ensuite au prolétariat plus ou moins précarisé des grandes villes de la région. Le gouvernement jordanien a mis deux semaines avant de « soutenir » le mouvement, c'est-à-dire que ce soutien arrive fin décembre 1987-début janvier 1988, quand se formalisent socialement les limites du soulèvement, avec les débuts de mouvements du type grève générale de la « société palestinienne ».

En redevenant centrale en tant que contradiction de classe, la question palestinienne tendait à échapper à toute expression politique ou nationale, les manipulations par les États arabes ou l'OLP étaient clairement perçues, formulées, et combattues. Cependant la limite était interne aux termes mêmes de la contradiction de classes. Même si momentanément l'OLP parut ébranlée par le cadeau que lui faisait Hussein, le nationalisme comme limite se formalisait, s'autonomisait face au mouvement lui-même et à partir de lui-même. La société palestinienne, médiation par laquelle la révolte incluait sa limite, le nationalisme, devenait État palestinien. Pour l'occasion, on vit même les États-Unis donner un coup de main en engageant un « dialogue substantiel » avec l'OLP. Il serait faux de considérer la décision jordanienne comme ayant des motivations financières, l'économie réalisée par le Trésor jordanien est minime, puisque les dépenses dans les territoires occupés représentaient seulement 51 millions de dollars sur un budget global de 2 milliards 340 millions. En revanche, les Cisjordanais détiennent 15 à 20 % des

moyens de paiements jordaniens, ils avaient en dépôts, au 31 juillet 1988, sur des comptes en dinars en Jordanie, l'équivalent de 600 à 800 millions de dollars, qu'ils ont changé en dollars, sans parler de la chute brutale des remises d'argent des expatriés jordaniens d'origine palestinienne. De toute façon, l'Intifada avait largement démolé les structures administratives jordaniennes en Cisjordanie.

Ce n'est qu'en apparence que la formalisation et l'autonomisation du nationalisme comme limite remettent en selle l'OLP, car il aurait fallu que l'OLP fût fondamentalement un mouvement de libération nationale, et que la question palestinienne fût par nature une question nationale. Or, dès son origine, la question palestinienne, malgré les milliers de réfugiés, malgré leur expulsion et l'accaparement des terres par l'État israélien, est produite, dans le Moyen-Orient des années cinquante, comme une question sociale. Il s'agit plus, dès l'origine, de « révolution palestinienne » que de « libération de la Palestine ». Le mouvement palestinien se constitue dans la montée de la bourgeoisie nationaliste, dans le cadre global du Moyen-Orient, et non dans les limites géographiques de la Palestine et du découpage post-mandataire. Toute l'action de l'OLP se situe dans ce jeu-là et non à l'intérieur des conquêtes de 1948, ou des territoires occupés de 1967.

La révolte des pierres est trop spécifiquement prolétarienne pour contribuer à renforcer le « nationalisme palestinien » de l'OLP, là-dessus la direction de l'OLP ne s'est pas trompée dans son antagonisme au mouvement dès son origine, mouvement qu'elle a toutes les peines du monde à contrôler. Les Palestiniens des territoires occupés ne peuvent envisager la constitution d'une aire capitaliste nationale ou un autre découpage des aires de péréquation.

L'Intifada a fait voler en éclats les rapports sociaux traditionnels, elle a renouvelé la lutte de classes entre Palestiniens eux-mêmes, elle a fait de la question du retour des réfugiés une question anachronique, étant en actes la preuve de l'impossibilité de la reproduction de ces réfugiés dans le cadre national d'un État palestinien. De toute façon en acceptant, à Madrid, comme cadre de discussions, les frontières de 1967, l'OLP elle-même entérine cette impossibilité, abandonnant les réfugiés de 1948 et par là-même sa propre identité nationale palestinienne.

Créée en 1964 par les États membres de la Ligue arabe, l'OLP est directement instrumentalisée par ces États et est l'enjeu de leurs rivalités. Ce n'est qu'après la guerre de 1967, qui marque l'échec du nationalisme arabe, que le Fatha en 1969 prend la direction de l'OLP, qui se trouve alors à la tête de ce mouvement nationaliste en plein recul. Elle devient l'expression ultime du nationalisme dans cette période de décadence globale arabe. Dans cette fonction, son attention ne se porte pas primordialement sur les territoires occupés, mais sur la Jordanie, d'où elle est éliminée en 1970 (septembre noir), puis sur le Liban. Éliminée à nouveau par l'invasion israélienne en 1982, puis par la Syrie, la direction de l'OLP en revient à confier à Hussein de Jordanie le droit de négocier la paix au nom des Palestiniens et sa place.

Avec le retrait jordanien, l'OLP se trouve engagée dans un processus dont elle ne maîtrise aucun aspect et qui en fin de compte ne fait que la marginaliser. Significativement les premières moutures d'une « déclaration d'indépendance palestinienne » proviennent de Fayçal Husseini et de la bourgeoisie palestinienne de l'intérieur, enfin à même de pouvoir jouer son rôle nationaliste propre, dans une réorganisation d'ensemble du Moyen-Orient intégrant l'État d'Israël. L'OLP n'a plus qu'à couvrir le mouvement et faire la chasse aux petits groupes radicaux s'opposant à cette bourgeoisie, ce qui revient pour elle à se saborder, même si elle peut encore formellement jouer un certain rôle.

Si l'OLP peut encore en 1989 rejeter le « plan Shamir » d'élections en Cisjordanie et à Gaza, plan qui entérinait la séparation entre Palestiniens de l'intérieur et de l'extérieur, et niait donc le « droit au retour » des exilés de 1948, à l'automne 1991, après une alliance logique avec l'Irak, elle ne peut qu'accepter toutes les conditions américaines et israéliennes.

Le nationalisme palestinien n'est plus qu'un nationalisme cisjordanien. Si être palestinien, c'est occuper une certaine place sociale en relation avec le capital israélien, le nationalisme, limite des luttes de ces Palestiniens, n'est plus le nationalisme des exilés, des expulsés, des réfugiés, mais un nationalisme

cisjordanien. Sa viabilité se mesurera à la capacité de la bourgeoisie palestinienne, locale et de la diaspora à développer son activité sur l'ensemble du Moyen-Orient, et à faire coïncider la grande diversité de la force de travail palestinienne avec la reproduction segmentée de la force de travail régionale. En attendant, d'une part, l'Intifada revêt de plus en plus une allure de mouvement nationaliste avec actions de commandos de militants et manifestations unanimistes qui en sont le complément et, d'autre part, se nourrissant des échecs et des difficultés de ce nationalisme, mais se situant sur la même base que lui, et poursuivant les mêmes buts, le soulèvement devient islamiste. La limite nationaliste du soulèvement en s'autonomisant est devenue duelle: bourgeoise et islamiste (les deux compères déjà rencontrés).

Du côté israélien, l'annexion pure et simple des territoires occupés semble être un objectif impossible et qui est actuellement dépassé. Il est impossible de déterminer le futur statut officiel des territoires, principalement la Cisjordanie : région autonome sous souveraineté jordanienne, région autonome sous condominium jordano-israélien, intégration à la Jordanie devenant l'État palestinien, association avec le Liban redevenu un nœud de l'économie mondiale, micro-État d'une bourgeoisie palestinienne s'activant au niveau d'un Moyen-Orient intégré. En tant que capital national non encore régionalement intégré, le capital israélien est inapte à produire et reproduire cette segmentation et à la valider socialement comme exploitation de la force de travail et accumulation du capital, d'autant plus que c'est la situation même de l'État d'Israël et sa signification régionale qui tend à devenir problématique.

Dans le cadre d'un Moyen-Orient intégré et internationalement articulé au travers de la circulation de la rente pétrolière déconnectée de ses conditions locales de production, le problème des territoires devient celui de l'autonomie des territoires. La résolution des contradictions sociales qui résulte de la destruction de la « société palestinienne », de l'échec de son intégration économique dans le cadre national israélien, n'a plus pour contenu le nationalisme palestinien. Ce dernier n'apparaît plus que comme la limite des luttes des prolétaires de l'Intifada. Comme on l'a vu précédemment, c'est une situation sociale dans la segmentation du marché du travail que l'on appelle « être palestinien », et c'est justement là que réside toute la limite de l'Intifada, mais aussi la possible apparition d'une bourgeoisie palestinienne, gestionnaire de la reproduction de cette segmentation comme on gère une entreprise d'intérim un peu turbulente.

Les émeutes de la faim et l'islamisme, d'une part, l'Intifada, d'autre part, expriment toutes les contradictions du rapport d'exploitation de cette phase de l'intégration rentière régionale. Dans ses limites propres, la lutte de classe manifeste les limites du rapport d'exploitation lui-même : l'exclusion. Exclusion, soit comme exclusion du procès de production ou intégration dans un procès immédiat dont la valorisation lui est extérieure ; soit comme exclusion nationale, c'est-à-dire que le procès de valorisation du capital ne s'est pas emparé de la reproduction de la force de travail. Les limites de la lutte de classe sont en définitive toujours les limites de la valorisation du capital. Ce sont les caractéristiques mêmes de la reproduction des rapports sociaux capitalistes dans l'intégration rentière régionale qui sont le contenu des limites de la lutte de classe de cette période et qui se formalisent comme islamisme ou comme nationalisme.

L'intégration rentière régionale ne peut être qu'une période de transition, elle est déjà définie dans une structure de reproduction des rapports sociaux capitalistes existant *a priori* dans la reproduction mondiale (la rente et sa non-maîtrise par le rentier). Cette période apparaît cependant comme une organisation se voulant intégratrice à un niveau régional limité. Il fallait l'étape actuelle de la restructuration à l'intérieur de la subsumption réelle pour que les « zones périphériques » accèdent à des rapports sociaux spécifiquement capitalistes (on pourrait, *cum grano salis*, dire la même chose de la Russie et de l'Asie centrale).

QUATRIÈME PARTIE

AU SUJET DE LA RESTRUCTURATION MONDIALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE :

CHAPITRE I

LA VERSION IRAKIENNE DE L'INTÉGRATION RENTIÈRE ET LA GUERRE DU GOLFE

Avant la guerre, l'Irak connaît un développement capitaliste nationaliste se voulant plus ou moins autocentré, fondé sur la contestation du rôle de pivot de la fixation et de la circulation de la rente pétrolière dévolu aux États du Golfe, Arabie Saoudite et Koweït en tête.

« Un des deux axes principaux sur lequel se fonde le système politique de l'Irak ba'thiste depuis 1968 est la redistribution de la rente, (l'autre étant la violence sécuritaire). En effet le quadruplement des prix du pétrole consécutif à la guerre d'octobre est intervenu une année après la nationalisation de l'Iraq Petroleum Company (1972). Troisième producteur du Moyen-Orient, bien pourvu en terres agricoles et surtout en eau, épargné par la pression démographique (18 millions d'habitants sur un territoire qui couvre les 4/5 de la France), l'Irak est parvenu à la fin des années soixante-dix dans la catégorie des pays à revenus intermédiaires, avec un PNB/h de 2 300 dollars, comme l'Argentine. Il est surtout un pays en voie d'industrialisation, où l'État lance d'ambitieux projets agricoles, entame de gigantesques travaux d'infrastructures et achète clés en main plusieurs milliards de dollars d'équipements industriels occidentaux. Un projet social, beaucoup plus que le souci d'accroître l'appareil productif, commande la distribution de la rente : garantie de ressources minimales, investissements de santé, protection de la famille, promotion des femmes et garantie de leurs droits, suppression artificielle du chômage par le gonflement des effectifs des fonctionnaires, et surtout politique intensive d'alphabétisation, de scolarisation et de formation professionnelle. Le *welfare state* qui a favorisé la croissance des couches moyennes urbaines, les projets culturels et scientifiques foisonnant dans le pays, constituaient certainement dans les années soixante-dix, et constituent, encore aujourd'hui, une des sources de la légitimité intérieure et arabe du règne de Saddam Hussein. » (« L'invasion du Koweït, opinions arabes », *Monde arabe – Maghreb, Machrek*, éd. Documentation française, décembre 1990, pp. 25-26.)

À partir de 1985, l'Irak s'est trouvé confronté aux difficultés classiques de ce genre de développement : dépendance extérieure pour les biens de production et les biens de consommations destinés à cette classe moyenne urbanisée, endettement grandissant, étroitesse du marché intérieur (*cf.* Claude Courlet, *les Industrialisations du tiers-monde, op. cit.*). Cependant, dans le cas de l'Irak, les difficultés classiques de l'industrialisation autocentrée dans le tiers-monde s'inscrivent, quand elles surviennent, dans un cadre différent de celui des années soixante-dix. Cet échec est celui de l'intégration et du développement sur une base rentière. En effet, cet échec prend forme dans le cadre de la guerre avec l'Iran et du retournement à la baisse du prix du pétrole à partir de 1985.

« Depuis 1985, et de façon accélérée depuis 1987, celui-ci [l'État] bradait les entreprises grandes et moyennes, agricoles comme industrielles : cela n'a pas suffi à le renflouer mais a rendu aléatoire tout effort de planification, [...] afin de ne pas perdre le crédit que lui valait sa politique redistributrice, il lui fallait assurer l'approvisionnement du pays et la subvention aux produits de première nécessité. Toujours en 1989, les seules importations de denrées alimentaires se sont élevées à 2 milliards de dollars, au profit exclusif des commerçants et intermédiaires. » (*ibid.*, p. 26.)

Le nationalisme économique de l'Irak se voulait fondé sur la circulation de la rente pétrolière, c'était alors une contradiction en procès, en ce que, fondé sur la rente, le développement économique est *a priori* dépendant. Les contradictions inhérentes à ce type de développement nationaliste se formalisent alors selon les modalités de cette dépendance et, dans son impasse, ce type de développement cherche à briser ce qui est sa contradiction, son impossibilité interne, inhérente et originelle : devenir maître de la rente. Ce qui fut partiellement possible aux débuts des années soixante-dix, dans une conjonction d'intérêts particulière, devient tout à fait incongru à la fin des années quatre-vingt. L'impasse et l'échec de ce type de développement enferme l'Irak dans la volonté d'être le pivot de la fixation et circulation de la rente, avec la fuite en avant militaire et les dépenses de défense qui l'accompagnent.

Ces dépenses ne sont pas la cause de l'échec, mais plutôt la forme que prend cet échec, de par la contradiction interne de ce type de développement : un nationalisme fondé sur une dépendance qu'il s'agirait de briser, sans voir qu'elle est la condition même du nationalisme. La fuite en avant militaire est de façon illusoire la manifestation de la volonté de dépasser la contradiction : conserver la rente pétrolière comme fondement, en l'abstrayant de sa définition par le marché mondial. Cette nécessité de la fuite en avant militaire a amené l'Irak à avoir des comportements économiques apparemment aberrants, en dehors même du caractère fondamentalement improductif des dépenses militaires.

Afin de ne pas avoir à reconnaître une allocation de ressources très favorable au secteur militaire, ce que personne n'ignorait mais que personne n'était intéressé à reconnaître, l'Irak n'a jamais joué le jeu habituel des négociations sur la dette, ce qui lui aurait permis de trouver des financements de la Banque mondiale (moins contraignants que ceux du FMI), et de rééchelonner sa dette. L'Irak n'a jamais négocié que dans un cadre strictement bilatéral avec ses créanciers, ce qui le privait des concours de la Banque mondiale. Au même moment, à partir du milieu des années quatre-vingt, le pays n'a plus de politique économique interne : pas d'objectifs déclarés, pas de politique de rapprochement des taux de changes officiel et parallèle, libération des prix des biens de consommation fin août 1988, retour à la fixation en avril 1989, multiplicité et incohérence des projets industriels (la seule condition étant que les fournisseurs apportent avec eux le financement). Dès la fin de la guerre avec l'Iran, l'Irak avait lancé un gigantesque programme de développement, espérant un important plan de rééchelonnement de la dette, une reprise de ses exportations pétrolières, une suppression de la dette due aux pays arabes. Or ce rééchelonnement ne vint pas, et le baril chute de 8 dollars dans les premiers mois de 1990.

Dans cette situation, l'alternative était simple : « Fallait-il entériner l'unipolarité américaine dans la région comme un fait inévitable et stabilisateur ou bien favoriser l'émergence d'un pôle décisionnel au sein du monde arabe, susceptible de faire de ce dernier un acteur à part entière du système international de l'après-guerre froide ? » (*Golfe et Moyen-Orient, les conflits*, éd. Dunod, p. 19.) Pour devenir ce pôle, l'Irak cherche à attirer dans son orbite la Jordanie et l'Égypte dans le cadre du Conseil de coopération arabe, il s'agit pour l'Irak de pouvoir enfin jouir à plein de sa position charnière entre le Golfe et le croissant fertile. Les Palestiniens ne pouvaient qu'adhérer à cette tentative de constituer un « pôle décisionnel arabe ». L'OLP ayant de son côté tout intérêt à maintenir le problème palestinien dans une dimension israélo-arabe, de le maintenir comme un problème national. Doter l'Intifada d'une « profondeur stratégique », c'était la faire sortir de son contexte de classe, de lutte entre prolétariat et capital, la résoudre en question nationale, car telle était de toute façon sa limite intrinsèque. L'Irak a raté son coup, totalement dépendant lui-même de ses revenus pétroliers, son économie développe toutes les tares de l'économie rentière, et ne peut s'opposer à l'évolution régionale que cette base impose, dans la restructuration générale du mode de

production capitaliste : l'élimination de la figure du rentier.

Cependant l'Irak put apparaître comme aspirant raisonnablement à un rôle de chef de file qui était à prendre. « On comprenait bien quels étaient à cet égard ses atouts : sa puissance militaire, formidablement accru par l'apport massif de livraisons d'armes en provenance d'Union soviétique comme des pays occidentaux durant sa guerre contre l'Iran ; sa puissance économique virtuelle du fait que ses réserves prouvées en pétrole étaient les deuxièmes du monde ; son autorité politique du fait que le président irakien Saddam Hussein était apparu comme le protecteur de l'ensemble des pays arabes pendant la guerre du Golfe, il avait alors reçu l'appui de la plupart d'entre eux, il avait été l'artisan véritable du retour de l'Égypte au sein du camp arabe, et contribué ainsi à refaire sa cohésion et il était devenu, de surcroît, le protecteur principal de la résistance palestinienne. Mais on connaissait aussi ses faiblesses : le très lourd endettement qui entravait son développement économique à court terme ; sa longue querelle toujours non résolue avec son voisin syrien, et les séquelles de sa guerre avec l'Iran, qui rendaient difficile une véritable réconciliation avec Téhéran. On sait que le président irakien a voulu surmonter ses faiblesses et, en quelque sorte, les réduire d'un seul coup, par une action décisive sur le Koweït. » (*Crise du Golfe : les changements stratégiques*, éd. Fondation pour les études de la défense nationale, p. 91.)

En dépassant l'étude événementielle ou géostratégique, on peut considérer l'action irakienne comme combinant les impasses de l'intégration rentière avec celles du nationalisme arabe. En envahissant le Koweït, l'Irak disputait à l'Arabie Saoudite son rôle de pivot dans cette intégration, comme il l'avait fait avec un autre prétendant à ce rôle, l'Iran. Mais il le faisait à un moment où ce développement et cette intégration manifestaient déjà leur caducité. En outre, face à cette caducité, il ne peut prétendre à ce rôle que sous la forme du nationalisme arabe révolutionnaire et anti-impérialiste. Saddam Hussein condamne la séparation, résultant du partage colonial, entre la population arabe et les ressources pétrolières arabes, mais l'appel à un gouvernement révolutionnaire koweïtien, tactique des années de guerre froide, censé rallier les Soviétiques, tombe complètement à plat. « À Djibouti, en Mauritanie, au Soudan, au Yémen, en Jordanie, dans les territoires occupés, et peut être en Algérie et en Tunisie, le discours de Saddam Hussein a certes pu toucher des franges significatives de la population. Mais, à chaque fois, cela s'explique par l'insertion de ce discours dans les conflits locaux et par son utilisation au mieux des intérêts de certains acteurs. » (*ibid.*, p. 98.)

Il n'y a jamais eu de mouvement unitaire de soutien à l'Irak comme représentant d'un nationalisme global arabe. C'est que l'époque de celui-ci est bel et bien révolue, et significativement, en Algérie par exemple, ce sont Ben Bella et Aït-Ahmet qui furent les plus ardents défenseurs de Saddam Hussein, le FIS ayant une position beaucoup plus modérée (qui ne tient pas seulement aux subsides saoudiens). C'est que l'islamisme a remplacé l'arabisme, mais, on l'a vu c'est une autre histoire.

L'échec du nationalisme arabe, du développement autocentré, de l'anti-impérialisme, est largement consommé depuis le milieu des années soixante. Le nationalisme arabe de Saddam Hussein n'est pas l'ultime avatar anachronique de ce mouvement. Il est le résultat de contradictions suscitées par le développement et l'échec, à l'intérieur du Moyen-Orient, de l'intégration « parasitaire ». Ce nationalisme arabe n'est pas un autre projet de développement capitaliste, mais l'expression interne des contradictions et des impasses de l'intégration rentière. Il se veut fondé sur la même base, le cycle de la rente, sans considérer que cette base même place le développement du Moyen-Orient en position dépendante (importation, dette, marché pétrolier), et internationalement articulé.

Bien avant la crise du Golfe, l'URSS, qui avait été le principal soutien extérieur de ce nationalisme arabe, en avait entériné la disparition. Contrairement aux politiques de Khrouchev et de Brejnev, l'URSS, à partir de la seconde moitié des années quatre-vingt, inaugure une politique plus islamiste qu'arabe. Le choix de l'URSS en faveur de l'Arabie Saoudite est antérieur à la crise, c'est un choix motivé, certes par l'existence de 50 millions de musulmans soviétiques, mais surtout par l'échec d'un type de développement et des forces sociales qui le portaient. Cet échec, l'URSS ne pouvait qu'être longue à le reconnaître. La

décision de laisser les juifs soviétiques émigrer directement en Israël, la négociation avec l'Arabie Saoudite pour l'ouverture de relations diplomatiques, enfin les accords directs entre musulmans soviétiques et saoudiens, montrent que le tournant soviétique avait précédé la guerre du Golfe. Ce tournant est tout simplement l'abandon de tout « progressisme » mais, en ce qui concerne l'URSS, c'est un abandon tragique, car c'est de sa propre légitimité internationale dont l'URSS se fait le fossoyeur.

Pour les nationalistes, depuis l'Égypte jusqu'au Maroc, l'enjeu était de taille : comment se désolidariser de l'Irak sans mettre à mal tout l'édifice du nationalisme arabe ? La solution fut trouvée dans la proclamation de la légitimité des fins et de l'illégitimité des moyens (l'invasion). Mais de toute façon, malgré cet artifice, c'est l'alliance avec le seul pays arabe disposant d'une force armée opposable à Israël et d'un important secteur public (bien qu'en net recul) qui, pour tous les partis nationalistes arabes, s'effondre en même temps que les acquis du « socialisme arabe » des années soixante.

Les islamistes se trouvent, quant à eux, dans une position encore plus délicate, pris entre d'un côté leur discours anti-occidental, et de l'autre leur allégeance politique, idéologique et financière vis-à-vis de l'Arabie Saoudite : ils sont profondément déstabilisés. Les organisations islamistes cherchent à défendre des positions conciliatrices, avant de trouver une « solution » dans la condamnation de la présence américaine, autorisant une convergence négative avec l'Irak, et permettant d'éviter de parler de l'Arabie Saoudite.

Il est de toute façon remarquable que, tant pour les nationalistes que pour les islamistes, toutes les questions soulevées par l'invasion du Koweït se ramènent à celles relatives à la présence américaine. Il ne s'agit pas là d'une simple échappatoire évitant de parler d'Israël et des Palestiniens. Pour les uns comme pour les autres, la présence américaine directe dans le Golfe marque l'achèvement de la phase de maturation de l'intégration rentière commencée en 1973.

Comme on l'a vu, les contradictions et les impasses du développement irakien l'amenant à envahir le Koweït portaient à leur point de rupture la connexion entre rente pétrolière, cadre national, et intégration régionale, que cela soit sur le mode « parasitaire » et par le biais des transferts de salaires, que sur le mode productif. Dans les deux cas, on ne dépasse pas les limites inhérentes à toute économie de rente. Pour les islamistes comme pour les nationalistes, la mise en tutelle directe de la production pétrolière, en déconnectant la fixation, la circulation et l'utilisation de la rente des nécessités, des enjeux, des rivalités et des caractéristiques spécifiques (démographiques, historiques, économiques, sociaux, confessionnels), inhérents aux lieux de production, pose les bases d'une intégration régionale pour laquelle la dépendance est un *a priori*. Dans un tel contexte, le rôle de classe dominante échappe naturellement à toute bourgeoisie nationale délimitant son développement et son pouvoir dans ce cadre, mais aussi à la conversion islamiste de la grande et de la petite bourgeoisie.

Les contradictions et l'échec du développement irakien appartenaient bien à l'époque de l'intégration rentière régionale. Tout en contestant leur rôle aux États du Golfe, l'Irak se trouve confronté aux limites inhérentes à toute économie de rente. L'Irak ne contestait pas l'économie de rente, il ne contestait que son aspect « parasitaire », tout en étant amené lui-même à plonger dans une formidable croissance des dépenses militaires. En fait, la politique irakienne et son échec ont amené les contradictions de l'intégration rentière du Moyen-Orient, depuis 1973, à leur point de possible dépassement. L'échec de l'Irak a porté à leur point de rupture les relations entre rente, développement économique et cadre national au Moyen-Orient.

Dans les transformations globales en cours actuellement depuis la guerre du Golfe, la rente pétrolière tend à être déconnectée de tout cadre national, ce qui amène à traiter la zone comme une totalité, et détermine sa circulation en fonction directe des possibilités productives de la région, dans un cadre international posé *a priori*. La région pourrait alors entamer un processus de semi-industrialisation périphérique, avec pour centre les pôles méditerranéens du Moyen-Orient, ce qui implique l'intégration d'Israël dans la région, la pacification du Liban, le règlement du problème palestinien qui est au cœur, à la

fois des capacités d'exploitation et de reproduction par le capital du prolétariat arabe, et de la constitution d'une classe capitaliste industrielle et étatique, à base non pas nationale mais régionale.

C'est dans ce contexte qu'il faut juger de l'énormité de l'action entreprise par l'Irak en envahissant le Koweït en août 1990. Cette action remettait en cause tout le processus acquis depuis la phase saoudienne, et surtout l'aspect transitoire de sa maîtrise de l'intégration régionale : l'artificialité de l'intégration régionale, son appartenance à une économie mondiale globalisée. Ce n'était pas que le Koweït qui était en jeu, c'était déjà énorme, mais toute l'évolution et l'avenir de la restructuration régionale dans son rapport au cycle mondial de reproduction du capital.

L'intégration rentière régionale centrée sur l'Irak aurait signifié le blocage du passage de l'intégration rentière à sa phase de maturité, c'est-à-dire la déconnexion de la circulation de la rente d'avec tout cadre régional. Le nationalisme arabe de Saddam Hussein n'est pas l'ultime avatar anachronique du nassérisme, ses racines sont bien actuelles. Il est le résultat des contradictions suscitées par le développement et l'« échec », à l'intérieur du Moyen-Orient, de l'intégration rentière « parasitaire », centrée sur l'Arabie Saoudite et les pétromonarchies. Ce nationalisme arabe n'est pas, face à l'intégration rentière, un autre projet de développement capitaliste, projet porté par une autre fraction capitaliste, mais l'expression interne des contradictions et des impasses de l'intégration rentière. Il se veut fondé sur la même base, le cycle de la rente, sans considérer que cette base même place le Moyen-Orient en position dépendante, et produit un type de reproduction structurellement exogène.

La mise sous tutelle du rentier est non seulement une donnée fondamentale du mode de production capitaliste, dans son concept, mais également le résultat des propres impasses et contradictions de l'économie rentière, les deux aspects s'impliquant mutuellement. Il fallait en finir avec la cristallisation nationale et régionale de la rente en une économie rentière, avec la stérilisation de capital qu'elle représente, avec son incapacité endogène à reproduire les rapports sociaux spécifiquement capitalistes qu'elle a elle-même régionalement imposés. L'époque de la rente et de l'intégration rentière régionale est transitoire.

Tous les projets de coopération inter-arabes à la suite de la seconde guerre du Golfe n'ont jusqu'à aujourd'hui donné lieu à aucun début de mise en place ou de réalisation : « Signée en mars 1991, la déclaration de Damas, présentée à l'époque comme un modèle pour une future coopération arabe, prévoyait à la fois la participation des troupes syriennes et égyptiennes à la sécurité du Golfe et un volet économique de coopération. Cette déclaration n'a jamais connu un début d'application, les pays du Golfe préférant confier leur défense aux Occidentaux, les Américains surtout, et le fonds d'aide destiné principalement à la Syrie et à l'Égypte n'a encore fait aucune proposition. » (*le Monde* du 21 avril 1992.) Il y eut même une proposition américaine de banque inter-arabe, faite par le secrétaire James Baker, qui a subi dans les quarante-huit heures une opposition formelle de la présidence des États-Unis.

La crise du Golfe à la suite de l'invasion du Koweït par l'Irak polarise toutes les impasses et les contradictions accumulées dans le développement récent du Moyen-Orient. En envahissant le Koweït, l'Irak se trouvait en situation d'être le nouveau pivot de l'unité arabe, dans une période où l'Égypte n'avait plus aucune liberté d'action du fait de sa dépendance vis-à-vis des États-Unis et des États du Golfe quant à sa survie économique ; la Syrie était empêtrée au Liban et devait faire face à la disparition de l'aide et du soutien soviétique (mauvais rapports avec les Occidentaux, affrontement avec l'OLP) ; les pétromonarchies quant à elles, outre le handicap de leur faiblesse démographique, étaient affrontées à la baisse du prix du pétrole.

C'est le mode de développement et d'intégration du Moyen-Orient, dont les États du Golfe avait été le pivot, qui avait atteint ses limites. Non seulement, ces États sont confrontés à une baisse de leurs revenus, mais, plus encore, le type de développement et d'intégration, dont ils avaient été le centre, est entré en crise pour n'avoir pas pu dépasser le stade du rentier. Les systèmes productifs égyptiens, syriens ou jordaniens avaient été totalement déstructurés par les flux monétaires en provenance des ouvriers travaillant dans le

Golfe, exclusivement consacrés à des dépenses de consommation portant sur des biens importés, ou de constructions alimentant la spéculation foncière.

L'intégration de la rente dans la circulation du capital productif, c'est-à-dire la soumission du rentier à celui-ci, procès antagonique découlant de la nature même du capital, prend la forme non pas de la disparition de la rente (impossible dans le système capitaliste), mais de l'élimination de la figure autonome du rentier face au capital productif.

Le résultat le plus important de la guerre du Golfe est donc d'avoir créé les bases de la déconnexion entre la rente et les lieux de productions. « Il faudra plus de trois mois, après le début de la crise, pour que le président américain ose justifier l'envoi des troupes américaines dans le Golfe par la nécessité de protéger le pétrole. [...] Mais de quoi s'agit-il au juste ? De la main mise des Irakiens sur le pétrole de leur voisin ? Cela ne serait guère suffisant. En fait, il est clair qu'il s'agit du rôle que les pays consommateurs voudraient pouvoir jouer dans la fixation des prix. Or un Irak, trop fort, criblé de dettes, et dirigé par un dictateur ambitieux, pourrait s'entendre avec un Iran voisin, assoiffé de devises, pour fixer à eux deux un prix élevé. C'est ce qui a précisément eu lieu en juillet 1990, quelques jours avant l'invasion. Au sein de l'OPEP, redevenu cartel, ces deux pays auraient pu avoir la maîtrise des prix et les faire monter en fonction de leurs énormes besoins pour leur reconstruction, après une guerre destructrice de huit ans. Les autres producteurs ne pouvaient pas grand chose face à un condominium pétrolier de cette importance. Non que les pétromonarchies du Golfe n'aient pas eu les réserves d'or noir et les moyens techniques pour faire contre-poids ; ces moyens, elles les ont en abondance. Il se trouve cependant que le duo irano-irakien pouvait, du fait de sa puissance militaire et de ses méthodes musclées, terroriser ses voisins nantis du Golfe pour les contraindre à s'aligner sur des prix élevés, fixés par l'entente Bagdad - Téhéran. C'est donc la nette conscience qu'avaient les États-Unis de l'incapacité des pétromonarchies (Arabie Saoudite en tête) de se défendre en matière de prix pétroliers, comme en d'autres domaines, qui explique le mieux la célérité et l'ampleur de la riposte américaine. Ces pétromonarchies sont riches, sous-peuplées, mal défendues, mais si précieuses pour l'Occident. [...] Les pétromonarchies étaient donc condamnées à une satellisation politique et pétrolière de plus en plus forte, si Saddam Hussein n'avait malencontreusement donné à l'Occident la chance de pouvoir voler à leur secours, et de protéger leurs puits pour de longues années. » (revue Monde Arabe..., *op. cit.*, pp. 9-10.)

De son côté, le 24 février 1990, dans son discours au sommet du Conseil de coopération du Golfe à Amman, Saddam Hussein avait dénoncé le risque d'un « contrôle total des États-Unis sur le Golfe, et donc sur le marché pétrolier, par le maintien permanent de leur flotte dans la région », d'où « l'obligation pour les Arabes, en réponse à ces dangers, de s'unifier et d'établir un plan d'action bien défini, pour la constitution d'une vraie puissance régionale capable d'imposer des rapports plus égaux ».

Le 17 juillet 1990, dans le discours pour le 22^e anniversaire de la révolution, Saddam Hussein déclare : « Le besoin des États-Unis d'importer du pétrole augmente à un rythme rapide correspondant à l'augmentation de la demande. [...] C'est le pétrole du Moyen-Orient, et particulièrement arabe, qui a toutes chances de répondre à ces besoins, [...] ils [les États-Unis] s'emploient à se garantir un flux pétrolier aux prix les plus bas. Ils s'efforcent aussi de contrôler le pétrole et ceux qui le possèdent de manière à pouvoir, par la suite, contrôler le destin des autres consommateurs. [...] Pour contrôler le destin des producteurs de pétrole, les États-Unis doivent les empêcher de développer leurs ressources financières et leur richesse d'une manière qui leur permettrait de jouer leur rôle naturel dans la relation entre le propriétaire-vendeur et l'acheteur. [...] Les États-Unis seraient ainsi en position de dicter les prix du pétrole. »

Dans cette opposition, on voit bien d'un côté la volonté du maintien de la connexion entre la rente pétrolière et le cadre national de sa production, la volonté de se constituer comme pivot régional de l'intégration rentière, même si déjà la « fuite en avant militaire » de l'Irak témoigne de l'impasse de ce type de développement ; de l'autre côté, on trouve la volonté de déconnecter la fixation, la circulation, et l'utilisation de la rente, des conditions historico-économico-sociales et nationales, en ce qu'elles peuvent

devenir critères de cette fixation.

Dans le cas du Moyen-Orient, cela passe par la prise en main directe et le contrôle des richesses pétrolières de la région par les grands pays industriels et les compagnies pétrolières, c'est-à-dire leur internationalisation. Processus que le recyclage des pétrodollars n'avait fait qu'amorcer de façon contradictoire et limité. Soit il s'agissait d'une demande adressée aux industries occidentales, ce qui, on l'a vu, dans le cadre d'une économie rentière, aboutit en grande partie à une stérilisation de capital, soit d'investissements directs dans les économies occidentales, mais dont les revenus alimentaient l'économie rentière, souvent même de façon supérieure à la rente elle-même. Ces revenus étaient alors soustraits du système de crédit, cela pouvait aller jusqu'à mettre en difficulté certaines grandes banques internationales. La figure économique autonome du rentier devait disparaître, par là, c'est par la dynamique même du développement des rapports sociaux capitalistes au Moyen-Orient que s'accomplissait la restructuration générale du mode de production capitaliste.

CHAPITRE 2

L'ÉLIMINATION NÉCESSAIRE DE LA FIGURE DU RENTIER

La propriété foncière se distingue des autres formes de propriété: elle apparaît comme superflue et néfaste à un certain niveau de développement économique, même du point de vue de la production capitaliste.

Marx, *le Capital*, éd. Sociales, Livre III, tome 3, p. 14.

Pour comprendre comment il peut y avoir contrôle et appropriation de la rente de la part du capital productif, il faut partir du problème général que pose la rente dans le mode de production capitaliste, car son appropriation n'est pas son élimination et donc s'effectue selon les lois de fonctionnement de la rente elle-même.

« La *rente* n'est aussi que le nom d'une fraction de la plus-value que le capitaliste industriel doit verser à autrui tout comme l'*intérêt* est une autre fraction de la plus-value qu'il encaisse sans doute (comme la rente) mais qu'il doit reverser à une tierce personne. Mais voici la grande différence : par la propriété foncière, le propriétaire foncier *empêche* le capital d'égaliser les valeurs des produits agricoles à leurs coûts de production. Ce qui lui donne ce pouvoir, c'est le monopole de la propriété foncière. Il lui donne le pouvoir d'encaisser la différence entre valeur et coût de production. D'autre part, – dans la mesure où il s'agit de la rente différentielle – ce monopole lui donne le pouvoir d'encaisser l'excédent de la valeur marchande sur la valeur du produit d'un sol déterminé, au lieu que cette différence tombe, comme dans les autres branches d'activité, en tant que surprofit, dans la poche des capitalistes qui travaillent dans des conditions plus favorables que les conditions moyennes. [...] La propriété foncière est un *moyen* pour rafler une partie de la valeur en surplus produite par le capital industriel. » (Marx, *Théories sur la plus-value*, éd. Sociales., t. 3, p. 558.) Le capital ne peut supprimer ni la propriété foncière (quel que soit le propriétaire), ni la rente foncière, mais il peut chercher à se l'approprier, soit en cumulant les deux figures de capitaliste et de propriétaire foncier, soit en tant que classe, au travers de l'appropriation de la rente par l'État en tant que capitaliste général (le « programme » de Ricardo). En fait, le transfert de la rente foncière à l'État ne soulage le capital productif que dans la mesure où cet État n'est pas un propriétaire foncier collectif, dans la mesure où il ne s'autonomise pas de la reproduction générale du capital comme État rentier, définissant une aire spécifique de reproduction sociale rentière. Le problème n'est pas que formellement la rente revienne à l'État, mais au capital productif.

En outre, l'antagonisme entre le capital et la rente ne se limite pas à une simple bataille de chiffonniers autour de la récupération d'un vieux pneu. Pour la classe capitaliste, accaparer la rente, c'est faire en sorte que soient supprimées les entraves au fonctionnement du capital selon ses lois générales, c'est faire en sorte que la péréquation dans la répartition de la plus-value s'opère, c'est faire en sorte que le surprofit que constitue la rente ne puisse prétendre à une existence indépendante du profit.

Si la rente foncière tombe dans les mains du propriétaire foncier, elle implique l'existence d'un surprofit permanent entre une sphère de production spécifique et toutes les autres, ce qui entraîne l'impossibilité de la répartition proportionnelle de la plus-value excédentaire de cette sphère de production entre toutes les branches exploitées par le capital. Il s'agit ici de la rente absolue, et le problème

du capitaliste est de la faire entrer dans la péréquation générale du taux de profit, nous verrons plus loin comment faire sauter le verrou de la rente différentielle. La rente absolue résulte du fait que même si le capitaliste (le fermier) peut tirer de son capital le profit habituel en l'investissant sur un terrain de fertilité minimum ne produisant pas de rente différentielle, cela ne peut suffire à déterminer le propriétaire foncier à lui prêter gratuitement son terrain, « cette barrière que constitue la propriété foncière continue d'exister, même là où la rente différentielle disparaît » (Marx, *le Capital*, Livre III, tome 3, p. 135). Il faut que le terrain de plus faible productivité produise lui aussi de la rente, c'est la rente absolue. À ce moment-là, ce n'est pas seulement le plus mauvais terrain qui produit de la rente absolue, celle-ci accroît d'autant les rentes différentielles de tous les autres terrains. Prix de production et valeur constituent les limites inférieure et supérieure de cette rente absolue. Le plus mauvais terrain doit rapporter de la rente et cela quel que soit l'état du marché, le rapport entre l'offre et la demande. C'est-à-dire que même dans le cas d'un marché déprimé, comme peut l'être celui du pétrole, il y a rente absolue, donc obstacle dressé par la propriété foncière à la libre circulation des capitaux par laquelle s'opère la péréquation dans la répartition de la plus-value que le capital total a produite. Il y a par là formation de surprofits permanents entre branches alors que le fonctionnement général du capital selon ses lois ne suppose et ne tolère que des surprofits à l'intérieur d'une même sphère de production, n'influant pas sur les prix généraux de production de chaque sphère. La péréquation de la répartition de la plus-value que le capital total a produite, donc la transformation des valeurs en prix de production, « repose sur la répartition proportionnelle, sans cesse changeante, du capital social total, entre les diverses sphères de production ; sur le va-et-vient perpétuel des capitaux ; sur leur transférabilité d'une sphère à l'autre, bref sur leur libre mouvement entre les diverses sphères de production, qui sont autant de champs d'investissement pour les fractions autonomes du capital social total. Nous admettons ici qu'aucune entrave (tout au plus une entrave occasionnelle et temporaire) n'empêche la concurrence des capitaux de ramener la valeur aux prix de production (par exemple, dans une sphère de production où la valeur des marchandises est supérieure à leur prix de production où la plus-value produite supérieure au profit moyen), ce qui entraîne la répartition proportionnelle de la plus-value excédentaire de cette sphère de production entre toutes les branches exploitées par le capital. Mais si le contraire se produit, si le capital se heurte à une force extérieure, qu'il n'arrive pas à vaincre ou qu'il ne peut vaincre qu'en partie ; si cette force restreint son investissement dans certaines sphères de production, ne l'admettant que dans certaines conditions qui excluent – entièrement ou en partie – la péréquation générale de la plus-value pour donner le profit moyen, il y aura évidemment, dans ces sphères-là, constitution de surprofit, provenant de l'excédent de la valeur des marchandises sur leur prix de production. Ce surprofit pourra se convertir en rente et, comme telle, prétendre à une existence indépendante du profit. Or, cette force extérieure et cette entrave, le capital investi dans le sol les rencontre dans la propriété foncière. » (Marx, *le Capital*, Livre III, tome 3, pp. 145-146). C'est sous la forme de la rente absolue que se manifeste formellement, de la façon la plus abrupte, l'obstacle représenté par la propriété foncière à la péréquation de la plus-value. Pour le capital faire sauter cette entrave ne peut consister en la suppression, impossible, de la rente absolue, ce qui équivaldrait à la suppression de la propriété foncière. L'essentiel réside en ce qu'elle ne puisse prétendre à une existence indépendante du profit ; si on ne peut supprimer la rente absolue, on peut se l'approprier.

L'appropriation passe par la fixation des prix. Les deux limites de la rente absolue sont le prix de production et la valeur. « La question de savoir si la rente est égale à la totalité ou à une fraction plus ou moins grande de cette différence entre la valeur et le prix de production dépendrait entièrement du rapport entre l'offre et la demande [...]. Tant que la rente n'égalerait pas l'excédent de la valeur des produits agricoles sur le prix de production, il y aurait toujours une fraction de cet excédent qui participerait à la péréquation générale et à la répartition proportionnelle de toute la plus-value entre les différents capitaux individuels. Dès que la rente égalerait l'excédent de la valeur sur le prix de production, toute la partie de la plus-value dépassant le profit moyen serait soustraite à cette péréquation. [...] » (*ibid.*, p. 146.) Plus le prix de vente se rapproche du prix de production (coût de production plus profit moyen), plus la fraction de la rente entrant dans la péréquation générale est grande, il s'agit là tant de la rente différentielle que de la rente absolue. C'est cependant en considérant d'abord cette dernière isolément que

la chose est plus claire. En effet alors que l'on peut concevoir l'existence d'un terrain ne « produisant » que de la rente absolue, il est impossible de concevoir un terrain ne produisant que de la rente différentielle, la rente absolue fixée par la mise en exploitation du plus mauvais terrain devient nécessairement une composante de la rente globale perçue sur les autres terrains.

Si le rapport entre offre et demande s'établit de telle sorte que le prix de marché se rapproche du prix de production, on fait entrer le maximum possible de plus-value extra, qui jusque-là acquerrait l'existence indépendante de la rente, dans la péréquation générale de la plus-value. L'enjeu du combat entre propriétaire foncier et capitaliste pour la fixation du prix n'est pas comme on l'a dit une bagarre de chiffonniers, la lutte entre deux entités que ne reliait aucune connexion interne ; cette connexion qui les relie et les oppose, c'est la péréquation de la plus-value, ils s'affrontent sur un terrain commun qui les relie et définit leur action. La baisse des prix ne résulte pas d'un plan, ce n'est pas un procédé, ce n'est pas une ruse du capitaliste à l'encontre du propriétaire foncier. Il est nécessaire, dans le cadre du mode de production capitaliste, que le propriétaire foncier en tant que figure économique particulière perde son autonomie et le contrôle des prix. La force du capital à mettre à bas toutes les entraves à son libre déplacement et à la péréquation de la plus-value est irrésistible, et lorsque une entrave ne peut structurellement être abolie, comme la propriété foncière, elle est contournée, mais le but est atteint : faire entrer la plus-value extra dans la péréquation générale. Baisse des prix et prise en main par le capitaliste de la fixation des prix, retirée au rentier, sont les deux modes principaux de ce contournement, un autre étant la coïncidence des figures du capitaliste et du propriétaire foncier : être hybride qui tendanciellement peut se contenter du profit moyen pour mettre un nouveau terrain en exploitation ou réaliser des investissements additionnels sur un terrain de meilleure qualité déjà en exploitation. L'évolution du marché pétrolier illustre cette incapacité du propriétaire foncier, du rentier, de se promouvoir et de se maintenir en tant que figure autonome, face à l'absorption de la rente dans la péréquation générale.

Le deuxième choc pétrolier avait porté le prix du pétrole au-dessus du coût marginal de production. À ce moment-là « tout ajustement en baisse des prix de l'OPEP est susceptible d'être suivi par les autres producteurs, prêts à abandonner une part de ce surplus, pour garantir la pleine exploitation de leurs gisements à coûts fixes très élevés. À moins de se lancer dans une véritable guerre des prix qui contraindrait à la fermeture les gisements les plus coûteux, l'OPEP qui n'a pas de débouchés aval directs, est forcément perdante. C'est elle qui va supporter tout le poids de la réduction de la demande. La stratégie qu'elle adopte alors est de limiter la concurrence entre ses membres pour geler les capacités excédentaires de l'ordre de 10 millions de barils/jour dont elle dispose et tenter de maintenir les prix. Des quotas et un plafond de production sont adoptés pour la première fois en mars 1982. [...] Cependant, en mars 1983, pour la première fois, le prix officiel de l'Arabian light est baissé. [...] À partir de 1984, les prix officiels interviennent de moins en moins dans les transactions où se développent toutes les formes imaginables de rabais. [...] L'abandon de la notion de prix de référence au profit de la notion de prix moyen des bruts de l'OPEP est une reconnaissance de cette réalité. [...] Cependant, le point le plus critique est atteint en décembre 1985. Lors de la conférence qui les rassemble à Genève, les pays membres de l'OPEP déclarent vouloir préserver et défendre une juste part du marché mondial compatible avec les revenus nécessaires à leur développement. Pour la première fois depuis son adoption en mars 1982, le principe même d'un plafonnement de la production et d'une allocation de quota aux différents producteurs est abandonné. Trois mois plus tard, les prix sur le marché spot ont déjà baissé de plus de 15 dollars. » (A. Chevallier, *le Pétrole*, éd. La Découverte, pp. 55-56.) Dans un premier temps, la volonté des pays de l'OPEP de défendre le prix du pétrole a abouti à leur faire supporter la baisse de production, le pétrole bon marché s'est ainsi trouvé délaissé au profit du pétrole cher, lorsque les limites de cette forme de défense des prix ont été atteintes la guerre des prix a commencé, l'Arabie Saoudite et les autres principaux pays producteurs de l'OPEP voulant retrouver leur part de marché. Cependant, face principalement au caractère de plus en plus productif des investissements successifs (rente différentielle II, voir plus loin) en mer du Nord, et à un marché pétrolier très largement excédentaire, la baisse des prix n'a eu pour résultat qu'un déplacement massif de la rente pétrolière, c'est-à-dire son introduction dans la péréquation générale.

De toute façon, l'OPEP et plus particulièrement l'Arabie Saoudite avait perdu la maîtrise des prix. Les pays de l'OPEP n'ont jamais agi en tant que rentiers en fixant « arbitrairement » les prix du brut, l'activité de rentier (si l'on peut dire) consiste à moduler son offre de pétrole afin d'agir sur l'équilibre du marché. Dans un marché excédentaire, s'il veut maintenir sa rente, le rentier doit réduire son offre, c'était au sein de l'OPEP le rôle central joué par l'Arabie Saoudite, celui du producteur pouvant, du jour au lendemain, soit restreindre, soit accroître son offre de brut. Cependant, ce type d'action suppose la concurrence entre les producteurs abolie, et d'autre part que la baisse du multiplicateur (le nombre de barils) ne soit pas telle qu'elle affecte trop fortement le montant global de la rente. En fait, le rentier agit sur l'offre et indirectement par l'effet prix sur la demande, mais cela à l'intérieur d'un état du marché qui ne dépend pas de lui.

Tout d'abord, il ne maîtrise pas la demande : situation d'expansion, de récession ou de crise ; typologie des industries motrices et de leur gourmandise en énergie et plus précisément énergie pétrole, selon les phases du capital ; capacité à développer des énergies de substitution ou à réaliser des économies d'énergie. Mais, contrairement aux apparences, il ne maîtrise que très partiellement l'offre elle-même. Le rentier n'est jamais seul, la maîtrise de l'offre échappe aux rentiers de par la concurrence et les intérêts et calculs divergents qui peuvent exister entre eux, par là si, de par leur propre concurrence, la maîtrise de l'offre échappe à chacun d'eux pris individuellement, c'est en fait à tous qu'elle échappe. L'offre, de par la concurrence, devient une force étrangère s'imposant à chacun d'eux en particulier.

Mais, surtout, dans le cas du pétrole, l'offre que le rentier peut mettre sur le marché dépend, pour que le rentier se reproduise en tant que tel, de sa capacité de renouvellement des réserves, et cette capacité lui échappe car elle est l'apanage du capitaliste : exploration, prospection, renouvellement et efficacité accrue des installations. L'intérêt du capitaliste à effectuer ces opérations est dépendante du prix auquel le rentier lui concédera ensuite le pétrole extrait ; le rentier en réalité ne vend rien, il ne fait qu'encaisser un droit sur l'enlèvement du pétrole que le capitaliste réalise. Ce point-là est essentiel, il n'y a d'offre en matière pétrolière que dans un processus de constant renouvellement, la notion de réserve n'est en rien une notion absolue mais n'existe qu'en fonction de l'efficacité des techniques, des capitaux consacrés à l'exploration et du niveau des prix de vente.

Enfin, le rentier ne maîtrise pas l'offre dans la mesure où le produit qu'il laisse mettre sur le marché n'a de valeur d'usage que pour le raffineur, c'est le raffineur qui selon les produits pétroliers qu'il va mettre sur le marché, et surtout selon les techniques de raffinage utilisées, déterminera de quelle offre il a besoin : un pétrole lourd, acheté à bas prix, traité dans une raffinerie équipée de craqueurs catalytiques, peut, en produits raffinés finis, fournir un bénéfice supérieur à celui tiré de la vente des mêmes produits extraits d'un pétrole léger acheté plus cher. Bien sûr, à l'origine, il y a toujours une offre de pétrole brut, mais la grande adaptabilité des raffineries modernes à tous les types de brut, et même aux résidus de raffineries plus anciennes, pour obtenir tous les types de produits pétroliers finis, entraîne que la volonté du rentier de jouer sur les quantités offertes pour contrôler les prix est mise en échec par cette adaptabilité. Le rentier ne peut jouer quantitativement sur l'offre pour moduler le prix à son avantage, car, dans la mesure même où il y réussit, il peut rendre son offre inutile.

En conséquence depuis le début des années quatre-vingt, l'OPEP perd inexorablement le contrôle des prix : « Sur un marché déprimé comme celui que l'on connaît actuellement où la concurrence entre les producteurs est très vive, la pression du marché "libre" sur le marché administré par l'OPEP est forte. Et, si l'on estime que 40 % à 50 % du volume des échanges de pétrole sont traités sur le marché spot (ensemble des transactions au comptant), c'est en réalité 70 % à 80 % des échanges qui s'établissent en relation avec les prix du marché spot. Ceux-ci réagissent très vite à l'évolution des prix des produits pétroliers et transmettent ainsi aux producteurs de l'OPEP la pression qu'exercent les raffineurs. Cette pression a été l'élément déterminant de la plupart des périodes de crise qu'a traversé le marché pétrolier depuis 1983. » (A. Chevallier, *op. cit.*, p. 102.) Les pays de l'OPEP pratiquent toutes sortes d'entorses au système des prix officiels : vente au prix spot, accords de compensation, rabais en tous genres. On estime qu'en 1985 moins

de 10 % des ventes de l'OPEP sur le marché international ont été effectuées aux prix officiels. Dans tous ces nouveaux types de contrats, il en est un, et c'est le plus répandu, qui présente un grand intérêt pour notre analyse, c'est le contrat de valorisation (*netback*). « La notion de *netback* est depuis longtemps utilisée comme indicateur de la position des prix des produits pétroliers par rapport à ceux du brut. C'est le prix fictif d'une qualité de brut donnée, calculée à partir des coûts de raffinage et des prix des produits pétroliers obtenus en raffinant ce brut. [...] Les contrats de valorisation fixent les prix du brut à partir de cette estimation du *netback*. Le brut saoudien, par exemple, est facturé aux raffineurs en prenant en compte les cours sur le marché spot de la gamme des produits raffinés correspondant à son rendement type, à une date qui varie, selon les contrats, de la date de livraison du brut à celle où ces produits seront effectivement mis sur le marché. Dans ce type de contrats, les producteurs abandonnent totalement leur rôle dans la fixation des prix, ils ne font plus qu'enregistrer la pression du marché. » (*ibid.*, p. 106.) C'est-à-dire que dans un tel type de contrat, le producteur abandonne toute volonté de contrôle et d'action sur l'offre en ce qu'elle pourrait influencer sur les prix (nous considérons le producteur comme rentier, ce qui au premier abord peut sembler bizarre, le producteur étant dans le schéma classique le capitaliste, le rentier n'étant que loueur du sol. En fait, actuellement, pour 80 % du pétrole brut extrait, le même personnage joue le rôle de rentier et de producteur, la mainmise sur la production n'étant qu'un moyen de s'assurer la mainmise sur la rente. C'est donc la figure du rentier qui domine cet être hybride). Que signifient de tels types de contrats, ou la prédominance des prix spots, par rapport aux mécanismes économiques fondamentaux, et dans lesquels ceux-ci apparaissent bien malmenés ?

Au premier abord, il semblerait que, dans une telle situation, le pétrole brut n'a ni prix ni valeur. L'offre et la demande de produits pétroliers raffinés fixeraient librement le prix de ceux-ci, qui, en retour, conférerait un prix au pétrole brut. Nous savons que rien ne peut-être expliqué d'une façon absolue par le rapport entre l'offre et la demande si l'on n'a pas montré sur quelle base ce rapport entre en jeu. Cette base c'est la valeur de marché. « Il faut considérer la valeur de marché, d'une part comme la valeur moyenne des marchandises produites dans une sphère, d'autre part comme la valeur individuelle des marchandises produites aux conditions moyennes de la sphère et qui constituent la grande masse de ses produits. » (Marx, *le Capital*, Livre III, tome 1, p. 194.) Dans le cas des produits du sol, ce sont les marchandises produites dans les plus mauvaises conditions qui régissent la valeur de marché. C'est la concurrence entre les producteurs d'une même espèce de marchandise qui égalisent les diverses valeurs individuelles en une seule valeur sociale, la valeur de marché. Par rapport à cette valeur de marché, l'offre et la demande ne font que régler les écarts du prix de marché. En revanche, c'est la valeur de marché qui règle le rapport entre l'offre et la demande et qui constitue le centre autour duquel les fluctuations de l'offre et de la demande font varier les prix de marché. Si la valeur de marché baisse, le besoin social s'élargit généralement (il s'agit toujours ici du besoin solvable) ; il peut alors, dans certaines limites, absorber des masses plus grandes de marchandises. Si la valeur de marché monte, le besoin social de la marchandise se restreint et des quantités moindres en sont consommées.

Que signifie alors le contrat de valorisation ? Il signifie que si le prix de marché des produits pétroliers est inférieur à leur valeur de marché, l'écart est supporté par le producteur-rentier dont le revenu devient la variable d'ajustement. En effet, la valeur de marché des produits pétroliers incluait la valeur de marché du brut (fixée par le baril produit dans les plus mauvaises conditions), l'écart entre prix de marché et valeur de marché supporté par le producteur-rentier revient, pour celui-ci, à octroyer au raffineur une part plus ou moins grande de la rente en fonction de la différence existante entre la valeur individuelle de sa production et la valeur de marché. Une telle démarche entraîne que valeur de marché et prix de marché se disjoignent, il en résulte que, pour les productions dont la valeur individuelle est proche de la valeur de marché, c'est la totalité de la rente qui tombe aux mains des raffineurs. Il faut aller plus loin.

Le contrat de valorisation n'est qu'une façon particulière pour le capital productif de s'approprier la rente, il ne fait que sanctionner une situation générale qui peut prendre d'autres formes. En incluant la valeur de marché du brut dans la valeur de marché des produits finis, mais en déterminant le prix de marché du brut à partir du prix de marché des produits finis, c'est quelque chose de beaucoup plus

fondamental qu'une simple extorsion de fonds due à un rapport de forces qui s'opère. Le secteur du raffinage est une branche capitaliste comme les autres, il ne présente pas d'entraves particulières, semblables à la propriété foncière, quant à la libre circulation des capitaux (si ce n'est la masse de capital nécessaire pour rentrer dans la partie). Appropriée par le raffinage, la rente entre dans la péréquation générale de la plusvalue, malgré la volonté du raffineur de se l'approprier de façon autonome. Le raffineur est par là la prochaine « victime » de la péréquation, lui qui, profitant d'un rapport de force favorable, a initié l'entrée de la rente dans la péréquation générale ne peut arrêter à son niveau le processus qu'il a enclenché. Tout le processus de baisse des prix, qu'il soit formalisé de façon particulière sous la forme de contrats spécifiques, qu'il prenne la forme de rabais ou simplement de la vente au prix spot, procède de la même suite d'articulations. La rente ne disparaît pas (même si elle peut globalement baisser par la fermeture des puits les moins productifs), elle passe dans la circulation générale de la plusvalue. Fondamentalement, le rentier ne peut échapper à la péréquation, il ne peut se maintenir en figure autonome face à celle-ci. Il se maintient comme rentier dans la mesure où l'écart entre la valeur individuelle de la production qu'il effectue, ou pour laquelle il loue son terrain, et la valeur du marché est suffisante pour absorber les fluctuations du prix de marché du produit fini, qu'il subit. La volonté des producteurs de se lancer dans le raffinage en se consentant à eux-mêmes, des rabais sur le brut n'a jamais pris une grande ampleur, on estime actuellement à 8 % des capacités mondiales de raffinage celles fonctionnant pour le compte des producteurs eux-mêmes. Au-delà des problèmes techniques ou géographiques (éloignement des marchés, coût du transport des produits finis), une telle démarche ne résout rien pour le rentier, elle ne supprime pas le fait que le raffinage en lui-même ne présente pas de limites spécifiques à la valorisation des capitaux. Dans cette situation, la rente différentielle entre en plus ou moins grande partie dans la péréquation, la rente absolue quant à elle, déterminée par les conditions de rentabilité du plus mauvais terrain, est immédiatement touchée et absorbée.

À partir de 1985, en essayant de retrouver ses parts de marché afin de reprendre le contrôle de l'offre, les pays de l'OPEP et principalement l'Arabie Saoudite n'ont fait en accroissant leur production, afin de chercher à casser les autres producteurs, que précipiter la baisse des prix. Celle-ci aurait pu être encore bien plus grande, si les pays de l'OPEP n'avaient pas bénéficié d'un soutien plus ou moins important des compagnies qui avaient été jusque-là, en tant que raffineurs, leur principal adversaire, mais qui, dans cette situation, arbitraient en faveur de leur propre situation encore importante de producteur, cherchant à préserver en partie la réalisation en amont de la rente, car, en aval, les compagnies ne peuvent l'autonomiser de la péréquation générale face aux raffineurs indépendants par qui débute toujours toute phase de baisse des prix.

Il n'y a aucune raison fondamentale pour que l'OPEP et *a fortiori* l'Arabie Saoudite joue le rôle de producteur marginal. Le producteur marginal est celui qui exploite les puits marginaux, ceux dont les conditions d'exploitation sont les moins rentables. La politique de l'OPEP, et en partie celle des compagnies, a consisté à vouloir préserver l'autonomie de la rente, les moyens mêmes qui furent utilisés, quota ou guerre des prix, n'ont fait qu'accélérer la baisse des prix. Mais sous la baisse des prix, le véritable enjeu, on l'a vu, est l'appropriation de la rente. Celle-ci ayant été absorbée autant que faire se peut dans la péréquation générale, le pétrole du Golfe, le meilleur marché, retrouve toute son importance, mais le rentier n'existe plus comme figure autonome : ni sous l'aspect de la rente se dressant indépendamment du profit, ni sous l'aspect d'une apparence de contrôle de l'offre et des prix, que de toutes façons le rentier ne peut que perdre.

Il a fallu une situation particulière du marché pour empêcher que la rente puisse continuer à prétendre à une existence indépendante du profit, (tout comme au début des années soixante-dix, il avait fallu des conditions elles aussi exceptionnelles pour que l'existence indépendante de la rente atteigne de telles proportions), mais cette situation conjoncturelle particulière n'a fait que permettre de sanctionner l'action d'une loi générale de la reproduction du capital : que toute la plus-value produite entre dans la péréquation générale, même si cela ne supprime pas l'existence de la rente (absolue et différentielle).

Le problème théorique qui se pose est de savoir si, lorsque les prix baissent, on assiste à un transfert de la rente ou à une diminution jusqu'à une quasi-suppression de celle-ci. Pour avoir transfert de la rente et non diminution ou quasi-suppression, il faut que la baisse des prix s'accompagne du fait que toute la production ou presque trouve preneur à ce nouveau prix, ce qui est tout à fait possible dans la mesure où la baisse des prix de marché accroît le besoin social. Dans ce cas, la valeur de marché qui s'établit sur la base du plus mauvais terrain est socialement validée, et du travail social nécessaire est gratuitement donné sous forme de marchandise. La rente n'est plus alors encaissée par le propriétaire. La limite de la baisse est constituée par le prix de production (coût de production plus profit moyen) sur le plus mauvais gisement. Atteindre une telle limite n'est pensable que dans le cas où (États ou compagnies) propriétaire et producteur sont la même personne, se contentant du profit moyen, sinon cette limite doit inclure une rente (absolue) alors réduite à la somme la plus minime possible. Cependant, dans le même processus de baisse du prix du marché, des terrains, des gisements sont éliminés, soit que la baisse du prix ne redresse pas le besoin social au point que toute la production trouve preneur, soit que ce besoin soit satisfait par l'augmentation de la production sur les meilleurs gisements. Dans ce cas, la rente n'est pas transférée mais diminue purement et simplement pour s'établir à un niveau inférieur. Dans la réalité, les deux mouvements se combinent, et ce n'est que dans la mesure où ils se combinent qu'il peut y avoir transfert de la rente. Ce n'est pas sous une forme monétaire que s'opère le transfert de la rente, mais sous la forme du surproduit. Pour une même somme d'argent, on obtient une quantité plus grande de produit dont la valeur n'a pas baissé. Ce transfert n'acquiert une forme monétaire pour l'ensemble des capitaux que sous l'aspect d'une baisse de la valeur du capital constant. Une même quantité de travail mettant en mouvement une quantité supplémentaire de capital constant, c'est le taux de profit qui augmente, la rente s'est alors métamorphosée en profit : le but de la manœuvre. Avec le même capital constant représentant une masse de produit plus grande, on peut mettre en mouvement plus de travail donc plus de surtravail. C'est réellement de la valeur, sous forme produit, qui est concédée gratuitement, car c'est une part incluse dans la valeur de marché.

Il est exact que dans le cas théorique général (celui de l'industrie), « il ne sert à rien de prétendre que la vente des marchandises produites dans les pires conditions prouve qu'elles sont nécessaires pour satisfaire la demande » et donc de prétendre qu'elles fixeraient la valeur de marché, en effet dans ce cas si « le prix était supérieur à la valeur de marché moyenne, la demande serait moins grande » (Marx, *le Capital*, Livre III, tome 1, p. 194). Dans le cas des produits du sol, c'est toujours la production faite dans les plus mauvaises conditions qui fixe la valeur de marché, c'est-à-dire le temps de travail social que la société doit consacrer à la production de ce type de produit, en effet les produits du sol ne satisfont la demande, ne peuvent être produits et mis sur le marché, que dans la mesure où leur prix inclut une rente (et cela même pour ceux produits dans les plus mauvaises conditions), c'est-à-dire dans la mesure où leur prix est supérieur au coût de production plus le profit moyen sur le plus mauvais terrain.

Le moyen de l'appropriation ou de la baisse de la rente, c'est la baisse des prix, le rentier, il faut le rappeler est structurellement incapable de contrôler le rapport de l'offre et de la demande à long terme. Cependant, avant de passer au mode non seulement de baisse mais d'appropriation de la rente différentielle, il reste à aborder un dernier point de portée théorique générale. La valeur de marché demeurant toujours la même, une situation excédentaire du marché est la condition nécessaire à la baisse des prix et à la « restitution » de la rente absolue, elle n'est pas la condition suffisante. Que l'écart entre prix de production et valeur soit capté par les autres fractions du capital social ou s'autonomise comme rente foncière voit s'opposer deux droits égaux à l'appropriation de cette valeur. La force décide du sort de la confrontation. Cependant la violence n'est pas aléatoire, il s'agit par la violence, pour le capital, de procéder à l'adéquation à ses propres rapports de production et à leurs lois générales, des contradictions et limites que ceux-ci mêmes suscitent (ce que le capital effectue quotidiennement vis-à-vis du prolétariat dans la fixation du salaire comme prix de la force de travail). La violence n'est jamais aveugle ou arbitraire, le rentier doit être subordonné au capital et tomber sous sa dépendance. L'histoire récente est à cet égard extrêmement explicite. « Depuis leur maximum de la fin de 1980, les prix du pétrole se sont engagés sur une tendance longue à la baisse, encore aggravée par un effet monétaire. Au début de 1986, le dollar (devise

de facturation du brut) s'est fortement replié. Entre le 26 février 1986 et le 15 octobre 1990, sa valeur en francs a été divisée par deux. La conjoncture, pendant toute cette période, a aussi présenté un caractère tout à fait original : il y eut chute des cours du dollar et du pétrole, la première rendant encore plus insupportable la seconde pour les producteurs. Tout au long de cette phase de baisse, un triple phénomène s'est produit : il y eut transformation des niveaux de la demande, des structures de l'offre ainsi que de celles du marché. Par souci d'économie, la consommation de pétrole, qui n'avait pas cessé de baisser pendant la seconde moitié de la décennie soixante-dix, s'est vivement redressée à partir de 1985. Le pétrole était entre-temps redevenu bon marché. Du côté de l'offre, les modifications ont également été profondes : la revalorisation des cours à partir d'octobre 1973 avait relancé l'exploitation dans des zones qui n'étaient pas rentables auparavant (continent américain et mer du Nord essentiellement). L'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a ainsi été reléguée progressivement au second rang.

« Par la suite, en raison de la baisse des cours, la carte pétrolière a été redessinée : les grands projets dans les pays consommateurs ont à nouveau perdu en rentabilité, le pétrole du Proche-Orient restant, quant à lui, le moins coûteux à extraire. La production s'est donc recentrée sur cette zone : elle a, l'an passé, assuré plus de la moitié (53 %) des approvisionnements occidentaux en brut et près du quart de ses importations en produits raffinés sans que cela se traduise par une augmentation des investissements de prospection et d'installations diverses. À la veille de la crise actuelle (guerre du Koweït), les capacités de production et surtout de transformation étaient déjà tendues. » (Jean-Louis Gombaud, *le Monde diplomatique*, novembre 1990.) Il est, d'autre part, d'ores et déjà certain que l'essentiel du pétrole à venir viendra du Proche-Orient ; entre 1974 et 1990, 83 % de l'accroissement des réserves prouvées proviennent du Proche-Orient. Dans cette situation de tension sur les capacités de l'OPEP, les prix n'ont cependant pas augmenté (mis à part un bref envol de quelques mois). Les producteurs (en tant que producteurs rentiers) ont perdu le contrôle de la fixation des prix et une expédition militaire de temps à autre peut le leur rappeler. Même si un accroissement des prix survenait par suite d'une tension si forte sur les capacités de l'OPEP que le marché soit déséquilibré, ou même, ce qui serait plus fondamental pour la structure des prix, par suite de la nécessité de mettre en service des gisements moins productifs, rien n'est moins certain que le fait que la croissance du prix du marché ou même de la valeur de marché se transforme en croissance et autonomisation de la rente. Par exemple, jusqu'à la fin des années soixante, le « prix affiché » sur lequel se faisait le versement de la rente aux États par les compagnies n'avait qu'un lointain rapport avec le prix de marché auquel le pétrole et les produits pétroliers étaient écoulés. De toutes façons, même un prix bas du baril, de l'ordre de 12 dollars, laisse aux pays du Golfe les moyens financiers de faire face à la croissance de la demande. Un prix de 12 dollars leur laisse tout de même une rente de 9 à 10 dollars par baril. L'importance grandissante que conférerait aux pays du Golfe une longue période de prix bas ne transformerait pas pour autant le marché en « marché de producteurs » dans lequel ceux-ci pourraient faire valoir leur situation de monopole. Dans le cas spécifique de la rente, la loi de l'offre et de la demande se heurte à ce qu'elle est censé réaliser à l'intérieur du mode de production capitaliste : la loi d'égalisation des taux de profits. Elle n'agit donc pas comme une loi absolue. Elle doit être subordonnée à la loi d'égalisation, serait-ce même par la force. L'Arabie Saoudite demeure le seul acteur décisif acceptable dans le Golfe, dans la mesure où elle peut être réduite plus facilement que l'Irak ou l'Iran au rôle de courtier des intérêts occidentaux en général, et des États-Unis plus précisément.

Est-ce à dire que du début des années soixante-dix jusqu'au milieu des années quatre-vingt, les producteurs dominaient le marché et les rentiers imposaient leur loi ? Il est beaucoup plus certain que dans le processus global de crise, de restructuration et de concurrence entre aires nationales, les producteurs ont bénéficié d'une situation conjoncturelle favorable, déterminée essentiellement par l'évolution économique aux États-Unis. Des transformations sectorielles qui, de toute façon, leur échappent se sont traduites pour les rentiers par une situation conjoncturelle favorable. Nous reviendrons là-dessus en abordant le rôle du prix du pétrole dans la restructuration et la concurrence intercapitaliste.

Pour l'instant, notre analyse a essentiellement porté sur l'appropriation de la rente absolue, c'est-à-dire

l'appropriation de la différence entre valeur et prix de production sur le plus mauvais terrain (il faut considérer que si le plus mauvais terrain produit lui aussi de la rente, celle-ci vient s'ajouter à la rente différentielle dégagée sur les autres terrains). Si la baisse des prix du marché provoque l'élimination de certains terrains moins productifs, il se produit une baisse générale du volume de la rente différentielle. Cependant, à la différence de la rente absolue, la rente différentielle n'est pas appropriée, ne rentre pas dans la masse de la plus-value participant à la péréquation, elle a, quant à elle, disparu, ce qui n'empêche que sa disparition rejaillisse également sur le taux de profit, même si ce n'est pas de la même façon que la rente absolue. En ce qui concerne la rente absolue, la même masse de valeur correspond à plus de valeur d'usage constituant le capital constant, donc une masse supérieure de travail peut être mise en mouvement et une masse supérieure de plus-value produite. En ce qui concerne la baisse de la rente différentielle, comme elle résulte, la plupart du temps, de la baisse de la demande sociale, on ne peut imaginer qu'elle prenne la forme d'une masse plus grande de produits, elle influera sur le taux de profit au maximum en permettant d'obtenir une même masse de produit pour un prix inférieur donc en baissant la valeur du capital d'autant. Cependant, si l'élimination des gisements les moins productifs s'effectuent à production totale constante par l'augmentation de la production sur les gisements les plus productifs, la rente différentielle par unité produite diminue. Il n'en demeure pas moins que, pour les gisements qui ont augmenté leur production, le multiplicateur s'accroît, la quantité produite peut donc dans ce cas croître et l'on est ramené au cas précédent où l'appropriation de la rente est appropriation de valeur. Dans la réalité, les deux se combinent (appropriation de la rente absolue et baisse de la rente différentielle), ce qui revient à dire qu'une partie du temps de travail de la société est libéré.

Cependant, même en ce qui concerne la rente différentielle, il peut y avoir appropriation de celle-ci (en dehors du cas envisagé au paragraphe précédent), c'est-à-dire appropriation de valeur. Il nous faut à nouveau partir de l'analyse de la rente dans le livre III du *Capital* pour saisir comment la rente différentielle peut selon des modalités qui lui sont spécifiques être appropriée par le capitaliste. « La rente différentielle telle que nous l'avons examinée jusqu'ici résultait de la différence de productivité de deux capitaux égaux, investis dans des terrains d'égale étendue, mais de fertilité différente ; ainsi elle était déterminée par la différence entre le produit du capital investi dans le plus mauvais terrain, non productif de rente, et celui du capital investi dans un meilleur terrain. Nous avons à faire à des investissements de capitaux parallèles sur des surfaces différentes ; ainsi à chaque nouvel investissement de capital correspondait une mise en culture plus extensive du sol, l'extension de la surface cultivée. Mais la rente différentielle n'était en fin de compte que le résultat de la différence de productivité de capitaux égaux investis dans des biens-fonds. La chose se présente-telle différemment, si des masses de capital de productivité différente sont investies successivement sur un même terrain, au lieu de l'être parallèlement sur différents terrains, à condition seulement que les résultats obtenus soient les mêmes ? » (Marx, *le Capital*, Livre III, tome 3, p. 63.) C'est toujours la terre qui est d'une fertilité différente pour un même investissement de capital ; seulement pour la rente différentielle II, il s'agit d'un même terrain dans lequel sont investies successivement diverses portions de capital, alors que pour la rente différentielle I, il s'agit de terrains différents, dans lesquels sont investies plusieurs fractions égales de capital social.

« L'étude de la rente différentielle dans son ensemble nous conduit au résultat général suivant :

« *Premièrement* : les surprofits peuvent se constituer de différentes manières. D'abord, sur la base de la rente différentielle I, c'est-à-dire par investissement de tout le capital agricole sur une seule superficie composée de terrains de fertilité variable. Ensuite sur la base de la rente différentielle II, c'est-à-dire en raison de la productivité différentielle variable d'investissements successifs de capital sur le même terrain, c'est-à-dire en raison d'une productivité plus grande, par exemple en quarts de blé, que celle obtenue avec le même capital investi sur le terrain le moins fertile non productif de rente mais régulateur du prix de production [...].

« *Deuxièmement* : En ce qui concerne la constitution de nouveaux surprofits, on peut considérer que l'investissement limite du capital additionnel est celui qui se borne à couvrir le coût de production, donc celui qui produit le quartier au même prix qu'un même investissement sur l'acre de A [le plus mauvais terrain, *nda*] [...]. Quand le taux de productivité des investissements additionnels est en baisse,

l'étude cidessus nous montre que la limite, à partir de laquelle le capital social investi sur une acre de B ne produirait plus de rente, est atteinte quand le prix de production individuel moyen du produit de B (par acre) s'élève au niveau du prix de production du produit de A (par acre). » (*ibid.*, pp. 114-115 et 116.)

La distinction de deux formes de la rente différentielle est importante, non seulement parce qu'elle permet de comprendre la rationalité des investissements successifs de capital additionnel, mais aussi en ce qui concerne la répartition de la rente. « Dans les deux cas, les surprofits et les taux de surprofit différents pour les fractions de capital différentes se constituent de la même façon. La rente n'est rien d'autre qu'un aspect du surprofit qui en est la substance. Mais il est certain que la seconde méthode présente des difficultés quant à la conversion du surprofit en rente, ce changement de forme qui implique le transfert du surprofit du fermier capitaliste au propriétaire du sol. La rente est en effet fixée au moment où les terres sont affermées ; en vertu de quoi, les surprofits qui résultent des investissements successifs de capital reviennent ensuite au fermier aussi longtemps que dure le bail. [...] D'où la lutte des fermiers pour obtenir des baux à ferme de longue durée ; et inversement les lords terriens usent de leur toute puissance pour augmenter le nombre de contrats résiliables chaque année [...]. Il est donc *a priori* évident que, même si la loi qui préside à la formation des surprofits n'est pas modifiée par le fait que des capitaux égaux obtenant des résultats inégaux sont investis parallèlement sur des terrains de même superficie ou successivement sur un même terrain, par contre, pour ce qui est de la métamorphose des surprofits en rente foncière, la différence est considérable. » (*ibid.*, p. 64.) « Pour le fermier qui débourse une somme supérieure, le surprofit ne se transforme pas en rente pendant la durée de son bail. Que cela se produise à l'expiration du contrat ou non, dépendra de la concurrence des fermiers capables de faire la même avance supplémentaire au-dessus de la norme. » (*ibid.*, p. 94.) C'est sur cette base du passage de la prédominance de la première forme de la rente différentielle à sa deuxième forme que l'on doit comprendre le retour en force des compagnies face aux États producteurs.

La limite de la plupart des analyses du marché pétrolier réside dans le fait que, si le partage de la rente est saisi comme un affrontement entre consommateurs, États producteurs et compagnies, elles ne situent pas cet affrontement et les rapports de forces comme jouant sur des lois et étant en réalité le procès de celles-ci. L'affrontement, le rapport de force semblent ne dépendre que du rapport entre offre et demande sans que l'on dévoile sur quelle base joue ce rapport, sans distinguer les divers types de rente, sans poser fondamentalement l'axe central de l'affrontement : la rente est une entrave à la péréquation générale des taux de profits. Ce « retour » des compagnies s'effectue dans une situation où la baisse des prix crée une tension sur les capacités de production des gisements les plus productifs. Il faut investir, il faut « découvrir » du pétrole. Le retour des compagnies après l'intermède 1973-1985 n'est pas une restauration de leur ancienne puissance.

Leur puissance se fondait, de 1928 à la fin des années soixante, sur le contrôle et l'appropriation de la majeure partie de la première forme de la rente différentielle, les compagnies étaient en fin de compte elles-mêmes le rentier. La rente qu'elles versaient aux États sur la base des prix affichés n'avait aucune commune mesure avec la réalité de celle-ci. Par leur entente en 1928 (accord d'Achnacarry), les sept grandes compagnies se répartissent le marché, limitent la concurrence, contrôlent les gisements, freinent l'extension des capacités de production qui peuvent déclasser les autres gisements et faire chuter les prix. Surtout au Moyen-Orient, le but est de contrôler la progression de la production et de faire en sorte qu'aucune d'entre elles n'accorde aux États des conditions plus avantageuses. Cet accord est une première fois menacé au début des années trente avec la découverte des grands gisements de l'est du Texas. On a affaire là à une multitude de petits producteurs, chacun cherchant à tirer le plus vite possible un maximum de pétrole, c'est la « règle de capture » (plusieurs producteurs sur un même gisement, le pétrole appartient à celui qui le sort). C'est finalement l'État qui intervient (Roosevelt) pour limiter et organiser la production, les cours se stabilisent, les prix et la rente sont préservés. D'un côté, la limitation de la production supprime la vente à n'importe quel prix (pour que les coûts de production soient couverts), de l'autre, la déconnexion du marché américain et du marché mondial par tout un système de restrictions aux importations empêche le pétrole bon marché de déferler aux États-Unis. Les prix de référence s'établissent

à un niveau élevé et la rente différentielle se trouve garantie par le maintien du prix américain de référence.

À partir du début des années cinquante, le pouvoir des compagnies s'est trouvé contesté comme le pouvoir de tout rentier dans le mode de production capitaliste. La contestation est double, d'une part, elle vient de ceux que l'on pourrait appeler les rentiers spécifiques, ou rentiers naturels, ou rentiers de droit, d'autre part, elle vient des autres fractions du capital, en l'occurrence des consommateurs industriels aux États-Unis. Durant les années cinquante, sur le marché américain, isolé du marché mondial, le prix des produits pétroliers s'accroît, alors que c'est un mouvement de baisse des prix qui commence sur le marché mondial au fur et à mesure que l'ordre du Cartel est remis en cause. Dans une situation de croissance de la demande, la politique de limitation de l'offre pratiquée par le Cartel était difficilement tenable. « Pour entrer dans les chasses gardées jusque-là par les majors, les indépendants sont prêts à offrir des conditions de partage des bénéfices plus favorables aux producteurs que le 50/50 devenu traditionnel. Plus grave, le volume de production des indépendants, bien qu'il n'ait pas dépassé le quart de celui des majors, a suffi à déclencher une guerre des prix. » (A. Chevallier, *le Pétrole*, p. 30.)

La référence américaine pour les pétroles produits hors des États-Unis avait disparu dans les années quarante, mais le marché américain était toujours protégé. Les indépendants ont la partie facile pour déstructurer l'ordre du Cartel. En réaction, les majors chercheront à ralentir la production moyen-orientale afin de préserver la rente, mais c'était une stratégie condamnée d'avance face à la volonté des pays producteurs d'accélérer la production et celle des indépendants de trouver de nouvelles sources d'approvisionnement. « Une fois supprimée la référence américaine, les compagnies pétrolières ont cru pouvoir baisser les prix affichés (sur lesquels étaient calculées les redevances) pour faire supporter aux États exportateurs une partie de la baisse des prix effectifs. [...] L'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole est créée en septembre 1960, deux mois après la seconde baisse des prix affichés imposée par les compagnies pétrolières. » (*ibid.*, p. 31.) Le premier objectif de l'OPEP est de s'opposer à la baisse des prix affichés, ce n'est cependant qu'au début des années soixante-dix que l'OPEP obtient des succès véritables jusqu'au premier « choc pétrolier » de 1973. Nous reviendrons ultérieurement sur les deux « chocs pétroliers » et le contre-choc de 1986, on peut cependant déjà dire que le « premier choc » a pour principaux résultats, d'une part d'égaliser mondialement le prix de l'énergie, c'est-à-dire qu'il marque la fin de la pénalisation de l'industrie américaine vis-à-vis de ses principaux concurrents, d'autre part, il fait passer la rente aux mains des États producteurs. Le compromis réalisé sur le dos des compagnies entre le capital et les rentiers est instable car il laisse de côté le problème central : le rapport entre la rente et la péréquation du taux de profit.

Le « retour des compagnies » s'effectue dans un cadre profondément transformé : soit la rente est intégrée dans la péréquation générale de la plus-value, soit sa baisse redresse le taux de profit et permet une libération d'une fraction du temps de travail social. Ce retour participe de ce mouvement. Il ne s'effectue pas essentiellement comme un recontrôle par les compagnies de la première forme de la rente différentielle, mais sur la base spécifiquement capitaliste de leur activité (que celle-ci s'effectue dans l'extraction ou dans le raffinage-distribution), c'est-à-dire, en ce qui concerne l'extraction, sur la base de la deuxième forme de la rente différentielle. Les compagnies agissent en tant que capitalistes productifs, apportant des fractions additionnelles de capital modifiant la rente différentielle. Et surtout, elles font que celle-ci est immédiatement intégrée à la péréquation en ce qu'elle procède d'investissements additionnels de capital ne modifiant pas la rente octroyée aux propriétaires dans le cadre de concessions à long terme.

Partout, les propriétaires, même s'ils sont propriétaires-producteurs, font appel aux compagnies pour relancer l'exploitation, faire du travail d'exploration et de renouvellement des réserves. Les tensions sur les capacités OPEP de production ne proviennent pas de ce que le pétrole bon marché serait épuisé, ou en train de l'être, mais des capacités financières et techniques d'exploration, liées à une intégration de l'amont et de l'aval de l'activité pétrolière, que les États producteurs ne possèdent pas et que les compagnies ne déploient qu'en proportion des conditions de prix et de partage qui leur sont faites. « Le premier choc pétrolier en 1973 avait provoqué la croissance et surtout la diversification des réserves, en accélérant le

transfert des investissements d'exploration-production du Moyen-Orient vers les États-Unis, la mer du Nord et les nouveaux pays dits NOPEP, [...] la baisse des prix, depuis le milieu des années quatre-vingt, a divisé par deux, en moyenne, les budgets d'exploration. Cherchant à redéployer leurs investissements vers des régions plus propices, les compagnies pétrolières se sont tournées à nouveau vers les pays du Sud. Ces réorientations ont, dans l'ensemble, été assez bien perçues ; après plusieurs années d'explorations réduites à l'étiage, nombre de pays membres de l'OPEP ont réformé leurs codes pétroliers et leur fiscalité en vue d'une relance de l'exploration par les compagnies internationales, le plus souvent en joint-venture. » (*le Monde* du 19 décembre 1990.) Le « retour des compagnies » est manifeste dans toutes les zones de production de l'Algérie à la Russie, où toutes les législations sont modifiées.

Les compagnies ont tout intérêt à développer leurs investissements sur les meilleurs gisements, même si l'augmentation de production qui en résulte entraîne une baisse du prix de production, c'est-à-dire du prix de référence. L'accroissement de productivité provenant d'un supplément de capital n'a pas le même effet dans les divers terrains (gisements), il en résulte une modification dans leurs rentes différentielles. Plus les investissements successifs de capital accroissent la différence de productivité entre les divers gisements, plus la rente différentielle s'accroît ; ici, la distinction entre les deux formes n'a d'importance que pour savoir si ce surprofit va s'autonomiser comme rente. Inversement, la rente différentielle baisse lorsque l'amélioration de productivité obtenue par l'emploi de capital additionnel réduit les différences, c'est-à-dire agit « plus » sur les mauvais gisements que sur les meilleurs. C'est durant la seconde moitié des années quatre-vingt ce qui est advenu pour les gisements de la mer du Nord par rapport à ceux du Moyen-Orient, ce qui a été en grande partie à l'origine de l'échec de la guerre des prix menée par l'Arabie Saoudite. Les gisements de la mer du Nord offrent un bel exemple d'une rente différentielle qui, dans une situation générale de baisse des prix, diminue globalement mais où la diminution est supportée par le pays producteur et où la part du capitaliste demeure stable sous la forme d'une rente différentielle de type II. Les investissements successifs de capital additionnel ont eu une productivité croissante par laquelle le coût de production du baril est passé en seulement deux ans (de 1985 à 1987) de 15/18 dollars à 12/14 dollars. Ce n'est pas un simple rapport de force entre rentier et capitaliste qui stabilise la part échue à ce dernier mais un accroissement de productivité allant jusqu'à 30 % par unité de capital investi. Il s'agit bien de rente et non du maintien du profit, en effet, le profit est déterminé par un taux appliqué à des coûts de production. Des coûts de production en baisse déterminent une baisse de la masse du profit si le taux demeure constant.

Que ce soit comme rente absolue ou comme rente différentielle, dont la seconde forme de création devient prédominante, la rente perd son autonomie face à la péréquation générale du taux de profit. Plus le montant global de la rente baisse, plus le profit dégagé dans les sphères de production où la rente existe se rapproche du profit moyen et moins la propriété foncière présente d'obstacles à l'investissement de capital. C'est ce qui se passe avec la réforme des codes pétroliers dans la plupart des États producteurs. Le renversement du rapport entre l'offre et la demande qui accompagne ce mouvement entraîne que cet amenuisement de l'obstacle que représente la propriété foncière aux mouvements des capitaux se traduit pour l'ensemble du capital social par une baisse du prix de marché des produits de cette sphère de production. Ainsi le mouvement d'égénéralisation des taux de profit s'effectue selon un double mouvement. D'un côté, la sphère affectée par la propriété foncière voit son taux de profit se rapprocher du taux de profit moyen, d'un autre côté, les autres sphères voient leur taux de profit croître, ainsi s'effectue le mouvement d'égénéralisation.

Dans le compte rendu du rapport des comptes de la nation pour 1986, on pouvait lire (*le Monde* du 27 juin 1987) : « Les entreprises sont les principales bénéficiaires du contre-choc pétrolier. Évaluée à 85 milliards de francs, la manne pétrolière aurait davantage profité aux entreprises qu'aux ménages. Les sociétés auraient accaparé, par le jeu des prix et de la fiscalité, 58,6 % de ce surplus, alors que les particuliers n'en n'auraient obtenu que 38,6 %. N'ayant répercuté que partiellement dans leurs prix la baisse de ceux des matières premières et profitant de la modération salariale, les entreprises ont enregistré une forte hausse de leur taux de marge qui est passée de 25,9 % en 1985 à 28,1 % en 1986, un niveau supérieur à celui

d'avant le deuxième choc pétrolier. La rentabilité des entreprises se redressant également nettement, ainsi que leur taux d'autofinancement. Ce dernier passe de 74 % en 1985 à 84,7 % en 1986 retrouvant là encore un niveau comparable à ceux d'avant le deuxième choc pétrolier. » Dans un article antérieur, Paul Fabra objectait l'argument suivant à ceux qui voyaient dans la baisse du prix du pétrole une circonstance favorable aux entreprises : « Leurs coûts de revient seront allégés d'autant. Mais si la concurrence joue, et sur les marchés difficiles que nous connaissons aujourd'hui elle pèse le plus souvent de tout son poids, et tout de suite, les entreprises devront plus ou moins ajuster en conséquence leurs prix de vente respectifs. À moindre débours correspondra une recette moindre. Ce n'est pas exactement ce qu'on appelle une économie. » (*le Monde* du 14 mars 1986.) C'est là un raisonnement et une objection de boutiquier pour qui le profit n'est que bénéfice, profit sur la vente. Ce qui compte, c'est le taux de profit. En admettant que la valeur du capital constant ait baissé de 40 à partir d'un niveau de 100 et que, la concurrence jouant à plein, le fabriquant répercute cette baisse sur son prix de vente, il vendra 120 ce qu'il vendait auparavant 160. Cependant, il n'y a aucune raison pour que la plus-value dégagée ait variée, si la plus-value était égale à 20 elle représente 1/6 de son prix de vente alors qu'elle ne représentait auparavant qu'1/8 de celui-ci, et c'est ça qui compte. Si toute la plus-value est réinvestie son capital s'accroîtra de 1/6 au lieu de s'accroître de 1/8.

Tout cela n'empêche qu'il y a encore de la rente. Selon quelles modalités, quels processus s'établissent le niveau auquel elle se fixe ? Ce niveau répond-il à un rapport de force entre rentier et capitaliste ou plutôt à des rapports internes aux diverses fractions du capital, dont le rapport à la rente foncière n'est alors qu'une résultante ? L'analyse des deux « chocs pétroliers » et du contre-choc de 1986 montre que le niveau de fixation des prix et donc de la rente (indépendamment de sa distribution) dépend beaucoup plus des rapports entre aires nationales et sphères de production capitalistes, que des rapports entre le capital et la propriété foncière.

À partir de 1970, la production pétrolière américaine plafonne. « Le système des quotas devient de plus en plus difficile à gérer avec des importations nettes qui représentent le quart des besoins pétroliers du pays. Les prix américains plus élevés que les prix internationaux défavorisent l'industrie manufacturière américaine par rapport à ses concurrentes européenne et japonaise. Pour ces raisons économiques et en liaison avec les enjeux politiques au Moyen-Orient, l'administration Nixon cherche à établir une nouvelle politique énergétique. » (A. Chevallier, *le Pétrole*, p. 33.) Il sortira de cela pour un temps une coalition d'intérêts qui s'actualisera dans la situation particulière de l'année 1973. Cette situation ne se caractérise pas seulement par le conflit israélo-arabe, mais surtout par la tension sur le marché pétrolier qui se développait depuis le début des années soixante-dix. La coalition d'intérêts entre les États-Unis et les pays producteurs ne relève pas d'un complot contre le reste du monde. Ce sont momentanément les contradictions du marché pétrolier qui sont résolues par l'augmentation des prix survenue en 1973 et en 1974 : relation entre la croissance et la consommation d'énergie, mise en exploitation de gisements marginaux, développement d'énergie de substitution. La hausse des prix produit les ajustements nécessaires entre prix nationaux et prix internationaux, entre les diverses sources d'énergie, entre les capacités d'extraction installées et les nouveaux sites. « Le deuxième choc pétrolier survient dans un contexte radicalement différent du premier, l'économie pétrolière mondiale n'est déjà plus dans une phase de tensions croissantes mais décroissantes. » (*ibid.*, p. 48.) Et en fait, le second choc pétrolier ne sera qu'un feu de paille. Il résulte d'un enchaînement de spéculations diverses de la part des compagnies et des États producteurs et de rivalités entre ceux-ci, sur fond de révolution iranienne et de croissance de la dépendance américaine vis-à-vis du pétrole du Golfe après la suppression de la politique des quotas. Les prix atteignent leur plus haut niveau au début de l'année 1980, mais commencent à fléchir dès la fin de l'hiver. En poussant les prix si hauts, l'OPEP a produit sa propre marginalisation, et le déclenchement de la guerre entre l'Irak et l'Iran en septembre 1980 ne produit aucune tension sur le marché. En 1983, l'OPEP entérine la baisse des prix qui était déjà manifeste depuis plus d'un an. Paradoxalement, le deuxième choc pétrolier ne fait que manifester l'instabilité de la position de rentier et le fait que son contrôle de la production et des prix ne

peut être que provisoire.

La période de guerre des prix de 1986-1987 clôt la glorieuse parenthèse du rentier, ouverte au début des années soixante-dix. Les pays du Golfe, derrière l'Arabie Saoudite, échouent dans leur tentative de rééquilibrage d'un marché pléthorique et dans leur volonté de conserver une juste part de celui-ci tout en stabilisant les prix au-dessus de 20 dollars le baril. Le but recherché par l'Arabie Saoudite étant que les pays non membres de l'OPEP, et principalement la Grande-Bretagne, acceptent de réduire leur production afin de ne pas laisser aux seuls pays de l'OPEP, et plus précisément l'Arabie Saoudite, le soin d'être le producteur marginal chargé d'équilibrer dans un sens ou dans l'autre le marché. L'OPEP derrière l'Arabie Saoudite s'est cassé les dents sur un pays, la Grande-Bretagne, qui ne suivait pas les mêmes règles du jeu. En 1987, sur un baril à 17 dollars, l'État se contente d'une rente de 1 dollar, la compagnie productrice s'assurant, pour un coût de production de 12 dollars un profit de 3 ou 4 dollars. Au même moment, pour le même baril (valeur de marché oblige), l'ensemble profit et rente – cette dernière représente plus des trois quarts de l'ensemble – perçu par les pays du Golfe s'élève à 15 dollars. La Grande-Bretagne n'est pas une économie rentière, les pétromonarchies du Golfe et à plus forte raison le Nigéria, l'Iran, l'Algérie ne peuvent, quant à eux, supporter durablement un amenuisement trop important et trop rapide de leur rente sans mettre en cause tout leur processus de reproduction sociale. En 1987, le pouvoir d'achat réel des pays producteurs a fondu des deux tiers depuis 1980. Le plan saoudien consistant à réaffirmer la prédominance du rentier se solde donc par un échec, échec doublement cuisant et symptomatique en ce que d'une part la défense des prix par les producteurs au moyen d'un contrôle de l'offre s'est révélée illusoire (il faut bien avoir en tête que le but de l'Arabie Saoudite était, par la guerre des prix, de mettre les autres producteurs à genoux afin de leur faire accepter de limiter leur production et de partager le fardeau – limitation de production – de la défense des prix), et en ce que, d'autre part, après une légère remontée, les prix ont oscillé à un niveau inférieur à ce qu'ils étaient avant le déclenchement de cet affrontement entre producteurs.

Deux chocs pétroliers, un contre-choc, une guerre des prix et une « guerre chirurgicale » : cette agitation semble ne relever que des rapports de forces, de la loi de l'offre et de la demande. En fait, inexorablement, la figure du rentier est éliminée en tant que figure de l'autonomisation de la rente face à la péréquation générale du profit. C'est en partant de leurs propres déterminations que la rente absolue et la rente différentielle sont absorbées dans cette péréquation générale. Ainsi s'achève la phase transitoire de l'intégration rentière régionale, c'est ainsi que le Moyen-Orient entre dans la restructuration mondiale du mode de production capitaliste.

CHAPITRE 3

LE MOYEN-ORIENT
DANS LA RESTRUCTURATION MONDIALE

L'intégration rentière régionale était déjà en elle-même une définition *a priori* mondiale de la reproduction des rapports sociaux capitalistes au Moyen-Orient. Cependant, tout comme les projets capitalistes de la vieille bourgeoisie traditionnelle, ou de la bourgeoisie nationaliste, elle relevait, bien que ne pouvant qu'être une transition, d'une organisation encore régionale du développement des rapports sociaux capitalistes. La guerre du Golfe a marqué la fin de toute cette époque, la période qui s'ouvre alors ne peut trouver ses caractéristiques et les déterminations de son analyse dans une histoire du Moyen-Orient, cette guerre qui, avec la fin de la guerre froide, voit l'intervention directe des États-Unis achever, réaliser, et dépasse la phase de l'intégration rentière régionale. On passe à un autre niveau, à une autre configuration. Non seulement la définition mondiale de la région est donnée *a priori*, et non comme résultat et articulation, mais encore elle ne se présente plus comme organisation régionale, pouvant se définir en tant que telle, se bouclant, socialement, économiquement, en termes de rapports entre les classes, sur une aire particulière.

Malgré leur singularité, les phases précédentes avaient en commun de se définir comme organisation régionale, c'est-à-dire de poser la région moyen-orientale comme une totalité ayant une dynamique structurante endogène, même si celle-ci n'était intégrée ou même mise en mouvement que par l'évolution générale du mode de production capitaliste (passage de la subsumption formelle à la subsumption réelle du capital, colonialisme, décolonisation), ou plus concrètement encore par les rivalités inter-impérialistes et la problématique spécifique de développement du capital mondial appelée « guerre froide ».

La prise en main directe, essentiellement par les États-Unis, de la fixation du niveau et de la circulation de la rente n'est qu'un élément parmi d'autres de la globalisation du cycle mondial du capital. En ce qui concerne la part de la rente qui, de toute façon, revient dans cette situation au pays producteur rentier, les remous qui suivirent la guerre du Golfe dans les instances financières koweïtiennes sont édifiants. Depuis 1989, les relations étaient tendues entre le Koweït Investment Office (KIO), et son organisme de tutelle la Koweït Investment Authority (KIA). Le KIO, sous cette autorité, gérât les avoirs financiers de l'émirat. Juste après la guerre, Cheikh Ali Al Khalifa Al Sabah limoge quatre hauts responsables de la direction de la KIA. Depuis 1989, la KIA s'était efforcée de freiner les acquisitions internationales du KIO. « Sensibles aux revendications des milieux politiques et intellectuels éloignés du pouvoir par les princes, les dirigeants de la KIA, liés aux grandes familles de Koweït-ville exigent que le KIO réoriente les fonds vers l'émirat. » (*le Monde* du 20 février 1991.) La KIA, dont la direction est limogée, avait été créée en 1982 pour contrôler le KIO, chargé d'investir une partie de la puissance financière de l'émirat sur les grandes places mondiales. Au Koweït, ceux qui parmi les parlementaires et les grandes familles commerçantes qui contestaient le nouvel ordre furent menacés et même victimes d'attentats dirigés contre « tous ceux qui, parmi les résistants de l'intérieur et de l'opposition parlementaire, s'aviseraient de perturber le nouvel ordre que la famille Al-Sabah a l'intention d'établir au Koweït. » (*ibid.*, 6 mars 1991.) Le choix fait par la famille des Al-Sabah, lors de la mise en circulation de nouveaux dinars, d'une monnaie forte contre le souhait des milieux d'affaires locaux est également significatif de ce nouvel ordre. Refus de ralentir l'acquisition d'actifs financiers extérieurs, choix d'un taux de change élevé (et de sa défense) illustrent, à l'issue de la guerre, que la perpétuation de l'économie rentière était bien compromise. Mais l'attitude des

banques internationales, quand le Koweït a voulu lancer de grands emprunts, est encore plus significative. La banque centrale de Koweït, après s'être déclarée prête à offrir, en garantie des emprunts, les futurs revenus pétroliers, voire les réserves de pétrole, s'est vu opposer un refus de la part des banques internationales. Plus personne ne croit au rentier. La seule chose qui intéresse les banquiers, ce sont les avoirs gérés par le KIO. Placés en garantie des emprunts internationaux, ces actifs sont ainsi soustraits aux pressions locales. Pour la Grande-Bretagne « ce ne sont pas seulement la sécurité des approvisionnements en pétrole et les prix qui importent, mais aussi le maintien au pouvoir des monarchies pétrolières et de l'émirat du Koweït en particulier, dont les revenus financiers sont massivement réinvestis dans l'économie britannique. Londres est en effet le siège du KIO qui gère, à partir de la capitale britannique, un portefeuille financier de quelques cent milliards de dollars. Cela montre à quel point l'enjeu financier, davantage encore que le pétrole, est important pour l'économie britannique. Il explique la volonté de Londres de défendre les régimes du Golfe, et sa détermination à tout mettre en œuvre pour assurer le retour au pouvoir de la famille Al-Sabah au Koweït » (*Golfe et Moyen-Orient : les conflits*, p. 59).

Les conséquences de la guerre du Golfe sur les pétromonarchies ont accéléré et entériné les transformations déjà en cours dans la composition de leurs avoirs financiers. Dans les années soixante-dix, ces placements étaient avant tout marqués par une nette préférence pour la liquidité (bons du Trésor, obligations, dépôts bancaires, avoirs en or et en devises). Les pays du Golfe conservèrent leurs encaisses en dollars sous forme liquide ou à court terme, placés auprès des banques, alimentant ainsi à l'époque la production d'euro-dollars : « Les banques bénéficiaires répondaient à leur tour à la demande internationale de crédit et principalement aux demandes des pays en voie de développement. Ce faisant, elles pratiquèrent une forme de transformation particulièrement risquée. Ce recyclage opéré sous leur seule responsabilité se fit à coût élevé pour les emprunteurs et aboutit à la crise financière de 1982. » (Michèle de Mourgues, *la Monnaie, système financier et théories monétaires*, éd. Economica, p. 285.) Dans les années quatre-vingt, parallèlement au déclin de leur autonomie rentière, les pays du Golfe diminuèrent proportionnellement et absolument leurs avoirs liquides à court terme, ils n'étaient plus des prêteurs face au système financier et monétaire mais étaient intégrés dans le système général du crédit par lequel la part de la rente, qui ne pouvait que continuer à leur échoir, prenait place dans la péréquation générale de la plus-value. Dans la situation actuelle, la Banque nationale, aux mains de la famille régnante, préfère recourir à l'emprunt plutôt qu'à la vente d'actifs engagés dans les économies occidentales, actifs encore plus ancrés qu'auparavant dans le système du crédit de par leur fonction actuelle, ou potentielle, de garantie des emprunts.

Dans le mode de production capitaliste, les formes de la marchandise et de l'intérêt (antérieures au capital lui-même) sont des formes dérivées ou particulières du capital. Au cours de son procès historique de formation, le capital industriel (forme de base du rapport capitaliste) brise l'autonomie de ces deux formes et se les soumet. « La véritable manière pour le capital industriel de le [l'intérêt] soumettre à sa loi est de créer une forme de capital rapporteur d'intérêt qui lui soit propre – le système de crédit. » (Marx, *Théories sur la plus-value*, t. 3, p. 554.) Le système de crédit est sa création propre. Il ne s'agit pas de prétendre que le capital est amené à recommencer son procès de formation, mais de concevoir que ces formes dérivées ou secondaires peuvent en tant que telles, c'est-à-dire telles qu'elles sont produites par le capital lui-même, acquérir une autonomie face au capital industriel, autonomie que leur confère une période de crise. Rupture de la métamorphose des marchandises, la crise apparaît comme manque de crédit, l'incapacité du capital à assurer sa propre reproduction (valorisation) se dresse face à lui comme manque d'argent sous la forme de moyen de paiement.

Apparu en période crise, l'« excédent pétrolier » demeuré sous forme liquide fut recyclé d'abord « en faveur » de certains pays déficitaires ; en tant que capital de prêt il réclamait son dû face aux capacités de valorisation du capital. « Sous la forme de l'intérêt et de la rente où la plus-value est anticipée, on présuppose que le caractère *général* de la reproduction reste le même. Et c'est le cas aussi longtemps que dure le mode de production capitaliste. Deuxièmement, on présuppose même, ce qui est *plus ou moins* le cas, que pour un certain temps, les *rapports déterminés* de ce mode de production restent les mêmes. Ainsi

le résultat de la production *se fixe comme une condition stable et donc présumée de celle-ci* et plus précisément comme *propriété stable des conditions de production objectives*. » (Marx, *Théories sur la plus-value*, t. 3, p. 608.) Voilà la base de l'apparente autonomie du capital de prêt, surtout quand celui-ci demeure sous forme liquide et n'agit que comme moyen de paiement, même si le prêteur le concède toujours comme capital (donc contre intérêt), et non comme simple intermédiaire (reporté) de la circulation. De même que durant les années quatre-vingt, la majeure partie de la rente est captée par le capital, de même la part qui en demeure aux mains des propriétaires fut soumise au capital productif par son intégration dans le système mondial du crédit. Toutes les accumulations de la société deviennent des accumulations de capital et sont mises à la disposition des capitalistes industriels. Pour cela il est nécessaire que soit conservée et protégée l'existence purement formelle, en tant qu'État ou aire nationale, des monarchies pétrolières.

En vingt ans, du début des années soixante-dix à la fin des années quatre-vingt, le rentier a été le dindon de la farce. Il est éliminé en tant que figure autonome, la rente n'est pas supprimée mais intégrée dans la péréquation du taux de profit. Le problème est alors de savoir dans quel type de reproduction et de développement du capital s'effectue cette captation. Là, deux positions s'affrontent, celle des pays européens, celle des États-Unis.

Il ne s'agit pas d'une simple concurrence entre États capitalistes. Pour les pays européens et le Japon, une forte baisse des prix représente un danger. Il faudrait trouver un prix d'équilibre qui, d'une part, rende leurs économies d'énergie et les investissements dans les énergies de substitution rentables, et qui, d'autre part, ne rendent pas leur dépendance vis-à-vis des pays du Golfe insupportable face aux risques de nouveaux chocs pétroliers nés des tensions sur les capacités de l'OPEP dues au bas niveau des prix et au faible renouvellement des réserves que ce niveau implique. En effet, l'élimination du rentier et la captation de la rente n'est pas synonyme de prix bas éternels, seulement en cas de hausse des prix, c'est maintenant l'État américain qui serait le rentier, le rêve de Ricardo ! Les États-Unis n'ont aucun intérêt à une organisation du marché pétrolier, ils n'ont aucune crainte d'une hausse brutale des prix. Les divers accords de libre échange assurent aux États-Unis le contrôle de la production canadienne, mexicaine et bientôt vénézuélienne, en plus de la leur propre. Depuis la guerre du Golfe, leur présence directe dans la production des pétromonarchies est assurée. Les États-Unis sont en mesure d'exercer une influence décisive sur l'offre mondiale du pétrole et sur les cours et donc dans la fixation et la destination de la rente.

On l'a dit, il ne s'agit pas d'une simple concurrence entre aires nationales. Si le mouvement fondamental, nécessaire au niveau global de ce qu'est le capital, est l'intégration de la rente dans le profit, seul le capitaliste en mesure lui-même de se faire valoir comme rentier peut mener le processus à son terme, car il n'y a pas disparition de la rente. À ce moment-là, ce capitaliste, vis-à-vis des autres capitalistes, fait valoir sa puissance de rentier au service de ses intérêts de capitaliste. Ainsi, au travers de la concurrence inter-capitalistes se réalise la marche globale du capital, et ses lois de développement s'imposent à tous. Il est également insuffisant de constater que, par cette captation en vue du financement des ses besoins généraux, les États-Unis renforceraient ou restaureraient leur hégémonie mondiale. Ce serait réduire cette captation à une fonction instrumentale. Le capital mondial ne peut plus être la somme (et les relations) de capitaux définissant une aire nationale par le bouclage de leur accumulation sur une aire géographique limitée, qui devient par là même aire nationale (dans la mesure où les rapports sociaux capitalistes incluent l'État). L'intégration de la rente dans la péréquation générale de la plus-value est elle-même déterminée par ce mouvement plus global de mondialisation, elle n'en n'est pas un instrument mais une détermination. Il n'y aurait pas de mondialisation du capital et de péréquation générale au niveau mondial si la rente pouvait s'autonomiser. Maintenant, il est évident que la fraction du capital mondial par laquelle cette intégration s'effectue est à même de faire valoir ses droits, mais, inversement, seule pouvait réaliser cette intégration une fraction du capital mondial susceptible de faire valoir mondialement son avantage et par là même l'intégration de la rente.

La guerre du Golfe fut l'événement par lequel fut entérinée cette disparition de l'autonomie de la

rente, elle marque la fin de l'intégration rentière régionale polarisée autour de l'Arabie Saoudite. Par leur intervention immédiate dans le Golfe, les États-Unis, suivis de la France et de la Grande-Bretagne, ont interdit toute recherche de compromis entre les pays arabes dans lesquels, en l'occurrence, il faudrait ajouter l'Iran. Fin septembre 1990, le roi Fahd cherche encore un compromis avec l'Irak alors que 20 000 soldats américains sont déjà sur le territoire saoudien. En décembre 1990, l'Arabie Saoudite cherche à nouveau à nouer des contacts directs avec l'Irak dans lesquels sont inclus des représentants koweïtiens. Trois mois après, à l'issue du conflit, des Américains font directement et ouvertement partie de l'administration koweïtienne. L'intégration de la rente doit s'accompagner de la fin du jeu des rivalités locales, qui, à l'issue de la guerre contre l'Iran, ne pouvaient qu'imposer l'Irak comme nouvelle force régionale centrale. Il fallait « désarabiser » la crise. C'est l'Égypte qui joua là un rôle capital en faisant entériner, lors du sommet du Caire le 10 août 1990, l'envoi de troupes en Arabie Saoudite « permettant ainsi de transférer le dossier du Koweït à l'ONU et d'enterrer définitivement une solution arabe » (*Golfe et Moyen-Orient : les conflits*, p. 106). La solution de l'embargo pour faire face au conflit était également impuissante à résoudre le problème fondamental, celui de la puissance irakienne. En admettant que l'Irak abandonne le Koweït, sa puissance demeurée alors intacte lui permettait de continuer à intimider ses voisins et de se poser en puissance régionale, c'est l'époque des puissances régionales polarisantes qui était achevée. Il fallait le signaler clairement et même préventivement, vis-à-vis, par exemple, de l'Iran.

Le dilemme qui se présentait à tous les pays arabes de la région était le suivant : « Fallait-il entériner l'unipolarité américaine dans la région comme un fait inévitable et stabilisateur, ou bien favoriser l'émergence d'un pôle décisionnel au sein du monde arabe susceptible de faire de ce dernier un acteur à part entière du système international de l'après-guerre froide. » (*Golfe et Moyen-Orient : les conflits*, p. 9.) Tous les clivages s'effectuent avant et pendant la guerre du Golfe autour de ce dilemme. En fait, au début de 1990, deux séries d'événements se conjuguent au Moyen-Orient : la fin de la guerre froide, la faillite de l'intégration rentière régionale. Ces deux séries relèvent d'une même dynamique, la globalisation du cycle mondial du capital. Il s'agit, d'une part, avec la fin de la guerre froide, de la fin de la dualité nécessaire du processus de mondialisation du capital, d'autre part, avec la faillite de l'intégration rentière, de la fin de la modalité régionale spécifique du rapport au cycle mondial et à la péréquation générale de la plus-value. Il est intéressant de remarquer qu'en même temps que la défaite de l'Irak, la guerre du Golfe ramène à leur juste place les « nouveaux centres de pouvoir » : le Japon, la Chine et surtout l'Europe.

Au Moyen-Orient, après la défaite de l'Irak, la situation se caractérise par l'absence totale de réorganisation nationale ou régionale. Cette absence ne peut être comprise en elle-même, car le principe de cohérence, c'est-à-dire la reproduction des rapports sociaux capitalistes, échappe au cadre national ou régional. Cette absence de réorganisation autour d'une cohérence locale, nationale ou régionale, est manifeste au travers de plusieurs « événements ».

Tout d'abord, le pouvoir en Irak ne change pas, il aurait fallu pour cela trouver un compromis national, chose impossible, quel principe de développement et de rapport au capital mondial aurait pu servir de base à ce compromis ? Il est préférable de laisser le pouvoir central massacrer la révolte ouvrière chiite du Sud (*cf. la Guerre des Shuras*, brochure parue à Montréal), ce qui donne un avertissement à l'Iran et aux ouvriers du secteur pétrolier dans les pétromonarchies (traditionnellement chiïtes, surtout en Arabie Saoudite), et également se débattre avec les Kurdes dont les velléités d'indépendance peuvent être réveillées à l'occasion, vis-à-vis de l'un ou l'autre des États de la région tenté par une politique hégémonique. Le nouveau droit d'intervention humanitaire permet au besoin de couvrir quelques opérations coup de poing de rétablissement de l'ordre contre les Kurdes eux-mêmes s'il le fallait.

Ensuite, les États-Unis n'envisagèrent de système de sécurité dans la région qu'avec, de leur part, une présence navale et aérienne et un prépositionnement de matériel. La fin de la guerre froide ne change pas les grands principes de la stratégie américaine, elle en modifie seulement les modalités d'application. « Depuis 1945, la pierre angulaire de la stratégie américaine est d'empêcher l'émergence d'une puissance ou d'une coalition de pays hostiles aux intérêts des États-Unis, à même de dominer des régions

stratégiquement importantes. » (*Golfe et Moyen-Orient : les conflits*, p. 55.) Il faudrait préciser ce que veut dire « hostiles aux intérêts américains », cela signifie hostiles ou faisant obstacle à la libre circulation du capital : c'était cela même que représentait l'URSS dans la dualité de la mondialisation du capital. La fin de la guerre froide libère les États-Unis de la nécessité d'intervenir continuellement tous azimuts et de contrôler directement le terrain. La « menace soviétique » ne faisait que surdéterminer la stratégie américaine, elle ne la constituait pas.

Enfin, c'est le sort réservé à la redistribution régionale de la rente. L'idée européenne d'une banque pour le Proche-Orient pouvant fonctionner sur le système de la BERD, financée en grande partie par les États du Golfe, n'a eu aucune suite. Elle devait offrir un cadre pour une certaine redistribution de la rente pétrolière entre les États riches et les autres. Lorsqu'on sait ce qu'il advient de la rente, qu'un tel projet n'ait pas vu le jour n'est pas fait pour étonner. La période qui s'était ouverte en 1973, après l'échec économique et militaire du nationalisme, est maintenant achevée. Le contre-choc pétrolier et la crise de la dette ont mis fin à cette période. Ajustement économique et financier, privatisation, éclatement de l'OPEP, accroissement des disparités économiques et sociales, ont désintégré le monde arabe.

Dans cette désintégration, ce sont les États, en tant qu'États-nations qui sont remis en cause. Depuis l'entre-deux-guerres et surtout après la Seconde Guerre mondiale, selon diverses modalités, des États correspondant à la reproduction des rapports sociaux capitalistes avaient succédé soit à la domination colonialiste, soit aux vestiges de l'organisation ottomane. Devenu citoyen, l'individu n'a de représentation que dans l'État, toute médiation entre le pouvoir et l'individu cesse d'exister. Les modalités de cette constitution d'État-nation peuvent être diverses : soit il y a eu lutte et destruction des allégeances antérieures, recomposition de la société dans l'État, c'est la voix nationaliste « révolutionnaire » avec parti unique et administration de l'économie ; soit les rapports traditionnels sont réorganisés dans une structure pyramidale dont le sommet est occupé par l'appareil d'État (pétromonarchies, Maroc). Dans les deux cas, on passe à une forme politique spécifiquement capitaliste en ce que, de fait, les allégeances et les appartenances médiatrices sont supprimées : élimination des communautés ethniques ou religieuses dont les classes dirigeantes, de par leurs fonctions antérieures, font obstacle à cette intégration.

Dans le monde arabe, plus au Moyen-Orient qu'au Maghreb, cette construction nationale s'était combinée avec l'opposition à Israël, opposition qui est, on l'a vu, à la fois la manifestation de la contrainte et le critère de cette construction. Cependant, d'un côté l'échec du nationalisme économique freine l'intégration de nouvelles couches moyennes, le nombre d'exclus s'accroît, les politiques d'ouverture minent le pouvoir des bourgeoisies d'État ; de l'autre la réduction des rentes sape la fonction redistributrice assurée par le canal de l'intégration formelle des rapports traditionnels dans l'État capitaliste.

La crise des États ne signifie pas cependant le retour à des formes complexes d'appartenances et de médiations. La remise en cause de l'intégration sociale sur un plan national, le développement de mouvements transnationaux, l'islamisme, les migrations interarabes et leur interférence dans les dynamiques locales de reproduction signifient que la cohérence de la reproduction des rapports sociaux capitalistes échappe à une logique nationale ou régionale, même articulée dans le cycle mondial du capital. Si l'absence de réorganisation autour d'une cohérence locale, nationale ou régionale est en fin de compte relativement aisée à approcher et se nourrit d'évidences empiriques, les lignes spécifiques au Moyen-Orient de participation à un cycle international du capital, *a priori* global, sont plus délicates à cerner.

La guerre contre l'Irak en 1991 parachève la réorganisation régionale, commencée en 1973. Le traitement de la crise, imposé par les États-Unis, parachève cette réorganisation en enlevant toute autonomie de gestion de la rente pétrolière à l'Arabie Saoudite et au Koweït, et par la même à tous les autres États pétroliers. Par l'écrasement de l'Irak au profit apparent de l'Arabie Saoudite, les États-Unis signifie qu'aucun pays de la région ne peut être en situation hégémonique quant à la gestion régionale de la rente pétrolière, et à l'intégration qui en résulte. En effet, au-delà d'un apparent soubressaut de nationalisme nassérien archaïque, c'est dans la situation nouvelle de l'intégration régionale autour de la rente que l'Irak

se situait, disputant sur cette base la position centrale à l'Arabie Saoudite. La défaite irakienne est aussi la défaite saoudienne et koweïtienne. La réorganisation régionale autour de la circulation de la rente pétrolière passe, avec la guerre de 1991, à sa phase de maturité, elle n'a plus de centre régional qui la stérilise, en grande partie, de par la faiblesse des capacités propres de développement de la région. L'intégration régionale demande de déconnecter la rente pétrolière des pays où elle est dégagée, afin de circuler de façon productive là où se situent les véritables enjeux du développement international du capital dans la région, c'est-à-dire dans la zone méditerranéenne du Proche-Orient : la vallée du Nil et le Croissant fertile.

Un tel achèvement de la restructuration régionale ne peut se faire sans une intégration d'Israël dans la zone. Et là nous en revenons au problème palestinien. Le problème palestinien n'est plus l'expression des limites du développement capitaliste arabe comme jusqu'en 1967, il n'est plus non plus l'expression du nationalisme arabe anti-impérialiste, comme de 1967 à 1979-1980 (Camp David, puis l'élimination du Liban), face à l'économie rentière. Le problème palestinien est devenu celui de la capacité pour tous les capitaux de la région de reproduire et d'exploiter le prolétariat local. Ce qui se joue entre Israël et les Palestiniens des territoires occupés est déterminant pour tous les capitaux de la région et pour l'avenir du développement capitaliste en général de la zone. Il est inutile d'expliquer longuement pourquoi ce sont à nouveau les Palestiniens qui condensent un problème général : leur situation est en effet le paradigme de la situation prolétarienne dans la région.

La fin de la période de l'intégration rentière restitue à la vallée du Nil et au Croissant fertile leur place essentielle dans la région. C'est dans ces zones-là, avec leur 110 millions d'habitants, leurs productions vivrières, leur bourgeoisie, leur diversité, leur main-d'œuvre, que sont susceptibles d'être engagées des fractions du capital mondial et qu'une partie de la rente pétrolière peut faire retour comme capital. Le Levant redevient une région mondiale. C'est dans ce cadre que s'inscrit le règlement du conflit israélo-arabe. C'est à dire que ce règlement est en fait un dépassement. Comme conflit national, le conflit israélo-arabe était insoluble, c'est le dépassement des cadres nationaux de reproduction des rapports sociaux capitalistes, concomitants à leur plein développement dans tous les pays de la région, qui peut conférer à Israël une place particulière dans la région.

Même si l'on admet qu'advienne une certaine forme de souveraineté pour la Cisjordanie et Gaza, le problème que représente pour l'État d'Israël l'équilibre démographique entre juifs et Arabes n'en n'est pas pour autant résolu en faveur des premiers de façon simple. La question démographique se déplace au sein même de l'État d'Israël. « Le petit noyau de Palestiniens qui avait échappé à l'exode de 1948 a grandi sans faire de bruit. Dans un horizon prévisible, ces 73 000 "Arabes-israéliens" ne formeront jamais qu'une minorité. Mais leur natalité les a d'ores et déjà hissés à la majorité en Galilée (52 %) et ne cesse d'accroître leur poids dans le Néguev. Maintenus dans une ruralité anachronique (20 % d'entre eux résident dans des localités de moins de 20 000 habitants), ils occupent *de facto* un terrain plus vaste que l'espace citadin de la population juive (75 % de ces mêmes localités). Les deux provinces par lesquelles Israël s'adosse au monde arabe, la Galilée au Nord et le Néguev au Sud, c'est à dire les quatre cinquièmes du territoire, offrent ainsi l'image d'un pont qui reliera à son *hinterland* arabe la conurbation presque entièrement juive de Tel-Aviv - Jérusalem-Ouest. Imperceptiblement, Israël prend déjà la forme d'une future cité-État, Venise rayonnante, ou Constantinople assiégée. La volonté d'échanges en décidera demain. » (*le Monde* du 5 avril 1991.) Deux éléments renforcent cette évolution, tout d'abord, la perte du rôle stratégique d'Israël avec la fin de la guerre froide et donc la fin de l'impossible délimitation de son territoire, ensuite les évolutions et transformations survenues dans les territoires occupés. On ne peut plus concevoir actuellement une Palestine coupée économiquement d'Israël et surtout de cette conurbation Tel-Aviv-Jérusalem-Ouest (sur les zones industrielles de Cisjordanie, le prix des terrains avait triplé en 1990, les projets s'étaient multipliés), et naturellement encore moins de la Jordanie. Comme on l'a vu en analysant l'Intifada, la question palestinienne abandonne son « enveloppe nationale », en n'étant plus qu'un problème social, c'est-à-dire israélo-palestinien et non plus israéloarabe. La politique d'autonomie palestinienne et d'accord séparé avec Israël, semblable à celle que l'Égypte avait adoptée à Camp David, paraît l'emporter. Une telle transformation de la question palestinienne ne fait pas que changer la place et

le rôle d'Israël, elle redonne simultanément à l'Égypte toute son importance dans la région qui pour elle, contrairement au projet Irakien, n'a pas à s'autocentrer. Pour l'Égypte, le plein développement des rapports sociaux capitalistes, c'est en même temps leur incapacité à se reproduire à se boucler dans le cadre d'une aire nationale. Dès la fin des années soixante, ce fut la faillite du nationalisme économique, puis les grandes vagues d'émigration vers les pays du Golfe, puis la politique d'ouverture. Il faudrait remonter à ce qu'a pu signifier le développement des rapports sociaux capitalistes dans l'agriculture en Égypte pour rendre compte de cette incapacité.

Une fois dépassées les intégrations nationales ou régionales, les capacités en ressources, main-d'œuvre, capitaux, marchés solvables du Moyen-Orient peuvent être mis en valeur. Non seulement les pays arabes n'effectuent entre eux que 5 % de leur commerce mais en plus ils sont concurrents sur les marchés internationaux. Le dépassement du cadre national valorise les diasporas moyen-orientales, et parmi elles celles qui non seulement sont dispersées dans tout le Moyen-Orient mais également en Europe et aux États-Unis. Trois diasporas ont des positions bien assises pour être en charge de cette mise en valeur : les Libanais, les Palestiniens et les Israéliens. Chacune de ces diasporas a ses atouts et ses faiblesses, il peut y avoir entre elles concurrence et/ou partage des fonctions.

Il ne s'agit donc plus de savoir comment le Moyen-Orient se restructure avec son unité et ses conflits dans la phase actuelle, ni même de savoir comment cette unité et ces conflits participent de, et sont traversés par, l'évolution générale du mode de production capitaliste, ni même en sont la résultante ; mais de savoir ce qu'il advient de ces éléments (États, classes sociales, richesses naturelles, force de travail...) dans leur intégration mondiale, dans une globalisation *a priori* du cycle du capital dont, pour le Moyen-Orient, le principe réside dans la déconnexion de la rente pétrolière. Si la rente pétrolière demeure l'élément central de la réorganisation régionale, sa déconnexion implique la complète perte d'autonomie des éléments sociaux, étatiques, économiques qui composent cette organisation. C'est pour cela qu'il est préférable de parler de restructuration au Moyen-Orient, plutôt que de restructuration du Moyen-Orient.

On ne peut plus analyser aucune configuration historico-géographique de reproduction capitaliste en termes nationaux, ou même régionaux comme au temps du « fordisme » et du type de relations qu'il produit entre centre et périphérie. En sortant du cadre de l'affrontement entre les États-Unis et l'URSS, les conflits nés dans le tiers-monde accèdent à une signification propre et autonome. « Avant la révolution gorbatchevienne, la structure bipolaire du système international et l'attention portée par les deux grands à maintenir leur équilibre global les conduisaient à surveiller, encager et contrôler les perturbations régionales afin que leurs alliances locales respectives, dans les zones crisogènes, ne les entraînent pas dans des engagements politiques et militaires trop contraignants et dangereux. » (Fondation pour les études de défense nationale, *op. cit.*, p. 44.) Cette caractéristique de première crise régionale d'une période nouvelle a amené les États-Unis à traiter l'invasion du Koweït par l'Irak à un très haut niveau de conflictualité, en rejetant rapidement tous les aménagements et médiations qui auraient été possibles. Il s'agissait de faire de la résolution de cette crise une étape importante dans la promotion d'un « nouvel ordre international ». Avec la fin d'un système international bipolaire, la stratégie américaine n'est plus une stratégie d'empire assiégé (ou conquérant) qui s'épuiserait à se porter sur tous les points du limes. « Le limes est désormais ubiquiste. La frontière est non seulement transnationale mais transcontinentale et probablement transplanétaire. » (*ibid.*, p. 62.) Les interventions étrangères des États-Unis ne se trouvent plus affectées par le caractère surdéterminant consistant à « contenir le communisme ». De par la transformation du cadre général de l'intervention, la résolution de la crise pouvait, pour les États-Unis, dépasser la simple reconduction du *statu quo* : maintien de l'appui inconditionnel à Israël, reconduction des inégalités de développement régional, soutien aux « bons » États arabes, endiguement des autres. Si les États-Unis n'ont pas provoqué la crise, ils n'ont rien fait non plus pour la prévenir ou pour en favoriser un règlement incluant des aménagements.

À la fin de son livre *le Cycle de la dissuasion*, 1945-1990 (éd. La Découverte), Alain Joxe s'attache à décrire au travers de la politique américaine de l'après-guerre froide les modalités de la globalisation, les

conflits qu'elle implique, et quel type d'organisation et de domination territoriale elle induit. Alain Joxe a souvent tendance à ramener la restructuration du capital à une volonté ou une stratégie américaine, cela présenté unilatéralement est faux. Mais il est tout aussi faux de toujours considérer les acteurs comme des agents. Dans le premier cas, l'évolution du mode de production capitaliste est ramenée à un jeu d'intérêts et de rapports de force, mais dans le second cas les lois générales du capital sont hypostasiées et deviennent, dans leur abstraction même, le moteur de l'histoire qui n'est alors que leur réalisation. Dans les deux cas, on considère les acteurs comme indéterminés, dans le premier la loi n'est que le résultat fortuit de leur action, dans le second, ils ne sont que des fantoches manipulés par la loi ou par le concept. Quand je dis « les États-Unis veulent ceci ou cela », mon sujet est déjà plein jusqu'à la nausée de déterminations, non pas de déterminations qui l'agissent, mais qui tout simplement sont lui ; ce serait déjà introduire une ambiguïté de dire qu'elles le définissent.

« L'Europe otanique obligeait l'Amérique à un minimum de territorialité impériale. En s'en détachant, les États-Unis s'élancent dans une direction qui les attire depuis toujours : celle qui ferait d'eux la première puissance impériale mondiale d'un type nouveau ; effaçant pour toujours la frontière entre la guerre et la paix et entre l'ordre et le désordre, ils chercheraient franchement à dominer par des stratégies indirectes un univers globaliste dérégulé et délocalisé. [...] C'est la forme possible de l'empire américain sur le monde entier. Il ne s'agira pas d'un empire terrestre, d'un "empire-monde", pour reprendre la terminologie de Wallerstein, mais d'une forme nouvelle d'empire universel "maritime", surgissant de l'unicité de l'économie-monde et du contrôle continu en temps réel que permet le *space power*. L'empire du désordre est la forme tout à fait rationnelle que doit prendre l'organisation de la société mondiale, dominée par le système libéral du marché concurrentiel et dotée du système d'armes et de communication modernes. [...] Il se prépare pour le xxie siècle un monde bâti entièrement sur l'accoutumance aux inégalités et aux ghettos. [...] Le rôle du pouvoir militaire, dans l'empire du désordre est de faciliter la libre circulation des flux sur la surface entière du monde, de forcer les peuples à une non-intervention dans "les affaires intérieures du marché" qui seul sera en charge de déterminer les courants de connexion et les noyaux de pouvoirs émergents, à condition que ces noyaux soient plutôt américains. La domination de la planète se fera par des interventions "coups de poings", non seulement grâce au pouvoir naval et aérien, mais aussi par le pouvoir spatial, le pouvoir hertzien : d'une façon générale le pouvoir des *no man's lands*. D'ores et déjà, d'une certaine façon, il n'existe plus que des désordres internes à l'empire unifié. [...] L'empire du désordre est donc un monde où la guerre entre puissances centrales pourrait avoir disparu, et où la société mondiale s'organiserait en sous-ensembles violents, emboîtés ou juxtaposés et fortifiés, pratiquant à l'échelle de la planète comme à l'échelle du quartier l'extorsion et le racket. Aucun des niveaux d'organisation de l'espace géographique (continent, état, région, ville, voisinage) n'aurait plus la légitime ambition de faire régner "à l'intérieur" la paix. [...] On retournera donc pour survivre aux solidarités d'ordre tribal (race, langue, religion) et à leurs versions modernes (mafias, gangs, sectes). Cette évolution n'est pas une utopie. Elle s'amorce visiblement sous nos yeux, depuis longtemps, dans les périphéries Sud du système capitaliste, dans nos banlieues, depuis peu en Chine et en URSS. [...] Mais ce refus de s'engager à terre est une renonciation à l'ordre. Le seul lien entre l'action militaire, la domination et l'établissement d'un ordre politique a toujours été la conquête. En se dégageant de toute obligation de champ de bataille, de toute obligation d'occupation et de toute obligation de conquête, les États-Unis se dégagent également de toute nécessité de produire un modèle d'ordre positif. » (Alain Joxe, *op. cit.*, p. 284 et pp. 287 à 290.)

La limite de l'analyse et de la description d'Alain Joxe réside dans le fait qu'il ne voit pas d'« ordre », car pour lui, l'ordre ce n'est pas la reproduction du mode de production capitaliste, mais fondamentalement la démocratie, qui est pour lui la société, définie comme rapport entre citoyens. L'ordre est le résultat d'une citoyenneté sur un territoire, une implication communautaro-politique de l'individu et non pas les rapports contradictoires de classes. L'intérêt de cette analyse est cependant de bien faire ressortir que, si l'on pose comme point de départ le caractère global de la circulation internationale du capital (c'est-à-dire si l'on ne pose pas cette circulation comme rapports et sommes entre aires prédéterminées), il est vain, et contradictoire à l'hypothèse de départ, de rechercher une réorganisation

nationale ou régionale intégratrice, ayant une cohérence en elle-même. On ne peut demander à la restructuration actuelle du capital de réaliser un type de cohérence des rapports sociaux capitalistes qui appartenaient à un stade antérieur. La restructuration actuelle ne va pas ressusciter le « fordisme » là où il existait, et encore moins l'étendre là où il n'existait pas. Elle ne produit pas non plus un « retour aux solidarités tribales ». Ce n'est pas un retour : le contour, le contenu de la « tribu », sont une production actuelle, bien sûr on peut faire l'histoire de tout et de n'importe quoi, et donc considérer la communauté comme ethnie, tribu, communauté religieuse et pourquoi pas de quartier comme Michel Seurat avait tenté de le faire à Tripoli au Liban.

Ce qui est analysé comme destructuration régionale ou nationale prend son sens et est définitoire d'une autre cohérence mondiale, dans le cadre de la restructuration générale du mode de production capitaliste. Le problème consisterait à définir théoriquement le statut des interfaces entre les focalisations productives plus ou moins denses du cycle mondial du capital et ce que l'on décrit comme marges, tribus ou ghettos, économie souterraines, mafias diverses, kleptocraties, centres financiers *off-shore*. La nouveauté réside dans le fait qu'il ne s'agit plus d'articulation entre le mode de production capitaliste et d'autres modes de production, même si ceux-ci n'avaient de signification que par rapport au premier, mais de la diffusion hiérarchique globale du mode de production capitaliste posé mondialement comme une totalité. Le cycle mondial du capital ne peut plus se décrire comme articulation mais plutôt comme diffusion. On ne peut plus également parler d'enclaves ou de développement par enclaves, dans la mesure où, dans une société duelle, avec les économies souterraines, les ghettos ou les ethnies, c'est toute la société qui fonctionne pour et par ces enclaves, même si ce n'est que pour rembourser quelque projet pharaonique improductif.

Dans cette situation de dépassement des intégrations nationales et régionales, la reproduction du capital qui se bouclait plus ou moins sur une aire délimitée perd ce cadre de références et de cohérence. L'État en assurait la cohérence en ce qu'il émane du pôle dominant (celui qui subsume l'autre) de l'implication réciproque entre prolétariat et capital, il était le garant de cette implication réciproque, c'est ce que l'on appelle assurer le compromis social. Le principe fondamental, conceptuel, de cette perte de cohérence réside dans la scission entre le procès de valorisation du capital et la reproduction de la force de travail. Les notions d'économies parallèles ou souterraines sont bien superficielles en ce qu'elles ne font que renvoyer au caractère légal de l'activité (déclarée ou non), à sa taille ou à son marché immédiat, elles ne rendent pas compte des racines de cette « souterranéité », et du caractère beaucoup plus global du phénomène.

La valorisation du capital s'échappe « par le haut » en fraction ou segment du cycle mondial global du capital, au niveau des investissements, du procès productif, des emprunts, du marché, de la circulation de la plus-value, de la péréquation du profit, du cadre concurrentiel ; les pays du Maghreb étant de plus en plus dépendant de l'ensemble européen, le Moyen-Orient quant à lui de l'ensemble américain ou japonais. La reproduction de la force de travail s'échappe « par le bas » : autosubsistance, solidarités locales, économies parallèles, ce qui retravaille d'anciennes cohésions sociales. Le cadre national central et le rôle de l'État se délitent.

Les transformations socio-économiques du Liban dans les quinze années de guerre sont exemplaires de ce double échappement. Durant ces années de guerre, le bouclage de la reproduction de la société libanaise autour de son rôle d'intermédiation entre l'*hinterland* arabe et le capitalisme occidental s'effondre, surtout après la fin du boum pétrolier à partir de 1982. À l'issue de cette période, on constate que, d'un côté, les banques, les sociétés d'assurance, les sociétés de consultants et d'ingénieries se sont internationalisées, même si cela ne s'est effectué à l'origine que contre leur gré, comme réponses aux « difficultés » intérieures. Les dépôts essentiellement constitués au début de la guerre en livres libanaises s'effondrent du fait d'une inflation vertigineuse qui ruine l'épargne des classes moyennes (commerçants, artisans), au profit d'une dollarisation des encaisses et des dépôts en devises. Kamal Hamdan dans « Les Libanais face à la crise économique et sociale : étendues et limites des processus d'adaptation » (*in* la revue *Monde Arabe*, été 1989) écrit : « [...] cette troisième étape (1985-1988) a été caractérisée par la revanche des

taux de profits. Jamais dans l'histoire récente du pays, les taux de profits par unité de valeur ajoutée n'ont été aussi élevés, surtout dans l'industrie et la banque. C'est dans ce sens – la revanche des taux de profits – qu'on peut avancer que cette troisième étape n'a pas été pour la bourgeoisie et le grand capital une période de crise. » (p. 25.) L'effondrement de la monnaie libanaise a produit deux conséquences : l'internationalisation du fonctionnement et des dépôts du système bancaire libanais ; l'extorsion par la bourgeoisie d'une plus grande partie du revenu. Ce second point souligne que si, en effet, il y a d'un côté échappement « par le haut » du côté de la valorisation et de l'accumulation du capital, c'est-à-dire croissance du profit et internationalisation, il y a simultanément échappement « vers le bas », du côté des salaires et des modalités de la reproduction de la force de travail. C'est cette disjonction nationale ou régionale, qui est en même temps production d'une autre unité qui constitue le processus de mondialisation.

En revanche du côté de la force de travail, cet échappement « par le bas », dans la disjonction nationale, passe par un accroissement de l'émigration, une plus grande mobilité intérieure, la dislocation du centre urbain beyroutin comme système de production, (dont l'achèvement est un des objectifs essentiels du premier ministre actuel, Rafic Hariri – milliardaire libano-saoudien), la baisse vertigineuse des salaires réels (tous les prix sont indexés, dollarisés, sauf les salaires), la multiplication du nombre des actifs par famille, le multi-emplois par individu, la constitution de la reproduction de la force de travail en procès marginal et ghettoisé (ce qui aura été le résultat primordial du système des milices).

« Les mutations économiques et sociales engendrées par la guerre – y compris la concentration croissante de la richesse et des revenus chez les uns, la paupérisation relative et même absolue chez les autres – ne sont pas uniquement un produit naturel de cette guerre, mais sont aussi dictées par les lois qui régissent le mouvement du capital et par le comportement des différents groupes sociaux qui s'affrontent pour la production, l'appropriation et l'extorsion d'une grande partie de la plus-value, moyennant l'utilisation "à la libanaise" d'un libéralisme économique archaïque en l'absence de mécanismes régulateurs et du rôle central de l'État. » (*ibid.*, p. 39.)

Il s'ensuit que ce que l'on appelle la « régulation sociale » ou le « compromis social » ne peuvent plus être assurés qu'avec un recours de plus en plus inhérent et fréquent à la force. L'emploi de la force est, de toute façon, inclus dans l'implication réciproque : la transformation de la plus-value en capital additionnel ne va jamais de soi.

La globalité du cycle mondial du capital ne résulte pas d'un processus d'approfondissement, de devenir de plus en plus mondial du capital. On serait tenté de dire que le capital est d'emblée mondial, mais que cette mondialité a une histoire dont les diverses étapes sont déterminées quant à leur contenu et leur allure par les modes de valorisation du capital : capital commercial, subsumption formelle, subsumption réelle avec ses deux phases (voir plus loin). Il ne peut être question de concevoir la mondialisation du capital comme sa diffusion dans un espace prédéterminé, objectivement défini, cet espace fut-il la surface du globe. La mondialisation du capital crée l'espace dans lequel elle s'accomplit, elle le structure, le terme désigne un rapport entre capitaux, un mode de production, et non une occupation de l'espace. La mondialisation ne se définit pas par une plus ou moins grande surface occupée par le capital, mais par un certain type de rapports entre capitaux, entre capital et force de travail, un certain type de reproduction du capital, elle peut être paradoxalement abandon de régions entières, dont l'existence n'en demeure pas moins définie par la reproduction des rapports sociaux capitalistes. Le problème consiste à dépasser une pure approche descriptive, nécessaire si elle parvient à être synthétique, pour accéder à une définition conceptuelle, génétique, du phénomène : en terme d'exploitation de la force de travail, de péréquation du profit, de formation de la valeur, d'accumulation.

Pour comprendre le procès de la mondialisation du capital, c'est dans le processus général de la restructuration actuelle qu'il faut le situer. La restructuration actuelle du mode de production capitaliste

est une restructuration à l'intérieur de la subsomption réelle du travail sous le capital. On ne doit pas amalgamer, considérer au même niveau, la plus-value relative, substance de la subsomption réelle, et la subsomption réelle elle-même, ce qui serait confondre une détermination conceptuelle du capital et une configuration historique. La plus-value relative est le principe formateur et dynamique de la subsomption réelle, principe qui structure puis bouleverse la première phase de celle-ci (de la Première Guerre mondiale à la fin des années soixante). La plus-value relative est le principe unifiant les deux phases de la subsomption réelle. La subsomption réelle a une histoire parce qu'elle a un principe dynamique qui la forme, la fait évoluer, pose certaines formes du procès de valorisation ou de circulation comme des entraves et les transforme. La plus-value relative, qui affecte le procès de travail et toutes les combinaisons sociales du rapport entre le prolétariat et le capital et conséquemment des capitaux entre eux, est ce qui permet de poser une continuité entre les phases de la subsomption réelle et une transformation de celle-ci. Si on identifie plus-value relative et subsomption réelle, l'évolution devient impossible, sauf à rajouter un élément ou une configuration du procès de valorisation plus ou moins anecdotique par rapport au concept de capital, car on a déjà tout (il n'y a pas, en effet, de troisième mode d'extraction de la plus-value). Si les deux coïncident tout ne peut être que donné dès l'instauration historique de la subsomption réelle. On ne poserait alors entre les deux phases de la subsomption réelle qu'une continuité, un processus de révélation du capital à sa vérité, le changement ne serait qu'élimination d'archaïsmes, la transformation ne serait alors en définitive que formelle. À la limite, c'est la notion même de crise entre les deux phases qui disparaîtrait, car on ne passerait pas réellement d'une configuration particulière de la contradiction entre prolétariat et capital à une autre, et la notion de restructuration disparaîtrait par la même occasion.

C'est donc de l'analyse de la plus-value relative qu'il faut partir, pour trouver pourquoi et comment la première phase de la subsomption réelle entre en crise au début des années soixante-dix. Qu'est ce qui s'est constitué, à l'intérieur d'elle-même, comme entrave, dans cette phase ?

De ce point de vue, par rapport à la production de plus-value relative, les axes qui ont porté la baisse du taux de profit dans la phase antérieure nous offrent la vision des éléments que le capital doit abolir, transformer, ou dépasser dans la restructuration actuelle. Cependant à ce niveau, l'approche est encore empirique, en ce que la liste de ce qui est à dépasser ne constitue pas en soi le principe commun du dépassement, la loi de transformation, sa hiérarchisation et structuration conceptuelle. Déjà cependant, on peut rassembler tout cela en deux grandes parties, recouvrant la spécificité de la plus-value relative par rapport à la plus-value absolue : le procès immédiat de production ; les combinaisons sociales (reproduction de la force de travail, rapport entre les sections et les capitaux, aires d'accumulation).

Dans le premier point, nous avons affaire à toutes les caractéristiques du procès de production immédiat (travail à la chaîne, coopération, production-entretien, travailleur collectif, continuité du procès de production, sous-traitance, segmentation de la force de travail), et à toutes les modalités de la reproduction de la force de travail (travail, chômage, formation, cycle d'entretien du travailleur). Dans le second, nous avons affaire aux modalités de l'accumulation et de la circulation : rapport entre production et marché, accumulation nationale, différenciation entre centre et périphérie, division mondiale en deux aires d'accumulation (guerre froide), apparition « matérielle » de la monnaie.

Si par rapport à ces deux grandes catégories, qui regroupent ce qui de façon immédiate est apparu comme les obstacles à la poursuite de l'accumulation, on en revient à la plus-value relative comme principe de développement et de mutation de la subsomption réelle, et que l'on se demande en quoi ces éléments peuvent faire spécifiquement, qualitativement, obstacles à la croissance de la plus-value relative, on est amené à trouver le principe de base synthétique de la restructuration.

Il s'agit de tout ce qui peut faire obstacle au double moulinet de l'autoprésupposition du capital, à sa fluidité. « Le procès de production capitaliste reproduit donc de lui-même la séparation entre travailleur et conditions du travail. Il reproduit et éternise par cela même les conditions qui forcent l'ouvrier à se vendre pour vivre, et mettent le capitaliste en état de l'acheter pour s'enrichir. Ce n'est plus le hasard qui les place en face l'un de l'autre sur le marché comme vendeur et acheteur. C'est le double moulinet du

procès lui-même, qui rejette toujours le premier sur le marché comme vendeur de sa force de travail et transforme son produit toujours en moyen d'achat pour le second. Le travailleur appartient en fait à la classe capitaliste, avant de se vendre à un capitaliste individuel. Sa servitude économique est moyennée et, en même temps, dissimulée par le renouvellement périodique de cet acte de vente, par la fiction du libre contrat, par le changements des maîtres individuels et par les oscillations des prix de marché du travail.

« Le procès de production capitaliste considéré dans sa continuité, ou comme reproduction, ne produit donc pas seulement marchandise, ni seulement plus-value ; il produit et éternise le rapport social entre capitaliste et salarié. » (Marx, *le Capital*, éd. Sociales, Livre I, t. 3, pp. 19-20.)

La restructuration consiste donc à dépasser tout ce qui peut faire obstacle à la fluidité de ce double moulinet, en l'élimination de tous ses points de cristallisation. On trouve, d'une part, toutes les séparations, protections, spécifications qui se dressent face à la baisse de la valeur de la force de travail, en ce qu'elles empêchent que toute la classe ouvrière, mondialement, dans la continuité de son existence, de sa reproduction et de son élargissement, doive faire face en tant que telle à tout le capital : c'est le premier moulinet, celui de la reproduction de la force de travail. On trouve, d'autre part, toutes les contraintes de la circulation, de la rotation, de l'accumulation, qui entravent le second moulinet, celui de la transformation du surproduit en plus-value et capital additionnel. N'importe quel surproduit doit pouvoir trouver n'importe-où son marché, n'importe quelle plus-value doit pouvoir trouver n'importe-où la possibilité d'opérer comme capital additionnel, c'est-à-dire se transformer en moyens de production et force de travail, sans qu'une formalisation du cycle international (pays de l'Est, périphérie) ne prédétermine cette transformation. La fluidité de chacun des moulinets n'existe et ne peut être mise en œuvre que dans et par celle de l'autre.

Globalement, la restructuration se définit comme la dissolution de tous les points de cristallisation du double moulinet de l'autoprésupposition du capital, et cela depuis tout ce qui constituait l'identité ouvrière, jusqu'à la séparation entre centre et périphérie, la séparation du cycle mondial en deux aires d'accumulation et enfin au système monétaire. L'erreur à éviter consisterait à ne considérer que le premier moulinet comme transformation du rapport entre prolétariat et capital, le second moulinet étant réduit à un rapport du capital à lui-même, c'est-à-dire à un rapport des capitaux entre eux. Il est vrai que le second moulinet ne se ramène pas au premier, il ne faut pas lui dénier sa spécificité, c'est celui dans lequel le surproduit revient comme capital additionnel face au résultat du premier, celui où la force de travail est reproduite dans un abaissement de sa valeur et dans son élargissement. La transformation du rapport entre prolétariat et capital ne se situe pas plus au niveau du premier que du second moulinet pris de façon séparée.

L'exploitation, qui est le contenu de ce rapport, se décompose en trois moments: achat-vente de la force de travail ; subsomption du travail sous le capital ; transformation de la plus-value en capital additionnel, c'est-à-dire en nouveaux moyens de travail et force de travail modifiée. Avec la restructuration actuelle, ce sont les deux bras du moulinet qui deviennent adéquats à la production de plus-value relative en même temps que le procès de production immédiat, leur intersection, qui confère à chacun son énergie et la nécessité de sa métamorphose. C'est en ce sens que la production de plus-value et la reproduction des conditions de cette production coïncident. C'est la façon dont étaient architecturées, d'une part, l'intégration de la reproduction de la force de travail, d'autre part, la transformation de la plus-value en capital additionnel et, enfin, l'accroissement de la plus-value sous son mode relatif dans le procès de production immédiat, qui était devenue entrave à la valorisation sur la base de la plus-value relative.

La caractéristique essentielle de la restructuration est celle de la mondialisation du capital. L'« internationalisation », ou « mondialisation » du capital, n'est pas une caractéristique à côté d'autres caractéristiques comme la reproduction de la force de travail, la monnaie, ou le procès de production immédiat, ou le rapport entre production et circulation. La mondialisation du cycle du capital est la forme générale de la restructuration, ce n'est qu'ainsi qu'existe la fluidité du premier moulinet et, bien sûr, aussi celle du second. Elle n'est pas la dynamique, qui demeure la plus-value relative, mais la synthèse de toutes

les caractéristiques, une sorte d'abstraction intermédiaire. L'abstraction qui permet de construire le réel comme concret pensé et, dans l'analyse de la restructuration, le concept de plus-value relative.

La mondialisation n'est pas ce qui transforme le procès de production immédiat, la reproduction de la force de travail ou la rotation du capital ; ce sont plutôt les transformations suivantes, comme dépassement des limites antérieures sur la base de la dynamique de la plus-value relative, qui construisent la mondialisation :

- 1) transformation du procès de production immédiat (production de plus-value) ;
- 2) transformation de la gestion, reproduction de la force de travail ;
- 3) transformation du marché mondial : cycle international du capital, mondialisation en tant que transformation de la plus-value en capital additionnel ;
- 4) transformation du système monétaire et financier coiffant et rendant cohérent l'ensemble, ramenant à un commun dénominateur les disparités productives et représentant en chaque capital particulier la contrainte à la mondialisation.

En ce sens, la mondialisation n'est pas une extension planétaire, mais une *structure spécifique d'exploitation et de reproduction du rapport capitaliste*. Elle est le contenu comme forme de la restructuration du rapport entre prolétariat et capital : appropriation des forces sociales du travail dans le procès immédiat, segmentation, flexibilité, abaissement de la valeur de la force de travail dans les combinaisons sociales de sa reproduction et de son entretien sont devenus en eux-mêmes des processus de diffusion illimités, tout comme la transformation de la plus-value en capital additionnel. N'aborder les transformations du marché mondial qu'en elles-mêmes, comme concurrence entre les capitaux, ce n'est encore qu'une vision partielle de la mondialisation. Elle n'intègre pas qu'une telle transformation de la métamorphose de la plus-value en capital additionnel n'existe que si le procès de production immédiat, où se forme la plus-value, que si le renouvellement du face à face avec le travail, où elle devient capital additionnel, sont un procès de production et une reproduction de la force de travail, eux-mêmes restructurés. La critique de la mondialisation ne peut être un point de départ de la critique actuelle du mode de production capitaliste.

Quand le rapport contradictoire entre le prolétariat et le capital ne se définit plus que dans la fluidité du double moulinet de la reproduction capitaliste, le prolétariat ne peut remettre en cause le capital qu'en remettant en cause le mouvement dans lequel il est lui-même reproduit comme classe. Une telle structure de la contradiction ne peut être, en elle-même, que mondiale. Tel est alors son contenu, historiquement spécifique, quant à son développement et quant à sa résolution : l'abolition du capital, l'abolition du prolétariat... le communisme.

ANNEXE I

LA SECONDE INTIFADA

RAPPEL HISTORIQUE

Depuis l'apparition de la « Question d'Orient » durant la seconde moitié du XIX^e siècle, l'histoire du Proche et Moyen-Orient est celle du développement de rapports sociaux capitalistes dans la région. Le tumulte de cette histoire provient de l'inexistence d'un processus endogène de développement de ces rapports. Ce sont d'abord les interventions occidentales qui ont travaillé la matière sociale en place (rapports tributaires, économie marchande et usurière, grandes propriétés latifundiaires, domination administrative et religieuse...), mais le moment décisif, ce fut le Yishouv puis la création de l'État d'Israël.

Depuis l'entre-deux-guerres (avec comme épisode central la grande grève des années trente) et surtout depuis 1948, Israël apparaît, dans la région et pour les pays arabes, comme la contrainte à ce développement. La simple existence d'Israël est en soi bouleversement des rapports sociaux antérieurs : accélération du développement des rapports sociaux capitalistes dans la région, transformation des formes de propriété, imposition de la forme de l'État-nation, coupure géographique du monde arabe, incitation au fractionnement religieux, stérilisation des ressources dans l'effort de guerre, quart-mondialisation d'une partie du monde arabe, avant-poste militaire permettant de frapper directement toute tentative d'autonomie économique ou politique, contrôle de la vie politique et économique de la région, transformation des formes de propriété foncière, transformation des communautés juives moyen-orientales en minorités nationales, menace militaire, rupture de la continuité territoriale du monde arabe, imposition de frontières tranchées et de la structuration du monde arabe en États-nations, ruine du commerce arabe traditionnel transnational, archaïsme de la propriété latifundiaire et *last but not least* la pression des réfugiés palestiniens devenus *manu militari* des prolétaires. La simple existence d'Israël au Moyen-Orient a entériné le devenir de la région en situation de retard, de sous-développement. Les conflits avec Israël sont l'histoire du développement capitaliste dans les pays arabes. À travers les guerres de 1948, de 1956, de 1967, et de 1973, ce sont les contradictions sociales internes du monde arabe (en devenir vers des rapports sociaux spécifiquement capitalistes) qui se développent et se règlent dans l'affrontement avec Israël.

La guerre de 1948-1949 marqua la fin de la domination de la bourgeoisie traditionnelle, c'est-à-dire les grands propriétaires fonciers, souvent absentéistes, la bourgeoisie commerciale, les grands dignitaires religieux. De 1948 à 1956, l'affrontement entre les États arabes et Israël impulse l'élimination de cette bourgeoisie traditionnelle par la petite bourgeoisie nationaliste, qui trouve en Nasser son leader. De 1956 aux années 1967-1970, le développement du capital suit la voie classique : réforme agraire, nationalisation du commerce, urbanisation, industrialisation. Les bases de rapports sociaux capitalistes modernes sont

créées. Durant ces années-là, le problème palestinien est relégué au second plan et ne jouit d'aucune autonomie. En effet, pour la petite bourgeoisie nationaliste, c'est tout logiquement que le développement autonome d'un capital arabe plus ou moins unifié doit prédéterminer, passer avant, servir de condition, à la résolution du problème palestinien.

Ce type de développement capitaliste autocentré parvient rapidement à ses limites, qui deviennent patentes dans la période qui sépare la guerre de 1967 de celle de 1973. Durant cette période, on assiste à l'élimination de la bourgeoisie nationaliste et à la réorganisation régionale autour de la circulation de la rente pétrolière, réorganisation devenant dominante après la guerre de 1973 qui, encore une fois, au travers de l'affrontement avec Israël, ouvre une nouvelle phase de développement capitaliste au Moyen - Orient. Cependant, en tant qu'élément de contestation sociale de cette transition, et parce que, de toute façon, dans ce type de développement, ils sont de trop en tant qu'entité nationale spécifique, les Palestiniens sont à nouveau éliminés en tant que force autonome : Septembre noir en 1970, puis l'action de la Syrie au Liban à partir de 1975, et enfin d'Israël en 1982.

Le développement et l'approfondissement des rapports capitalistes dans le monde arabe, du fait des obstacles à leur développement endogène, et donc de l'époque et des conditions dans lesquelles ils apparaissent et se développent, ne parviennent à se « stabiliser » et à avoir un sens que dans l'articulation et l'intégration de la région dans le cycle international du capital, ce qui, dans ce cas, s'effectue spécifiquement au travers de la circulation régionale et internationale de la rente pétrolière (c'est précisément ce que conteste un Ben Laden, cf. texte « *Pétrole, sexe et talibans* »).

On peut situer cette phase de l'intégration rentière dans le fil des phases précédentes en ce qu'elle se place toujours dans la perspective de l'affrontement avec Israël et prend pour critère le règlement du problème palestinien, baromètre dans le monde arabe du développement des rapports sociaux spécifiquement capitalistes. Mais, de ce point de vue-là également, la phase est *transitoire* ; en unifiant la région sur des bases spécifiquement capitalistes (il n'y a qu'à voir le gigantesque arrachement de force de travail à la petite production marchande ou à l'agriculture que sont les transferts de main-d'œuvre vers le Golfe, ainsi que les retombées dans les pays d'origine des migrants), cette reproduction régionale perdait toute autonomie et se décentrait dans la reproduction globale du mode de production capitaliste. La montée de l'islamisme et l'éclatement de la première Intifada rendent patent le caractère transitoire de cette période, le rapport d'exploitation ne pouvant plus se boucler sur une aire régionale d'accumulation. Les rapports sociaux spécifiquement capitalistes maintenant en place au Moyen-Orient dévoilent, dans la violence de ces soulèvements, l'absence de dynamique régionale endogène de leur reproduction. Pas plus la circulation *régionale* de la rente que le *capitalisme national israélien* ne peuvent fournir le principe général de reproduction de la force de travail et de son exploitation. C'est ce qu'a révélé la première Intifada et ce que confirme la seconde.

En 1987, Israël ne peut plus rien opposer à cette nouvelle vague de révolte sans, comme le rend incontournable la seconde Intifada, remettre totalement en question ce qu'il est en tant qu'État. L'affrontement israéloarabe en est revenu à son point de départ, un affrontement entre Israéliens et Palestiniens, parce que la question centrale de cet affrontement est devenue celle du rapport entre prolétariat et capital. Depuis 1945, le problème palestinien, c'est le problème du développement du capital au Moyen-Orient, chaque phase de ce développement est une tentative de résolution et/ou d'élimination de ce problème.

L'époque de la première Intifada, c'est l'époque des premières impasses économiques d'Israël, de la fin de la guerre au Liban, des politiques d'ouverture économique, de la montée de l'islamisme, de la fin de la guerre entre l'Irak et l'Iran, et, dans la foulée, de la marginalisation des pays du Golfe à la suite de l'intervention américaine (marginalisation en ce qui concerne la fixation et circulation de la rente pétrolière), du nécessaire dépassement de l'intégration régionale autour de la rente, c'est l'époque où les rapports sociaux spécifiquement capitalistes ont gagné l'ensemble de la région et y dominent de façon quasi exclusive. Tous ces événements ont en commun de définitivement trancher les liens avec les

conditions historiques locales dans lesquelles ces rapports ont dû émerger. Fin des années quatre-vingt-début des années quatre-vingt-dix, la reproduction de rapports sociaux spécifiquement capitalistes n'a plus de solutions locales ou régionales.

L'intégration rentière régionale était déjà, en elle-même, une définition *a priori* mondiale de la reproduction des rapports sociaux capitalistes au Moyen-Orient. Cependant, tout comme les projets capitalistes de la vieille bourgeoisie traditionnelle, ou de la bourgeoisie nationaliste, elle relevait, bien que ne pouvant qu'être une transition, d'une organisation encore régionale du développement des rapports sociaux capitalistes. La guerre du Golfe a marqué la fin de toute cette époque, la période qui s'ouvre alors ne peut trouver ses caractéristiques et les déterminations de son analyse dans une histoire du Moyen-Orient, cette guerre qui, avec la fin de la guerre froide, voit l'intervention directe des États-Unis achève, réalise, et dépasse la phase de l'intégration rentière régionale. On passe à un autre niveau, à une autre configuration. Non seulement la définition mondiale de la région est donnée *a priori*, et non comme résultat et articulation, mais encore elle ne se présente plus comme organisation régionale, pouvant se définir en tant que telle, se bouclant, socialement, économiquement, en termes de rapports entre les classes, sur une aire particulière.

Le problème palestinien n'est plus l'expression des limites du développement capitaliste arabe comme jusqu'en 1967, il n'est plus non plus l'expression du nationalisme arabe anti-impérialiste, comme de 1967 à 1979-1980 (Camp David, puis l'élimination du Liban), face à l'économie rentière. Avec la première Intifada, le problème palestinien est devenu celui de la capacité pour tous les capitaux de la région de reproduire et d'exploiter le prolétariat local. Ce qui se joue depuis entre Israël et les Palestiniens des territoires occupés est déterminant pour tous les capitaux de la région et pour l'avenir du développement capitaliste de la zone en général. Avec la seconde Intifada, la question est de disjoindre la valorisation du capital de la reproduction de la force de travail, ce qui remet en cause cette jonction là où elle existait déjà (sur un modèle plus ou moins « fordiste ») c'est-à-dire en Israël, et remet également en cause l'existence hypothétique d'un État palestinien comme garant national, pour les Palestiniens, de cette reproduction. La révolte palestinienne entre alors de plain-pied dans le nouveau cycle de luttes. Elle relève, de façon encore plus abrupte que dans les aires centrales du capitalisme, de la non-confirmation d'une identité prolétarienne reconnue et confirmée dans la reproduction du capital, d'une disparition de l'identité ouvrière (si tant est qu'elle ait fugitivement existé pour les Palestiniens), d'une contradiction entre les classes se situant au niveau de leur reproduction et donc de leur remise en cause.

L'ÉTAT D'ISRAËL EN QUESTION : « LA NUQUE RAIDE »

La seconde Intifada a son origine dans l'incapacité d'Israël à appliquer effectivement les accords d'Oslo du fait de leur anachronisme. En 1993, après la guerre du Golfe, l'OLP est à genoux, son allié l'Irak est anéanti, les émigrés au Koweït, qui assuraient une grande partie des revenus, chassés. L'État qui héberge la majorité des Palestiniens, la Jordanie, est placé sous haute surveillance, le camp pro-américain, l'axe Le Caire - Ryad triomphe. Une « fenêtre de tir » est ouverte pour une paix aux conditions d'Israël, ce seront les accords d'Oslo.

Ils prévoyaient un État-croupion en Cisjordanie et à Gaza entièrement sous protectorat israélien mais permettant à Israël de ne plus avoir la charge du maintien de l'ordre tout en profitant de la main-d'œuvre et d'une petite profondeur stratégique, notable vu la taille des territoires en jeu. Les accords ont bien déchargé Israël du maintien de l'ordre, l'Autorité nationale palestinienne contrôlant 93 % de la population des territoires occupés en 1967 (hors Jérusalem) dans les zones qu'elle gère. Mais la colonisation continue a fait de ces zones une série d'enclaves carcérales isolées par les colonies, les check-points et les routes de contournement. La population juive a doublé dans les territoires et l'activité économique des Palestiniens

a été étouffée. Le nombre des travailleurs palestiniens en Israël fluctue au gré des besoins israéliens et des bouclages, la misère s'installe sous la férule des sept polices hyper-corrompues d'Arafat payées par les fonds européens. Cette situation était absolument intenable, l'échec des négociations d'août 2000 aux États-Unis (dites de Camp David) était inévitable. L'antagonisme se concentrait sur Jérusalem mais il était sur tout le reste ; Jérusalem, avec ses lieux saints, servait à prouver le caractère inconciliable du conflit en marquant les repaires ethniques alors que le véritable obstacle à l'indépendance palestinienne, c'est la colonisation. Cette évolution ethnique s'est réalisée dans la participation des Arabes d'Israël à l'Intifada provoquant un pogrom perpétré par une police largement soutenue par la population juive locale.

Ce qu'Israël ne peut pas faire sans crise grave, c'est démanteler la quasi-totalité des colonies, c'est se retirer réellement, le contrôle militaire global de ce point de vue ne suffit pas. Il y a incapacité d'Israël à laisser jouer à l'OLP sa fonction de syndicat de la force de travail palestinienne en Israël et d'honnête gestionnaire de la vie quotidienne dans l'État-croupion avec un minimum de logique autre que répressive.

L'Intifada a été motivée par la provocation étatique orchestrée de Sharon sur l'esplanade des Mosquées, elle était destinée à accélérer la formation d'un gouvernement d'union nationale menant une répression très violente mais courte, devant probablement permettre d'arracher l'accord d'Arafat aux conditions d'Israël exprimées à Camp David. C'est-à-dire le payer essentiellement en promesses à négocier éternellement et à encore gagner du temps, ce qui est la politique d'Israël depuis 1993. Pourquoi Israël a-t-il la « nuque raide » ? Pourquoi est-il incapable d'appliquer les accords léonins d'Oslo ? Pour l'instant, sa structure même le lui interdit, il est incapable d'abolir la « frontière » (au sens américain) de renoncer à son caractère « pionnier » même si, depuis belle lurette, ce n'est plus qu'une caricature ; en fait, il est essentiellement incapable de renoncer à son caractère *militaire* que la colonisation implique.

Le caractère profondément militaire de l'État d'Israël répond à son origine mais aussi à sa situation actuelle, les classes sociales intégrées dans l'État social-démocrate créé par le sionisme de gauche, le seul sionisme réel, le sont au travers d'un *welfare* certes très diminué mais encore existant. La perpétuation de ce *welfare* est devenue largement ethnique au travers de partis-lobbies comme le Shash pour les Séfarades. On assiste en ce moment à une « révolution juive » séfarade qui, dans l'orthodoxie, promeut une identité radicalement différente de celle des fondateurs sionistes de gauche, qui voulaient un État essentiellement laïque, typiquement européen et finalement déjudaisé, cette révolution juive rejoindra peut-être à terme, dans une optique communautariste à l'américaine, l'Israël post-sioniste mais ce n'est pas encore fait. Israël BeAlya et Israël Beiteinou pour les Russes ont aussi un rôle intégrateur essentiel, d'autant plus qu'il paraît qu'un tiers de ces Russes ne seraient pas juifs, raison de plus de faire de la surenchère irrédentiste sur la Judée et la Samarie. Le caractère militaire et surtout en guerre d'Israël intègre tous ces éléments. Il existe bien un Israël branché high-tech qui est prêt à passer à autre chose, pour lequel la question des territoires n'est que poids mort, mais cette évolution suppose la réalisation complète du post-sionisme et cela est encore très difficile. Ce serait, comme on dit, une « révolution pour Israël », la paix bouleverserait tous les mécanismes d'intégration qui ne sont plus pris dans une dynamique d'extériorisation des conflits.

LA FIN DU SIONISME HISTORIQUE

L'existence même d'Israël devient problématique si le sionisme est enterré avec la colonisation. Ce n'est pas une question « idéologique », c'est une question très concrète de mobilisation de la population dans une guerre permanente : le « mur d'airain » cher à Jabotinsky et à Ben Gourion. Les perspectives de *leadership* économique régional tracées par Shimon Perez comme devant être ce qui naîtrait de la paix ne répondent pas maintenant à la cohésion sociale paranoïde d'Israël, qui doit rester une forteresse assiégée quitte à provoquer, cette fois, une guerre ethnique intérieure à l'État lui-même. Les perspectives de développement économique régional étant d'ailleurs pour l'instant encore largement virtuelles.

L'occupation des territoires, c'est-à-dire l'utilisation massive de la main-d'œuvre palestinienne, a signifié la fin du sionisme historique qui se voulait une colonisation autonome fondée sur du travail et du capital juifs. Les principes fondamentaux de cette colonisation qui étaient « unicité du peuple » et « unicité de la terre » se disjoignent, les travaillistes accordant la *priorité* à l'unicité du peuple, le Likoud à l'unicité de la terre, préconisant ainsi l'annexion des territoires. L'absence de perspectives politiques des travaillistes, expression de la caducité de la spécificité de la colonisation sioniste, le renforcement du secteur privé, principal bénéficiaire du travail palestinien, et, de toute façon, le type de développement économique auquel était confronté Israël depuis la fin des années soixante, provoquèrent l'affaiblissement de tout le secteur d'État, de l'organisation administrative de la vie économique et de la Histadrout (un des principaux employeurs israéliens), et finalement s'achevèrent dans l'arrivée au pouvoir du Likoud, avec à sa tête le parti Herout de Menahem Begin, jusque-là structurellement minoritaire sur la base des rapports sociaux israéliens. Dans le Monde du 27 décembre 2002, Ilan Greilsammer, professeur à l'université de Tel-Aviv, déclare à propos du Parti travailliste : « Fondateur de l'État d'Israël, il représentait un certain nombre de valeurs — le collectivisme, le pionniérisme, le syndicalisme — , qui depuis une quinzaine d'années se sont effondrées au profit de l'individualisme et du libéralisme. [...] Le Parti travailliste est un parti en voie de disparition, [...] l'un des pires effets de l'Intifada aura été l'effondrement de la gauche sioniste. Aujourd'hui, il n'en reste plus rien. » Paradoxalement, c'est le plan « Grands Pins », élaboré par Sharon lors de l'invasion du Liban en 1982, qui représente l'apogée de la vision travailliste d'Israël : « Un : il pulvérise l'OLP. Deux : il fait élire le chef des phalangistes chrétiens, Béchir Gémayel, qui signe la paix avec Israël. Trois : il repousse loin les forces syriennes, peut-être même hors du Liban. La fin heureuse espérée, plus aléatoire, était de voir les réfugiés palestiniens du Liban expulsés vers la Jordanie. Là, les Palestiniens renversaient la monarchie hachémite et instauraient leur État. Il ne restait qu'à officialiser le Grand Israël et inciter les Palestiniens des territoires occupés à aller dans leur pays, de l'autre côté du Jourdain. » (*le Monde* du 8 janvier 2002.)

MUTATIONS ÉCONOMIQUES ISRAÉLIENNES APRÈS 1967

Si la place de l'État demeure prédominante dans l'économie israélienne (90 % de la terre appartient à l'État ; un tiers des Israéliens travaillent dans le secteur public ; la Histadrout, principal syndicat et second employeur du pays), tout le secteur public, la Histadrout, les kibboutz connaissent de grosses difficultés financières et, depuis les débuts de la politique libérale amorcée par le Likoud en 1977, ils ne représentent plus l'élément moteur de l'économie israélienne.

À partir de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix, l'époque des développements nationaux autocentrés du capital est révolue. Israël, avec les territoires occupés depuis 1967, a atteint les limites de son développement capitaliste « auto-suffisant », fondé sur l'« exclusivisme », la mise en valeur du travail juif, et le financement de la diaspora. La bourgeoisie israélienne s'engage sur la voie des industries de montages et de la sous-traitance industrielle, le secteur des services se développe, au même moment la dette croissait vertigineusement. On passe d'une politique d'import-substitution plus ou moins autocentrée, dont le sionisme peut être un avatar bien spécifique, à une politique de promotion des exportations, de déréglementation, de libéralisme plus grand. Cela était vital par rapport à un déficit impressionnant de la balance commerciale, et à la gigantesque dette extérieure du pays. Non seulement les territoires sont venus accroître les débouchés, mais surtout l'emploi de la main-d'œuvre palestinienne a pu, pendant un temps, renforcer la compétitivité des produits israéliens dans l'agro-alimentaire, le textile, ou la chaussure. Israël tente en fait de créer ce que l'on appelle la « complémentarité exclusive » entre l'économie des territoires occupés et sa propre économie. C'est en ce sens que l'État encourage la production de biens qui ont une faible demande à l'intérieur des territoires occupés, tout comme celle de produits qui bénéficient d'un avantage comparatif avec l'économie israélienne, celle-ci devenant le

principal client. Il s'agit toujours d'une forme d'intégration en aire « nationale ».

Les industries tournées vers l'exportation sont cependant difficilement compétitives sur le marché mondial, Israël est incapable de concurrencer les économies caractérisées par un surplus de main-d'œuvre pour les produits dépendants de l'utilisation intensive du facteur travail. Avec l'éclatement de la première Intifada, ce type de développement dans lequel pouvait prendre place les territoires avait rencontré ses limites inhérentes. Israël ne peut miser que sur les industries de pointe à forte valeur ajoutée, là où le pays bénéficie de la présence d'ingénieurs de haut niveau payés moins cher qu'un ouvrier qualifié aux États-Unis.

De leur côté, l'Égypte et les autres pays arabes vivent, entre 1967 et 1973, l'échec du développement autocentré. La guerre de 1973 est la reconnaissance réciproque de ce double échec, de cette double tentative de développement capitaliste se voulant autonome et endogène. C'est la transition rentière qui s'ouvrait (de la guerre de 1973 à la guerre du Golfe).

À partir de la seconde moitié des années soixante-dix, alors que la stratégie d'exportations fondée sur la main-d'œuvre à bas prix des territoires occupés commencent à s'essouffler, les industries de pointe tendent à devenir le fleuron et le moteur de l'économie israélienne. Dès 1982, elles représentent un tiers des exportations. Une nouvelle fois, Israël va devenir dans la région le fer de lance et la contrainte au développement et aux transformations des rapports de production capitaliste ; cette fois sous la forme de la « mondialisation libérale ». Cependant, cette fois, cela n'est pas sans risque pour l'État, c'est toute la constitution d'Israël comme social-démocratie blindée qui est alors remise en cause. Cette constitution est remise en cause non pas par l'hypothétique réussite des accords d'Oslo et par l'inacceptable situation de paix, mais d'*abord* par la mutation économique et sociale interne d'Israël dans la seconde moitié des années quatre-vingt et, surtout, durant les années quatre-vingt-dix. Nous avons là la raison essentielle de la « nuque raide » d'Israël évoquée précédemment et de l'échec des accords d'Oslo. Si Israël se crispe jusqu'à la caricature sur ses caractéristiques historiques (colonisation, militarisation de la société, pionniérisme fantasmé mais à effet pratique...), c'est que, fondamentalement, la structure social-démocrate du fonctionnement et de la reproduction de la société a, en fait, déjà éclaté et que, pour l'instant, les conséquences en sont encore difficilement gérables (chômage, baisse des salaires, segmentation sociale, politique, urbaine et professionnelle de la population...). La paix bouleverserait tous les mécanismes d'intégration parce qu'elle ferait apparaître qu'ils n'ont plus lieu d'être parce qu'ils sont déjà bouleversés et caducs. Mais il faut alors se poser une question : et si cette « crispation » n'en était pas réellement une (ou, tout au moins, avait un double aspect), si elle était aussi un élément de ces mutations et jouait un rôle important dans celles-ci : comme aménagement et contrôle de l'espace éclaté de la reproduction capitaliste – après les aires nationales ? A-t-on besoin d'un aéroport international à Gaza si ce n'est comme attribut d'un État palestinien ? Il est finalement peut-être moins paradoxal qu'il apparaît de voir des Sharon, Meir Porush (extrême droite ultra-orthodoxe ashkénaze) ou Avigdor Lieberman (extrême droite russe) ressusciter les valeurs de l'esprit pionnier de gauche des « origines » et de la colonisation qui n'était pas plus « propre » dans les années trente ou quarante que maintenant.

Après la guerre du Golfe de 1991, les accords d'Oslo (1993) échouent parce que, avant tout, ils sont *anachroniques*. La guerre du Golfe, avec la faillite de l'intégration rentière régionale, marque la fin de toute solution nationale ou régionale aux problèmes de la valorisation du capital et de la reproduction des rapports capitalistes. Or les accords d'Oslo, complétés par les accords économiques de Paris en 1994, définissent une aire régionale et même nationale de développement (si l'on considère que, économiquement, ces accords ne laissent aucune liberté de rapports extérieurs aux territoires palestiniens). En fait, ils entérinent une situation déjà dépassée, celle qui va de la fin des années soixante à la première moitié des années quatre-vingt : la « complémentarité exclusive ». Ils devaient transformer l'Autorité palestinienne en syndicat de la main-d'œuvre bon marché palestinienne au moment où ce type de développement fondé sur l'utilisation de cette main-d'œuvre était déjà largement en voie de dépassement pour Israël. On allait droit dans le mur : la main-d'œuvre palestinienne n'a plus l'importance centrale

qu'elle revêtait quelques années auparavant, il n'est plus aussi vital d'assurer la stabilité politique et sociale de sa reproduction (quand cela l'était, Israël s'en chargeait directement) ; mais en face, Israël, fer de lance de la « mondialisation libérale », est simultanément incapable d'assumer ce rôle sans se saborder lui-même dans son État existant. La préservation, l'extension des colonies existantes et la création de nouvelles sont les réponses spontanées d'Israël à cette double situation. Les accords d'Oslo et de Paris sont comme nous l'avons dit léonins à l'avantage d'Israël, mais ils n'en sont pas pour autant applicables par Israël.

LA MAIN-D'ŒUVRE PALESTINIENNE

La première Intifada d'où sortiront les accords d'Oslo avait elle-même en partie pour origine la crise de ce système de complémentarité fondé sur la main-d'œuvre palestinienne. Les salaires gagnés en Israël et les transferts venus de l'extérieur auraient pu, dans les territoires occupés, continuer à masquer le déclin et le délabrement de l'économie palestinienne, si les Israéliens n'avaient pas, pour amortir leur propre crise, durci leur politique vis-à-vis des territoires occupés au milieu des années quatre-vingt. Sur un fond de révolte endémique, l'inflation venue d'Israël, la dévaluation du shekel, l'augmentation des taxes dans les territoires, la baisse des salaires dans l'agriculture, l'hôtellerie et le bâtiment (secteurs gros consommateurs de main-d'œuvre palestinienne), déclenchent la première Intifada.

Par rapport à la population active palestinienne, le sommet de l'emploi en Israël est atteint au début des années quatre-vingt. En 1980, 34 % de la population active des territoires est employé en Israël, mais cela représente 57 % de la totalité des salariés palestiniens, chiffre qui révèle l'ampleur du bouleversement des rapports sociaux dû à l'occupation israélienne : ce ne fut rien d'autre que l'instauration du salariat. En outre, il ne faut pas oublier qu'il ne s'agit là que de la force de travail migrant vers Israël, et qu'on ne tient pas compte de la spécialisation complémentaire introduite par l'occupation sous la forme de la sous-traitance, ni de la force de travail ayant émigré vers le Golfe de par la faillite interne des territoires. Dans la bande de Gaza, dès 1969, 50 % de la main-d'œuvre industrielle était déjà employé dans la sous-traitance des secteurs du textile et de la chaussure. La sous-traitance était même devenue la principale cause du maintien d'un tissu industriel ou artisanal dans les territoires. Cela au prix, bien sûr, d'une dépendance totale au niveau des échanges « extérieurs ».

Le système entre en crise peu avant la première Intifada qui en signifiera la caducité : Israël ne peut rivaliser avec le « vrai » tiersmonde. En outre, la révolte prolétarienne de la première Intifada dont le nationalisme était inhérent pousse Israël à accéder massivement à d'autres sources de main-d'œuvre bon marché (pour le marché intérieur) sans les inconvénients d'une gestion politique tendue. Le transfert de cette dernière à une « Entité » palestinienne ne règle pas le problème de fond qui est celui de l'utilité de cette main-d'œuvre pour Israël et de la gestion de ses flux. Il serait faux de considérer qu'elle est devenue inutile, mais, globalement en baisse, son flux est quasiment géré au jour le jour : 116 000 en 1992, autour de 100 000 en 1993, 29 500 en 1995, 44 000 en 1998, 125 000 en 2000 à la veille de la seconde Intifada, un peu plus de 10 000 actuellement (premier trimestre 2002). On voit que c'est pendant les années de la grande expansion économique israélienne que le contingent s'effondre (la remontée spectaculaire en 1999 et 2000 est liée à la conjoncture particulière du bâtiment et non à un renouveau de la politique de « petit dragon » exportateur de tee-shirts et de chaussures de sport). Un État dirigé par l'OLP et lié à tout un passé social renvoyant au nationalisme, gérant globalement cette main-d'œuvre avec tout ce que cela implique de légitimité étatique à instaurer (politique, économique et sociale), ne peut être à l'ordre du jour. Aucun État palestinien plus ou moins autonome ne pourrait faire face, dans un cadre national, au taux de chômage global qui résulte des modes d'utilisation actuels de la main-d'œuvre palestinienne.

La stratégie de Sharon d'élimination de l'Autorité palestinienne, avec la bénédiction des États-unis, est tout à fait cohérente avec les mutations déjà accomplies qui ont remis en cause la structure sociale

israélienne et son État et avec le rôle d'Israël au Moyen-Orient dans les transformations mondiales du mode de production capitaliste.

HIGH-TECH, LIBÉRALISME ET ORGANISATION DE L'ESPACE

Dans *le Monde des livres* du 12 avril 2002, on pouvait lire un compte rendu et des extraits du livre *Sur la Frontière* (éd. Stock) de Michel Warschawski (Israélien condamné en 1989 à trente mois de prison pour « prestation de services à des organisations palestiniennes illégales »): « La fracture [à l'intérieur d'Israël, *nda*] est sociale et culturelle [...]. Un rideau de fer est en train de s'ériger entre deux blocs sociaux qui défendent des projets de sociétés antagonistes. [...] Il faut poursuivre un combat simultané contre ceux qui veulent faire d'Israël le *poste avancé de la nouvelle croisade néolibérale au sein des peuples du Proche-Orient* [souligné par nous] et ceux qui veulent l'enfermer dans un ghetto armé, dirigé par les rabbins d'un nouveau messianisme, où l'intégrisme et le nationalisme se renforce mutuellement. »

Les années quatre-vingt-dix ont été marquées en Israël par un renforcement des industries de haute technologie devenues le moteur de la croissance économique, un recul notable et surtout un éclatement communautariste de l'État-providence, un très fort accroissement des inégalités. Ce développement des industries de haute technologie, lié aux investissements étrangers (principalement américains), n'a pu se faire que dans le cadre d'une économie où déréglementation, privatisation et libéralisation transforment les fondements mêmes des mécanismes d'intégration sociale en Israël, ce qui n'empêche de très généreuses subventions versées par l'État aux multinationales s'installant en Israël. C'est cette mutation économique qui, en premier lieu, remet en cause l'existence d'Israël comme social-démocratie blindée. Le début des années quatre-vingt-dix sont en Israël des années de grande expansion économique. La relance du processus de paix renforce la confiance des investisseurs étrangers et, plus important, des marchés auparavant fermés à Israël s'ouvrent : Inde, Chine, pays du Golfe, Indonésie, Amérique latine. En 1995, les investissements israéliens à l'étranger s'accroissent de 46 %, leur croissance continue ensuite pour atteindre 7 % du produit intérieur brut en 2000. Ce n'est pas là une simple donnée économique : la « construction de la nation » n'est plus prioritaire. Le tournant a lieu à partir de 1996 avec le gel de l'anachronique processus de paix (parler de la poursuite de la colonisation est insuffisant dans la mesure où c'est alors cette poursuite qu'il faudrait expliquer) et la reprise des attentats. Les inégalités se creusent, les acquis sociaux sont remis en cause, l'absorption des nouvelles vagues d'immigrants devient de plus en plus difficile. Malgré un produit intérieur brut qui augmente de 50 % entre 1995 et 1999 (la population n'augmente que de 10 %), en 1999, 1,3 million d'Israéliens (sur 6 millions) vivent en dessous du seuil de pauvreté. L'État coupe dans les budgets des dépenses sociales, d'éducation et de santé, en 2001, le revenu par tête a baissé de 2,9 %. Cependant, même dans cette situation, le commerce avec les États-Unis et L'Union européenne, qui représente les trois quarts des échanges extérieurs, se maintient et, en 2000 (jusqu'au début de la seconde Intifada), l'économie repart, à nouveau dopée par le développement de la haute technologie, atteignant au premier semestre un taux de croissance annuel de 5,4 % (6,4 %, d'après *le Monde* du 3 janvier 2002), (données collectées dans le dossier internet du *Monde diplomatique* : « Proche-Orient, la déchirure »). Il est évident que, pour ce secteur, la paix est nécessaire et que les territoires occupés représentent un poids mort dont il faudrait se débarrasser. Mais cette économie mondialisée, déréglementée, libéralisée, dont Israël est le fer de lance au Moyen-Orient, ne se limite pas à la haute technologie.

« Ce boom économique a donné naissance à une nouvelle classe de professionnels et d'entrepreneurs, largement tournés vers le marché mondial et moins préoccupés du contrôle des territoires occupés. Ces puissants nouveaux riches, en contact permanent avec leurs homologues occidentaux, étaient convaincus qu'Israël devait se débarrasser de son image négative d'État occupant, nuisible aux affaires. Ils se sont

polarisés autour de deux tendances : la première, totalement prooccidentale, regardant vers l'Ouest (Europe et États-Unis) plutôt que vers l'Est (territoires occupés et monde arabe) ; la seconde, expression de ceux qui utilisaient la main-d'œuvre palestinienne dans leurs petites entreprises, prônant qu'il était temps de transformer les relations économiques avec les Palestiniens de façon à garantir la stabilité à long terme, mais insistant également sur la nécessité pour Israël de perpétuer sa domination. » (Marwan Bishara, « Fastes années pour l'économie israélienne », *le Monde diplomatique*, avril 2001.) La seconde tendance l'a emporté. Cette domination, on le sait, fut une « réussite » : contrôle des frontières des territoires palestiniens, perception et rétention des taxes de douanes, 80 % des échanges extérieurs palestiniens s'effectuent avec Israël, introduction des « permis de travail » supprimant la « libre circulation » prévue par les accords d'Oslo. Pour Israël, le processus d'Oslo avait pour mission de « sortir Gaza de Tel-Aviv », il s'agissait, avec l'appui financier de la Banque mondiale et de l'Union européenne, d'amener des sociétés de Tel-Aviv à s'implanter dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, selon le modèle des « parcs industriels » (semblables aux *maquiladoras* de la frontière entre les États-Unis et le Mexique). Le projet a connu un début de réalisation et ces « parcs » ont commencé à devenir attractifs pour les investisseurs étrangers à partir de 1998.

« Mais pour que ce projet fonctionne à long terme, il fallait une Autorité palestinienne compétente et légitime afin d'assurer une transition souple vers cette nouvelle relation de dépendance et éviter une nouvelle Intifada qui aurait menacé l'environnement économique. C'est l'OLP qui s'est vue mandatée – ce qu'elle a accepté avec enthousiasme... – pour cette mission au service des principes du marché libre et de l'ouverture des frontières entre l'État d'Israël et les Palestiniens. [...] Nombre d'experts et de conseillers palestiniens se sont associés aux plans israéliens. Constituant une nouvelle classe de profiteurs du processus de paix, peu soucieux de la justesse et de l'équité de ses étapes, ces quelques milliers de "VIP" ont tiré profit de l'« économie de paix » et de l'« industrie de paix » dominées par les Israéliens sous les auspices de la Banque mondiale et de la Communauté européenne [...]. Un nouveau réseau de responsables de sécurité et de fonctionnaires, avec leur clientèle d'hommes d'affaires, a profité du processus : ils ont fait des affaires avec les Israéliens, sous-traitant de la main-d'œuvre à bon marché et entretenant des contacts exclusifs avec les organisations financières internationales. » (Marwan Bishara, *ibid.*)

Cette « seconde vision », qui a donc prévalu après les accords d'Oslo, était éminemment contradictoire, la stratégie de légitimation de l'Autorité et de stabilisation était minée dès l'origine : il fallait à cette stratégie une Autorité palestinienne « légitime » ; sa mise en œuvre, dans son but même, délégitimait cette Autorité. « La corruption est devenu le résultat inévitable d'Oslo. » (*ibid.*) La seconde Intifada, simultanément rejet de l'Autorité et lutte contre la domination israélienne, a suivi.

En réalité, il n'y avait pas deux tendances mais dualité d'une unité : une diffusion hiérarchique du mode de production capitaliste mondial pour lequel l'État palestinien ne peut être légitime et légitimé pour le prolétariat. Le légitimer, c'était le délégitimer. La high-tech, la colonisation et la domination des territoires appartiennent au même monde. Le passage d'Israël au stade actuel du mode de production capitaliste devient un problème de géographie, d'organisation de l'espace. L'Israël branché high-tech n'a peut-être rien à faire des territoires, mais il appartient au monde qui produit ce contrôle de l'espace et de la reproduction de la force de travail pour lequel un État palestinien est caduc avant même d'avoir existé (ce qui est capital pour la compréhension en tant que lutte de classe de la seconde Intifada).

La « crispation » israélienne est un élément des mutations sociales et économiques dont Israël est le fer de lance au Moyen-Orient. Comme syndicat de la main-d'œuvre, un État palestinien a perdu toute nécessité et ne pourrait se construire aucune légitimité, il n'y a pas de gestion nationale possible d'une main-d'œuvre *essentiellement* précarisée avec un taux de chômage permanent si important. On ne peut

demander à la restructuration actuelle du capital de réaliser un type de cohérence des rapports sociaux capitalistes qui appartenaient à un stade antérieur, même *a minima*. La restructuration actuelle ne va pas ressusciter le « fordisme » là où il existait, et encore moins l'étendre là où il n'existait pas. Elle ne produit pas non plus un « retour aux solidarités tribales ou traditionnelles ». Ce n'est pas un retour : le contour, le contenu de la « tribu », de la tradition, de la communauté sont une production actuelle. La reproduction de la force de travail s'échappe vers l'autosubsistance, les solidarités locales, les économies parallèles, ce qui retravaille d'anciennes cohésions sociales. Le cadre national central et le rôle de l'État se délitent. Il est évident que tout cela ne nous donnera pas une stabilisation et une pacification des rapports sociaux, même relatives. Le mode de production capitaliste dans sa restructuration de l'ancien tiers-monde crée de nouveaux types de conflits récurrents et surtout extrêmement violents dans la mesure où il y a disjonction entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail. Celle-ci, quasiment renouvelable à l'infini, segmentée, confortée dans sa double vie de main-d'œuvre capitaliste et de tout petit producteur marchand (ce qui avait été une des limites des tentatives d'industrialisation du tiers-monde), tombe sous la compassion chirurgicale des instances internationales et des missiles guidés. Ceux qui se posent la question « peuvent-ils industrialiser le tiers-monde ? » n'ont rien compris à l'internationalisation du capital. Ce n'est pas une tache d'huile, mais une certaine structure de valorisation et d'accumulation que l'on appelle internationalisation ou mieux mondialisation (n'ayons pas peur des mots à la mode). Ils confondent le capital et la valeur et, répétant la doxa du fordisme (établie *a posteriori*), ils font rimer restructuration avec pacification (*cf.* Gilles Dauvé et Karl Nesic, *Il va falloir attendre*, Arhedis B.P. 20306, 60203 Compiègne Cedex). La « crispation » coloniste d'Israël joue un rôle important comme aménagement et contrôle de l'espace éclaté de la reproduction capitaliste de la force de travail – après les aires nationales. La politique d'implantation des colonies, qui répondait à l'origine à un souci stratégique en dessinant un cordon frontalier le long du Jourdain, ne relève pas simplement de l'effet intégrateur de l'état de guerre sur la société israélienne, caractère qui serait inscrit dans son code génétique et dont Israël ne pourrait se défaire, mais d'un découpage et d'une gestion de l'espace rendant impossible tout État palestinien et mettant en place une particularisation très locale (pointilliste, si l'on tient compte de l'exiguïté de cet espace) de la reproduction et des flux de main-d'œuvre. Sur cette base, qui n'est pas spécifiquement israélo-palestinienne, même si on en a ici un condensé, le mode de production capitaliste va vers des conflits de classe simultanément ethniques et utopiquement nationaux de plus en plus ingérables parce qu'ils se déroulent sur la base nouvelle de la disjonction entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail. Il est alors exact que nous ne nous situons plus dans l'ordre du compromis.

En Israël, la restructuration mondiale du mode de production capitaliste dans sa mondialisation est, encore plus qu'ailleurs, une question de géographie, c'est-à-dire une organisation de l'espace. Le rapport contradictoire entre Palestiniens et capital israélien n'est pas un rapport de peuple colonisé à colonisateurs. Ce n'est pas un rapport de colonisation mais spécifiquement d'exploitation, qui se développe dans un cadre de segmentation de la force de travail, qui a en Israël une base extrêmement forte en raison du passé historique du pays : conjonction de la valorisation du travail juif et de la puissance syndicale d'un côté, et vagues successives d'immigration de l'autre. Au pouvoir depuis 1977, le Likoud a pu balayer toutes les velléités nationalistes (sionistes) des travaillistes, de la Histadrout et du « travail juif ». La destruction de la société palestinienne a été achevée, mais simultanément Israël, dans les années quatre-vingt, a été pris dans les contradictions de sa stratégie exportatrice. Les transformations économiques des années quatre-vingtdix, la caducité du « compromis » intégrateur social-démocrate, la faillite programmée des accords d'Oslo ont totalement changé la donne. La stratégie exportatrice fondée sur la main-d'œuvre palestinienne bon marché ne peut plus être une stratégie nationale israélienne mais laissée, sous forme contrôlée et dominée par le capital israélien (centré quant à lui sur des activités à plus haute valeur ajoutée) et diverses agences mondiales, aux Palestiniens : « sortir Gaza de Tel-Aviv ». C'est la géographie israélienne qui doit se transformer. Transformations dans lesquelles le poids de la géographie est considérable (depuis les Irlandais contre les Anglais, la natalité est l'arme des pauvres).

Même si l'on admet qu'advienne une certaine forme de souveraineté pour quelques parties de la

Cisjordanie et de Gaza, le problème que représente pour l'État d'Israël l'équilibre démographique entre juifs et Arabes n'en n'est pas pour autant résolu en faveur des premiers de façon simple. La question démographique se déplace au sein même de l'État d'Israël. « Le petit noyau de Palestiniens qui avait échappé à l'exode de 1948 a grandi sans faire de bruit. Dans un horizon prévisible, ces 730 000 « Arabes-israéliens » [1 200 000 en 2001, *nda*] ne formeront jamais qu'une minorité. Mais leur natalité les a d'ores et déjà hissés à la majorité en Galilée (52 %) et ne cesse d'accroître leur poids dans le Néguev. Maintenus dans une ruralité anachronique (20 % d'entre eux résident dans des localités de moins de 20 000 habitants), ils occupent *de facto* un terrain plus vaste que l'espace citadin de la population juive (75 % de ces mêmes localités). Les deux provinces par lesquelles Israël s'adosse au monde arabe, la Galilée au Nord et le Néguev au Sud, c'est-à-dire les quatre cinquièmes du territoire, offrent ainsi l'image d'un pont qui reliera à son *hinterland* arabe la conurbation entièrement juive de Tel-Aviv- Jérusalem-Ouest. Imperceptiblement, Israël prend déjà la forme d'une future cité-État, Venise rayonnante, ou Constantinople assiégée. La volonté d'échanges en décidera demain. » (*le Monde* du 5 avril 1991.) En 2000, Israël (avec Jérusalem-Est) comptait 6,3 millions d'habitants dont plus de 1 million d'Arabes ; les territoires 3 millions. Le rapport entre juifs et Arabes étaient donc de 55 % -45 % sur l'ensemble Israël-Palestine ; selon certains démographes cet avantage est destiné à s'évanouir d'ici dix ans (*le Monde* du 8 février 2001). En outre, la proportion de non-juifs parmi les immigrants en Israël progresse de façon spectaculaire. Jusqu'en 1988, leur nombre était dérisoire (0,7 % du total). Il a commencé à s'élever en 1990 avec l'arrivée massive d'une nouvelle vague d'immigrants venus d'ex-URSS ; en 1998, 40 % des immigrants n'étaient pas juifs, compte non tenu des travailleurs étrangers, principalement asiatiques, qui ne sont pas citoyens d'Israël. Ces travailleurs sont actuellement estimés à 300 000, c'est-à-dire plus de deux fois la main-d'œuvre palestinienne employée avant le début de la seconde Intifada.

L'annexion pure et simple des territoires occupés est un objectif impossible et qui est actuellement dépassé, même s'il est impossible de déterminer le futur statut officiel et le découpage des territoires, principalement la Cisjordanie où la colonisation massive ne peut s'expliquer par la seule caricature (pas si caricaturale) du sionisme des origines : 200 000 colons en Cisjordanie, 180 000 à Jérusalem-Est, 17 000 sur le Golan, 6 500 à Gaza. Mais le découpage de deux États sur la base de la « ligne verte » de juin 1967 est devenu tout aussi impossible, tout autant que la « séparation unilatérale » envisagée dès 1993 par Itzhak Rabin. La « séparation unilatérale » ne change rien à la situation actuelle : aucune colonie n'est démantelée ; Israël maintient un contrôle total sur les frontières extérieures. Mais le principal obstacle, outre l'auto-enfermement d'Israël, est dans le fait que « la césure économique est tout simplement impossible à mettre en pratique. La Palestine demeure le quatrième partenaire commercial d'Israël, après les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Quant aux Palestiniens leur dépendance structurelle par rapport à Israël est énorme en termes d'échanges [80%, *nda*] comme de transfert s salariaux ». (Alain Dieckhoff, « Israël, une crise de décolonisation », *le Monde* du 28 novembre 2000.) L'autre solution qui consisterait à œuvrer à « une partition véritable, sur une base égalitaire » (que l'auteur appelle de ses vœux) est tout aussi utopique ; la dépendance palestinienne est structurelle, ce qu'aucun toilettage politico-institutionnel ne peut changer. Dans cette structure qui assure la prééminence ultime d'Israël, aucun État palestinien ne peut se construire une nécessité et une légitimité, cette prééminence aurait même tendance à régresser vers des formes purement coloniales. C'est cette dépendance même, continuée jusqu'à aujourd'hui, qui interdit tant la « séparation unilatérale » que l'« indépendance égalitaire », mais qui par là même signifie qu'elle existe. On ne peut plus concevoir actuellement une Palestine coupée économiquement d'Israël et surtout de la conurbation Tel-Aviv - Jérusalem-Ouest ni, non plus, de la Jordanie.

On a là un mouvement de fond que la seconde Intifada a interrompu du fait de l'antinomie entre un développement économique dépendant et la construction simultanée d'un État palestinien. Sur les zones industrielles de Cisjordanie, le prix des terrains avait triplé aux débuts des années quatre-vingt-dix, les projets s'étaient multipliés. Avant la seconde Intifada, « À chaque bombe, la frontière était fermée [le long de la bande de Gaza, *nda*], les échanges interrompus, la Palestine étranglée. Mais l'ébauche d'une paix fragile avait donné un essor sans précédent à la collaboration commerciale entre les deux peuples. À Karni,

une zone industrielle et commerciale avait même commencé de fonctionner en 1999, et les projets d'investissements affluaient : Nestlé, la Japan Tobacco, des compagnies informatiques de l'Inde, des entreprises canadiennes, etc. [...] Trente-cinq hommes d'affaires de l'État hébreu venaient, jusqu'à l'année dernière, travailler tous les jours ici. Côté palestinien. » (*le Monde* du 10 mai 2001.) Rien ne peut supprimer le fait que la Palestine est devenue un marché et une zone de production essentielle pour le capitalisme israélien. Mais les caractéristiques mêmes de cette intrication dépendante du côté palestinien ne laisse pas de place à la constitution d'un État qui aurait dû se constituer sur le compromis, de nos jours impossible, entre une nouvelle bourgeoisie compradore dont la corruption et l'illégitimité sont définitoires et le prolétariat. La seconde Intifada débute tout autant contre Israël que dans la défiance et le rejet de l'Autorité palestinienne.

Il est banal de souligner que l'implantation des colonies relève du jeu de go et découpe les territoires occupés en multiples enclaves-ghettos. Il l'est moins de considérer que l'on a là, sur un espace (Israël et territoires) pas plus grand que trois départements français, la reproduction en miniature des structures de la mondialisation des rapports de production capitalistes. Il y a une chose que l'on a le plus grand mal du monde à réaliser quand on analyse l'affrontement israélo-palestinien, c'est l'espace, son extrême exigüité. Cette caractéristique, bêtement objective et naturelle, *devient* ici un élément incontournable. Ramallah, la capitale d'Arafat, ou Bethléem touchent les limites communales actuelles de Jérusalem, même en se reportant aux limites communales de 1947, la première se situerait à moins de 10 kilomètres et la seconde à moins de 5 kilomètres; Jérusalem est à 25 kilomètres de la frontière du Jourdain. C'est comme si tout cela se jouait entre Marseille et Aubagne, autour du Géant Casino de La Valentine. L'affrontement israélo-palestinien est une guerre de banlieues.

Ce qui est vu comme destructuration régionale ou nationale prend son sens et est définitoire d'une autre cohérence mondiale, dans le cadre de la restructuration générale du mode de production capitaliste. Le problème consisterait à définir théoriquement le statut des interfaces entre les focalisations productives plus ou moins denses du cycle mondial du capital et ce que l'on décrit comme marges, tribus ou ghettos, économie souterraines, mafias diverses, kleptocraties, centres financiers *off-shore*. La nouveauté réside dans le fait qu'il ne s'agit plus d'articulation entre le mode de production capitaliste et d'autres modes de production, même si ceux-ci n'avaient de signification que par rapport au premier, mais de la diffusion hiérarchique globale du mode de production capitaliste posé mondialement comme une totalité. Le cycle mondial du capital ne peut plus se décrire comme articulation mais plutôt comme diffusion. On ne peut plus également parler d'enclaves ou de développement par enclaves, dans la mesure où, dans une société duelle, avec les économies souterraines, les ghettos ou les ethnies, c'est toute la société qui fonctionne pour et par ces enclaves.

Dans cette situation de dépassement des intégrations nationales et régionales, la reproduction du capital qui se bouclait plus ou moins sur une aire délimitée perd ce cadre de références et de cohérence. L'État en assurait la cohérence en ce qu'il émane du pôle dominant (celui qui subsume l'autre) de l'implication réciproque entre prolétariat et capital, il était le garant de cette implication réciproque, c'est ce que l'on appelle « assurer le compromis social ». Le principe fondamental, conceptuel, de cette perte de cohérence réside dans la scission entre le procès de valorisation du capital et la reproduction de la force de travail. Les notions d'économies parallèles ou souterraines sont bien superficielles en ce qu'elles ne font que renvoyer au caractère légal de l'activité (déclarée ou non), à sa taille ou à son marché immédiat, elles ne rendent pas compte des racines de cette « souterranéité », et du caractère beaucoup plus global du phénomène.

Des éléments que nous avons présentés, on peut avancer que *ce que l'on appelle Israël* devient l'emboîtement de quatre espaces hiérarchisés dans lesquels il est évident que ce que l'on appelle la mondialisation, et qui est la synthèse (non le principe) de toutes les caractéristiques de la restructuration des rapports de production capitaliste, n'est pas du tout l'extension homothétique de l'industrialisation capitaliste. Le premier espace est la conurbation Tel-Aviv -Jérusalem-Ouest, espace central, dominant,

regroupant les activités de haute-technologie, les services financiers et quasiment entièrement juif ; le second espace est le Néguev et la Galilée concentrant la population arabe israélienne, espace, en partie encore rural, de liaison avec le monde arabe et de présence des « villes de développement » juives (regroupant surtout des immigrants de l'ex-URSS et des Éthiopiens) ; le troisième est constitué des zones de Cisjordanie et de Gaza demeurant sous contrôle israélien, *via* des potentats locaux plus ou moins mafieux, et enclavées par les colonies, espace de transfert de main-d'œuvre pour le marché intérieur de l'hôtellerie et du bâtiment (entre autres) ; le quatrième, c'est la Cisjordanie et Gaza « autonomes », espace des délocalisations industrielles, consommatrices de main-d'œuvre bon marché, laissées à l'initiative capitaliste conjointe israélo-palestinienne dans une situation de dépendance totale, espace géré par une administration sans velléité étatique soutenue, pour assurer un minimum de cohérence sociale, par l'Arabie Saoudite et l'Union européenne. Contrairement à l'État national de l'OLP, un tel découpage serait plus en phase avec l'ethnisation de la reproduction de la force de travail. La mise en relation des deux derniers espaces serait facilitée, d'une part, par l'émigration de tous les Palestiniens qui en ont les moyens, c'est-à-dire de tous ceux qui pourraient représenter une élite administrative et sociale contestataire et, d'autre part, par la contrainte à un exode partiel du reste de la population. Quelques colonies tenues par quelques cinglés intégristes qui viennent retrouver des *roots* fantasmées à Brooklyn ou à Sarcelles devraient être démantelées. À ces quatre espaces, on peut ajouter la Jordanie, la Syrie, le Liban, l'Égypte, pour lesquels le conflit avec Israël est, encore une fois, le révélateur et la contrainte à la restructuration capitaliste au travers de leur engagement dans le « partenariat euroméditerranéen », les accords de libre-échange avec l'Union européenne et la délégation totale de leur politique économique et financière aux instances internationales, comme c'est déjà le cas en Jordanie et en Égypte où le mouvement fut préparé par les grandes vagues d'immigration vers le Golfe et par la « politique d'ouverture ».

À court terme, l'offensive de Sharon est un échec politique dans la mesure où par l'intermédiaire de la prise en main de l'Intifada et de la résistance à l'opération « Rempart » par le Tanzim de Marwan Barghouti lié à l'OLP, cette dernière a pu réaffirmer, pour les États arabes, la centralité du problème palestinien et empêcher l'émergence d'interlocuteurs modérés face à Israël, les « collaborateurs » ont été soit exécutés soit neutralisés. Arafat n'est pas encore « hors-jeu ». En même temps, le lancement du plan de paix saoudien et le refus du prince héritier Abdallah de participer à une coalition militaire anti-irakienne affirmaient la volonté de l'Arabie Saoudite de ressouder le monde arabe, Syrie et Irak compris, sur la base d'un national-islamisme financé par elle. Si les États-Unis et Israël entendent à terme éliminer ce national-islamisme, organisé par l'Arabie Saoudite, il est momentanément un facteur de stabilisation régionale dans la mesure où les possibilités d'indépendance saoudienne sont considérablement amoindries, si ce n'est inexistantes, depuis la guerre du Golfe et dans la mesure également où sa puissance pétrolière est encadrée par une politique commune russo-américaine dans le Caucase et en Asie centrale. Depuis la fin de la guerre froide et la guerre du Golfe, les États-Unis ne peuvent plus compter simultanément sur les alliances israélienne et saoudienne. La « stabilisation » américaine de la région passe, d'un côté, par un enfermement musclé de ce national-islamisme avec l'aide de la Turquie et de la Russie (frappe israélienne au Liban contre le Hezbollah syrien, frappe anglo-américaine contre l'Irak) le poussant à la faillite et à l'effondrement interne de par son absence de perspectives, de l'autre, à plus court terme, par le renversement du gouvernement de Sharon au profit de la tendance dure des travaillistes (Ben Eliezer, ministre de la Défense de Sharon), ouvrant la voie à un retrait partiel des territoires occupés, au démantèlement de quelques colonies facilitant ainsi la formation du quatrième espace dont il était question précédemment.

Nous avons déjà indiqué que, depuis 1948, le problème palestinien résume le problème du développement du capital au Moyen-Orient, chaque phase de ce développement étant une tentative de résolution ou d'élimination du problème. La première Intifada était essentiellement la révolte du prolétariat palestinien contre sa propre situation, cependant toute la limite de cette révolte se trouvait dans l'adjectif « palestinien » ; et donc dans son corrolaire, l'imposition et le développement des rapports sociaux capitalistes comme occupation israélienne. C'est de cette situation que procède le contenu « nationaliste » de l'Intifada, c'est-à-dire de la spécificité de la genèse, et de la forme historique, de l'opposition entre prolétariat et capital. Il ne s'agissait donc pas d'une révolte prolétarienne s'engluant dans le nationalisme, mais d'un nationalisme qui était la limite intrinsèque de cette révolte, de par la définition sociale et historique du prolétariat. La limite nationaliste ne revigore pas la société traditionnelle, car cette limite sort de la révolte prolétarienne qui a accéléré la destruction des rapports sociaux traditionnels, cet effondrement est confirmé par l'importance de plus en plus grande des mouvements islamiques, qui sont le contraire du traditionalisme.

Donc nous voilà, dans les années quatre-vingt-dix, avec des rapports de production capitalistes quasi exclusifs, une contradiction de classes entre prolétariat et capital, nous voilà donc « revenus » au point de départ : Israël et les Palestiniens. Leur affrontement avait déclenché le processus du nécessaire développement des rapports sociaux capitalistes, son achèvement le ramène au premier plan, mais transformé. L'affrontement n'est plus l'expression des conditions de production à transformer et de la nécessité de cette transformation, mais l'expression des conditions maintenant transformées.

Les négociations ouvertes à Madrid le 30 octobre 1991 amorcent la mise en place d'un statut d'autonomie *sans retrait d'Israël*. La force de travail palestinienne passerait sous la houlette d'élites modernes assurant son contrôle et l'articulation de sa reproduction avec les besoins israéliens. L'OLP couvre le mouvement et fait la chasse aux petits groupes radicaux s'opposant à cette bourgeoisie, ce qui, à terme, revient pour elle à se saborder. Avec la seconde Intifada, le nationalisme, qui était, dans la première, une limite intrinsèque de la lutte, et même en tant que telle la constituait, accède à l'autonomie, face à Israël posé lui-même comme État, et non plus comme rapport social. Dans sa fin, la première Intifada revêtait déjà de plus en plus une allure de simple mouvement nationaliste avec actions de commandos de militants et manifestations unanimistes qui en sont le complément et, d'autre part, se nourrissant des échecs et des difficultés de ce nationalisme, mais se situant sur la même base que lui, le soulèvement devenait simultanément islamiste.

Nous avons vu précédemment qu'après les accords d'Oslo c'est la tendance de ceux qui, dans la bourgeoisie israélienne, utilisaient la main-d'œuvre palestinienne dans leurs petites entreprises qui avait prévalu. Ce choix et la stratégie qui l'accompagnait se sont vite révélés des mines de contradictions : il fallait à cette stratégie une Autorité palestinienne « légitime » ; sa mise en œuvre, dans son but même, délégitimait cette Autorité. C'est l'origine et le contenu de la seconde Intifada : à la fois opposition et désenchantement des Palestiniens vis-à-vis de l'Autorité et de leur État, et tentatives sans perspective de cet État de s'affirmer par le harcèlement militaire à l'encontre d'Israël. L'affrontement avec Israël fut presque immédiatement pris en main et contrôlé par l'Autorité. Celle-ci ne pouvait laisser le mouvement contre Israël se développer sans être elle-même menacée, mais si cette prise en main a pu être beaucoup plus rapide que lors de la première Intifada, c'est que le prolétariat palestinien, contre Israël, ne trouve plus dans le nationalisme la forme et la dynamique de sa lutte, sa forme et sa limite ne sont plus le nationalisme politique mais le renvoi de sa reproduction et de sa survie à la production d'une identité « ethnique ». Le nationalisme politique est devenu l'affaire de l'Autorité et de ses organes sous le regard bienveillant et désabusé de la population. La jeunesse palestinienne est depuis le début de l'Intifada moins agressive vis-à-vis des polices de l'Autorité parce qu'on sait « ce qu'ils font la nuit venue ».

La disjonction entre la population palestinienne et l'Autorité qui constitue le nœud de la seconde Intifada ne signifie rien d'autre que la caducité d'un État palestinien, celle-ci est dès l'origine à l'œuvre dans les modalités mêmes de la constitution de cet État après Madrid et Oslo. Si cet État est caduc avant

même d'exister pleinement et si la population palestinienne dans sa révolte conserve une extrême méfiance à son égard, c'est qu'il ne peut dépasser la contradiction qui préside à son impossible gestation.

Avec les accords politiques d'autonomie de 1993 et les accords économiques de 1994, Israël conserve la souveraineté globale sur les territoires. L'autonomie a renforcé la dépendance vis-à-vis d'Israël. La population est plus que jamais à la merci des autorités israéliennes, mais, à la différence de la période de la première Intifada, c'est une population exaspérée et surtout démobilisée (la seconde Intifada repose sur la participation active d'une minorité), l'installation de l'Autorité a détruit progressivement les structures sociales, politiques et associatives qui avaient encadré la première Intifada. Paradoxalement, l'installation de l'Autorité a provoqué la crise du « mouvement national palestinien ». Dans un article du *Monde diplomatique* de mars 2001, Nadine Picaudou livre une analyse efficace de ce paradoxe.

« Au-delà même des liens formalisés dans les accords d'autonomie, la réalité de la dépendance économique des territoires palestiniens à l'égard de l'État hébreu entretient des réseaux d'intérêt qui unissent le « complexe militaro-marchand » proche de l'Autorité nationale aux responsables israéliens sans lesquels l'importation des produits de première nécessité, dont bénéficient les sociétés publiques palestiniennes, ne pourrait s'exercer. L'ambiguïté fondatrice du statut d'autonomie condamne ainsi l'Autorité palestinienne à l'impossible gageure de conduire le combat national en collaborant avec l'occupant. Elle lui impose aussi de mener à bien simultanément deux étapes historiques distinctes : celle de la libération nationale et celle de la construction de l'État. La première demeure inachevée alors même que la seconde est déjà amorcée. » (*op. cit.*) Cette ambiguïté fondatrice trouve sa source dans le fait que, comme on l'a vu, les accords d'Oslo étaient dès l'origine anachroniques. Si l'étape de la construction de l'État commence avant même que soit achevée celle de la libération nationale, c'est alors la « communauté politique » à laquelle s'adresse cet État qui n'est pas définie. Par exemple, les réfugiés établis dans les camps de Cisjordanie refusent de participer à la vie communale des municipalités cisjordanaises passées sous le contrôle de l'Autorité : se reconnaître comme citoyens de ces municipalités, c'est abandonner le droit au retour (c'est aussi lâcher les subsides de l'UNRWA). Ces municipalités, quant à elles, résistent à leur subordination par rapport à l'Autorité car aucune règle précise de leur rapport avec elle n'est fixée au nom de la poursuite de la lutte contre l'occupant qui permet à l'Autorité de retarder la promulgation de la Loi fondamentale adoptée par le Conseil législatif palestinien. L'Autorité ne parvient à se légitimer ni en tant qu'État ni, de par sa collaboration génétique avec l'occupant, en tant qu'organe de lutte de libération nationale. De cet anachronisme, de cette ambiguïté et en conséquence de la simultanéité des deux étapes historiques découle le déroulement un peu surprenant de la seconde Intifada.

Aux débuts de la seconde Intifada, la lutte contre Israël fait une première victime : l'Autorité palestinienne et entérine le fait qu'elle a totalement perdu pied en Cisjordanie. Tout d'abord, la révolte, qui est cette fois avant tout cisjordanienne, est un coup d'arrêt à toutes les tentatives de normalisation dont les entretiens de Taba sont la dernière manifestation. En décembre 2000, une délégation de diplomates envoyée par de hauts responsables de l'Autorité palestinienne a été accueillie à coup de fusils et de pierres par les réfugiés du camp de Khan Younès, à Gaza, « signe de la confiance limitée que la direction inspire à sa base » (*le Monde* du 29 décembre 2000). En janvier 2001, même la direction du Fatah de Cisjordanie avait estimé que ces entretiens avaient été « une perte de temps ». Ensuite, toujours durant le mois de janvier 2001, parallèlement aux émeutes, encore spontanées, aux barrages et points de contrôle de l'armée israélienne, les actions contre les colons se doublent d'une élimination systématique des responsables économiques liés à l'Autorité, « les profiteurs du processus de paix ». Pendant ce temps, Arafat ne sort pas de Gaza et le pouvoir ne fonctionne plus en Cisjordanie, les ministères sont vides, les fonctionnaires ne viennent plus au bureau. « Depuis le début de la deuxième Intifada [29 septembre 2000, *nda*], et à une exception près, le soir de Noël, Yasser Arafat ne s'est pas montré à Ramallah, pourtant considérée comme sa capitale en Cisjordanie. » (*le Monde* du 2 février 2001.) La révolte palestinienne est alors tout autant dirigée contre Israël que contre le système d'intrication d'intérêts avec Israël sur lequel est fondé l'Autorité palestinienne, c'est tout un système d'exploitation tant au niveau du travail que de la consommation qui est plus ou moins consciemment visé ; le nationalisme politique du

soulèvement ne peut plus être alors qu'un mot d'ordre affiché, sans grande réalité. De son côté, l'État d'Israël avait déjà tiré les conséquences de l'anachronisme d'Oslo en ne reversant plus à l'Autorité les taxes de douanes palestiniennes qui représentent 60 % de ses revenus et poursuivra son œuvre par la destruction systématique de toutes les représentations et les possibilités de fonctionnement étatique de l'Autorité sans que cela ne soulève d'indignation particulière à la base de la population palestinienne ; après la destruction de Jénine, Arafat a préféré ne pas s'y rendre pour ne pas y affronter l'hostilité de la population.

La reprise en main du soulèvement par le Fatah et l'OLP n'a pas du tout la même signification lors de la seconde Intifada que lors de la première. La reprise en main de la première Intifada par la direction de l'OLP n'avait fait que formaliser les limites de la révolte du prolétariat palestinien qui *en tant que telle* se construisait *elle-même* comme révolte nationale. La seconde Intifada avait perdu ses illusions nationalistes et étatiques. La militarisation du conflit par des brigades du Fatah répond à l'ethnisation et à la culturalisation de la lutte de classe en Palestine. Celle-ci n'est pas une manipulation israélienne permettant à Israël de souder autour de l'État son propre prolétariat devenu remuant dans la période de crise que traverse l'économie et ses troupes mobilisables devenant en partie réticentes au service dans les territoires. Elle résulte des conditions mêmes d'exploitation de la main-d'œuvre palestinienne, qui n'est plus aussi indispensable pour Israël qu'auparavant. Sa reproduction devenue aléatoire dans son rapport direct au capital israélien est renvoyée à des solidarités primaires comme la famille, le village, le quartier, la mosquée et ses services. La répression israélienne dans son extrême violence immédiate (370 morts et 10 000 blessés dans les trois premiers mois) est le résultat de ce changement de nature du rapport d'Israël à la main-d'œuvre palestinienne et à l'éventuelle constitution d'un État palestinien (*cf. supra*, les « espaces d'Israël »). L'Autorité palestinienne, déconsidérée de façon essentielle par la *corruption inhérente à sa politique de construction nationale*, en militarisant immédiatement le conflit répond, bien sûr, dans la mesure de ses moyens, au niveau de la répression israélienne, mais surtout cherche à *replacer le soulèvement dans une perspective nationale*. Perspective dont le caractère militaire, face auquel la population est spectatrice sympathisante, marque l'artificialité. Par cette militarisation, l'Autorité palestinienne prive d'espace et d'oxygène la « révolte culturaliste » du prolétariat. Il est remarquable que la « radicalisation » militaire de l'affrontement n'est pas le fait d'opposants aux accords d'Oslo, qu'il s'agisse de la gauche ou des islamistes, elle ne relève pas du clivage classique entre partisans et ennemis de ces accords. C'est l'OLP et en son sein principalement le Fatah, partisans des accords d'Oslo, qui mènent cette lutte militaire. Cependant, même dans la façon dont est menée cette tentative de militarisation du soulèvement, l'Autorité palestinienne ne peut gommer sa caducité, qui est celle de la perspective nationaliste que la seconde Intifada vient mettre à jour. Les accords d'Oslo ont rempli une fonction qui n'était pas celle attendue : l'Autorité palestinienne fait la police à Gaza, les islamistes ont vu leur dynamique *politique* brisée et s'accroître leur emprise *sociale*, les implantations de colonies juives progressent, l'Autorité est dans une impasse. La militarisation, elle-même, socialement et politiquement, lui échappe en partie. Dans les « brigades » qui mènent cet affrontement militaire, on trouve surtout les hommes du Tanzim, ils sont issus de ces « groupes de choc » qui avaient marqué les dernières années de la première Intifada, les « faucons du Fatah » en particulier. Ils ont d'abord été en partie réprimés lors de l'installation de l'Autorité en Cisjordanie parce qu'ils faisaient peur aux bourgeois. « Une partie d'entre eux a été depuis lors cooptée par l'Autorité palestinienne, qui entretient quelque 40 000 hommes armés. La plupart ont été intégrés dans les services de sécurité [...] En intégrant dans ses réseaux de clientèle une fraction des cadres de la première Intifada, l'Autorité pouvait espérer canaliser leurs ardeurs militantes tout en s'appropriant un peu de la légitimité politique conférée par la participation au mouvement. *Ceux qui n'ont pas été directement cooptés par l'Autorité nationale forment les troupes du Tanzim* [souligné par nous]. Ils n'obéissent pas nécessairement aux ordres de la direction palestinienne, encore que la frontière ne soit pas toujours nette avec certains membres de la sécurité préventive. [...] Président du Haut Comité du Fatah pour la Cisjordanie, M. Marwan Barghouti s'est imposé à la faveur des récents événements comme le porte-parole du mouvement et multiplie les appels à l'escalade militaire. [...] M. Marwan Barghouti pourrait en effet incarner une relève politique et mettre à profit l'escalade de l'Intifada pour briguer la succession du vieux chef, en s'appuyant sur de nouvelles élites cisjordanienues très critiques à l'égard de ces

« Tunisiens » arrogants et corrompus qui peupleraient l'entourage de M. Yasser Arafat à Gaza. » (Nadine Picaudou, *op. cit.*) Et l'on aurait alors la rencontre logique entre l'étouffement militariste de la seconde Intifada et la réorganisation dépendante de la Cisjordanie sous couvert d'un « nationalisme » cisjordanien opposé au nationalisme historique palestinien et indépendant de celui-ci représenté par les « Tunisiens » installés à Gaza. Arrêté par les Israéliens, Marwan Barghouti pourrait ressortir comme leur interlocuteur adéquat.

La disjonction en profondeur qui apparaît, dans la seconde Intifada, entre la population palestinienne et l'Autorité signifie que la question palestinienne abandonne son « enveloppe nationale », et n'est plus qu'un problème social qui, dans la période actuelle, se trouve ethnicisé. L'intifada est-elle une lutte de classe ou une lutte ethnique comme elle semble de plus en plus l'être ? La question est malheureusement fautive : il n'y a pas de contradiction entre les deux, les expressions religieuses et/ou raciales de la lutte contre les Israéliens ne retirent rien au caractère prolétarien de cette lutte, dussions-nous en souffrir. Dans la situation politique née de l'utilisation et de la reproduction actuelles de la main-d'œuvre palestinienne, la défense de la condition prolétarienne est ethnique parce qu'Israël le veut et le veut bien plus que l'OLP, qui va là à sa perte. Dans les aires périphériques du capital (et pour les segments du prolétariat périphérisés à l'intérieur des aires centrales), c'est comme production ethnico-traditionnelle tout à fait moderne que s'effectue la destruction de l'identité prolétarienne ou l'impossible accession à la confirmation de cette identité dans la reproduction du capital. Comme partout, le prolétariat ne peut s'opposer au capital qu'en remettant en cause le mouvement dans lequel il est lui-même reproduit comme classe, ici en Palestine, comme de la Kabylie aux piqueteros argentins en passant par l'indien du Chiapas, l'ethnicisation est la forme pauvre et violente du démocratisme radical. Dans ce cadre, agir en tant que classe devient à l'évidence une limite de sa propre lutte nécessaire en tant que classe ; dans l'ethnicisation de la lutte de classe est reconnue simultanément, d'une part, la disparition de l'identité ouvrière ou son impossible production et, d'autre part, la nécessité et l'éternité du capital. Il ne suffit pas de dire que l'ethnicisation de la lutte de classe en est une limite si l'on ne dit pas comment cette limite existe et surtout comment, en elle, c'est la définition même du prolétariat comme classe qui apparaît dans la lutte de classe même comme une limite. Partout dans le monde, nous sommes entrés dans une phase de la lutte de classe où le prolétariat ne peut lutter contre le capital, dans ses revendications les plus immédiates, sans que sa propre lutte ne dresse face à lui sa propre existence comme classe comme la limite de sa lutte : de l'islamisme au démocratisme radical ; de l'indianité chiapanèque aux *aarch* kabyles.

Il est illusoire dans un avenir prévisible d'espérer une quelconque jonction entre les luttes du prolétariat israélien et du prolétariat palestinien. Les mutations du capital israélien ont aggravé la situation du prolétariat israélien et cette aggravation est profondément liée aux transformations de la gestion des territoires et à l'utilisation de la main-d'œuvre palestinienne. La disparition dans ces transformations du sionisme historique signifie l'affaiblissement de toutes les entreprises nationales ou du secteur aux mains de la Histadrout. Surtout l'utilisation de la main-d'œuvre palestinienne expose la classe ouvrière israélienne à la concurrence des bas salaires de celle-ci et de ceux encore plus bas pratiqués au-delà dans les pays arabes voisins. Des pans entiers de travailleurs juifs employés dans le secteur public sont maintenant sous contrat temporaire, principalement les jeunes, les femmes et les nouveaux immigrants. Les regroupements de travailleurs précaires ou les nouveaux petits syndicats « radicaux » apparaissant lors de grèves comme dans les chemins de fer (2000) ont le plus grand mal à se faire accepter par la Histadrout (*Aufheben*, « Behind the Twenty-First Century Intifada », n° 10, 2002). L'aggravation de la situation du prolétariat israélien et la quart-mondialisation du prolétariat palestinien appartiennent bien aux mêmes mutations du capitalisme israélien, mais cela ne nous donne pas pour autant les conditions de la moindre « solidarité » entre les deux, bien au contraire. Pour le prolétaire israélien, le Palestinien au bas salaire est un danger social et de plus en plus physique, pour le prolétaire palestinien les avantages que l'Israélien peut conserver reposent sur son exploitation, sa relégation accrue et l'accaparement des territoires. Cette division nationaliste et de plus en plus ethnique du prolétariat (comme le montrent l'entrée en lutte des Arabes israéliens et la violence de la réaction de l'État d'Israël lors de la seconde Intifada) ne sera pas dépassée par une simple extension des luttes de classe au Moyen-Orient ni même dans l'ensemble du

monde occidental. Même si nous n'en sommes pas encore là, la montée en puissance de mouvements populistes et racistes à l'intérieur des classes ouvrières occidentales peut nous laisser imaginer des luttes ouvrières dont la solidarité internationale serait le cadet des soucis (c'est un euphémisme) et segmentant encore plus la classe. En dehors même de cette sinistre perspective, ce qui compte ce n'est pas l'*extension* en elle-même des luttes ouvrières. Dans le cadre de la Palestine, l'ethnicisation des luttes de classe, tant du côté juif que du côté palestinien, est bien la limite actuelle de la lutte de la *classe ouvrière* juive et de la *classe ouvrière* palestinienne, et elle apparaît bien comme limite dans cette non-jonction.

La lutte de la classe ouvrière ne peut pas dépasser cette limite ethnique en se développant comme lutte de la classe ouvrière, c'est-à-dire, de façon inhérente, à l'intérieur des catégories du mode de production capitaliste, mais lorsque la lutte de la classe ouvrière contre le capital s'attaque à sa propre existence comme classe, c'est-à-dire lorsque le prolétariat se transforme lui-même. L'ethnicisation de la lutte de classe est une forme extrême de la contradiction entre le prolétariat et le capital se situant au niveau de la reproduction du mode de production et mettant en jeu la production des classes elles-mêmes, en cela elle est une limite et une limite qui peut être dépassée. La disparition de toute confirmation d'une identité ouvrière et la disparition de tout projet de réorganisation sociale sur la base de ce qu'est la classe (même le nationalisme disparaît) entraîne que lutter en tant que classe devient la limite interne de la lutte de la classe. Dans les aires périphériques du mode de production capitaliste, la production par le prolétariat de toute son existence dans le capital, la coalescence entre l'existence de la classe et sa contradiction avec le capital, a pour conséquence que la reproduction du capital est, en tant que reproduction même, la limite de toutes les luttes, mais cette limite générale de la période actuelle de la lutte de classe prend ici, de par l'absence de développement local des déterminations spécifiques de la subsomption réelle comme intégration de la reproduction de la force de travail dans le cycle propre du capital (le « compromis fordiste »), la forme particulière de l'ethnicisation de la classe ouvrière. Dans les aires centrales, ce sera l'appartenance citoyenne à la communauté nationale jusqu'à et y compris la « préférence nationale ». Malgré sa prégnance et sa férocité actuelles, il ne faut pas se tromper, cette limite est très fragile dans la mesure où elle ne contient ni une confirmation de la classe dans la reproduction du capital (bien au contraire) ni, surtout, aucun projet qui soit en propre celui du prolétariat.

L'identité d'intérêts entre la classe ouvrière et le capital est « superficielle » seulement dans la mesure où la classe ouvrière est amenée dans sa lutte contre le capital, à l'intérieur du mode de production capitaliste, à l'abolir et à s'abolir elle-même ; elle est « essentielle » tant que la classe ouvrière demeure la classe ouvrière. C'est dans les luttes immédiates actuelles, à partir d'elles, de leur extension, de leur radicalisation, que peut se produire ce *dépassement*, mais il ne faut jamais perdre de vue que c'est bel et bien un dépassement. Pour le prolétariat, l'internationalisation de ses luttes immédiates devient un critère décisif de sa propre abolition en tant que classe, d'une transformation qualitative, et non d'une simple extension de ses luttes. Les *travailleurs ont une patrie*, c'est en se supprimant comme travailleurs qu'ils n'en ont plus.

L'Intifada ne peut durer éternellement ; elle peut déboucher sur une situation de conflit violent mais larvé plus ou moins semblable à ce qui se passait au Sud Liban, cela Israël peut le gérer. Au-delà de ça, on ne peut rien dire si ce n'est qu'une stabilisation de la région passe par un engagement massif des États-Unis, engagement plus direct qu'ils ne le font actuellement, peut-être sous la forme d'une présence armée qui établisse un cadre permettant à Israël d'effectuer, « sous cloche », sa mutation en espaces emboîtés, mais cela pose aussi la question de la politique américaine vis-à-vis de l'Irak qu'il semble difficile de poursuivre à l'identique ; le remplacement de Saddam ferait sans doute partie d'une reprise en main des problèmes actuellement enkystés. Cela serait en cohérence avec l'évolution récente dans les Balkans, l'élimination de Milosevic, les élections locales réussies au Kosovo avec la victoire de Rugova et la mise à l'écart de l'UCK, l'intervention en Afghanistan ou au Timor oriental. Encore une fois, le corset de fer de l'*US army* semble indispensable. Dans un mode de production capitaliste mondialisé où aucun «

compromis » n'est envisageable entre le capital et un prolétariat mondial, la guerre civile ou la guerre externe devient le lieu de l'estimation et de la mise en place des rapports de force dans la lutte des classes, le « lieu de la régulation » (*cf.* Alain Joxe, *l'Empire du chaos*, éd. la Découverte.) La violence devient un mode de régulation à toutes les échelles de la reproduction du mode de production capitaliste, il est remarquable d'observer la convergence quasiment fractale de la macrocosmique stratégie de W. Bush et de la nanocosmique stratégie de Sharon, de l'assassinat de masse et du génocide programmé au bulldozer et à l'assassinat ciblé. Partout, à tous les niveaux, le capital a recréé la « frontière » contre tous les obstacles à sa libre circulation et accumulation et à sa libre exploitation de la force de travail (ou à son élimination).

Juin 2002

ANNEXE 2

PÉTROLE, SEXE ET TALIBANS

Comprendre les événements du 11 septembre 2001 demande de partir de quatre points que nous considérerons, dans ce petit texte, comme acquis : la fin de la guerre froide (bien sûr) ; la disparition de la figure autonome du rentier après la guerre du Golfe ; la déliquescence du cadre national, tant en ce qui concerne le procès de valorisation et d'accumulation du capital qu'en ce qui concerne la reproduction de la force de travail ; la mondialisation, non comme procès d'expansion quantitatif géographique, mais comme structure d'accumulation du capital restructuré.

On ne peut plus analyser aucune configuration historico-géographique de la reproduction du mode de production capitaliste en termes nationaux, ou même régionaux comme au temps du « fordisme » et du type de relations qu'il produit entre centre et périphérie. En sortant du cadre de l'affrontement entre les États-Unis et l'URSS, les conflits nés dans le tiers-monde accèdent à un statut nouveau, relevant leur spécificité au moment où ils ne peuvent plus avoir de signification propre, autonome, régionale.

L'invasion du Koweït par l'Irak a été la première crise régionale d'une période nouvelle. Elle a amené les États-Unis à traiter cette invasion à un très haut niveau de conflictualité, en rejetant rapidement tous les aménagements et médiations qui auraient été possibles. Il s'agissait de faire de la résolution de cette crise une étape importante dans la promotion d'un « nouvel ordre international ». « Avec la fin d'un système international bipolaire, la stratégie américaine n'est plus une stratégie d'empire assiégé (ou conquérant) qui s'épuiserait à se porter sur tous les points du *limes*. Le *limes* est désormais ubiquiste. La frontière est non seulement transnationale mais transcontinentale et probablement transplanétaire. » (*Crise du Golfe : les changements stratégiques*, Fondation pour les études de défense nationale, 1990, p. 62.) Les interventions étrangères des États-Unis ne se trouvent plus affectées par le caractère surdéterminant consistant à « contenir le communisme ». De par la transformation du cadre général de l'intervention, la résolution de la crise pouvait, pour les États-Unis, dépasser la simple reconduction du *statu quo* : maintien de l'appui inconditionnel à Israël, reconduction des inégalités de développement régional, soutien aux « bons » États arabes, endiguement des autres. Si les États-Unis n'avaient pas provoqué la crise, ils n'ont rien fait non plus pour la prévenir ou pour en favoriser un règlement incluant des aménagements.

À la fin de son livre *le Cycle de la dissuasion, 1945-1990* (Éd. La Découverte), Alain Joxe s'attache à décrire, au travers de la politique américaine de l'après-guerre froide, les modalités de la globalisation, les conflits qu'elle implique, et quel type d'organisation et de domination territoriale elle induit. Alain Joxe a souvent tendance à ramener la restructuration du capital à une volonté ou une stratégie américaine, ceci présenté unilatéralement est faux. Mais il est tout aussi faux de toujours considérer les acteurs comme des agents. Dans le premier cas, l'évolution du mode de production capitaliste est ramenée à un jeu d'intérêts et de rapports de forces, mais, dans le second cas, les lois générales du capital sont hypostasées et deviennent, dans leur abstraction même, le moteur de l'histoire, qui n'est alors que leur réalisation. Dans les deux cas, on considère les acteurs comme indéterminés : dans le premier, la loi n'est que le résultat

fortuit de leur action, dans le second, ils ne sont que des fantoches manipulés par la loi ou par le concept. Quand je dis « les États-Unis veulent ceci ou cela », mon sujet est déjà plein jusqu'à la nausée de déterminations, non pas de déterminations qui l'agissent, mais qui tout simplement sont lui ; ce serait déjà introduire une ambiguïté de dire qu'elles le définissent.

« L'Europe otanique obligeait l'Amérique à un minimum de territorialité impériale. En s'en détachant, les États-Unis s'élancent dans une direction qui les attire depuis toujours : celle qui ferait d'eux la première puissance impériale mondiale d'un type nouveau ; *effaçant pour toujours la frontière entre la guerre et la paix et entre l'ordre et le désordre* [souligné par nous], ils chercheraient franchement à dominer par des stratégies indirectes un univers globaliste dérégulé et délocalisé. [...] C'est la forme possible de l'empire américain sur le monde entier. Il ne s'agira pas d'un empire terrestre, d'un "empire-monde", pour reprendre la terminologie de Wallerstein, mais d'une forme nouvelle d'empire universel "maritime", surgissant de l'unicité de l'économie-monde et du contrôle continu en temps réel que permet le space power. L'empire du désordre est la forme tout à fait rationnelle que doit prendre l'organisation de la société mondiale, dominée par le système libéral du marché concurrentiel et dotée du système d'armes et de communication modernes. [...] Il se prépare pour le xx^e siècle un monde bâti entièrement sur l'accoutumance aux inégalités et aux ghettos. [...] Le rôle du pouvoir militaire, dans l'empire du désordre, est de faciliter la libre circulation des flux sur la surface entière du monde, de forcer les peuples à une non-intervention dans « les affaires intérieures du marché » qui seul sera en charge de déterminer les courants de connexion et les noyaux de pouvoirs émergents, à condition que ces noyaux soient plutôt américains. La domination de la planète se fera par des interventions "coups de poings", non seulement grâce au pouvoir naval et aérien, mais aussi par le pouvoir spatial, le pouvoir hertzien : d'une façon générale le pouvoir des no man's land. D'ores et déjà, d'une certaine façon, il n'existe plus que des désordres internes à l'empire unifié. [...] L'empire du désordre est donc un monde où la guerre entre puissances centrales pourrait avoir disparu, et où la société mondiale s'organiserait en sous-ensembles violents, emboîtés ou juxtaposés et fortifiés, pratiquant à l'échelle de la planète comme à l'échelle du quartier l'extorsion et le racket. Aucun des niveaux d'organisation de l'espace géographique (continent, État, région, ville, voisinage) n'aurait plus la légitime ambition de faire régner "à l'intérieur" la paix. [...] On retournera donc pour survivre aux solidarités d'ordre tribal (race, langue, religion) et à leurs versions modernes (mafias, gangs, sectes). Cette évolution n'est pas une utopie. Elle s'amorce visiblement sous nos yeux, depuis longtemps, dans les périphéries sud du système capitaliste, dans nos banlieues, depuis peu en Chine et en URSS. [...] Mais ce refus de s'engager à terre est une renonciation à l'ordre. Le seul lien entre l'action militaire, la domination et l'établissement d'un ordre politique a toujours été la conquête. En se dégageant de toute obligation de champ de bataille, de toute obligation d'occupation et de toute obligation de conquête, les États-Unis se dégagent également de toute nécessité de produire un modèle d'ordre positif. » (Alain Joxe, *op. cit.*, p. 284 et p. 287 à 290.)

La limite de l'analyse et de la description d'Alain Joxe réside dans le fait qu'il ne voit pas d'« ordre », car, pour lui, l'ordre, ce n'est pas la reproduction du mode de production capitaliste, mais fondamentalement la démocratie, qui est pour lui la société, définie comme rapport entre citoyens. L'ordre est le résultat d'une citoyenneté sur un territoire, une implication communautaro-politique de l'individu et non pas les rapports contradictoires de classes. L'intérêt de cette analyse est cependant de bien faire ressortir que, si l'on pose comme point de départ le caractère global de la circulation internationale du capital (c'est-à-dire si l'on ne pose pas cette circulation comme rapports et sommes entre aires prédéterminées), il est vain, et contradictoire à l'hypothèse de départ, de rechercher une réorganisation nationale ou régionale intégratrice, ayant une cohérence en elle-même. On ne peut demander à la restructuration actuelle du capital de réaliser un type de cohérence des rapports sociaux capitalistes qui appartaient à un stade antérieur. La restructuration actuelle ne va pas ressusciter le « fordisme » là où il existait, et encore moins l'étendre là où il n'existait pas. Elle ne produit pas non plus un « retour aux solidarités tribales ». Ce n'est pas la situation présente de l'Afghanistan qui apporte l'exemple du contraire. Il ne s'agit pas d'un retour : le contour, le contenu de la « tribu », sont une production actuelle, bien sûr on peut faire l'histoire de tout et de n'importe quoi, et donc considérer la communauté comme

ethnie, tribu, communauté religieuse et pourquoi pas de quartier comme Michel Seurat avait tenté de le faire à Tripoli au Liban. Faisons un sort particulier à la désétatisation de l'Afghanistan, c'est là qu'il faut un peu parler des talibans dans leur relation à la « division ethnique » de l'Afghanistan.

Fin XIX^e - début XX^e, le Patchoune Abder Rahman avait unifié l'Afghanistan sous la domination de ses tribus du Sud. Les Kaffirs sont convertis de force, les Hazaras sont écrasés; Abder Rahman « lance ses Patchounes nomades à la conquête des terres des Tadjiks et Ouzbeks sédentaires. Ce grignotage incessant s'est poursuivi tout au long du règne de Zaher Chah. [...] Comme tant de pays du tiers-monde, l'Afghanistan était coupé en deux : d'une part Kaboul modernisée et ouverte aux influences extérieures, de l'autre, une campagne qui n'avait guère changé depuis des siècles et qui commençait aux portes de la capitale. Pour l'avoir oublié, le roi Amanoullah (1919-1929) qui avait dévoilé sa reine, interdit la barbe et les cheveux longs, proscrit le costume traditionnel dans les rues de Kaboul, à l'imitation d'Ataturk, mais ne s'était jamais préoccupé des campagnes arrières, fut chassé de son trône par un vulgaire brigand tadjik, Batcha Sakao, « *le fils du porteur d'eau* », lui-même assassiné peu après. Nader Chah (père de Zaher Chah) subira le même sort en 1933 » (*le Monde*, 5 décembre 2001). Zaher Chah en tire la conclusion qu'il faut réformer avec prudence, mais cette prudence « ne fit qu'enflammer la colère des mollahs, précurseurs des chefs moudjahidins les plus islamistes et des talibans, sans apaiser la frustration de la gauche urbaine, militaires et fonctionnaires sous-payés, étudiants sans emploi, futurs adversaires dans des combats sans pitié » (*ibid*).

« Vers 1910, le roi Habib'Ullah, désireux d'affaiblir les chefs féodaux, abolit le servage sans changer les rapports de domination. Les nouveaux ouvriers agricoles ne gagnent pas assez pour se nourrir ; et leurs chefs mécontents obtiennent en compensation la reconnaissance de titres de propriété. Mais cette mesure prive les nomades de leur libre parcours et casse la complémentarité économique saisonnière entre nomades et paysans. [...] Faute de registres, l'État prélève des impôts arbitraires que les plus pauvres paysans, dans les années 1950, ne peuvent plus payer. L'économie afghane, rurale à 85 %, se dérègle. La production alimentaire baisse tandis que grandit la demande urbaine. En 1949, le pays soudain importe du blé. Devant la sous-alimentation, les experts préconisent des cultures de rente, comme le coton, pour faire entrer des devises et acheter des céréales, au lieu d'en semer. L'époque était à la planification, et le pays s'y lance, toujours sans données. Les coopérants étrangers travaillent sans coordination. Ils reprochent au peuple son traditionalisme, quand la tradition seule permet de vivre dans la montagne ou le désert. Mais on modernise à tout prix. Au bout de soixante-quinze ans d'efforts, à peine un quart des échanges dans les campagnes étaient monétisés dans les années quatre-vingt. La réforme agraire que voulaient les communistes en 1978 échoue en l'absence de cadastre. L'arbitraire aveugle du régime entraîne une rébellion spontanée à coup de pelles et de pioches. Puis l'URSS entre en Afghanistan. Alors viendront la guerre et toutes sortes d'ONG, qui, parfois, fourniront une formation militaire, en tout cas de l'argent, des médicaments, du pouvoir. » L'auteur ne mentionne pas la grande famine de 1971-1972 (au moins 100 000 morts) comme résultat de ce grand « dérèglement » de l'agriculture. Cette grande famine montre cependant que ce ne sont pas les tentatives de « modernisation » en elles-mêmes ou seules qui « dérèglent » la situation agricole, mais la « modernisation » au profit d'un cadre social traditionnel. Lors de la famine, la distribution des 500 000 tonnes de blé de l'aide internationale a été effectuée par le biais d'un programme *corvée contre nourriture* – rarement honoré –, car les *arbabs* (seigneurs) et les fonctionnaires avaient tout accaparé.

« Le pays se heurte brutalement à l'économie de marché. L'afflux de dollars pour payer les dépenses des ONG suscite de nouveaux besoins, encourageant la culture du pavot. Des mercenaires achètent les céréales de l'aide alimentaire, pour les apporter aux paysans en leur conseillant cette culture. la production de pavot passera de 500 kilos à 5000 tonnes en quinze ans. » (Habib Haider, « Afghanistan, agriculture d'abord », *le Monde*.) En Asie centrale et en Afghanistan, l'effondrement de l'URSS a accéléré la

destruction des formes sociales traditionnelles que le pouvoir soviétique avait remarquablement intégré (ou l'inverse : elles s'étaient remarquablement intégrées aux formes du pouvoir politique et économique soviétiques). Ces républiques n'ont pas manifesté un très grand nationalisme au moment de l'« éclatement de l'empire » (contrairement aux prévisions de Carrère d'Encausse).

Tout l'équilibre ethnique de l'Afghanistan a été modifié par la guerre contre les soviétiques. Les clivages ethniques sont récents, c'est pendant cette guerre que Tadjiks, Ouzbeks et Hazaras se dotent pour la première fois d'organisations politico-militaires. Avant, les gens du Panchir (fief de Massoud) ne se définissaient jamais comme Tadjiks. La guerre a polarisé et figé les identités ethniques. La guerre fabrique de l'ethnie, ethnie qui n'a pas d'existence en dehors de son contexte. « Les Hazaras chiïtes sont traités en Iran de la même manière que les Patchounes sunnites, c'est-à-dire comme des étrangers dont il faut se débarrasser. Même chose pour les Ouzbeks. Les Ouzbeks afghans ne se voient pratiquement pas accorder la nationalité ouzbèke quand ils vont en Ouzbékistan. En fait, ces Afghans, qui se déchirent de plus en plus entre eux en Afghanistan, sont renvoyés à leur identité afghane dès qu'ils quittent leur pays. » (Olivier Roy, *le Monde*, 3 avril 2001.)

Dans son texte « Exil, relations interethniques et identité dans la crise afghane » (contribution à l'ouvrage collectif *Des ethnies aux nations en Asie centrale*, éd. Edisud), Pierre Centlivres défend la thèse d'une occultation du problème ethnique ; occultation possible avant le début des années quatre-vingt. Cependant, si « la pluralité ethnique était un thème tabou », Centlivres souligne que « Les entités désignées sous le nom de groupes ethniques et récemment de nationalités sont disparates et hétérogènes » et qu'aucune n'a de bases territoriales définies. La question ethnique n'est apparue que dans la tentative de constitution d'un État-nation à l'époque d'Abdur Rahman : « La nation qu'il rêvait unifiée se voit officiellement divisées en diverses nationalités » (c'est un phénomène semblable qui est analysé, à propos de l'Afrique, au moment de la colonisation, dans l'ouvrage collectif *Les ethnies ont une histoire* sous la direction de Chrétien et Prunier, Éd. Khartala). La fixation de l'ethnicité est en Afghanistan une construction dans la tentative d'édification d'un État-Nation dont la « patchounisation » du pays était un des buts avoués. Cette tentative a occulté l'« ethnicité » antérieure, labile et hétérogène, au profit d'une définition fixe dans le cadre de la participation commune à l'État-Nation afghan. Cette fixation constitutionnelle est devenue le contenu et le but d'aspirations politiques avec l'éclatement de l'État, forçant la population à se définir dans ce cadre, non seulement en Afghanistan même, mais surtout en exil, dans les camps de réfugiés principalement. L'occultation de l'ethnicité dans la tentative de fondation d'un État-Nation n'est pas l'occultation de l'ethnicité telle qu'elle existait auparavant, mais l'occultation de l'ethnicité que cette tentative produit et sur laquelle en partie elle se fonde. Une fluidité et une interaction ethniques (souvent conflictuelles) sont transformées en assignation fixe et rapports de forces excluant l'interaction. L'assignation ethnique qui résulte de l'éclatement de l'État amène les Afghans, surtout dans la situation de l'exil, à vivre sous un double registre : celui politique (leur place dans l'« État » afghan) selon cette assignation, et celui de la survie quotidienne. « Dans la vie quotidienne, le repli se fait plus étroitement sur le *qawm*, défini en général comme désignant tout groupe d'appartenance, par opposition à ce qui lui est extérieur, du quartier au lignage. [...] C'est par ces relais dans les grandes villes que les réfugiés entrent en contact avec le marché du travail et des employeurs, aussi bien que par des réseaux personnels, étroitement liés au *qawm* et au voisinage. » « On peut voir ainsi, dans les mines de charbon des environs de Quetta, dans les briqueteries de Peshawar ou les fabriques d'allumettes ou de savon de Karachi, des équipes de travailleurs provenant du même village ou de la même subdivision ethnique. » (Centlivres, *op. cit.*) Cette unité est infraethnique au sens où l'ethnie est maintenant une assignation politique. « On voit donc qu'il faut distinguer entre le niveau concret des pratiques, basées sur le *qawm*, et celui des références et des aspirations. » (*ibid.*)

Les talibans sont le résultat d'une transformation sociale effectuée durant la guerre contre les soviétiques. Ils ne sont pas issus des aristocraties tribales. Comme le mollah Omar, brillant motocycliste, ils sont issus de familles de paysans pauvres qui se sont retrouvés dans les camps de réfugiés. Il est significatif que la production d'identités ethniques s'effectue simultanément à la déstructuration de la société ancienne.

« Les talibans représentent un défi aux structures tribales traditionnelles. » (id.) Dans les négociations avec les talibans antérieures au 11 septembre, les États-Unis n'avaient pour but que la livraison de Ben Laden, parce que ce que représente les talibans en Afghanistan est parfaitement « moderne ». C'est pour cela qu'il put y avoir rencontre entre Ben Laden et les talibans. « Les talibans incarnent un singulier paradoxe : ni tribaux traditionalistes, mais issus de ces réseaux ; ni nationalistes patchouns, mais appartenant dans leur écrasante majorité à cette ethnie, celle du pouvoir ; ni militants révolutionnaires de l'islam, mais partisans d'une bigoterie ubuesque à dimension messianique. Avec parfois des surprises. Au nom des saints principes de l'islam, le mollah Omar a, tout en instituant une répression sans précédent contre les femmes, pris des mesures permettant aux épouses pachtounes de ne plus être tributaires du *pachtounwalli*, l'implacable code de l'honneur tribal. Un décret interdit désormais d'antiques pratiques, comme l'obligation pour une veuve de se marier avec son beau-frère ou le « don » de femmes pour empêcher une longue vendetta à la suite d'un meurtre... De même pour les questions d'héritage. En Afghanistan, selon le droit coutumier, les femmes n'héritent pas. *Charia* (loi musulmane) oblige, elles ont désormais droit à une demi-part. » (Bruno Philip, *le Monde*, 11-12 mars 2001.)

Ce qui est analysé comme destructuration régionale ou nationale (désétatisation) prend son sens et est définitoire d'une autre cohérence mondiale, dans le cadre de la restructuration générale du mode de production capitaliste. Le problème consisterait à définir théoriquement le statut des interfaces entre les focalisations productives plus ou moins denses du cycle mondial du capital et ce que l'on décrit comme marges, tribus ou ghettos, économie souterraine, mafias diverses, kleptocraties, centres financiers *off-shore*. La nouveauté réside dans le fait qu'il ne s'agit plus d'articulation entre le mode de production capitaliste et d'autres modes de production, même si ceux-ci n'avaient de signification que par rapport au premier, mais de la diffusion hiérarchique globale du mode de production capitaliste posé mondialement comme une totalité. Le cycle mondial du capital ne peut plus se décrire comme articulation mais plutôt comme diffusion. On ne peut plus également parler d'enclaves ou de développement par enclaves, dans la mesure où, dans une société duelle, avec les économies souterraines, les ghettos ou les ethnies, c'est toute la société qui fonctionne pour et par ces enclaves, même si ce n'est que pour rembourser quelque projet pharaonique improductif.

Dans cette situation de dépassement des intégrations nationales et régionales, la reproduction du capital qui se bouclait plus ou moins sur une aire délimitée perd ce cadre de références et de cohérence. L'État en assurait la cohérence en ce qu'il émane du pôle dominant (celui qui subsume l'autre) de l'implication réciproque entre prolétariat et capital, il était le garant de cette implication réciproque, c'est ce que l'on appelle assurer le « compromis social ». Le principe fondamental, conceptuel, de cette perte de cohérence réside dans la scission entre le procès de valorisation du capital et la reproduction de la force de travail. Les notions d'économies parallèles ou souterraines sont bien superficielles en ce qu'elles ne font que renvoyer au caractère légal de l'activité (déclarée ou non), à sa taille ou à son marché immédiat, elles ne rendent pas compte des racines de cette « souterranéité », et du caractère beaucoup plus global du phénomène.

La valorisation du capital s'échappe « par le haut » en fraction ou segment du cycle mondial global du capital, au niveau des investissements, du procès productif, des emprunts, du marché, de la circulation de la plus-value, de la péréquation du profit, du cadre concurrentiel. Les pays du Maghreb étant de plus en plus dépendants de l'ensemble européen, le Moyen-Orient, quant à lui, de l'ensemble américain ou japonais, l'Asie centrale d'un triumvirat entre les États-Unis, la Russie et la Chine, maintenant dominé par les premiers. Le Xinjiang occupe une position vitale pour Pékin : réserve d'hydrocarbures et, au-delà, plateforme de projection vers une « route de la soie » que la Chine cherche à revivifier pour s'ouvrir une profondeur stratégique en Asie centrale.

La reproduction de la force de travail s'échappe « par le bas » : autosubsistance, solidarités locales, économies parallèles, ce qui retravaille d'anciennes cohésions sociales en conférant au domaine religieux de

nouvelles significations d'être-ensemble. Parallèlement, le cadre national central et le rôle de l'État se délitent. Les interventions, comme aux Philippines, ont, entre autres, pour but de torpiller tout arrangement national ou régional, comme cela avait déjà été le cas dans le Golfe. Aux Philippines, le pouvoir central avait récemment conclu un accord de cessez-le-feu avec le FMIL de Mindanao. Que ce soit avec la politique des protectorats (Kosovo, Macédoine, Timor oriental, Cambodge et maintenant Afghanistan), avec les politiques de renationalisation (*nation building*), ou avec le minage de toute rééminente nationale, ce dont il s'agit c'est de *séparer, d'une part, reproduction et circulation du capital et, d'autre part, reproduction et circulation de la force de travail*. La reproduction et l'accumulation du capital au Pakistan ou aux Philippines ne sont pas elles-mêmes en connexion avec la reproduction de la force de travail pakistanaise ou philippine (c'est une des raisons de la « déislamisation » de l'État pakistanaise). Dans un tel « nouvel ordre mondial », comme on va le voir, la question de la distinction entre opération de guerre et opération de police n'a plus un grand intérêt.

Pour Ben Laden, Al-Qaïda et les talibans, l'opposition aux États-Unis résulte de la volonté, totalement utopique, de créer une vaste zone sécessionniste du capital mondial allant de la Mer Rouge à l'Indonésie. Le premier attentat important imputé à Al-Qaïda a lieu quand se précise le gazoduc américain à travers l'Afghanistan. « Les attentats du 7 août 1998 contre les ambassades américaines à Nairobi et Dar es-Salaam allaient ruiner le gazoduc. Le 21 août, Unocal annonçait qu'elle suspendait toutes ses activités impliquées dans le projet de gazoduc en Afghanistan. Le jour même, l'aviation américaine bombardait des cibles supposées terroristes en Afghanistan et au Soudan. [...] Le gaz turkmène attendra la paix. » (*le Monde*, 22 octobre 2001.) Pourtant en janvier 1998, un accord avait été passé avec les talibans qui avaient pris le pouvoir en 1996, le régime taliban était alors encore vu favorablement aux États-Unis. L'instauration de la paix en Afghanistan aurait permis (et permettra) l'ouverture de l'Asie centrale sur le monde, hors du face-à-face exclusif avec la Russie.

Une telle volonté « sécessionniste » n'a pu voir le jour que de par le développement capitaliste des vingt-cinq dernières années. Que les richesses profitent aux musulmans, aux locaux ! « L'effondrement de l'Union Soviétique a rendu les États-Unis plus hautains et ils ont commencé à se considérer comme les maîtres de ce monde en établissant ce qu'ils appellent un nouvel ordre mondial. [...] Ils veulent occuper nos pays, voler nos ressources, imposer leurs agents pour nous diriger [...] et ils veulent que nous soyons d'accord. » (déclaration de Ben Laden in Peter Bergen *Holy War Inc*, Ed. Free Press, New-York, cité dans *le Monde Diplomatique* octobre 2001.) Un tel « projet de sécession » n'a de sens qu'après la guerre du Koweït, il s'enracine dans la défaite saoudienne que fut la guerre du Golfe : l'importance des Saoudiens dans le mouvement est loin d'être conjoncturelle, et recoupe même les ambiguïtés des positions saoudiennes officielles.

Quand le Yemen craint d'être une prochaine cible de l'intervention américaine (pays d'origine de très nombreux combattants des réseaux de Ben Laden), ce qui apparaît (outre les questions spécifiques soulevées par la réunification du Yemen), c'est que le centre de l'activité de Ben Laden n'est pas l'Asie centrale ou l'Afghanistan mais la péninsule arabique. Non qu'il s'agisse d'un but *national* saoudien, mais il ne peut exister la moindre crédibilité du projet sécessionniste que dans la mesure où la puissance financière et pétrolière de l'Arabie Saoudite y est impliquée. Si l'Arabie Saoudite demeure le cœur du projet, c'est également le résultat de l'après-guerre du Golfe qui vit la défaite de la figure autonome du rentier et l'introduction de la rente dans la péréquation générale du taux de profit. Le projet sécessionniste est en grande partie le produit de la situation actuelle du pays, il s'appuie sur son effondrement interne, son implosion.

Les problèmes de l'économie rentière sont bien connus : d'entrée de jeu, c'est comme revenu que circule la valeur et non comme capital ; dévalorisation des activités productives ; accroissement de la

dépendance ; toute activité productive ne se juge pas à sa capacité à dégager de la plus-value mais à s'approprier une valeur supplémentaire déjà existante (cf. *Théorie Communiste*, n° 11). « Les Saoudiens doivent se mettre au travail », déclare le prince Abdallah en décembre 1998. En vingt ans, le PIB par habitants a chuté de 16 500 \$ en 1981 à moins de 6 000 \$ en 2000. Une baisse due à la fois à la baisse du prix du pétrole et à l'augmentation de la population passée de 9 à 22 millions dans la même période. L'État rentier a rompu le « pacte » liant la classe dirigeante à ses sujets : la docilité politique en échange des garanties de l'État providence. La plupart des salariés saoudiens sont en effet employés par le secteur public, on ne parle pas ici de la main-d'œuvre importée. « Or l'État, qui s'est engagé auprès du FMI et de l'OMC à se réformer, n'a plus les moyens d'offrir des emplois aux nouveaux arrivants sur le marché du travail, soit quelques 100 000 diplômés par an. Le secteur privé largement dépendant des commandes publiques, ne peut accueillir tous les nouveaux arrivants. Au total l'économie n'absorbe que la moitié d'entre eux. Le chômage, qui est évalué à 25 % -30 % de la population active masculine, alimente un mécontentement dans lequel la contestation islamique puise sans peine des recrues; le ressentiment est grand à l'encontre des travailleurs expatriés généralement asiatiques, il est cependant loin d'atteindre l'animosité à l'encontre des Occidentaux en général et des Américains en particulier, nourrie par la présence persistante de 20 000 Américains dont plus de 5 000 soldats. L'opinion que cette présence est sacrilège est partagée par tous les Saoudiens y compris jusque dans la famille régnante. L'âpreté avec laquelle les administrations américaines ont pressuré commercialement l'Arabie Saoudite en reconnaissance des services rendus en 1991 est considérée comme du racket. En Arabie Saoudite, la redistribution de la rente est un enjeu majeur, mais les limites du système commencent à apparaître avec la montée d'une opposition intégriste. Cette opposition organisée à la présence américaine est à l'origine des deux attentats contre les troupes américaines de 1995 et 1996. En outre, elle réactualise l'opposition des tribus du Sud au pouvoir des Saoud (les clans du Nord se partagent les richesses du pays).

Ce que représente Ben Laden est incompréhensible si l'on ne se réfère pas à la guerre du Koweït et à la crise des économies rentières : la disparition de la figure autonome du rentier. Refaire le coup de Saddam mais sans le nationalisme. La bataille des oléoducs dont les talibans et Al-Qaïda sont des acteurs a une toute autre dimension que celle d'un simple conflit géopolitique intercapitaliste, c'est aussi et surtout un conflit dont l'issue est une détermination d'un stade de l'histoire du capitalisme (finalement comme tous les conflits intercapitalistes) : entériner la situation nouvelle créée par la guerre du Golfe.

Ben Laden n'est pas un nouveau Saddam, son objectif et sa raison d'être ne sont pas le nationalisme, mais une sécession interne à la mondialisation qui ne pourrait que passer par l'annulation de cette défaite. Le retournement de Ben Laden contre son créateur est le produit de la fin de la guerre froide comme cadre général et de l'après-guerre du Koweït comme situation particulière déterminante. En fait les termes de « créateur » et de « créature » masquent la réalité : les Américains ont modelé une force à leur service à partir d'un matériau existant dans les conditions sociales existantes, le « retournement » est alors un peu moins « frankensteinien ».

L'événement du 11 septembre entre bel et bien dans le cadre d'une relation entre États et d'un marchandage économique. Après l'arrivée au pouvoir de W. Bush, les négociations avec les talibans sont énergiquement relancées afin de répondre aux attentes des compagnies pétrolières américaines. Il fallait sortir du « grand jeu » qui, depuis le XIX^e siècle, est en fait un jeu à somme nulle ; la victoire totale des talibans envisagée un moment par les Américains se révèle impossible à partir de 1998. Américains et Pakistanais, d'un côté, Russes, Iraniens et Indiens, de l'autre, se neutralisent réciproquement. Pour ouvrir l'Asie centrale, il faut amener les talibans à négocier et à ouvrir le gouvernement de l'Afghanistan à l'Alliance du Nord, c'est le but de la pression américaine à partir de 1998, elle se renforce après l'élection de W. Bush. Pour cela, il faut que les talibans abandonnent Ben Laden et Al-Qaïda. Le fameux pipe-line ne pouvait arriver qu'une fois cette ouverture et cet abandon accomplis. Il apparaît au travers de nombreux documents et témoignages (« Ben Laden, la vérité interdite », compte rendu et extrait dans *le Monde* du 13 novembre 2001) que les menaces et les chantages sur les talibans furent précis durant toute l'année 2001. « Ben Laden n'a pas eu de difficulté à convaincre le mollah Omar que, s'il le lâchait, il serait ensuite broyé

lui aussi. L'été 2001, les talibans ont, à tort ou à raison, conclu qu'une intervention militaire lourde se préparait contre eux. Là encore Ben Laden n'a eu aucun mal à les persuader que, dans ces conditions, mieux valait tirer les premiers. [...] Cela reste une spéculation, fondée sur des indices réels. Elle présente l'avantage de fournir une cohérence politique à l'engrenage qui, le 11 septembre, a abouti à l'inimaginable. » Il est inutile de rentrer dans le détail des négociations sur le fameux gazoduc qui devait conduire le gaz turkmène jusqu'à l'océan Indien *via* l'Afghanistan (toute l'histoire est bien connue, Hamid Karzai a même travaillé comme consultant pour Unocal). Ce qui est plus intéressant, c'est l'intransigeance des talibans dans ces négociations avec l'ONU et les États-Unis. Ne pas « lâcher » Ben Laden (si tant est qu'ils en aient eu la possibilité), c'était s'opposer à tout accord interne afghan. C'est le Pakistan qui avait le plus à perdre dans cet accord, l'intransigeance des talibans en découle. Pour le Pakistan et les talibans, la menace militaire américaine face au refus de tout accord avec l'Alliance du Nord et les Ouzbeks pouvait être déjouée.

Dans le cadre de ce marchandage, ce qui apparaîtra *a posteriori* comme de « faux calculs stratégiques » n'étaient pas *a priori* dénués de bon sens. Assassiner Massoud, c'était affaiblir l'Alliance du Nord et si les États-Unis voulaient tout de même s'appuyer sur elle, ils rencontreraient l'opposition du Pakistan qui n'accepterait jamais le démantèlement du pouvoir des talibans. La Russie, en opposition avec les États-Unis sur le rejet unilatéral des accords nucléaires, ne collaborerait pas. Les États-Unis seraient condamnés à bombarder de très loin de façon inefficace. Mais le Pakistan a choisi le Cachemire, la rivalité avec l'Inde, l'acceptation de sa détention de l'arme nucléaire, l'effacement partiel de sa dette ; et Poutine d'avaler une couleuvre et de massacrer un peu plus les Tchétchènes avant les Géorgiens (c'est finalement les Américains qui semblent s'en charger directement).

Le caractère religieux du projet sécessionniste n'était pas absolument nécessaire, mais il est une mise en forme et un contenu explicables de celui-ci. Le projet de sécession est par nature interclassiste, il mobilise les « masses » qui n'ont rien retiré de la capitalisation intensive, des fractions de l'« aristocratie » pétrolière rentière contre les « vendus aux infidèles », les classes moyennes laminées par la capitalisation mondialiste ; il se justifie par l'intérêt supérieur du monde musulman englobant et dépassant tous ces membres et toutes les catégories sociales. L'Islam vient ici supplanter le nationalisme anti-impérialiste devenu caduc dans la défaite globale de l'ancien cycle de luttes.

Malgré les apparences, la mise en œuvre d'un tel projet est en lui-même une disciplinarisation (on peut parler, dans les rapports de production capitaliste de disciplinarisation au vu des modalités de la mise au travail et de l'exploitation) des masses prolétarisées. Une fois les choses remises en place, c'est-à-dire la hiérarchie des déterminations entre la reproduction mondiale du capital et la reproduction locale de la force de travail (par la violence si nécessaire), il peut y avoir entente entre l'islamisme et le « Grand Satan américain », comme on peut déjà le voir au Pakistan et au Soudan. L'islamisme se développe sur la base d'un prolétariat déjà battu à tous les niveaux : dans ses luttes immédiates, dans les grandes émeutes anti FMI des années 1980 - début 1990 ; dans les programmes nationalistes de développements autocentrés. L'islamisation de la lutte de classe est le fait d'un prolétariat battu. La forme religieuse se développe sur des structures traditionnelles brisées par la relation, insoutenable à terme, entre les deux aspects de la double vie du prolétaire dans les aires d'industrialisation récente et dépendante (non endogène) : énorme décalage entre, d'un côté, l'industrialisation et, de l'autre, le mode de vie et de reproduction de la force de travail qui ne peut être qualifiée, de façon absolue, comme force de travail libre. L'usine, comme le dit Serge Latouche dans *l'Occidentalisation du monde*, échoue à fonctionner comme une « maison de la culture ». La faillite de ces structures conjointement à la défaite des luttes, consommée dans les années quatre-vingt/quatre-vingtdix, laissent la place au rapport religieux : individu isolé/universalité. Le capital ne peut ici que tolérer une autre communauté à côté de la sienne.

Après la première période des « Frères musulmans », à partir de la fin des années cinquante et durant les années soixante, l'islamisme disparaît presque totalement en tant que force sociale et politique organisée. Les soulèvements de Hama (1964) et de Damas (1966) sont moins l'œuvre des Frères que la réaction spontanée des commerçants encadrés par quelques chefs religieux contre les mesures d'étatisation des principales activités économiques. Le mouvement islamiste qui renaît au début des années soixante-dix n'a plus la même nature ni les mêmes objectifs sociaux. Il est en premier lieu l'expression de la crise et de l'échec des nationalismes politiques et économiques, il recrute alors dans ces mêmes classes moyennes qui trouvaient jusque-là dans ces politiques des filières d'ascension sociale et des privilèges économiques divers : enseignants, étudiants, officiers subalternes, ingénieurs... C'est également la période de montée en puissance des monarchies pétrolières et de l'intégration rentière de la région. Ces mouvements trouvent dans cette mutation les conditions de leur développement d'autant plus que les pouvoirs en place, tant en Syrie qu'en Égypte (mais aussi en Tunisie et en Algérie), ayant déjà largement entamé la liquidation de leurs tendances ou éléments de la gauche nationaliste, trouvent dans ces mouvements des alliés naturels.

Cependant l'échec du développement économique autocentré, et les politiques libérales dites d'ouverture qui lui succèdent ont provoqué l'apparition d'une énorme masse d'exclus qui se manifestent dans les émeutes des grandes villes arabes à partir de la fin des années soixantedix. Et c'est à partir de là que les mouvements islamistes dépassent le stade d'une existence confidentielle ou de pratiques terroristes. À partir des années quatre-vingt, l'islamisme devient l'expression de toutes les limites de ces révoltes qu'il encadre avec plus ou moins de réussite, face à un pouvoir étatique auquel il n'a d'autre programme à opposer que celui qu'il applique déjà. Les islamistes sont la face populiste de la grande bourgeoisie affairiste au pouvoir, expression à la fois des limites de l'économie rentière, et des manifestations du prolétariat que cette économie et ses limites provoquent.

La question n'est pas de savoir comment la religion, la politique, l'économie relie des individus-Robinson, mais de comprendre pourquoi le lien des individus particuliers définis par et dans un mode de production déterminé prend la forme de la religion, de la politique, de l'économie. Quelles sont les limites de ces émeutes qui constituent l'islamisme comme leur expression synthétique ? Dans la constitution capitaliste de l'exclusion, l'aliénation du prolétaire vis-à-vis de l'ensemble des rapports sociaux et de sa propre reproduction n'apparaît pas comme le produit de sa propre activité, et l'aliénation comme le rapport contradictoire qu'il entretient avec l'ensemble de cette société, mais comme une donnée *inhérente* à son individualité, c'est le *pauvre*. Devenue inhérente à l'individualité, la séparation d'avec les autres individualités et d'avec la communauté ne se résout que dans une relation qui transcende ces individualités et se pose face à elles comme radicalement extérieure. Les spécificités historico-culturelles et les contraintes sociales de la période ne viennent alors que mettre en forme cette relation comme religion, culture, nation. Dans sa contradiction avec les rapports sociaux capitalistes, dans laquelle il est reproduit comme « exclu », comme pauvre, le prolétariat produit dans la religion les limites inhérentes aux conditions et caractéristiques de cette contradiction.

Les mouvements islamistes des années quatre-vingt sont à la conjonction de trois processus sociaux : le désarroi et la marginalisation des classes moyennes face au libéralisme et à l'ouverture, que de par leur situation sociale elle ne peuvent pas critiquer comme capitalisme, mais comme « occidentalisation », comme mode de vie et culture ; l'échec des nationalismes, et la mise en place de l'intégration rentière avec les pays du Golfe comme pivot ; l'« exclusion sociale » et la multiplication des émeutes de la pauvreté.

Tant que le mouvement islamiste n'a été l'expression que du premier de ces éléments, il s'est limité à une pratique terroriste (pratique toujours nationaliste, contrairement au terrorisme actuel) sans grande perspective : l'investissement de la mosquée de La Mecque en 1979, l'assassinat de Sadate en 1981. L'origine sociale des accusés dans l'affaire de l'attaque de l'académie militaire d'Héliopolis en Égypte est significative : quarante-deux étudiants, dix-sept élèves de l'académie militaire, trois soldats, quatre ingénieurs techniciens, une profession libérale, trois ouvriers. Le soulèvement de la ville de Hama en Syrie, en février 1982, a revêtu une plus grande importance que les événements précédents de par les

caractéristiques sociales syriennes : bipolarité de la Syrie (entre Alep et Hama d'un côté, Damas de l'autre), rencontre de la marginalisation des classes moyennes avec les luttes des commerçants. Au travers de la destruction de la ville, c'est la destruction d'une structure sociale qui fut effectuée.

Ce mouvement islamiste ne pouvait, sans se perdre, contester le pouvoir à la bourgeoisie en place. À considérer le mouvement islamiste comme critique de l'ordre social existant au Maghreb comme au Moyen-Orient, on confondait d'une part l'expression de la pauvreté qu'il était et est toujours à même de mettre en forme dans sa pratique et son langage religieux et, d'autre part, la révolte contre cette exclusion, révolte que le mouvement islamiste s'est toujours employé à combattre, et sur les limites et les échecs de laquelle il prospère, en tant que reconnaissance politique et sociale de celle-ci. Mouvements de classes moyennes dévalorisées, la chance historique des mouvements islamistes des années quatre-vingt est de s'être trouvée, après les échecs putschistes, le produit et à la jonction de l'effondrement du nationalisme politique et économique arabe, de l'intégration rentière de la région avec les États du Golfe comme pivot, et surtout de la nécessaire mise en place conflictuelle d'une société duelle *spécifiquement capitaliste*.

C'est en effet au milieu des années quatre-vingt que s'effectue, après la coupure du milieu des années soixante et l'échec du premier islamisme terroriste au début de ces mêmes années quatre-vingt, un nouveau tournant dans l'évolution des mouvements islamistes. « Les régimes en place dans le monde musulman, pour éteindre l'incendie des groupes islamistes radicaux qui les menaçaient, ont allumé des contre-feux en favorisant une réislamisation « par le bas ». Ils ont laissé se développer des mouvements qui avaient toute latitude pour prêcher la plus stricte adhésion aux normes de l'islam dans tous les domaines de la vie quotidienne, mais ne devaient, en principe, jamais intervenir dans les affaires politiques. [...] Cette réislamisation par le bas, qui a pris une ampleur considérable depuis le milieu des années quatre-vingt, a été largement financée par l'Arabie Saoudite et le Koweït qui voyaient d'un bon œil ce piétisme conservateur, rigoriste et, croyait-on, garant de la stabilité sociale. » (Gilles Kepel, *le Monde*, 11 janvier 1991).

Cette analyse faite par Kepel ne met pas en relation ces mouvements de « réislamisation par le bas » avec les émeutes urbaines du Moyen-Orient. Pour lui, ces mouvements n'auraient comme but que de contrer les groupes islamistes radicaux sur leur propre terrain, comme si ceux-ci représentaient le principal danger pour l'« ordre établi », comme si finalement on ne retrouvait pas, à la tête des groupes radicaux et de ce mouvement de « réislamisation par le bas », les mêmes groupes sociaux que ceux à l'œuvre dans ce premier terrorisme. L'analyse demeure machiavélique et instrumentaliste en laissant dans l'ombre les raisons du succès des mouvements, qui ne peut tout de même pas être entièrement ramené aux effets de la manne financière venue du Golfe. En outre le double aspect de cette réislamisation par le bas est simplement constaté, ces « deux aspects » ne sont jamais articulés. Il en est de même dans un autre très long article publié toujours dans *le Monde* du 7 mars 1991 où ce mouvement « conforte et critique l'ordre établi », sans que l'on sache comment ces deux aspects s'articulent. Dans l'article du 7 mars 1991, cette dualité semblerait être le résultat même de leur succès. En fait, c'est l'idée même d'un aspect contestataire des mouvements islamiques qui est, si l'on peut dire, contestable. Les mouvements islamistes sont demeurés tout au long des années quatre-vingt essentiellement une force de maintien de l'ordre social.

Les mouvements islamistes balaient le monde musulman du Maghreb à l'Indonésie, ils ne sont pas spécifiques au Moyen-Orient, même si les États du Golfe les appuyèrent politiquement et financièrement dès leur origine, souvent avec la bénédiction des États-Unis. Dans toute cette région, le développement du capitalisme par la colonisation, la tutelle mandataire, la création de l'État d'Israël, a détruit les sociétés traditionnelles. La modernisation capitaliste sous l'égide de la petite bourgeoisie a mené au désastre économique dans le contexte du capitalisme mondial, elle ne put jamais faire du capital la seule communauté, créer l'allégeance démocratique à l'État, produire la figure du citoyen, de l'individu atomisé et intégré dans la reproduction du capital exclusivement. Ce développement était même en partie fondé sur la dualité évoquée précédemment comme double vie du travailleur. L'intégration rentière régionale, dans son échec, livre l'individu enfin spécifiquement capitaliste à sa situation d'« exclu ». Depuis la fin

des années cinquante, toute cette région, à des rythmes différents, suit le même parcours. Enfin, la formalisation religieuse des luttes de classes n'est pas spécifique au monde musulman ; que l'on songe à l'Inde, à l'Amérique latine (théologie de la libération, évangélistes), à la Pologne des années quatre-vingt, ou à certaines républiques de l'ex-URSS.

La guerre civile en Algérie, l'incapacité du Hamas à définir une perspective politique en Palestine, et surtout la défaite saoudienne que constitue en réalité la guerre du Golfe (ce qui ne contredit pas l'évidente défaite irakienne), signalent l'échec de cet islamisme politique. C'est alors un nouveau changement global de l'islamisme qui s'amorce depuis le début des années quatre-vingt-dix : la disparition de l'islamisme comme projet national. L'islamisme actuel est le résultat de la remise en cause du cadre national pour la reproduction de l'accumulation capitaliste et de la situation paradoxale de la reproduction de la force de travail simultanément soumise aux conditions d'exploitation et de mise au travail relevant d'un cycle mondial du capital et, par cela même (déliquescence du cadre national), renvoyée à la « recreation » de conditions et de cadres de reproduction « traditionnels ». *Rencontre hasardeuse et explosive entre, d'une part, une intégration et une dépendance mondiale et, d'autre part, la recreation d'une reproduction « traditionnelle » ayant perdu toute signification, finalité et nécessité internes (endogènes).*

C'est d'une « dénationalisation », d'une « déterritorialisation » même de l'islamisme dont il s'agit. Au Pakistan, il faut remonter à l'élimination d'Ali Buttho (1977) pour comprendre ce processus de « dénationalisation » de l'islamisme qui s'identifie avec son échec comme islamisme politique et « populiste » tel qu'il s'était développé dans les années quatre-vingt, celles de l'intégration rentière saoudienne. La politique d'islamisation entamée par Zia Ul-Haq se substitue aux programmes de développement entamés sous Ali Buttho. Dans les années quatre-vingt, le Pakistan connaît encore des taux de croissance de l'ordre de 6 % et bénéficie de l'apport des travailleurs pakistanais émigrés dans les pays du Golfe. Ce n'est que dans les années quatre-vingt-dix, c'est-à-dire après la guerre du Golfe, la défaite soviétique en Afghanistan et la fin de la guerre froide, que l'islamisme devient une force politique importante en Afghanistan. Les organisations islamistes remplissent encore le vide laissé par l'État. Le Pakistan ne consacre plus que 3,5 % de son budget à l'éducation et à la santé (38 % à la défense). « Des millions de réfugiés, un trafic de drogue incontrôlé, le culte de la kalachnikov et une culture du djihad constituent l'héritage de la guerre d'Afghanistan. » (*le Monde diplomatique*, décembre 2001.) Le Pakistan est confronté à la fabrication de plus en plus difficile d'une subsumption nationale de ses diversités : domination pendjabis particulièrement mal acceptée par les Sindhis, par les Baloutches et par les Mohadjirs de Karachi. C'est tout un problème de luttes internes à la classe dominante : les Mohadjirs issus d'une classe capitaliste entreprenante ont dû se plier au pouvoir des aristocraties foncières pendjabis et accepter les structures sociales claniques pachtounes et baloutches. Mais, pour ce qui nous intéresse ici, actuellement, ce problème de la construction étatique se retrouve à l'intérieur même de l'opposition islamiste où la tendance nationaliste est combattue par les plus radicaux pour lesquels l'ouma compte beaucoup plus que la nation.

Dans tout ce mouvement d'effondrement de la construction étatique, ce qui nous intéresse, c'est la disparition du nationalisme étatique comme médiation de la « lutte anti-impérialiste ». Les transformations de l'islamisme, l'échec de l'islamisme politique témoignent de cette évolution (même au Soudan l'islamisme national est en passe d'être abandonné par l'État, qui se trouve alors confronté à un islamisme pour lequel le cadre national est anecdotique en même temps qu'il se localise de façon restreinte et territorialement changeante : « seigneurs de la guerre »).

« Cette nouvelle forme d'islamisme radical résulte d'un certain nombre de constats d'échecs politiques et idéologiques : la fin du tiersmondisme, la faillite du socialisme arabe, l'impasse de l'islam politique, doublées de la prise de conscience que les autorités religieuses officielles du monde arabe ont été « nationalisées » par les régimes en place. » (*le Monde diplomatique*, janvier 2002.) Ben Laden refuse l'« islamisme dans un seul pays » et n'a pas de stratégie nationale (la place centrale de l'Arabie Saoudite dans sa stratégie n'est pas le résultat d'une stratégie nationale), ses réseaux sont constitués par des militants qui

ont vécu l'échec des partis islamistes dans différents pays. Il s'agit alors d'une opposition interne (quasiment inhérente) à la mondialisation qui se situe à son niveau et dans les mêmes termes qu'elle, elle ne se constitue même pas comme alternative à elle. Elle n'est pas sa contradiction mais son ombre. Du côté « terroriste », les formes d'actions sont adaptées aux nouvelles formes de la reproduction capitaliste comme domination (d'où en partie la forme religieuse). Ce n'est pas une guérilla contrôlant un territoire, et même l'hypothétique « but final » de la sécession n'existe que par défaut, comme résultat d'une sorte de « contradiction » (une dualité en fait) dans la raison d'être du mouvement : déterritorialisation et internationalisation d'une part ; « révolte anti-impérialiste » d'autre part.

Ben Laden représente un islamisme « abstrait » (c'est-à-dire déterritorialisé). Ces réseaux se développent après l'échec de l'islamisme populaire et nationaliste au Moyen-Orient, principalement en Égypte (1997) d'où viennent nombre de ses lieutenants et conseillers politiques. La « rue » ne s'est pas soulevée contre l'intervention américaine (seule la ville de Quetta qui n'est qu'à 200 kilomètres de Kandahar a connu une situation insurrectionnelle le 8 octobre 2001). Al-Qaïda, c'est le contraire de Gamaat Islamiya (d'où viennent certains de ses cadres après la « défaite » de 1997). Ben Laden se trouve en Afghanistan, parce que, le 18 mai 1996, il est expulsé du Soudan vers ce pays avec l'accord des Américains. Le Soudan était prêt à l'extrader vers les États-Unis ou l'Arabie Saoudite, mais les premiers n'étaient pas en mesure de garantir sa condamnation et les seconds ne voulaient surtout pas de martyrs. Toujours sur cette « déterritorialisation » : la défaite militaire des talibans et des troupes d'Al-Qaïda n'est pas suivie par la naissance d'un mouvement de guérilla. Un tel mouvement ne correspondrait ni à l'idéologie ni à la pratique des talibans et d'Al-Qaïda, ni à leur implantation sociale, ni surtout aux conditions sociales de l'Afghanistan (petits pouvoirs locaux toujours prêts par nature à se rallier à la puissance momentanément dominante).

« Dès le début de la guerre américaine en Afghanistan, ces régions [les *zones tribales* du Pakistan] ont été considérées par beaucoup comme pouvant offrir un refuge idéal aux “soldats perdus” de Ben Laden à l'heure de la défaite. Notamment parce que le phénomène de relative talibanisation de la province frontière du nord-ouest pakistanaise pourrait amener certains Patchoune à se sentir solidaires des partisans d'Al-Qaïda. La réalité est cependant plus nuancée, car le contexte qui prévaut depuis le 11 septembre vient de transformer les rapports de force. “Je pensais que les tribus résisteraient aux injonctions du gouvernement. Mais non, elles collaborent avec les autorités. Les chefs tribaux ont compris qu'après l'échec des talibans et d'Al-Qaïda ils n'avaient rien à gagner à aider des gens vaincus par la puissance américaine. Ils n'ont aucune envie que la guerre se porte sur leur sol”, affirme Paresan Khattak, ancien recteur de l'université de Peshawar et anthropologue. Cela ne veut pas dire que les tribus aient soudain renoncé à leurs droits et acceptent désormais sans broncher l'“ingérence” gouvernementale. “Mais elles savent simplement de quel côté souffle le vent” relève un fonctionnaire en poste dans les zones tribales. “La plupart des chefs tribaux n'étaient pas forcément proches des talibans et ne sont donc pas toujours prêts à aider les ‘Arabes’ ajoute-t-il. Par ailleurs, ils ont besoin du soutien des nouveaux ‘seigneurs de la guerre’ afghans alliés aux Américains pour se livrer à leurs activités préférées entre l'Afghanistan et le Pakistan : le commerce, et surtout le trafic d'opium, de bois, etc. Ce n'est pas le moment d'aller prêter main-forte à Al-Qaïda !” Le messianisme religieux des talibans représentait une menace pour l'ordre tribal, même si le farouche attachement à l'Islam de ces Patchoune a pu parfois les porter à soutenir l'intégrisme des “étudiants en religion”. [...] Il n'y a qu'une chose qui intéresse les maleks, les chefs tribaux, qui sont rémunérés mensuellement par le gouvernement : c'est l'argent. » (*le Monde*.)

L'Arabie Saoudite avait fait de sa politique de soutien à l'islamisme un instrument de lutte contre la vague du nationalisme arabe. Cependant, depuis la guerre du Golfe, les mouvements fondamentalistes se sont retournés contre la politique saoudienne. La guerre du Golfe et la fin de la guerre froide ont marqué une rupture dans l'islamisme. Une nouvelle variété d'islamisme est apparue lors de la lutte contre l'URSS en Afghanistan. Un islamisme hors sol dont le terrorisme devient par là le mode d'action adéquat. Le terrorisme d'Al-Qaïda, fondé à la fin de la guerre anti-soviétique en Afghanistan, vise presque exclusivement les intérêts américains, il est transnational dans son recrutement et dans son identité, il agit

au nom de l'ouma, la nation musulmane dispersée sur les cinq continents, ses adeptes sont recrutés dans les classes moyennes, souvent formés à la culture occidentale. Cette nébuleuse n'est instrumentalisée par aucun État, ils n'ont aucune base populaire structurée (*cf. le Monde diplomatique*, novembre 2001). Un terrorisme global dans son organisation mais aussi dans sa portée et ses objectifs. Et qui ne revendique rien de très précis. Al-Qaïda est une organisation parfaitement adaptée à l'« âge de la mondialisation », elle n'avait encore besoin que d'une coquille vide, un État vide et il y a *déliquescence de la forme État dans de vastes régions du monde*.

L'absence de soutien de la « rue » dans les pays arabes au « défi » lancé par Ben Laden aux États-Unis pose un problème. Il n'y a pas eu de grandes manifestations (sauf dans les villes du nord du Pakistan où réside un très grand nombre de réfugiés afghans), mais le soutien tacite est massif même s'il ne peut pas prendre de forme politique. Ce paradoxe peut s'expliquer (au-delà de l'efficacité de la répression dans les pays arabes et au Pakistan) par le fait que ce soutien n'est pas exprimable et/ou récupérable dans la forme du nationalisme comme avait pu l'être le soutien à Saddam et à l'Irak ; il n'est pas non plus exprimable dans les termes d'une lutte sociale. Ben Laden n'est ni un nationaliste, ni un islamiste politique (au sens de mouvements comme le FIS en Algérie, les Frères musulmans en Syrie, en Égypte et en Jordanie, le Hamas en Palestine, le Refha en Turquie, ou la Gamaat Islamiya en Égypte), il ne cherche pas à prendre le pouvoir dans un pays particulier (même l'Arabie Saoudite). C'est dans un pays sans État qu'il s'installe (Afghanistan des talibans) ou développe ses camps (Somalie). Son opposition à la mondialisation capitaliste sous direction américaine est aussi diffuse et « déterritorialisée » que celle-ci. L'enchâssement territorial dans lequel s'ancre son action n'est jamais circonscrit (fini), il ne la définit pas : l'Afghanistan, l'Arabie Saoudite, les pays musulmans de la Mer Rouge à l'Indonésie et au sud des Philippines, mais aussi les républiques ex-soviétiques d'Asie centrale, mais aussi le Xinjiang chinois, mais aussi la corne de l'Afrique, mais aussi les communautés musulmanes européennes ou américaines... L'objectif de la sécession, c'est d'être une sécession mondiale, elle n'est territorialisée que par défaut. Elle est interne à la mondialisation capitaliste, elle n'est que son envers.

Les mouvements islamistes politiques nationaux « ne répondent pas à la demande d'une jeunesse "déterritorialisée" et internationalisée, soit par l'exil, soit par les études faites à l'étranger, soit par l'émigration et qui ne se reconnaît dans aucune cause nationale. [...] Diverses formes de religiosité peuvent répondre aux demandes nouvelles d'une population musulmane globalisée, mais le néofondamentalisme est parfaitement adapté parce qu'il transforme ce qui est vécu comme déculturation en discours de refondation d'un islam universel, purifié des coutumes et traditions, et donc adaptable à toutes les sociétés. Il définit le monde global comme une *oumma* virtuelle qui ne demande qu'à être réalisée par l'effort de tous les musulmans. Il s'adresse non plus à des communautés réelles mais à des individus isolés qui font retour sur leur foi et leur identité. Les néofondamentalistes sont ceux qui ont su islamiser la globalisation en y voyant les prémices de la reconstitution d'une communauté musulmane universelle, à condition, bien sûr, de détrôner la culture dominante : l'occidentalisation sous sa forme américaine. Mais ce faisant, ils ne construisent qu'un universel en miroir de l'Amérique, rêvant plus de McDo hallal que de retour à la grande cuisine des vrais califes d'autrefois. » (Olivier Roy, « L'islam au pied de la lettre », *le Monde diplomatique*, avril 2002.)

L'Amérique est l'ennemi que parce qu'elle est l'universalité et installe et soutient des régimes « corrompus » dans le monde entier. L'attaque du World Trade Center et du Pentagone ne pouvait viser à affaiblir les États-Unis eux-mêmes, mais était plutôt destinée à montrer que les États-Unis n'étaient pas invulnérables. Briser une fascination. Introduire une sécession non pas territoriale (elle ne le deviendrait que par défaut), mais avant tout dans les comportements, les attitudes, les mentalités. C'est là que l'on touche à la dimension proprement terroriste de cette action, à sa singularité.

De ce point de vue, le texte de Baudrillard paru dans *le Monde* du 3 novembre 2001 est particulièrement pertinent. Il faut bien sûr abandonner toute sa problématique psychanalytique qui fait de l'« allergie » à une domination universelle quelque chose de tout aussi universel tenant à une pulsion

invariante et inhérente à tout individu. Le point capital de ce texte se situe dans le thème de la « mondialisation triomphante aux prises avec elle-même ». Là où Baudrillard sombre dans la psychanalyse, c'est lorsqu'il amalgame et identifie la forme terroriste de l'action avec ses causes. La forme terroriste tient bien à ce qu'il dit : « la mondialisation aux prises avec elle-même » ; mais la cause ne réside pas dans un mouvement conceptuel mettant aux prises le « global » avec le « singulier ». On est là en pleine tautologie. Baudrillard dégage bien la particularité terroriste de cette action : elle dépasse la problématique habituelle du rapport de forces, elle est la « réversion » des apparences de la mondialisation et de la puissance américaine contre elles-mêmes, elle est leur « ombre portée » ; elle est « *spectaculaire* » en ce sens que la réalité ne dépasse pas la fiction mais devient le plus haut degré de la fiction (la réponse du groupe Marvel et de ses super-héros dans son numéro spécial – *A Moment of Silence* – consacré à l'événement est de ce point de vue hautement significatif). Mais Baudrillard ne parvient que par des formules creuses à définir ce qu'il appelle un « suicide de la mondialisation » : « C'est le monde lui-même qui résiste à la mondialisation. » « Aujourd'hui, celui-ci (l'ordre mondial unique), virtuellement parvenu à son terme, se trouve aux prises avec les forces antagonistes partout diffuses au cœur même du mondial, dans toutes les convulsions actuelles. Guerre fractale de toutes les cellules, de *toutes les singularités* [souligné par nous] qui se révoltent sous forme d'anticorps. » « Cet antagonisme est partout, il est en chacun de nous. » Les fractures et les antagonismes induits par la mondialisation deviennent alors un « suicide » de la mondialisation, ce qui n'a pas de sens. C'est comme si du fait que le capital est une contradiction en procès, j'en déduisais un « suicide du capital ». Dans ce type de raisonnement, ce qui disparaît, c'est la réalité particulière des pôles d'une contradiction, la totalité a tout subsumé et se réfracte à l'infini dans chacun de ces éléments, elle ne se particularise plus en pôles contradictoires mais elle se résout en une pure « réversion » d'elle-même contre elle-même. Baudrillard ne tient la singularité de l'action terroriste qu'en lui refusant tout « sens », toute « interprétation » possibles. Une telle approche peut nous donner la singularité terroriste de l'action du 11 septembre : l'action qui ne sort pas de la mondialisation mais qui n'en est que son envers et parce qu'elle n'en est que son envers n'a aucun pouvoir réel contre elle. Le terrorisme est alors l'existence de cette absence de pouvoir. Il est, c'est exact, la « réversion » de la mondialisation, mais voilà, il n'est *que cela* et parce qu'il n'est que cela, il est terrorisme : volonté de changer la règle du jeu dans le jeu lui-même.

Baudrillard croit à ce qu'il écrit. La réalité n'est plus que le principe de réalité et le principe a été perdu. Comme Anselm Jappe dans son livre sur Debord, Baudrillard est un tenant radical de la théorie du spectacle. Il prend donc pour argent comptant l'action du 11 septembre comme raison de l'entrée en récession des États-Unis : « le système intériorise en quelque sorte sa propre défaite. » Cela jusque dans le renforcement des contrôles policiers compris comme défaite du libéralisme politique. Le moindre chef d'entreprise américain ou la moindre conseillère politique de Tony Blair, plus pragmatiques, ne voient là qu'une bonne occasion à saisir.

Dans l'action terroriste, la réalité particulière des pôles de la contradiction qu'est le mode de production capitaliste disparaît bel et bien parce que, comme l'écrit Baudrillard : « Cela dépasse de loin la haine de la puissance mondiale dominante chez les déshérités et les exploités, chez ceux qui sont tombés du mauvais côté de l'ordre mondial ». Cette haine et cette opposition bien *réelles* sont subsumées sous la « fracture interne de la mondialisation », c'est-à-dire cet antagonisme qui serait partout (« jusqu'en chacun de nous ») entre l'universalité de la mondialisation et la singularité de chacun et du monde. On pourrait se contenter de dire que Baudrillard raisonne en terme de mondialisation comme si celle-ci pouvait être en elle-même une réalité sociale sans la caractériser comme forme de développement et d'accumulation capitaliste. On passe alors à côté de l'objet spécifique qu'est l'action terroriste, on ferait, dans l'analyse, disparaître l'événement. Le terrorisme tient justement à la possible existence d'une critique de la mondialisation qui ne la comprend pas comme mode de production capitaliste et l'existence possible de cette critique tient aux modalités actuelles de l'opposition à ce mode de production comme interne à son acceptation comme horizon indépassable. On retrouve ici, par et dans l'acceptation allant de soi du mode de production capitaliste, la « réversion » de Baudrillard. Cette « réversion » a une existence prosaïque dans le démocratisme radical, une existence héroïque dans le terrorisme. Dans un cas comme

dans l'autre, la mondialisation est posée pour elle-même (c'est-à-dire est sa propre médiation), comme objet en soi, rapport entre le « global » et le « singulier ». Ce sont bien la haine et l'opposition des exploités qui sont alors dépassées, parce que cette haine et cette opposition ne peuvent dans la reproduction dominante du mode de production capitaliste n'exister qu'en lui, tant que l'attaque de ce monde n'est pas pour ceux qui l'attaquent leur propre remise en cause, autotransformation. Mais alors le « soutien de la rue » ne dépasse pas un soutien tacite parce qu'il est, de par la nature même de ce qu'il soutient, déconnecté des situations réelles d'exploitation. Nous en revenons toujours à la dynamique et aux limites de ce cycle de luttes. Le terrorisme est, dans ce cas, la limite que construit la mondialisation à la haine et à l'opposition de « ceux qui sont tombés de son mauvais côté ». Qu'il existe comme terrorisme « d'État », comme le résultat d'un chantage capitaliste entre « États », est une des figures passagères, on ne peut plus normale, qu'il peut alors être amené à adopter, sans que cela ne l'épuise.

Inversement et symétriquement, les interventions américaines actuelles sont des activités inscrites dans la restructuration en tant que contre-révolution par rapport à l'ancien cycle de luttes, non en ce qu'Al-Qaïda ou les Farc en Colombie seraient des organisations révolutionnaires, mais en tant que destruction du cadre social d'existence de l'ancien cycle. Il s'agit essentiellement du cadre national, c'est-à-dire la connexion entre accumulation du capital et reproduction de la force de travail définissant ce cadre et que ce dernier pérennisait en retour. L'intervention en Afghanistan n'a donc pas pour les États-Unis un sens local, on intervient en Afghanistan non pour des raisons « afghanes » mais générales, mondiales. Tant et si bien que l'intervention en Afghanistan ne se justifie que comme première étape d'une intervention qui touchera ou menacera d'autres États (Soudan, Somalie, Yémen, Philippines, Indonésie, chantage sur l'Arabie Saoudite, etc.) ou même de simples organisations armées ou non pouvant représenter une menace pour la libre circulation capitaliste (IRA, Farc, Abu Sayyaf...). Dans le cadre actuel du mode de production capitaliste (en outre, vue l'importance de la région dans le cas du Moyen-Orient : les fameux enjeux pétroliers – il faut tout de même en parler), aucune sécession ne peut être tolérée, elle n'a en plus aucun sens, ce qui n'est qu'une autre façon de dire qu'elle ne peut être tolérée. Cela ne peut être toléré où que ce soit, et à plus forte raison dans des régions aussi importantes que le Moyen-Orient – ou l'Asie du Sud-Est qui est le troisième partenaire commercial des États-Unis (en 2000, les investissements américains y ont été six fois supérieur à ceux effectués en Chine).

Les formes d'interventions sont celles de la discipline. Si le principal résultat du capital, c'est la reproduction du face-à-face entre le prolétariat et le capital, que de ce face-à-face découle *ipso facto* le premier moment de l'échange entre le capital et le travail (achat-vente de la force de travail) ne va pas de soi. De la Mer Rouge à l'Indonésie, ce n'est pas une supposée peau de chagrin du développement capitaliste qui pose problème mais au contraire l'énorme développement spécifiquement capitaliste qui y a eu lieu depuis vingt-cinq ans. La situation de la force de travail y est fondamentalement la même que dans les aires les plus développées : la force de travail existe face au capital comme force de travail sociale globale. Mais alors qu'elle est dans les aires développées *globalement* achetée par le capital et *individuellement* utilisée, il n'y a pas d'achat global dans les nouvelles périphéries. D'où l'importance de la disciplinarisation de la force de travail (cf. « L'oppression comme moment de l'exploitation » in Roland Simon, *Fondements critiques d'une théorie de la révolution*, éd. Senonevero, pp. 653 et sq.) : les ruptures au niveau du troisième moment de l'exploitation ; le prolétaire transformé en pauvre, une revendication de la richesse, désir/haine des États-Unis ; l'exclusion n'est pas la vérité du rapport capitaliste).

Si la politique étrangère des États-Unis suit un « nouveau cours hégémonique unilatéraliste », c'est qu'il y a réellement, avec la guerre d'Afghanistan, fin de la guerre froide. Les États-Unis, après le 11 septembre, mettent en place une riposte planétaire pour laquelle il n'y a plus que des désordres internes. La guerre du Golfe était une guerre prise encore dans des rapports inter-étatiques. Les États-Unis annoncent maintenant ouvertement que, partout dans le monde, pour atteindre leurs objectifs le recours

à la force est nécessaire et légitime, il ne s'agit pas bien sûr de s'en offusquer, nous avons essayé de comprendre ce que ce discours signifie de nouveau, c'est-à-dire la réalité nouvelle qu'il recouvre qui fait que l'armée américaine intervient à Kandahar ou à Mogadiscio comme à Los Angeles. Réalité nouvelle qui fait que, malgré l'opposition russe, les Américains s'installent dans les républiques d'Asie centrale, malgré les préoccupations chinoises, dans la province musulmane du Xinjiang la présence américaine proche bouscule le « groupe de Shanghai » (Russie, Chine, Ouzbékistan, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan), groupe qui avait pour objectif de contrer la présence américaine en Asie centrale. La présence américaine au Kirghizistan est ouvertement présentée comme destinée à durer « de longues années », la base de Manas est un « carrefour de l'observation en Asie centrale ». Simultanément, il y a renforcement de la présence américaine au large de la Somalie et dans les bases d'Oman et de Bahreïn. Aux Philippines, la cible principale est le groupe Abu Sayyaf, mais aussi la « Nouvelle Armée du Peuple » (NAP) de tendance communiste avec ses commandos urbains, les menaces sur Singapour obligent les États-Unis à une présence plus massive en Asie du Sud-Est, malgré l'hésitation évidente face à une intervention directe en Indonésie (le maillon faible de la « lutte anti-terroriste » dans la région).

L'écrasement de la sécession, c'est la récupération de ce qui dans l'islamisme est contrôle et reproduction sociale. Non seulement le côté « Welfare », mais aussi sa capacité à contrôler, taxer et répartir la petite production marchande, ses réseaux. De la Caspienne à Vladivostok prolifère l'obscène vitalité de la valeur au travers de toutes les productions et les échanges licites ou non. Pour se décharger des frais de la guerre et du soutien aux moudjahidins, l'ISI (services pakistanais) et la CIA ont installé des centaines de laboratoires de traitement de l'héroïne, de leur côté les moudjahidins avaient imposé un « impôt révolutionnaire » et donné l'ordre aux paysans de planter de l'opium. Si le régime taliban a éradiqué la culture de l'opium (quatre ans près leur installation au pouvoir et peut-être pour pouvoir écouler des stocks devenus très importants), les talibans ne prélevaient qu'une taxe sur le commerce de l'opium – estimée à 50 millions de dollars par an, (*le Monde* 4 novembre 2001) – et n'étaient pas impliqués dans les strates supérieures du trafic. Comme ils prélevaient une taxe sur tous les commerces illicites – armes, pierres précieuses etc. : environ 75 millions de dollars (*ibid.*). Au Tadjikistan, les chefs islamistes de la guerre civile, entrés au gouvernement, sont devenus des barons de la drogue. « L'armée russe, toujours présente comme seul soutien du régime, joue un rôle clé, avec ses avions, dans le trafic d'héroïne. » (*ibid.*, 16 septembre 2001.)

Cependant la « récupération » sociale de l'islamisme peut être problématique (éducation, femmes...). Après son abandon des talibans et la mise au pas des tendances islamistes radicales, Moucharraaf (président du Pakistan), dans un discours prononcé le 12 janvier 2002 (la défaite des talibans est alors consommée), balaye l'islamisation politique mise en œuvre depuis 1977 par le général Zia Ul-Haq et définit le Pakistan comme « un État-Providence islamique, progressiste et dynamique » et, en même temps qu'il attaque les groupes « qui ont créé un État dans l'État et ont défié le pouvoir du gouvernement », il remercie les Madrassas qui dispensent « d'excellentes mesures de bien-être pour les défavorisés sans les fonds de l'État » (*le Monde*, 15 janvier 2002). Le Pakistan, depuis le début des années quatre-vingt, est un fournisseur de choix pour les produits bon marché fabriqués par les multinationales : textile, matériel médical, produits en cuir, tapis pour Ikea, confection pour Wal-Mart, linge de maison en coton pour les Galeries Lafayette, Carrefour, Auchan, peaux pour les chaussures Eram, ballons de foot pour Adidas, Nike, Puma.

En fait, le terrorisme de Ben Laden renvoie à une question économique majeure, celle du mode d'accumulation actuel du capitalisme : phase extensive ou phase intensive. La distinction entre ces deux types d'accumulation ne renvoie que partiellement aux deux modes d'extraction de la plus-value. Si l'extraction de plus-value sous son mode relatif est largement dominant, elle n'est jamais exclusive et, en outre, elle peut elle-même se modeler soit comme autocentrage de l'accumulation sur les régions déjà les plus développées, soit comme extension. Par l'énorme saccage (la « planète des bidonvilles »), c'est paradoxalement une extension de l'accumulation intensive qui se réalise. La théorie de l'accumulation capitaliste et de la reproduction des rapports de production fondés sur le capital comme « peau de chagrin » ne résiste pas à la critique. Dans cette théorie, la dualité du monde capitaliste (développé/non

développé – pour simplifier à l'extrême) n'est pas considérée comme faisant système, si le développé est presque toujours compris comme créant le « non-développé » et parfois même comme le reproduisant, il n'est jamais compris comme le reproduisant comme nécessaire pour lui-même ; ensuite, cette « théorie de la peau de chagrin » considère que ce qui est contradictoire dans l'accumulation capitaliste signe son échec et non simultanément sa dynamique ; enfin, elle n'est qu'une théorie objectiviste des rapports entre capitaux. La mondialisation n'est pas une tache d'huile sur un espace *donné*, mais une structure d'accumulation, *construction* d'un espace comme diraient les géographes. C'est bien parce que le « saccage » est une extension de l'accumulation intensive qu'il n'y a plus de tiers-mondisme, qui n'était que la frustration d'un capital autocentré, c'est pour cela également que, malgré l'objectif sécessionniste (absolument nécessaire et absolument irréal), le terrorisme de Ben Laden est « déterritorisé », *se situant au même niveau que son adversaire*. La mondialisation produit son adversaire interne au même niveau d'universalité abstraite : le capital/la religion. L'aspect policier de l'interventionnisme américain en particulier et occidental en général n'est pas le signe d'un repliement plus étroit du « Nord » sur lui-même. C'est une accélération de la mondialisation qui est en œuvre dans cet interventionnisme, une mise au pas dans le cadre du double échappement de la reproduction globale du rapport de production capitaliste que nous évoquions au début de ce texte : disjonction entre un échappement de la reproduction de la valorisation et des conditions de l'accumulation vers le « haut » et de la reproduction de la force de travail et des conditions de sa disponibilité et de sa mobilisation vers le « bas ». Si ce procès nous fournit la clé de cette déliquescence étatique, il ne peut cependant se poursuivre sans une réétatisation limitée de certaines régions après le développement capitaliste subi depuis vingt-cinq ans. À ce sujet, la question de la « peau de chagrin » est un des rares thèmes du texte « Septembre gris » (*Troploin*, Aredhis) dont on puisse discuter, thème déjà présent dans le texte sur la Serbie.

Nous sommes entrés dans un monde capitaliste étrange dans lequel plus les modes de reproduction de la force de travail semblent s'éloigner des « règles théoriques » de la subsomption réelle, plus le mode de production devient totalement et partout spécifiquement capitaliste.

CHRONOLOGIE

DE MAHOMET À LA SECONDE GUERRE MONDIALE

622	Hégire
632	Mort de Mahomet
632-661	Les quatre premiers califes élus ; conquête de la Syrie, de la Palestine et de la Perse.
661-750	Dynastie des Omeyyades, révoltes populaires chiïtes, extension des conquêtes, de l'Indus à l'Espagne.
750-1258	Dynastie des Abbassides, Bagdad capitale, éclatement de l'empire (dynasties locales) ; à partir du ix ^e siècle, les Turcs (musulmans) contrôlent l'armée.
1258	Les Mongols prennent Bagdad.
1260	Les Turcs Mamelouks repoussent les Mongols.
1361	Fondation de l'Empire turc des Osmanli.
1413	Les Mongols sont repoussés.
1453	Prise de Constantinople par les Turcs.
1512-1520	Conquête de la Syrie, de l'Arabie et de l'Égypte par les Turcs Osmanlis.
1526	Soliman le Magnifique, conquête de la Hongrie.
1534	Conquête de la Perse par les Turcs.
1529-1574	Les États du Maghreb deviennent vassaux des Turcs.
1571	Défaite navale des Turcs à Lépante.
xvii ^e -xviii ^e siècles	Perte de la Hongrie, de territoires dans les Balkans et autour de la mer Noire.
1803	Méhémet Ali s'empare du pouvoir en Égypte.
1822	Indépendance de la Grèce avec l'appui de la Russie, de l'Angleterre et de la France.
1839	Les Anglais à Aden.
1853-1856	Guerre de Crimée.
1856	Droits de douane réduits qui ruinent la production nationale ; la dette ottomane s'accroît, les revenus de l'État sont gagés.
1859-1869	Construction du canal de Suez.
1875	Banqueroute des finances ottomanes. L'Égypte, vassale des Turcs, vend à la Grande-Bretagne les actions du canal de Suez.
1881	Les dettes de l'État ottoman sont administrées internationalement. Révolte nationaliste à Alexandrie, intervention anglaise.
1882	Occupation anglaise de l'Égypte, qui devient protectorat en 1914.

- 1908 Révolte militaire des « Jeunes Turcs » à Salonique (Enver Pacha). L'Empire devient un État constitutionnel (Mohamet V, 1909-1918).
- 1909-1918 Les « Jeunes Turcs » au pouvoir.
- 1912 Première guerre balkanique, défaite turque.
- 1913 Deuxième guerre balkanique, fin des possessions européennes de l'Empire ottoman.
- 1914 Entrée en guerre de la Turquie aux côtés de l'Allemagne.
- 1916 Accords Syks-Picot, répartition entre la France (Syrie) et la Grande-Bretagne (Mésopotamie, Palestine, Jordanie) des territoires turcs du Moyen-Orient.
- Proclamation de l'indépendance de la Turquie dans ses frontières nationales (Istanbul est occupée par les Français et les Britanniques).
- 1918 Après la défaite, et l'occupation franco-anglaise, Mustafa Kemal (Atatürk) prend la tête du « mouvement national turc ».
- 1919-1920 Les Français chassent Fayçal, roi de Syrie, fils du chérif de la Mecque, Hussein, à qui les Britanniques avaient promis l'Arabie.
- 1920 Le Sultan refuse la ratification du traité de Sèvres (perte de la Syrie, de l'Irak, de la Palestine, de l'Arabie, du Dodécanèse, internationalisation des détroits).
- Échec des Grecs, qui avaient reçu mandat des Britanniques pour rétablir l'ordre en Anatolie.
- 1921 Traité d'Ankara, départ des Français de Turquie.
- Fayçal, roi d'Irak, sous mandat britannique.
- 1922 Suppression du sultanat par Mustafa Kemal.
- Indépendance de l'Égypte, reconnue par la Grande Bretagne, qui conserve la défense du pays, la sécurité de la zone du canal et la politique étrangère.
- 1923 Traité de Lausanne : la Turquie obtient la Thrace orientale.
- Séparation entre la Jordanie et la Palestine. Création britannique de l'État de Transjordanie.
- 1923-1938 Atatürk, président de la République.
- 1924 Ibn Séoud occupe la Mecque et Médine.
- 1926 Création du Liban par la France.
- 1930 Indépendance irakienne (sous contrôle britannique).
- 1932 Fondation du royaume d'Arabie Saoudite.
- 1936 L'Égypte devient entièrement indépendante mais les troupes britanniques conservent la zone du canal. Farouk Ier, roi d'Égypte (jusqu'en 1952).
- 1941 Autonomie de la Syrie et du Liban.

APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

- 1944 *25 septembre* : Fondation de la Ligue arabe (Égypte, Syrie, Transjordanie, Irak, Liban).
- 1945 *8-13 mai* : Écrasement de la rébellion de Sétif en Algérie.
 Décembre: Accord franco-britannique sur le retrait de leurs troupes de Syrie.
- 1946 *22 mars* : La Grande-Bretagne reconnaît l'indépendance de la Transjordanie.
 24 décembre : Évacuation des troupes françaises du Liban.
- 1947 *27 janvier* : Rupture des relations entre l'Égypte et la Grande-Bretagne.
 29 novembre : Adoption par l'ONU du plan de partage de la Palestine.
- 1948 *15 janvier* : Indépendance de l'Irak ; les Britanniques conservent d'importantes facilités militaires.
 14 mai : Proclamation de l'indépendance d'Israël.
 15 mai : Première guerre israélo-arabe.
- 1949 *24 février-8 décembre* : Série d'armistices entre Israël et les pays arabes limitrophes, qui fixent les nouvelles frontières d'Israël.
- 1950 *24 avril* : La Transjordanie annexe la Cisjordanie : création du royaume de Jordanie.
- 1951 *15 mars* : Iran : le Parlement vote la nationalisation des pétroles.
 3 avril : Accord entre le gouvernement irakien et l'IPC (Iraq Petroleum Company) : fin des menaces de nationalisation.
 28 avril : Iran : Mossadegh devient Premier ministre.
 5 septembre : Le roi Talal, hostile à la Grande-Bretagne, accède au trône de Jordanie.
- 1952 *26 janvier* : Émeutes contre la Grande-Bretagne au Caire.
 17 juin : Iran : Mossadegh obtient les pleins pouvoirs.
 23 juillet : Égypte: coup d'État d'officiers sous la direction du général Neguib.
 11 août : Le roi Talal de Jordanie est déposé, son fils Hussein lui succède.
- 1953 *3 janvier* : Égypte : premier plan quinquennal.
 2 mai : Fayçal II devient roi d'Irak.
 13 août : Le shah renvoie Mossadegh qui refuse.
 15 août : Fuite du shah.

- 22-24 août : Intervention de la CIA, retour du shah, arrestation de Mossadegh.
- 8 novembre : Arabie : mort du roi Ibn Séoud.
- 1954 5 août : Iran : signature d'un accord pétrolier avec le Consortium International des Pétroles.
- 29 octobre : Égypte : dissolution des Frères musulmans.
- 1er novembre : Début de la guerre d'Algérie.
- 14 novembre : Égypte : destitution de Neguib. Nasser prend le pouvoir.
- 1955 2 mars : Pacte militaire, économique et politique entre la Syrie et l'Égypte.
- 30 mars : Pacte de Badgad entre Irak, Turquie et GrandeBretagne.
- 1956 17-24 avril : Conférence de Bandung.
- 2 mars : Indépendance du Maroc. Le général britannique John Glubb (Glubb Pacha) perd le commandement de la légion arabe en Jordanie.
- 12 mars : Conférence militaire égypto-syro-saoudienne.
- Aide à la Jordanie.
- 20 mars : Indépendance de la Tunisie.
- 23 juin : Nasser devient officiellement président de la République.
- 14 juillet : Égypte : les États-Unis refusent de participer au barrage d'Assouan dans le but de faire apparaître la faiblesse du soutien soviétique.
- 26 juillet : Nationalisation du canal de Suez.
- 22 septembre : Nouvelle conférence militaire à Ryad entre Nasser, Kossatly de Syrie et Ibn Séoud.
- 14 octobre : Le Conseil de sécurité (USA, URSS), accepte la souveraineté égyptienne sur le canal.
- 29 octobre : Attaque israélienne contre l'Égypte.
- 31 octobre-5 novembre : Intervention franco-britannique en Égypte.
- 6 novembre : La Grande-Bretagne et la France acceptent d'arrêter leur intervention en Égypte.
- 1957 15 janvier : Nasser « égyptianise » toutes les banques et agences commerciales étrangères.
- 24-27 février : Conférence au Caire entre Hussein, Nasser, Kossatly et Ibn Séoud : se tenir à l'écart des grandes puissances, « neutralisme positif ».
- 10-14 avril : Échec d'un coup d'État pro-nassérien en Jordanie.
- 15-24 avril : Grève générale et émeutes anti-royales en Jordanie. Ultimatum de l'Irak (toujours sous influence anglaise) contre la Syrie et l'Égypte.

- 1er juillet* : Fourniture à la Jordanie par les États-Unis, de matériel militaire et d'une aide économique considérable.
- 21 juillet* : Oman : rébellion pro-nasserienne contre le Sultan soutenu par la Grande-Bretagne.
- 13-20 août* : Échec d'un coup d'État militaire pro-américain en Syrie.
- 14 août* : Oman : intervention britannique, écrasement de la rébellion.
- 1958 *29 janvier* : Accord de coopération économique entre l'Égypte et l'URSS.
- Juillet-août* : Affrontements au Liban.
- 14 juillet* : Chamoun, élu depuis 1952, fait appel à l'aide américaine. Coup d'État en Irak. Proclamation de la République ; Fayçal est tué, Kassem devient chef du gouvernement. À partir du 20 juillet, élimination des officiers nassériens et baathistes, appui des communistes, début de la rivalité entre Nasser et Kassem.
- 15 juillet* : Débarquement américain à Beyrouth.
- 16 juillet* : À la suite de la révolution irakienne, la Jordanie appelle la Grande-Bretagne à l'aide.
- 31 juillet* : Fouad Chehab élu président du Liban (rétablissement de l'équilibre chrétiens- musulmans ; neutralité de l'armée).
- 1959 *8-9 mars* : Irak : échec du soulèvement baathiste du Nord, écrasé par l'armée avec l'aide des Kurdes et des communistes.
- 24 mars* : L'Irak se retire du pacte de Bagdad.
- 1960 *Durant l'année* : Opposition des propriétaires fonciers aux réformes sociales et politiques en Iran.
- 5 mai* : Ali Amani, chef de l'opposition libérale en Iran, forme le nouveau gouvernement.
- 14 septembre* : Création de l'OPEP : Irak, Arabie, Iran, Koweït, Venezuela.
- 1961 *19 juin* : Fin du protectorat britannique et indépendance du Koweït.
- 1er juillet* : Les forces britanniques reviennent au Koweït en réplique à la menace irakienne.
- 23 décembre* : Égypte : nationalisation de toutes les terres appartenant à des étrangers.
- 1962 *25 mai* : Création à la Mecque de la Ligue islamique mondiale.
- 1er juillet* : Indépendance de l'Algérie.
- 27 septembre* : Le colonel Salal, soutenu par l'Égypte, prend le pouvoir au Yémen ; l'imam Badr en fuite, reçoit l'appui de l'Arabie.
- 1963 *8 février* : Coup d'État militaire en Irak, victoire des baathistes, exécution de Kassem, Aref prend le pouvoir.
- 9 février* : Les Kurdes annoncent leur ralliement.

- 8 mars* : Coup d'État en Syrie : le parti Baath prend le pouvoir.
- 14 avril* : Traité d'union entre l'Irak, la Syrie et l'Égypte.
- 15 septembre* : Ben Bella, président de l'Algérie.
- 1964 *6-25 mai* : Voyage de Khrouchtchev en Égypte, inauguration d'Assouan.
- 28 mai-2 juin* : Fondation de l'OLP.
- 14 juillet* : Irak : les « cinq décrets socialistes », nationalisation de l'économie.
- 2 novembre* : Destitution du roi Séoud d'Arabie, remplacé par son frère Fayçal, plus « occidentalisant ».
- 1965 *22-23 mars* : Violentes émeutes populaires au Maroc.
- 19 juin* : Coup d'État en Algérie, Boumedienne succède à Ben Bella.
- 24 août* : Nasser signe avec Fayçal d'Arabie un accord pour mettre fin à la guerre du Yémen.
- 29 octobre* : Disparition de Mehdi Ben Barka, opposant marocain et organisateur de la Tri-continentale.
- 1967 *5-10 juin* : Guerre des Six-Jours. Occupation par Israël de Gaza, du Sinaï, du Golan, de la Cisjordanie et de Jérusalem Est.
- 1968 *8 février* : Nombreux attentats dans les territoires occupés.
- 17 juillet* : Irak : coup d'État. Aref exilé, Hassan el Bakr (baathiste) prend le pouvoir.
- 1969 *Toute l'année* : Duels d'artillerie et combats aériens au dessus du canal de Suez.
- 1er-4 février* : 5e session du Conseil national palestinien. Prédominance du Fatah ; Arafat devient Président de l'OLP.
- 1er septembre* : Coup d'État militaire en Lybie : destitution du roi Idriss.
- 8 septembre* : Lybie : Kadhafi devient président de la République.
- 2 novembre* : Accord du Caire sur la présence palestinienne au Liban.
- 1970 *Janvier à août* : Violents affrontements entre l'Égypte et Israël.
- 10-12 juin* : Affrontements jordano-palestiniens (5 000 morts). La Jordanie est contrainte de faire des concessions aux fedayin.
- 13 juin* : Alger augmente de 50 % le prix du pétrole livré à la France.
- 17-22 septembre* : Septembre noir.
- 28 septembre* : Mort de Nasser.
- 5 octobre* : Sadate succède à Nasser.
- 13 novembre* : Hafez el Assad, ministre de la Défense, prend le pouvoir en Syrie.
- 1971 *24 février* : Algérie : nationalisation de 51 % des compagnies pétrolières françaises.

- 14 août* : L'Émirat de Qatar devient indépendant.
- 2 décembre* : Création de la Fédération des Émirats arabes unis (Abu-Dhabi, Dubaï...).
- 1972 *14 mai* : Irak : retour des communistes dans le gouvernement.
- 1er juin* : Irak : nationalisation de l'IPC.
- 18 juillet* : Égypte : renvoi des conseillers soviétiques.
- 1973 *6-25 octobre* : Guerre du Kippour.
- 16-17 octobre* : Réunion du Koweït, doublement du prix du pétrole.
- 23 décembre* : Nouveau doublement du prix du pétrole (réunion de Téhéran).
- 31 décembre* : Élection en Israël, forte progression de la droite nationaliste.
- 1974 *18 avril* : Attaque des islamistes contre l'Académie militaire d'Héliopolis au Caire.
- 13 novembre* : Accueil triomphal d'Arafat à l'ONU.
- 1975 *6 mars* : Accord entre l'Irak et l'Iran sur le Chatt el Arab et arrêt de l'aide aux Kurdes.
- 25 mars* : Assassinat du roi Fayçal. Son frère Khaled lui succède.
- 13 avril* : Début de la guerre civile au Liban (heurts entre Palestiniens et phalangistes).
- 23 décembre* : Combat entre le Yémen du Sud et Oman. Le Yémen encourage la rébellion du Dhofar.
- 1976 *11-30 mars* : Tensions dans les territoires occupés. Incidents en Galilée.
- 21 mars* : Liban : alliance entre gauche et Palestiniens.
- 12 avril* : Intervention syrienne au Liban. Affrontements avec les Palestino-progressistes.
- 22 juin* : Beyrouth est coupée en deux.
- 4 août* : Violentes manifestations dans les territoires occupés.
- 1977 *18-19 janvier* : Violentes émeutes de la faim en Égypte.
- 10 février* : Travaux forcés pour les émeutiers et les grévistes en Égypte.
- 17 mai* : Victoire de la droite nationaliste aux élections en Israël. Begin devient Premier ministre.
- 6 août* : Extension en Cisjordanie et à Gaza de la législation israélienne.
- 19-21 novembre* : Sadate à Jérusalem.
- 1978 *7 et 9 janvier* : Manifestation à Qom en faveur de Khomeyni (60 morts).
- 26 janvier* : Grève générale en Tunisie. Violentes émeutes.
- 5-17 septembre* : Iran : accords de Camp David.

31 octobre : Iran : grève des ouvriers du pétrole puis des autres secteurs.

27 décembre : Mort de Boumediene. Iran : interruption totale des exportations pétrolières.

1979

16 janvier : Départ du shah d'Iran

1er février : Retour de Khomeyni en Iran.

7 février : Chadli, président de la République algérienne.

9-12 février : Iran : chute du gouvernement Bakhtiar, insurrection à Téhéran menée par les fedayin Khalq et les moudjahidin Khalq. Les religieux ont du mal à reprendre le contrôle de la situation.

8 juin : Iran : nationalisation du secteur bancaire.

16 juin : Sévère répression contre les intégristes et les Frères musulmans en Syrie.

Juin-juillet : Iran : nationalisation du secteur industriel. Reprise en main par les religieux.

16 juillet : Irak : Saddam Hussein devient chef de l'État, effacement de Hassan el Bakr.

4 novembre : Téhéran : prise de l'ambassade américaine.

20 novembre : La Grande Mosquée de la Mecque est investie par les intégristes (135 morts).

27 décembre : Babrak Karmal prend le pouvoir en Afghanistan avec l'appui soviétique.

1980

20-23 avril : Algérie : émeutes de Tizi-Ouzou.

7 juillet : Liban : les phalangistes sont maîtres du « camp chrétien ».

23 septembre : Début de la guerre Iran-Irak.

26 décembre : Affrontement entre phalangistes et Syriens au Liban. Bachir Gemayel fait appel à l'ONU.

1981

20 janvier : Libération des otages américains de Téhéran.

20 juin : Maroc : grève générale suivie de violentes émeutes.

21 juin : Iran : affrontements sanglants entre moudjahidin Khalq et Pasdarans.

2 octobre : Iran : Ali Khamenei, président de la République.

6 octobre : Assassinat de Sadate.

7 octobre : Moubarak, président de la République égyptienne.

29 octobre : Iran : Moussavi (radical) devient Premier ministre. La candidature modérée de Velayati, proposée par le président, a été rejetée.

1982

2 février : Soulèvement islamique d'Hama en Syrie.

8 février : Élimination des moudjahidin en Iran.

- 6-11 mai* : Reprise des affrontements entre Syriens et Palestiniens au Liban.
- 12 juin* : Mort du roi Khaled. Son frère Fahd lui succède.
- 25 juillet* : Arafat reconnaît toutes les résolutions de l'ONU sur la question palestinienne.
- 4 août* : Les blindés israéliens pénètrent à Beyrouth-Ouest.
- 21 août-3 septembre* : 14 500 fedayin évacuent Beyrouth.
- 23 août* : Liban : élection de Béchir Gemayel à la présidence.
- 14 septembre* : Assassinat de Béchir Gemayel.
- 16-17 septembre* : Massacre de Sabra et Chatila.
- 1983 *3-25 septembre* : Guerre du Chouf (chrétiens et Druzes).
- 23 octobre* : Destruction à Beyrouth du quartier général des marines et des parachutistes français (297 morts).
- 31 octobre-4 novembre* : Conférence interlibanaise de Genève. Amine Gemayel doit renoncer à l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983.
- 29 décembre* : Tunisie : « Émeutes de la faim » (75 morts).
- 31 décembre* : L'OLP reconnaît Camp David comme un fait irréversible.
- 1984 *20 janvier* : Maroc : « Émeutes de la faim ».
- 6 février* : Amal prend le contrôle de Beyrouth-Ouest.
- 8-26 février* : Liban : évacuation des contingents britannique, américain et italien.
- 29 février* : Les Iraniens occupent les îles Majnoun (1/6 des réserves pétrolières irakiennes).
- 31 mars* : Liban : départ du contingent français.
- 26 avril* : Début de la guerre des pétroliers déclenchée par l'Irak.
- Octobre* : Annulation de la hausse des prix après les émeutes en Égypte et les manifestations ouvrières d'Alexandrie.
- 1985 *13 mars* : Liban : affrontement au sein du camp chrétien entre Amine Gemayel et Samir Geagea.
- 20 mai* : Liban : bataille des camps entre le Fatah et les chiites d'Amal.
- Novembre* : Désignation de Montazeri comme successeur de Khomeyni en cas de disparition : renforcement du camp radical de Moussavi (Premier ministre), contre les « libéraux » du président Khamenei et du président du Majlis, Rafsandjani.
- 1986 *28 janvier-9 février* : Importantes grèves dans l'industrie textile au Caire.
- 26-27 février* : Émeutes au Caire.
- Septembre* : Affrontements au Liban entre chiites d'Amal et du Hezbollah.

Novembre : Iran : répression menée par Rafsandjani contre les partisans de Montazeri. Arrestation des chefs des Pasdarans.

8-10 novembre : Violentes émeutes en Algérie à Constantine et Sétif.

15 novembre : Révélation d'un accord secret entre l'Iran et les États-Unis qui appuient Rafsandjani et l'Iran contre l'Irak, en vue d'un départ de Saddam Hussein.

Décembre : Situation de grande faiblesse de la Syrie au Liban : Amal a perdu Beyrouth-Ouest au profit du Hezbollah, Amine Gemayel perd Beyrouth Est au profit de Geagea.

1987

22 février : Occupation directe de Beyrouth par l'armée syrienne.

23 avril : Émeutes islamistes à Tunis.

28 août : Liban : grèves et manifestations contre la vie chère à Beyrouth-Ouest, réprimées par la fraction chiite de l'armée libanaise. Pillages dans la banlieue Sud.

29 août : Liban : condamnation unanime des émeutes qui se sont étendues à Beyrouth-Est.

31 août : Extension de l'agitation en province.

15 octobre : Manifestations communes à Beyrouth entre chrétiens et musulmans contre la vie chère.

7 novembre : Tunisie : destitution de Bourguiba, Ben Ali, Premier ministre, lui succède.

11 novembre : Sommet d'Amman. Poussée par l'Arabie, la Syrie renoue ses relations avec l'Égypte.

9 décembre : Début de l'Intifada à Gaza.

15 décembre : Les troubles atteignent Jérusalem-Est.

1988

Janvier : Début de l'Intifada en Cisjordanie.

Avril : Iran : revers pour les « libéraux », Rafsandjani momentanément aux côtés des « radicaux ».

6 mai : Liban : reprise de la guerre entre Amal et le Hezbollah, qui reprend le contrôle de la banlieue Sud.

Juin : L'armée syrienne investit Beyrouth-Sud.

18 juillet : Cessez-le-feu Iran-Irak.

Août : L'Intifada passe au stade de soulèvement institutionnalisé.

1er août : Désengagement jordanien de l'administration en Cisjordanie. Abandon officiel de la Cisjordanie à l'OLP.

26 août : Interdiction par Israël d'une association de syndicats de cadres (médecins, avocats, vétérinaires, agronomes).

23 septembre : Liban : fin du gouvernement de Amine Gemayel. Deux gouvernements en présence : Sélim Hoss, Premier ministre en place ; Michel Aoun,

désigné par Gemayel.

4-5 octobre : Violentes émeutes en Algérie (apparition des islamistes au cours des émeutes).

15 novembre : Proclamation par l'OLP à Alger, d'un État et d'un gouvernement palestinien. Reconnaissance d'Israël.

14 décembre : Annonce par les États-Unis de l'ouverture d'un dialogue avec l'OLP.

1989

14 mars : Liban : début de la « guerre de libération » d'Aoun contre la Syrie.

3 juin : Mort de Khomeyni.

Août : Iran : Rafsandjani Président.

14 septembre : Algérie : légalisation du FIS.

22 octobre : Accord de Taïf sur le Liban. rééquilibrage institutionnel, acceptation de la présence syrienne.

1990

Durant l'année : Iran : domination de plus en plus nette des « pragmatiques » (Rafsandjani et Khamenei).

26 mars : Algérie : législation favorable aux investissements et capitaux étrangers.

Juin : Unification du Nord-Yémen et du Sud-Yemen : hostilité de l'Arabie Saoudite.

12 juin : Victoire du FIS aux élections locales.

2 août : Invasion du Koweït par l'Irak.

12 août : Importantes manifestations pro-irakiennes en Jordanie.

Octobre : Hamas appelle dans les territoires occupés à « tuer les juifs » : il ne s'agit plus de « colons » ou de « militaires ».

9 octobre : Manifestations communes à Amman des Palestiniens et des islamistes.

13 octobre : Liban : rédition d'Aoun.

21 octobre : Propos apaisants vis-à-vis de l'Irak du prince Sultan et du roi Fahd d'Arabie.

23 octobre : Démenti de ces propos ; raidissement américain.

30 octobre : Accord de cessez-le-feu au Liban entre Amal et le Hezbollah.

10 novembre : Début du retrait effectif des milices au Liban.

Décembre : Sous l'influence de Hamas, le côté « ethnique » de l'Intifada se renforce.

14 décembre : Émeutes au Maroc.

1991

Janvier : La Syrie reçoit une aide massive des États-Unis et de l'Arabie Saoudite.

17 janvier : Début des bombardements massifs de l'Irak par les Américains.

7 février : Retour de l'armée libanaise dans le sud du pays.

24 février : Début de l'offensive terrestre au Koweït et en Irak.

28 février : Bush annonce la suspension des opérations militaires.

Mars : Série d'émeutes dans les quartiers pauvres de Bagdad.

1er mars : Irak : affrontements entre l'armée et les chiites dans le Sud, répression de l'insurrection de Bassorah.

26 mars : Les États-Unis proclament leur neutralité dans les affrontement du sud de l'Irak.

28 mars : L'armée irakienne reprend le contrôle de toutes les villes du Sud.

Avril : Exode des Kurdes d'Irak vers l'Iran et la Turquie.

22 mai : Signature du traité syro-libanais.

Juin : Émeutes continues à Alger.

5 juin : Algérie : affrontements entre le FIS et les forces de l'ordre.

30 juin : Arrestation des dirigeants du FIS.

1er juillet : Affrontement entre l'armée libanaise et les Palestiniens dans le sud, avec l'appui de la Syrie et des États-Unis.

30 octobre : Ouverture de la Conférence de Madrid sur le Proche-Orient.

26 décembre : Victoire du FIS au premier tour des élections législatives.

1992

11 janvier : Algérie : destitution de Chadli, annulation des élections législatives.

3 mars : Projet palestinien de gouvernement autonome.

4 mars : Dissolution du FIS.

23 juin : Victoire des travaillistes en Israël : Yitzhak Rabin Premier ministre.

5 août : Suspension de la colonisation dans les territoires occupés, les États-Unis débloquent un crédit de 10 milliards de dollars.

1993³

9 septembre : Reconnaissance mutuelle d'Israël et de l'OLP.

13 septembre : Signature par l'OLP et Israël, à la Maison Blanche des « accords d'Oslo ».

1994

1er juillet : Retour d'Arafat à Gaza.

26 octobre : Signature du traité de paix entre Israël et la Jordanie.

1995

Janvier : Bouclage des territoires après un attentat du Djihad islamique.

Avril : Arafat fait arrêter 170 membres du Hamas après trois attentats revendiqués par les islamistes.

28 septembre : « Oslo II », extension de l'autonomie en Cisjordanie, l'accord est signé

³ À partir de 1993, la chronologie est centrée sur le conflit israélo-palestinien, elle a été établie sur la base du dossier « Proche-Orient, la déchirure » (site internet du *Monde diplomatique*).

par Arafat et Rabin à Washington en présence de Clinton, Moubarak et Hussein de Jordanie.

4 novembre : Assassinat de Rabin, remplacé par Shimon Peres.

Décembre : Israël achève son retrait des villes palestiniennes sauf Hébron.

1996

20 janvier : Arafat élu président de l'Autorité palestinienne.

Mars : Attentats du Hamas (plus de 100 morts) en réponse à l'assassinat de l'«ingénieur» du Hamas.

Avril : Intervention israélienne au Sud-Liban.

24 avril : Le Conseil national palestinien élimine de sa Charte tous les articles mettant en cause le droit à l'existence d'Israël.

29 mai : Benyamin Nétanyahou (droite et extrême droite) devient Premier ministre.

8 octobre : Visite officielle d'Arafat en Israël invité par le président de la République.

1997

15 janvier : Accord sur le transfert de certains pouvoirs à l'Autorité palestinienne.

25 février : Construction d'une importante colonie juive à Jérusalem-Ouest (violation d'Oslo), les Américains s'opposent à une condamnation par l'ONU.

1er octobre : Libération par Israël du cheikh Yassine (chef du Hamas), triomphalement accueilli à Gaza.

1998

14 mai : Anniversaire de la fondation de l'État d'Israël ; affrontement des palestiniens avec l'armée israélienne, 9 morts.

21 juin : Plan « Grand Jérusalem » de Nétanyahou.

23 octobre : Accord de Wye River : récupération de 13 % supplémentaires des territoires occupés (1 % en pleine souveraineté), en échange répression accrue de la police palestinienne contre les mouvements «hostiles à la paix» et supervision de son action par la CIA.

24 novembre : Inauguration de l'aéroport international de Gaza.

18 décembre : Bombardements anglo-américains sur l'Irak, suspension de l'accord de Wye River par Israël.

1999

7 février : Mort du roi Hussein de Jordanie.

4 mai : Fin de la période officielle d'autonomie prévue par les accords d'Oslo ; report de la proclamation de l'État palestinien indépendant.

17 mai : Ehud Barak (travailliste) devient chef du gouvernement.

4 septembre : Accord de Charm el-Cheikh : redéfinition du calendrier, « passages sûrs » entre Gaza et la Cisjordanie, accord définitif au plus tard le 13 septembre 2000.

15 décembre : Reprise des pourparlers israélo-syriens (suspendus en mars 2000 faute d'accord).

2000

Mai : Retrait précipité de l'armée israélienne du Liban Sud.

10 juin : Mort d'Hafez El Assad.

11-24 juillet : Échec des négociations à Camp David entre Clinton, Barak et Arafat.

28 septembre : Sharon se rend sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem.

29 septembre : Début de la seconde Intifada.

1er décembre : Barak annonce sa démission.

28 décembre : Annulation du sommet de Charm el-Cheikh : Israël s'oppose à une souveraineté palestinienne sur l'esplanade des Mosquées ; les Palestiniens refusent de renoncer au principe d'un droit au retour.

2001

4 janvier : Échec des négociations de Washington.

20 janvier : G.W. Bush président des États-Unis.

21-27 janvier : Pourparlers de Taba en Égypte, échec.

6 février : Ariel Sharon, Premier ministre.

11 mars : Blocus total de Ramallah.

14 mars : Protestations contre le bouclage, deux Palestiniens tués.

27 mars : Attentats-suicides dans le nord d'Israël.

28 mars : Raids israéliens sur Gaza et la Cisjordanie.

14 avril : Attaques du Hezbollah dans la zone des « fermes de Chebaa » au Liban Sud.

16 avril : L'armée israélienne attaque des unités syriennes au Liban.

18 avril : Après réaction américaine, l'armée israélienne se retire des zones investies dans la bande de Gaza.

Avril-mai : Attentats et représailles israéliennes.

5 mai : Rapport Mitchell demandant la fin de toute colonisation dans les territoires palestiniens.

13 mai : Israël proclame le principe de la « croissance naturelle des colonies » ; nouvelles incursions dans la bande de Gaza.

15 mai : Cinquante-troisième anniversaire de la création d'Israël (la Naqba – grande catastrophe – pour les Arabes). Manifestations d'Arabes israéliens, quatre morts.

18 mai : Attentat-suicide ; F-16 contre Ramallah, Naplouse et Tulkarem.

11 septembre : Destruction des deux tours du World Trade Center.

2 octobre : G.W. Bush se déclare favorable à la création d'un État palestinien.

4 octobre : Selon le mouvement israélien « la Paix maintenant » : dix nouvelles colonies juives installées depuis juillet 2001

17 octobre : Assassinat par le FPLP du ministre israélien Rehavani Zeevi.

18-21 octobre : L'armée israélienne investit les faubourgs de six villes palestiniennes en Cisjordanie.

19 novembre : Colin Powell déclare : « [...] deux États, Israël et la Palestine, peuvent vivre côte à côte [...]. »

26 novembre : Début de la mission de paix américaine : « mission Anthony Zini ».

1er-2 décembre : Trois attentats-suicides revendiqués par le Hamas.

26 décembre : Le « faucon » Benyamin Ben Eliezer, ministre israélien de la Défense, prend la tête du Parti travailliste.

2002

3 janvier : Interception par les Israéliens du bateau « Karine A » chargé d'armes à destination des Palestiniens.

9 janvier : Israël dégage 34 millions de dollars de crédits spéciaux pour attirer des migrants juifs. L'immigration a reculé de 21 % en 2001.

11 janvier : Destruction de l'aéroport de Gaza.

25 janvier : Lancement, en Israël, de la pétition des réservistes refusant de servir dans les territoires.

7 février : Quatrième visite de Sharon à Washington depuis qu'il est Premier ministre.

17 février : Plan de paix du prince héritier saoudien Abdallah.

21 février : Destruction du Quartier général d'Arafat à Gaza.

28 février-2 mars : Occupation par l'armée israélienne des camps de Balata (Naplouse) et de Jénine.

8 mars : L'armée israélienne prend le contrôle de Bethlehem.

12 mars : Occupation de Ramallah.

24 mars : Au Liban, 350 000 partisans du Hezbollah (10 % de la population) manifestent leur solidarité avec l'Intifada.

28 mars : Nouvel attentat-suicide ; 400 morts israéliens depuis le début de l'Intifada dont 350 depuis l'arrivée de Sharon au pouvoir.

29 mars : Le Quartier général d'Arafat à Ramallah est cerné par l'armée israélienne.

30 mars : Importantes manifestations dans les pays arabes.

14 avril : Sharon propose aux États-Unis une Conférence internationale sans Arafat ni l'Union européenne.

15 avril : Début de la tournée au Proche-Orient de Colin Powell.

17 avril : Sharon accepte la présence d'observateurs américains.

19 avril : Après trois semaines d'occupation, l'armée israélienne se retire du camp dévasté de Jénine.

2 mai : Fin du siège du Quartier général d'Arafat à Ramallah. Devant la menace de

grève générale, les mesures d'austérité (gel des salaires etc.) annoncées par Sharon pour faire face au coût de la guerre sont repoussées.

7 mai : Nouvel attentat-suicide ; Israël n'exécute pas sa menace d'invasion de la bande de Gaza.

10 mai : Levée du siège de la basilique de la Nativité à Bethlehem où étaient réfugiés des « activistes » palestiniens.

Les livres de Senonevero sont publiés par l'association Arhis
(Association pour la recherche en histoire sociale).

Pour toute correspondance, adressez-vous à :

Arhis

184, rue Saint-Maur

75010 Paris

Achevé d'imprimer sur les presses de l'imprimerie

La Grafica Nuova

Turin

pour le compte des éditions Senonevero

Diffusé par Dif'pop

Dépôt legal : décembre 2002